QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12235 – 4 F – MARDI 29 MAI 1984

EN ÉGYPTE

Les élections ont été entachées de violences et d'irrégularités

LIRE PAGE 7 L'ARTICLE D'ÉRIC ROULEAU



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

« Le Monde de l'économie »

Pages 17 à 20

Notre supplément spécial Matières premières :

Grains verts et café noir

Dynamique de la paix en Colombie

Recherchée avec constance par le président Belisario Betancur, la dynamique de la paix et de la réconciliation avec les mouvements de guérilla entre enfin en action, lundi 28 mai, en Colombie. C'est un jour de fête et d'espoir pour l'immense majorité de la population. Celle-ci est lasse de décennies de violences sanglantes et stériles, héritage de conflits archaïques entre libéraux et conservateurs. Elle est consciente que la lutte pour le développement économique et la justice sociale impose un accord aussi large que possible entre toutes les forces politiques d'une nation combative et courageuse.

Les militaires et la police ont reçu l'ordre de cesser le feu contre les membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, proches du Parti communiste), qui contrôlent une trentaine de « fronts » sur l'ensemble du territoire (en fait des colonnes plus ou moins mobiles) et disposent, semble-t-il, de six mille combattants permanents. Les FARC, qui célèbrent le vingtième anniversaire de leur fondation, ont également ordonné à leurs militants de cesser toute action violente pendant un an.

Cette trêve, comme l'a précisé dimanche soir M. Betancur, devrait permettre d'établir un plan de réformes économiques et sociales, de relancer la réforme agraire, de tenter de démanteler les groupes paramilitaires comme le MAS (Mort aux ravisseurs, organisation créée par la mafia de la drogue pour faire échec aux enlèvements de ses « adhérents »).

Les gestes de bonne volonté du gouvernement Betancur – levée de l'état de siège en juin 1982, décret d'amnistie en novembre de la même année, contacts discrets engagés par le président lui-même avec des représentants de la guérilla, en particulier lors de son voyage officiel à Madrid en octobre 1983 – ont permis la signature d'un accord en douze points le 28 mars 1984. Le texte a été approuvé par le président de la commission de la paix nommée par le gouvernement. Et aussi par le plus vieux et le plus prestigieux chef des FARC, M. Manuel Marulanda Velez, dit « Tiro Fijo » (Vise juste), un « ancien » de la guerre impitoyable que se livrèrent bandes libérales et conservatrices à l'époque terrible de la « violence », et ultérieurement rallié au Parti communiste colombien, resté légal et actif : ce n'est que l'un des paradoxes d'une situation complexe et souvent caricaturée.

Mais ce n'est qu'une trêve, et qu'un espoir. Le Mouvement du 19 avril (M.19, extrême gauche nationaliste très liée à Cuba) et l'Armée populaire de libération (EPL, de tendance maoïste, mais peu influente) avaient envisagé de se joindre à la trêve mais souhaitent aujourd'hui engager leurs propres négociations à leurs propres conditions. De leur côté, l'Armée de libération nationale (castriste) et l'ADO (mouvement d'autodéfense ouvrière, actif à Bogota) affirment vouloir continuer leurs actions. Enfin, l'assassinat dans la capitale le 1er mai du ministre de la justice, Lara Bonilla, par des tueurs au service de la mafia de la drogue, a dramatiquement illustré la puissance d'une organisation liée à la mafia américaine, et qui pose un défi plus redoutable encore que celui de la guérilla aux autorités colombiennes désireuses d'en finir avec ce cancer.

L'état de siège a été rétabli après le meurtre de Lara Bonilla, et les FARC, sans remettre la trêve en question, réclament sa levée. On ne peut non plus exclure que des éléments dissidents des FARC ou d'autres groupes de guérilla ne relancent la violence. Mais la volonté de pacification du gouvernement et le meurtre du ministre de la justice ont aussi montré que les autorités disposaient d'un vaste consensus populaire dans cette double et difficile lutte contre la violence politique et contre l'empire clandestin de la mafia.

L'Iran menacé d'asphyxie

Incapable de continuer l'effort de guerre, Téhéran prépare une « offensive décisive »

Comment l'Iran va-t-il relever le nouveau défi que vient de lui lancer l'Irak en déclenchant l'escalade militaire qui, en l'espace de deux semaines, a pratiquement privé le régime de Téhéran de son unique source en devises étrangères ? Sans le débouché pétrolier de l'île de Kharg, la République islamique ne peut ni poursuivre son coûteux effort de guerre, ni soutenir artificiellement une économie rendue exsangue par cinq années d'une gestion anarchique.

Le régime de Téhéran se trouve désormais au pied du mur : pour éviter la banqueroute, il doit agir vite, car les réserves en devises dont il dispose ne lui permettent pas de survivre plus de trois à quatre mois.

Le défi est donc grave. Pourtant, les dirigeants iraniens s'efforcent, sur le plan intérieur, de dédramatiser la situation et n'ont fait, jusqu'à présent, aucun effort particulier pour mobiliser leur opinion publique contre les menaces qui se profilent à l'horizon. Paradoxalement, les Iraniens, qui sont les plus intéressés par cette affaire, sont les moins bien informés sur les développements de la crise qui décidera de l'avenir de leur pays.

Tout se passe comme si les dirigeants islamiques voulaient cacher à la population la montée des périls, en espérant que le conflit sera rapidement réglé par une solution de compromis qui contraindrait l'Irak à abandonner sa stratégie d'asphyxie graduelle du terminal de l'île de Kharg.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 6 ainsi que le point de vue de Nicolas Sarkis, directeur du Centre arabe d'études pétrolières, page 45.)

L'opposition face à ses contradictions

• *Mme Veil à la recherche d'une ligne européenne cohérente*
• *M. Le Pen durcit son discours*

« Les sondages sont utiles », mais *« ce qui m'intéresse, moi, ce sont les élections »*, a déclaré M. Jacques Chirac. Le président du RPR commentait le paradoxe suivant : jamais un pouvoir n'a été, dans les sondages, en aussi mauvaise posture, mais l'opposition n'en profite pas. M. Chirac préfère donc les résultats électoraux. *« Dans l'état actuel des choses*, a-t-il dit, *j'observe que l'opposition récupère les voix de tous les déçus. »*

Le maire de Paris gagnerait pourtant à être plus circonspect. Les sondages ? Ils indiquent que l'audience de la liste unique de l'opposition *conduite par Mme Veil s'effrite* (partie de 48 %, selon la SOFRES, publié par *le Figaro*, elle est créditée de 43 % des intentions de vote). Les élections ? Après avoir conservé Thionville, la gauche, conduite par un maire communiste, est cette fois reconduite à Houilles (Yvelines) et, dans une commune plus petite, Douvrin (Pas-de-Calais). Voilà bien un week-end peu ordinaire pour une gauche que l'on croyait vouée aux mauvaises nouvelles dominicales, et qui paraît se redresser dans les sondages (l'ensemble de la gauche est situé à 43 % par la SOFRES) et dans les urnes.

Ces quelques signes ne peuvent occulter la réalité : la droite est, aujourd'hui, en position dominante *dans l'opinion. Mais elle est aux* prises avec de sérieuses difficultés. Son capital électoral est menacé de dispersion et la banalisation de l'extrême droite y contribue. Elle avait choisi, en menant campagne pour un « vote de politique intérieure », de s'engager sur une voie qui lui paraissait à coup sûr triomphale. Le triomphe n'est plus aussi assuré.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

Les négociations entre le patronat et les syndicats

Comment adapter le droit social

LIRE PAGE 48 L'ARTICLE DE MICHEL NOBLECOURT

Le déficit de la balance des paiements

Une bien mauvaise passe

LIRE PAGE 44 L'ARTICLE D'ALAIN VERNHOLES

La bataille des satellites de télévision

Le nouveau projet luxembourgeois embarrasse la France

De notre envoyé spécial

Luxembourg. – Le pas franchi vendredi 25 mai par le gouvernement du grand-duché du Luxembourg avec l'octroi d'une concession pour l'usage d'un satellite de télécommunication et de télévision à la *Société luxembourgeoise des satellites* (SLS) *(le Monde* daté 27-28 mai) a été d'autant plus durement ressenti du côté français qu'on ne s'y attendait pas. Jusqu'au dernier instant, le projet GDL, pour lequel cette société a été conçue, avec le concours d'intérêts américains, par le Luxembourg était interprété comme une simple menace, un moyen de pression dans la négociation engagée avec la France pour le partage des rôles et des responsabilités dans l'exploitation du projet TDF 1 (1).

La négociation évoluait de façon prometteuse depuis l'accord intervenu le 2 mai entre les représentants des deux pays et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Une réunion « technique », jeudi 24 mai, avait même abouti, beaucoup plus tôt que prévu, à la rédaction de la concession française à la CLT (pour l'exploitation de deux des quatre canaux du satellite français TDF 1) et d'un projet de cahier des charges.

Ces progrès rapides avaient d'ailleurs permis de fixer, le 4 juin, la date à laquelle M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, *se rendrait* au Luxembourg pour signer la convention d'Etat à Etat, qui devait constituer la base légale de la première coopération internationale de deux nations européennes pour l'exploitation commune d'un satel*lite de télédiffusion.*

ERIC ROHDE.

(Lire la suite page 14 ainsi qu'un entretien avec M. Pierre Werner, chef du gouvernement du grand-duché, page 15.)

(1) Le capital de la SLS est détenu à hauteur de 55 % par des investisseurs luxembourgeois parapublics et de 45 % par M. Clay Whitehead, promoteur du projet Coronet, estimé à 180 millions de dollars pour sa mise en œuvre.

Les parents catholiques et leurs écoles

M. Jacques Chirac participera à la manifestation qu'organisera, le dimanche 24 juin, les responsables de l'enseignement privé pour exprimer leur hostilité au projet de loi préparé par le ministre de l'éducation nationale et amendé par le Parti socialiste.

La querelle scolaire se politise chaque jour davantage : Mme Edwige Avice, ministre délégué du temps libre, à la jeunesse et aux sports, et M. Louis Mexandeau, ministre des PTT, ont été chahutés, l'une à Cambrai, l'autre à Belle-Ile, par des parents d'élèves de l'école privée en colère.

I. – *Bienfaits du « sur-mesure »*

par CHARLES VIAL

« L'école, ici, fait partie de la famille. » Christian travaille aux transports en commun de la ville de Lille ; sa femme est infirmière. Leur « grande » fille de six ans est à l'école Sainte-Elisabeth. Dans ce quartier de gens modestes, à deux pas des filatures DMC, cette grosse école de vingt classes leur convient tout à fait. La scolarité n'est pas ruineuse : 68 francs par mois, et, d'ailleurs, près d'un quart des parents ne paient pas le tarif normal parce qu'ils sont en difficulté.

Le matin, dès 6 h 45, une garderie peut accueillir les enfants et les héberger, le soir, jusqu'à 18 h 30. Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, qui n'enseignent plus mais surveillent garderie et cantine, sont gentilles. La famille Thiriez, fondatrice de l'école pendant la guerre, ne siège plus au comité de gestion, quoiqu'elle reste propriétaire des bâtiments.

Il y a deux ans, Christian, s'il avait été déjà père d'élève, aurait sûrement prêté la main à ceux qui ont construit le préau. En tout cas, il est content que les parents aient pu, en se cotisant, acheter deux ordinateurs, même s'ils servent surtout, pour l'instant, aux élèves du cours moyen.

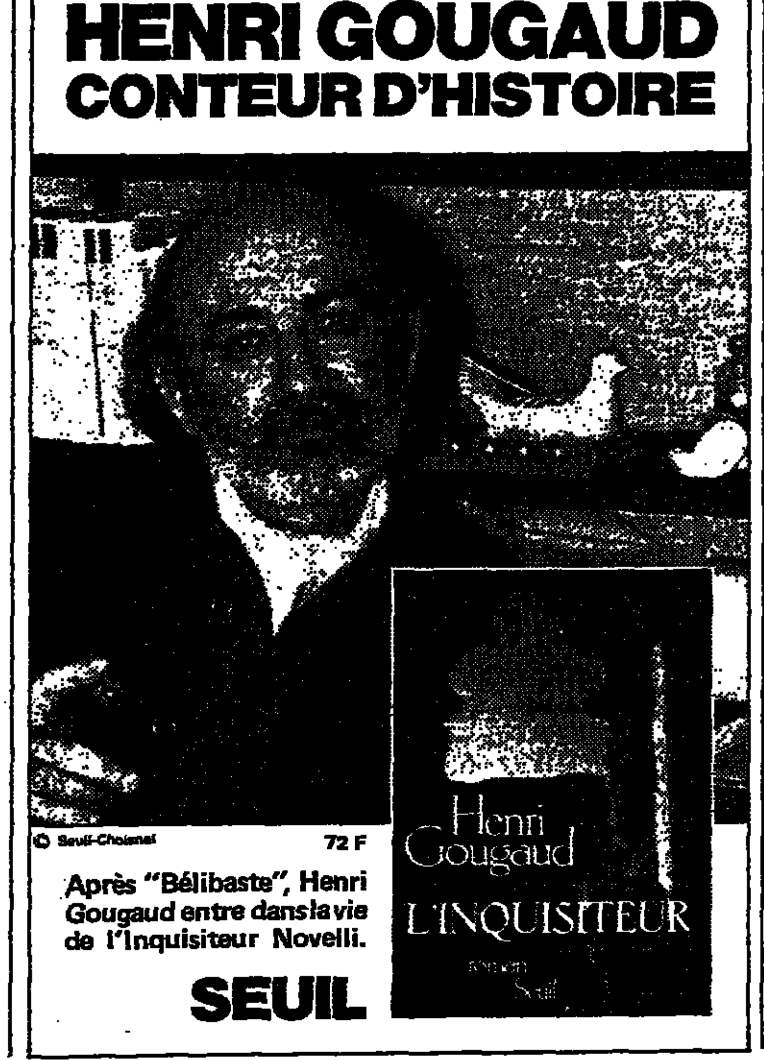
Il se réjouit, aussi, que certains aillent jusqu'à prendre congé pour animer, deux fois par mois, des ateliers de cuisine, de menuiserie ou de couture. Dans quelques jours, ce sera la kermesse, que préparent plus de cent personnes. Véritable fête du quartier, elle avait rapporté 60 000 francs l'an dernier ; il est vrai qu'on y avait servi deux mille repas.

Ça va bien. Il n'a rien contre l'école publique, Christian : sa belle-sœur y est institutrice. Mais elle reconnaît elle-même qu'à Sainte-Elisabeth *« ce n'est pas pareil ». Bien sûr, Christian apprécie qu'« on parle de Jésus-Christ »*, qu'on apprenne aux enfants à aider ceux qui ont de la peine en classe. *« Mais surtout, vous comprenez*, ajoute-t-il, *ici, c'est la porte ouverte aux parents. »*

Qu'ils soient de Sainte-Elisabeth à Lille, mais aussi de la Perverie-Sacré-Cœur ou du Loquidy à Nantes, de l'école de la Chapelle-sur-Erdre, du lycée technique Sainte-Anne ou du collège Saint-Louis à Saint-Nazaire, de Sainte-Ursule à Luçon ou de Stanislas à Paris, du Sacré-Cœur de Tourcoing, de l'Institution de la Croix-Blanche à Bondues ou du collège libre de Marcq-en-Barœul, tous ces parents le disent à leur manière : *« nous avons l'impression d'être écoutés par l'équipe éducative de l'établissement », « on téléphone quand on veut, il y a toujours quelqu'un qui nous reçoit tout de suite » ; « on a le sentiment d'avoir prise sur la marche de l'école ».*

Cette école, ils l'ont choisie. Pour mille raisons, difficiles à démêler parfois, et à classer.

(Lire la suite page 12.)



« Samstag » à Milan

Stockhausen célèbre Lucifer

LIRE PAGE 13 L'ARTICLE DE JACQUES LONCHAMPT

PRESSE ET JUSTICE

Deux logiques

par BRUNO FRAPPAT

Fâcheux concours de circonstances : le même jour, samedi 26 mai, un journaliste de *Paris-Match* est écroué après des perquisitions à son domicile et dans les bureaux de son journal, et, à Lille, la police saisit des cassettes-vidéo dans les locaux de FR 3.

Faut-il mettre ces deux perquisitions – et leurs conséquences – sur le même plan ? Faut-il y voir deux preuves équivalentes d'une offensive contre la liberté de la presse ?

Dans le premier cas, il s'agit d'une procédure judiciaire – qui serait banale dans le cas de toute autre profession – à propos d'un vol avéré, résultat d'un trafic photos de cadavres commis au détriment de l'identité judiciaire. Des journalistes sont accusés d'être complices d'un délit. Ce qui leur arrive aujourd'hui – enquête, perquisitions, interrogatoires, inculpations, incarcération – ne relèverait que d'une pratique courante, dans les limites du code pénal et du code de procédure pénale.

L'affaire de Lille est d'une nature différente. Aucun journaliste ne peut être poursuivi pour quelque délit que ce soit : la police a saisi des films – non diffusés – *pour faciliter son* enquête sur les manifestants d'extrême gauche qui ont provoqué des violences dans cette ville lors de la venue de M. Le Pen, violences à l'occasion desquelles des policiers avaient été blessés.

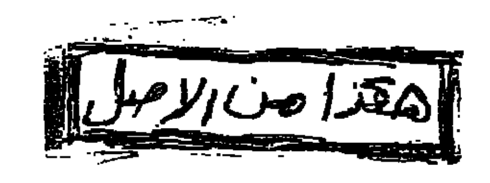
Du strict point de vue pénal, donc, dans un cas des journalistes inquiétés pour complicité de délit, dans l'autre des journalistes requis de fournir des éléments permettant à une enquête sur un délit auquel ils sont étrangers.

Le rapprochement de ces deux affaires – embarrassantes pour une *démocratie – vaut dans la mesure* où elles manifestent toutes deux l'opposition de deux logiques : celle de la presse et celle de la justice. Deux légitimités revendiquant chacune son rôle dans la recherche de la vérité.

Pour la presse du sensationnel, des photos de victimes gisant sur les « paillasses » lugubres de la morgue, *sont une information, puisqu'elles* peuvent être publiées et qu'il se trouve alors des gens pour acheter les journaux qui les montrent. Le lecteur est promu au rang de juge suprême, plaçant la presse au-dessus des lois communes au nom d'un principe sacralisé : tout ce qui se sait doit se dire, tout ce qu'on cache peut être dévoilé. L'objectif de *« vérité » permet* d'absoudre les méthodes utilisées – jusqu'à la corruption – dans la recherche de l'information.

Pour l'affaire de FR 3, c'est la logique de la justice qui pose un problème. Elle aussi pense que la vérité *étant le but, les moyens qu'elle utilise* n'ont pas à être contestés.

(Lire la suite page 11.)



Le Monde

idées

Sakharov et le monde d'aujourd'hui

par JEAN LALOY (*)

L'Académie des sciences et l'Académie des sciences morales et politiques tiennent, ce lundi 28 mai, une séance commune pour rendre hommage à Andrei Sakharov. On trouvera ci-dessous les principaux passages de la contribution de Jean Laloy à cette célébration.

A L'ORIGINE de la rupture entre Sakharov et le PC de l'URSS se trouve, bien sûr, la mort de Staline, le 6 mars 1953, mort suivie presque instantanément de ce que l'on a appelé le « dégel », changement de temps sinon de climat. Les gens soudain recommencent à respirer, ils cherchent des informations, échangent des idées.

Vers la même époque, Sakharov (*notons qu'il n'a jamais adhéré au PC*) se trouve devant une difficulté de portée universelle : les essais nucléaires à ciel ouvert menacent la santé, sinon la survie, de l'humanité. Lorsqu'il expose ses scrupules aux responsables politiques, il se heurte à un mur. En été 1961, au cours de la crise de Berlin, Khrouchtchev organise une rencontre avec un certain nombre de chercheurs scientifiques. Sakharov tente une fois encore de le dissuader d'entreprendre une série d'expériences nucléaires. Il fait passer un billet à Khrouchtchev, que celui-ci met dans sa poche. Le soir, au dîner, Khrouchtchev répond. « *Laissez-nous, dit-il, diriger la politique extérieure. Seule compte la force, la capacité de désorienter l'ennemi. Nous ne pouvons crier sur les toits que nous menons une politique de positions de force, mais il doit en être ainsi. Si je suivais des gens comme Sakharov, je ne serais qu'un pauvre type et non président du conseil...* » (1).

Ce combat entre un homme seul, affirmant la solidarité de tous face à un péril universel, et des dirigeants enfermés dans leur système se poursuit jusqu'en 1963, lorsqu'à l'accord sur l'arrêt partiel des expériences nucléaires, dont, en URSS, Sakharov a été l'avocat le plus actif. Pendant cette période, il a connu des moments de découragement. « *Le sentiment d'impuissance et d'effroi qui s'empara de moi*, écrit-il en 1973, *est resté gravé dans ma mémoire pour le restant de mes jours. Beaucoup de choses ont alors changé en moi. De là est née ma nouvelle attitude.* » (2).

Pas de paix sans réconciliation

C'est pendant cette période que ses idées prennent forme. Les titres de deux de ses manifestes les plus importants : en 1968, *Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et les libertés intellectuelles* ; en 1975, *Paix, progrès, droits de l'homme*, nous révèlent sa pensée et sa méthode. A l'arrière-plan, la philosophie des Lumières, une confiance dans la raison au sens large, à la fois intellectuel et moral. La méthode est concrète : on identifie deux exigences essentielles dans les sociétés contemporaines : comment contrôler *le progrès scientifique et technique*, dont on sait maintenant qu'il a des effets ambivalents mais qui reste indispensable, et que, de *toute façon, on ne peut arrêter*. Comment fonder *une paix stable*, indispensable elle ausi, mais de plus en plus difficile à réaliser ? D'un côté, la menace d'anéantissement ; de l'autre, la violence diffuse, chaque jour risquant d'amener un *nouveau Sarajevo*.

Pour en sortir, un moyen : maintien ou rétablissement des libertés civiles, tolérance, sociétés ouvertes. *Le respect des droits de l'homme, de* l'homme en tant qu'individu, ouvre les *sociétés* sur elles-mêmes aussi bien que sur les autres groupes humains ; il permet de corriger les ambivalences du progrès et favorise la paix véritable, c'est-à-dire la réconciliation, seul moyen connu de mettre fin aux guerres, chaudes, tièdes *ou froides*.

Que signifie cette condition fondamentale ? Est-ce un appel de plus à la modération et à la raison ? C'est, je crois, tout autre chose. C'est, venant de là-bas, l'affirmation qu'au-dessus des Etats, mais aussi des partis, des idéologies, *il existe un* mystère de l'homme, homme capable de raison, d'intelligence, de spiritualité. Ces partis, ces Etats, ces *idéologies, doivent servir* cet homme, et lui, à son tour, ne peut les servir que s'ils reconnaissent sa vocation propre. En bref, c'est *la réaffirmation des valeurs transcendantes* aux sociétés, sans lesquelles celles-ci cessent d'être humaines. Et, de plus, *c'est aujourd'hui non un bel idéal*, mais la condition concrète du maintien de la paix et de la vie en société.

Sakharov, cependant, ne se fait *pas d'illusions*. « *Moins un système est libre*, dira-t-il à un journal suédois, *plus grande est d'ordinaire sa faculté de se maintenir*. » Peut-être *sous-estime-t-il* quelque peu le poids de l'idéologie officielle. Elle lui paraît périmée. Et certes elle l'est. Mais, pour les dirigeants, ce n'est pas une question de conviction. C'est une question de pouvoir, de logique du pouvoir.

La logique du pouvoir, en Union soviétique, n'est pas celle d'un Etat parmi d'autres. Elle est celle d'un mouvement unique, à vocation universelle, mouvement messianique temporel dont le Parti est la forme visible. Sa mission met le Parti au-dessus des lois. Elle l'oblige à agir non pas *en référence à des principes permanents, régulateurs de la vie en* société, mais en vertu de l'idée qu'il se fait du jeu des forces collectives *dans le monde. Dialectique de la* lutte des classes, classes inéluctablement affrontées jusqu'à la victoire des opprimés sur les oppresseurs. Une logique binaire. Pas de moyen terme.

Tout universalisme intellectuel ou moral hérisse les dirigeants de l'URSS, parce qu'il sape leur raison d'être et, avec elle, leur pouvoir, spécialement les pouvoirs exorbitants qu'ils ont conquis en novembre 1917 et dont ils disposent sans interruption depuis cette date. Ajoutons que le discours martelé sans cesse en *Union soviétique* par l'ensemble des moyens d'information est si fortement démenti par l'expérience quotidienne des habitants que toute pensée *indépendante, invoquant non le* mythe mais les choses telles qu'elles sont, est ressentie comme une intrusion, l'intrusion du réel dans ce qui fut un espoir et n'est plus guère qu'un fantasme.

Les *Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et les libertés intellectuelles* écrites pendant le printemps de Prague reflètent les espoirs de l'époque. Sakharov s'inspire de l'idée d'une « convergence » entre l'Est et l'Ouest, l'un et l'autre se dépouillant peu à peu de leurs défauts grâce aux progrès des échanges de toute nature, notamment les échanges commerciaux. En ce qui concerne l'URSS, Sakharov attribue à Staline les méfaits du stalinisme, *ce qui tend* à en décharger Lénine. Mais si prudent qu'il soit, son texte est d'une telle clarté sur la question des libertés fondamentales que sa publication à l'étranger déclenche les sanctions. Sakharov, exclu du groupe des ultra-privilégiés, *obtient une place à l'Institut de physique*, où il a débuté. Il entame une nouvelle existence. D'un côté, il envoie à plusieurs reprises à Leonid Brejnev des mémorandums détaillés *pour suggérer les réformes souhaitées*. Cette méthode directe reste sans réponse, donc sans effets.

Shakharov est ainsi amené à s'occuper de plus en plus de l'aide aux victimes de la répression. Il se présente en personne aux procès de *ceux qui sont jugés pour leurs* convictions. La plupart du temps, on lui refuse l'entrée de la salle. En *1970*, avec deux amis, il fonde *le* Comité des droits de l'homme pour le soutien matériel et moral des inculpés. Son action en ce domaine est, *nous dit-il*, « *essentiellement morale et juridique* ». Elle ne devient politique qu'au regard d'un régime qui ne reconnaît rien d'autre que lui-même. Pas plus que Soljenitsyne, Sakharov ne veut provoquer ce qu'il nomme « *quelque déchaînement diabolique* », des troubles, une révolution. Il veut agir sur l'opinion et, pour cela, se tourne vers les dirigeants occidentaux. Il leur demande de « *renoncer à leur non-ingérence dans les affaires des pays socialistes en ce qui concerne les droits de l'homme...* ». Un des points sur lesquels il insiste est le droit pour les citoyens soviétiques de se déplacer librement, en URSS, mais surtout à l'étranger.

La seconde période, entre 1975 et aujourd'hui, est surtout marquée par le discours lu en son nom à Oslo en décembre 1975, lorsqu'il reçoit, à la suggestion de Soljenitsyne, le prix Nobel de la paix. Cette fois, la rupture avec *le régime soviétique est totale*. Toute la fin de ce discours, près du tiers, est une description de la situation intérieure soviétique sous ses *couleurs les plus exactes*, c'est-à-dire les plus sombres. On trouve, d'autre part, dans ce discours, des appels aux Occidentaux pour qu'ils ne se méprennent pas sur la politique de « détente », ne se laissant pas entraîner par la peur vers un « *Munich à la dixième puissance* ». Ultérieurement, ses avertissements aux pays occidentaux se font plus insistants et plus précis. Il leur montre les pièges qui les attendent. Parmi ceux-ci, « *tout accord de limitation des armements qui ne serait pas fondé sur un contrôle comportant l'inspection sur place, ainsi que sur une parité entre les armements de tous pays* » (y compris, donc, les armements conventionnels). De même, « *tout accord de détente apparente qui ne s'accompagnerait pas du développement de la confiance et de la démocratisation* » (3).

De cette évolution doit-on conclure qu'il a échoué ? Peut-être s'est-il fait une idée trop généreuse du régime. Peut-être a-t-il sous-*évalué la force* d'une idéologie qui certes a cessé de rayonner, mais qui, garantissant le pouvoir, est garantie par celui-ci.

Reste un fait : la contrainte exercée contre Andrei Sakharov et sa femme depuis le 22 janvier 1980 est la meilleure preuve que ses appels et son exemple ne sont pas restés sans effets.

Désacraliser l'action politique

Que veulent en définitive Soljenitsyne et Sakharov ? Je dirais que chacun à sa façon propose une échelle de valeurs qui mette l'action politique, au sens large du terme, à sa juste place : laïcisée, si j'ose employer ce terme, relativisée, obligée d'avouer qu'elle n'est pas le tout de l'homme. « *Le communisme*, dit Soljenitsyne, *nous demande non seulement ce qui revient à César, mais aussi ce qui revient à Dieu. Je dis non. J'ai le droit de dire non.* » Et Sakharov : « *Dans ce monde où, comme un trait de feu dans la nuit, nous sommes apparus un bref instant hors de l'abîme de la matière dépourvue de conscience, rien ne doit nous détourner de notre tâche qui consiste à mettre en œuvre les exigences de la raison, à créer une vie digne de nous-mêmes, digne aussi du but que nous devinons vaguement dans le lointain.* »

L'action politique, autrement dit, est à la fois très importante et moins importante qu'on ne le croit, qu'elle ne le croit.

Ce désir de désacralisation de la politique, *qu'on découvre non seulement* en Union soviétique mais dans tous les pays de l'Est, est aussi une aspiration qui se manifeste en Occident. *Nous en trouvons des témoignages* dans bien des travaux contemporains. Et, comme en URSS, ces témoignages sont tantôt *d'inspiration religieuse, tantôt d'inspiration* rationnelle (...). La « convergence » qui nous paraît fictive lorsqu'il s'agit de politique et d'économie *existerait-elle dans l'ordre intellectuel* ? Un degré de convergence ? Oui, certainement. Quelques perspectives. Rien de plus. Mais elles donnent un sens à l'action, un sens transcendant le mouvement temporel. Peut-être les signes avant-coureurs d'un renouveau. Comme le dit le proverbe russe : « *Une parole de vérité a plus de poids que le monde entier.* » (...)

(1) A. Sakharov, *Sakharov parle*, Paris, 1974, p. 34.

(2) *Ibid.*, p. 34.

(3) *Sakharov parle*, op. cit. p. 53 et 188.

* Membre de l'Institut.

LU

« LA FIGURE DE FRASER », de Jacques Attali

Une philosophie « esthétique » de l'histoire

FRANÇOIS PERROUX *aime parler, dans son œuvre, de « propos d'étape ». C'est dans ce genre qu'il* faut ranger l'essai que Jacques Attali vient de publier sous le titre *la Figure de Fraser*. Le conseiller spécial de François Mitterrand a écrit essentiellement ce livre pour présenter le fil conducteur des travaux *qu'il a publiés*.

Du coup, l'auteur personnalise efficacement son écriture. Le sujet pense et se regarde penser, soucieux des jaillissements comme des remords d'une méditation, ici et là poétique, qui donne à son discours une « chair » qui manquait parfois dans ses précédentes démarches.

Transcendant l'économie, la sociologie, intégrant l'art dans sa recherche, *Jacques Attali nous* propose donc une « étude des formes », la « forme » étant toute structure ou organisation *répétitive ou différenciée*, dont la survie est liée à la capacité de transformer de l'énergie reçue de l'*extérieur* en information. Une organisation a deux formes différentes selon que l'on est *dedans* ou *dehors*, comme la figure géo*métrique dite « figure de Fraser »*, qui présente la particularité d'être, selon la position de l'observateur, soit une spirale (em*blème du progrès continu*), *soit* une succession de cercles concentriques (symboles de la répétition de cycles). La « forme *sociale* », *pour* Jacques Attali, est un groupe d'individus reliés par la langue qu'ils utilisent pour échanger les paroles, les signes, les *rites*, les *biens*, et *maintenir* son organisation.

A partir de cet appareil conceptuel, notre auteur distingue, *depuis l'origine des sociétés*, l'« Ordre rituel », l'« Ordre impérial » et l'« Ordre marchand ». Le premier, qui rappelle le monde de *la Violence et le Sacré*, de René Girard, se maintient en distinguant des boucs émissaires mais doit céder la place au second lorsqu'il faut « *imposer par la force ce que la peur ne peut suffire à susciter* ». L'armée devient alors le principal *vigile*, mais quand elle ne peut *plus contrôler l'organisation*, apparaît l'« Ordre marchand » où la monnaie remplace la force dans la surveillance du système, plus *souvent nommé capitalisme*.

Nous en sommes là, et plus précisément dans une catégorie neuve de formes à l'intérieur de l'« Ordre marchand », les « Formes des machines ». Les crises se déclenchent quand les *coûts d'organisation augmentent* tellement que l'expansion de la production industrielle doit se ralentir, faute de demande solvable suffisante. Les « vigiles », ceux qui tiennent les leviers de commande, doivent agrandir le ré*seau de l'échange* et *augmenter* la quantité de monnaie. La demande explose sans créer de valeur. *Mais, comme en toute crise*, émergent peu à peu les signes d'une possible « forme » neuve, notamment la montée de l'*individu face au collectif*. Où cela mènera-t-il ?

Jacques Attali envisage deux scénarios, le premier, noir, où la contrainte *imposée par l'argent* est remplacée par un contrôle dicté par des codes, où, dans l'« Ordre du code », l'être humain *ne sera plus qu'un obstacle* à la circulation des objets marchands ; le second, où l'homme se rebellera, décidant d'approuver *une politique économique où l'on produira l'offre par le progrès technique* et la demande par la culture.

Dans *la Figure de Fraser*, on peut *lire du Vico et son « retour éternel »*, ou du Teilhard de Chardin, et sa marche vers le divin point oméga. Jacques Attali ne les cite pas, *mais on le sent* anxieux de regarder au-delà de l'horizon, de tourner plus vite les pages de l'histoire. Halètement *qui, au-delà du brillant exercice* intellectuel, donne une vibration pathétique à ces pages.

PIERRE DROUIN.

★ Éditions Fayard, 196 p., 59 F.

LETTRES AU Monde

Mon jeune chômeur est mort

Tout s'est écroulé sur un coup de téléphone...

Jusque-là il y avait encore un espoir, puis la voix, calme, du gendarme : « *J'allais vous appeler, on l'a retrouvé... mort... il s'est suicidé.* » Après quelques détails écoutés dans l'horreur, je parcours la maison en hurlant : « *Non, tu n'as pas fait cela... mon chéri... mon amour... mon fils...* »

Sa mère va rentrer d'un instant à l'autre... Comment le lui dire ? Entre-temps arrive la 4L des gendarmes. Déjà il faut décider... Que faire du corps ? Le ramener à la maison ? Surtout pas. La morgue.

Ainsi s'achèvent un rêve, une vie, des espoirs... Dix-neuf ans, en pleine santé, l'air si sûr de lui, un costaud, 1,80 mètre, *breveté para*, motard grosse cylindrée. Si stable d'apparence et beau...

Il avait « loupé » son bac électronique, de peu ; depuis, il avait fait des travaux idiots, manœuvre en usine, puis, dans l'immobilier, scandaleusement exploité par l'employeur, tout à ses frais. Que de déboires... Tout s'est accumulé, et nous n'avons rien vu. La famille semblait si unie. Bien sûr, ce manque d'emploi était gênant, mais personne ne le lui avait reproché. Nous n'avons rien senti. Et le grand imbécile de père que je suis qui avait vu dans sa voiture ce tube et ce sparadrap sans faire aucun rapprochement avec ce plan de bricolage sur le tuyau d'échappement.

Et le soir fatal est arrivé; il est parti comme d'*habitude pour aller* voir un copain, il n'en manquait pas, puis, vers minuit, il a pris la route de la forêt, s'est arrêté dans un fourré... Dix heures plus tard, le moteur qui tournait encore a attiré l'attention d'un garde forestier...

Notre bel enfant était mort.

JO SERGE.

SOS-Amitié pour les détenus ?

Vous avez eu la gentillesse de faire publier le texte d'un détenu que je vous avais communiqué (*le Monde* du 20 décembre 1983). C'est pourquoi je me permets de vous adresser une autre communication particulièrement poignante, du même prisonnier.

« *Pendant un an, j'ai joué presque tous les jours avec un Chinois de Malaisie. Il avait un sourire perpétuel; était mince et grand, d'une grande gentillesse, timide. Il devait être libéré en septembre ou octobre 1983. Comme il ne pouvait pas payer une amende (contrainte) il devait faire un an de plus (exigence des douanes). Il s'est pendu entre 12 heures et 14 heures. Vingt, trente ans ? Les douanes ont gagné. Sa petite fille de quatre ou cinq ans, dont il me montrait souvent la photo, a perdu.* »

Voici les faits. Je ne peux savoir quel est le montant que le malheureux Chinois devait aux douanes ; *mais il risque fort* d'être sensiblement inférieur à celui dû par les clients de Paribas, avec lesquels on s'est « arrangé ».

J'ajoute, à titre personnel, une suggestion. L'expérience avec les détenus m'a appris qu'il suffit parfois d'un tout petit geste de sympathie et de compréhension pour dissiper les idées les plus noires. Ne serait-il pas possible de permettre aux détenus l'accès à SOS-Amitié ou à SOS-Prière ? *Je sais qu'il* y a l'aumônier et l'assistante sociale. Mais l'anonymat de l'interlocuteur peut être un avantage appréciable.

GUSTAVE KARS
(Saint-Mandé).

Sur un témoignage

Je déplore vivement la parution dans *le Monde* du 23 mai d'un « témoignage » d'un enseignant du privé intitulé « Un enfer ».

Bien sûr, ce n'est pas une prise de position du *Monde*, mais ce texte a quand même été sélectionné parmi les nombreuses lettres que vous recevez au sujet de la querelle scolaire. C'est un choix qui n'est pas neutre.

Bien sûr, c'est « *une expérience personnelle qui ne se rencontre pas dans toutes les écoles privées* », mais « *elle est loin d'être unique et réservée à un seul lieu et pour mon seul cas...* ». Vous savez bien qu'en publiant ce témoignage unilatéral vous versez de l'huile sur le feu et qu'en montant en épingle des cas particuliers on engendre des arguments qui généralisent vite.

Il serait facile de citer des cas inverses. Dans les environs, je connais une institutrice publique sur qui l'inspecteur fait pression continuellement parce qu'elle met ses *enfants* dans une école privée. Une de mes anciennes élèves qui doublait au lycée se faisait régulièrement interpeller par un professeur : « *Vous qui venez de chez les bonnes sœurs.* » Elle a dû interrompre son année, car elle ne tenait plus le coup. Des deux côtés, la liste des « bavures » serait très longue, mais peut-on argumenter à partir de quelques cas particuliers ? Vous savez très bien que c'est un sujet qui engendre les passions et qu'il est difficile d'y réfléchir sereinement. Alors pourquoi souffler sur les passions. Pour un journal de parti politique, je comprendrais, mais pour *le Monde* ?

MAURICE WARLOP
(59440 Avesnes-sur-Helpe).

La disparition de Robert Ruhlmann

Robert Ruhlmann, professeur de chinois aux célèbres Langues O, est mort dans un accident de la circulation, comme *le Monde* l'a annoncé le 18 avril. Cet effacement inattendu a d'abord laissé sans voix ceux qui le connaissent. Mais des collègues, élèves et amis de Robert Ruhlmann se sont réunis le 15 mai dans les locaux universitaires de la porte Dauphine pour parler de lui. Or ce fut rien moins qu'un hommage académique parce que Robert Ruhlmann était beaucoup plus qu'un grand professionnel.

Tous ont dit, chacun à sa manière, que Robert Ruhlmann avait passé sa vie à *déchirer* les bandelettes qui nous attachent. Il était d'une liberté incroyable. Au lieu d'écrire une thèse et de gravir des échelons, il *dépensait son temps à écouter* et à aider. Il ne s'est pas appuyé sur la Chine pour faire carrière, il l'a vraiment aimée. Son épouse était chinoise. Il ne se contentait pas d'enseigner la langue chinoise, il en faisait goûter la saveur. Moins sinologue français (quoiqu'il le fût) que pont de chair et d'intelligence entre la Chine et l'Occident. Avec *lui*, la connaissance de la Chine cessait d'être une sorte d'ésotérisme pour devenir une part de la vie quotidienne. *Sa liberté était d'un croyant*, son désintéressement, d'un frère. Depuis quelques mois, il s'occupait, avec des amis, de donner du sens à la présence de milliers de Chinois de diverses origines dans le treizième arrondissement de Paris.

A Dauphine, personne n'a prétendu avoir fait le tour de Robert Ruhlmann. Il est de ces hommes qui font question et non réponse.

ROBERT DE MONTVALON.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS. — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 102 nd.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DIPLOMATIE

RÉUNIS A WASHINGTON DU 29 AU 31 MAI

Les ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique vont lancer à l'URSS un appel au dialogue

Les Etats-Unis et leurs alliés atlantiques vont lancer cette semaine un appel solennel à l'URSS et au pacte de Varsovie pour la reprise d'un *« dialogue constructif »* conduisant à une *« détente véritable »* entre l'Est et l'Ouest, indique-t-on à Bruxelles de sources diplomatiques. Cette *« déclaration de Washington »*, soulignant la volonté de l'alliance atlantique d'établir avec l'Est des relations *« réalistes et constructives à long terme, reposant sur l'équilibre, la modération et la réciprocité »*, devrait être le principal résultat de la session des seize ministres des affaires étrangères de l'alliance qui se tiendra dans la plantation du Wye, près de Washington, , du 29 au 31 mai et qui coïncidera avec le trente-cinquième anniversaire du traité de l'Atlantique nord de 1949.

Le point de départ des travaux des ministres sera une étude sur les relations Est-Ouest, dont la rédaction avait été décidée lors de la dernière session de l'alliance, en décembre 1983 à Bruxelles, à l'initiative de M. Tindemans, ministre belge des affaires étrangères. Sa rédaction a été achevée ces dernières semaines et prend en compte le raidissement général de la direction soviétique à l'égard de Washington.

Selon plusieurs hauts fonctionnaires américains, ce raidissement, dont le boycottage des Jeux olympiques n'aurait été qu'une manifestation plus spectaculaire que d'autres, aurait été décidé à la fin d'avril par le Politburo de Moscou. Il a été confirmé implicitement par M. Zamiatine, chef du département d'information internationale au comité central du PC soviétique, qui, nous rapporte notre correspondant à Moscou, a déclaré dimanche au cours d'une émission de télévision : *« Les relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sont aujourd'hui au niveau le plus bas de toute l'après-guerre. »* Toujours selon M. Zamiatine, les Européens sont devenus *« les otages de la politique aventuriste des Etats-Unis »*, ce qui entraîne une *« réduction du processus de détente »* sur le Vieux Continent.

La session de l'OTAN, qui ne comporte aucun ordre du jour officiel (elle devrait notamment permettre un échange de vues sur la situation dans le Golfe), sera sans doute l'occasion d'une nouvelle pression sur les Pays-Bas afin qu'ils ne renoncent pas à leur engagement d'installer quarante-huit missiles de croisière sur leur territoire, comme il avait été convenu par la décision de 1979. Un haut fonctionnaire du département d'Etat a minimisé la portée stratégique d'une décision négative de La Haye, indiquant qu'il serait *« ridicule »* de prétendre que l'équilibre des forces en dépend. Il a toutefois ajouté : *« La question est moins dans les conséquences d'une telle décision sur l'alliance que dans celles qu'elle aurait sur les Néerlandais et leur rôle futur au sein de l'alliance. »* Plus de quinze organisations pacifistes et religieuses américaines prévoient de manifester devant le département d'Etat mardi pour presser le gouvernement néerlandais de refuser l'installation des missiles.

AU « GRAND JURY RTL-*LE MONDE* »

M. Cheysson confirme la volonté de M. Mitterrand de se rendre en URSS à une date qui reste à fixer

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a réaffirmé dimanche la volonté du président Mitterrand de se rendre à Moscou, tout en laissant entendre que la mort en détention du dissident soviétique Andreï Sakharov remettrait sans doute en cause le principe d'un tel voyage.

« La mort de Sakharov, interné ou mis en résidence surveillée, serait un élément tellement choquant que naturellement cela aurait un effet sur les relations entre l'Union soviétique et n'importe quel pays dans le monde », a déclaré M. Cheysson, interrogé dans le cadre de l'émission « Le Grand Jury de RTL-*le Monde* ».

Le chef de la diplomatie française avait toutefois indiqué auparavant que *« le voyage* (de M. Mitterrand à Moscou) *aura lieu »* car *« cela correspond à notre politique »*. Il a toutefois ajouté qu'*« aucune date n'est fixée puisqu'aucune date n'a été annoncée »*, sans exclure qu'il puisse encore avoir lieu au mois de juin.

M. Cheysson a défendu la conclusion des accords d'Helsinki, expliquant que même s'ils n'ont pas été respectés par l'URSS, ils ont néanmoins permis *« de légers progrès »* dans le domaine des droits de l'homme. *« Du temps de Staline, Sakharov, il y a longtemps qu'on n'en parlerai plus »*, a souligné M. Cheysson, faisant allusion aux exécutions massives de l'ère stalinienne.

Sur l'état actuel du physicien exilé à Gorki, il a déclaré : *« Nous reconnaissons que nous ne savons pas grand-chose sur Sakharov, si ce n'est qu'il est à Gorki et que sa santé doit être à un niveau suffisant pour que les Soviétiques prennent le risque de dire qu'elle est bonne. »*

M. Cheysson a également annoncé que le ministère soviétique des affaires étrangères avait répondu au message en faveur du couple Sakharov qu'il avait adressé au nom des Dix, le 18 mai, à son homologue Andrei Gromyko, en faisant savoir qu'il s'agissait d'*« une affaire intérieure »*.

Les Polonais nous en veulent plus qu'aux voisins

Après avoir évoqué le cas de M. Jacky Challot, arrêté en Pologne pour avoir tenté de transmettre du matériel d'impression à Solidarité, M. Cheysson a évoqué en ces termes les relations franco-polonaises : *« Nous ne pouvons pas oublier ce qui s'est passé en décembre 1981, la déception immense que nous avons tous ressentie à voir ces quelques libertés, insuffisantes, être soudain foulées aux pieds, annulées. Nous avons pris une position de principe à ce moment-là et nous ne voyons pas comment nous pouvons la modifier, tant qu'il n'y a eu, du côté polonais, un signal, un progrès, sur le plan syndical, sur le plan de la libération des uns et des autres, sur le plan du respect de certaines libertés. Or ce signal ne vient pas. Tous les pays européens sont donc dans la même situation de blocage dans la relation politique, dans la relation humaine. Mais il y a entre les Polonais et les Français une relation affective qui remonte à plusieurs siècles, une relation presque passionnelle. La réaction des Français après les événements de décembre 1981, a été une réaction fondamentale, affective, je le répète. Cette relation affective existe de l'autre côté aussi. Les Polonais nous en veulent plus à nous qu'aux voisins qui font la même chose, parce que leur rapport avec l'Allemand n'a jamais été le même que le rapport avec le Français. L'interruption de la relation humaine, de la relation politique au niveau du gouvernement avec l'Allemand ne choque pas profondément, contrairement à l'interruption de la relation avec le Français. Incontestablement, à l'heure actuelle, nous faisons l'objet d'un traitement un peu particulier lorsque les Polonais cherchent à qui ils doivent faire des misères. »*

La guerre Iran-Irak : « totale et abominable »

En ce qui concerne la guerre Iran-Irak, le ministre des relations extérieures a souligné qu'*« il faut tirer parti d'une situation unique au monde dans laquelle les Etats-Unis et l'Union soviétique travaillent ensemble »*.

Il a cependant reconnu que *« nous n'arrêterons pas facilement un conflit dans lequel ce qui est en jeu pour chacun des deux belligérants est fondamental (...). Cela confirme que cette guerre est abominable et qu'elle a pris le caractère d'une guerre totale. L'Irak a voulu le démontrer par une action redoutable, il y a quelque temps : l'expérimentation d'armes chimiques. Maintenant l'Iran le démontre d'une autre manière, en allant attaquer des bateaux neutres dans des zones de souveraineté de pays neutres. Chacun de ces deux pays démontre à sa manière qu'il fera n'importe quoi pour ne pas être défait, pour gagner la guerre.*

» Cette situation est d'une gravité extrême, non seulement en elle-même mais aussi — ne l'oublions pas — du fait du nombre de morts. Il n'y a pas eu, depuis la deuxième guerre mondiale, de guerre aussi meurtrière. Cette guerre est meurtrière, elle est totale. Tout sera utilisé par l'un et par l'autre.

» (...) On ne peut donc pas penser que cela va s'arrêter parce que nous allons faire une démarche diplomatique. En ce qui me concerne, je veux bien mettre mon chapeau melon et aller à Téhéran, mais croyez-vous que cela changera quelque chose? »

Au sujet de la Communauté économique européenne, le ministre des relations extérieures a exprimé l'espoir que les dix pays membres s'associeront au projet de traité d'union politique présenté jeudi dernier à Strasbourg par le président François Mitterrand. Il a, à ce propos, manifesté sa satisfaction devant la réaction de la Grande-Bretagne, qui avait aussitôt fait part de son attachement à l'entreprise communautaire.

M. Cheysson a toutefois marqué les limites que Paris assigne à une éventuelle intégration politique européenne, en estimant que l'idée d'une politique étrangère commune européenne était un « leurre ». La mise en œuvre d'une telle politique figure dans le projet d'union européenne adopté par l'Assemblée des Communautés en février dernier.

● *M. Chirac et l'affaire Sakharov.* — M. Jacques Chirac a déclaré au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 27 mai : *« Je m'associe sans réserve à tous ceux qui sont horrifiés par le traitement réservé à M. Sakharov et à son épouse par les autorités soviétiques. Si l'on veut poursuivre avec ténacité une politique tendant à essayer, chaque fois que c'est possible, d'améliorer les chances de paix dans le monde, par là même d'améliorer la détente, la capacité de ceux qui souffrent à souffrir moins et à s'exprimer peut-être davantage, alors il faut conserver des contacts et prendre le monde tel qu'il est et ne pas simplement s'enfermer dans ce qui, au total, est un peu un égoïsme hypocrite. »*

● *Hommage à Andreï Sakharov.* — Le Soviet Emigre Orchestra donne, lundi 28 mai à 20 h 30 à Notre-Dame de Paris un concert en hommage à Andreï Sakharov. Il interprétera des œuvres de Chostakovitch, Mozart, Purcell, Tchaïkovsky. M. Louis Leprince-Ringuet donnera les dernières nouvelles de la famille Sakharov. Cette inititive est due à l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) et à The Andreï Sakharov Institute.

★ The Andreï Sakharov Institute, 26, rue de Chalgrin, 75016, Paris. Tél. : 329-88-52.

ACAT, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél. 329-88-52.

● *M. Fiterman en Birmanie.* — Le ministre français des transports, M. Charles Fiterman, est arrivé le 26 mai à Rangoon pour une visite officielle de quatre jours en Birmanie. Il gagnera ensuite Hanoï, mercredi, pour une visite officielle au Vietnam.

● *Alger relance l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques.* — La relance des activités de l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA), à l'initiative de l'Algérie, est à l'ordre du jour du sixième congrès de cette Organisation, qui se réunit pendant quatre jours à Alger, à partir du dimanche 27 mai, avec la participation d'une centaine de délégations représentant quatre-vingt-six partis et mouvements progressistes du tiers-monde. Créée au Caire en 1957, à la suite de la conférence de Bandoung (1955), l'OSPAA n'avait pas tenu de congrès depuis 1972. Les chefs de plusieurs mouvements de libération ont présidé l'ouverture de ce congrès, MM. Yasser Arafat (OLP), Sam Nujoma (Swapo), Mohamed Abdelaziz (Polisario) et Alfred Nzo (ANC d'Afrique du Sud). Ils ont aussi prononcé des discours. — *(AFP.)*

● *Visite en Pologne du maréchal Kim-Il-Sung.* — Venant de Moscou, le président nord-coréen, le maréchal Kim-Il-Sung est arrivé le dimanche 27 mai à Varsovie où il séjournera jusqu'à mardi, avant de se rendre en visite officielle en RDA. — *(A.F.P.)*

EUROPE

Finlande

La tendance modérée reprend la direction du parti communiste aux pro-soviétiques

De notre correspondant

Helsinki. — Le vingtème congrès du parti communiste finlandais, dont les travaux ont pris fin dimanche 27 mai, a fait acte d'indépendance vis-à-vis de Moscou en excluant du comité central, et donc du bureau politique, tous les membres de la tendance minoritaire, cette faction orthodoxe idéologiquement soutenue par les Soviétiques. M. Arvo Aalto, cinquante-six ans, secrétaire général sortant, a été élu à la présidence du parti. Il est remplacé au secrétariat général par M. Aarno Aitamurto, autre personnalité connue pour son attitude dure à l'égard des minoritaires.

Le nouveau président du PC a été *critiqué à plusieurs reprises* par les Soviétiques, qui ont du mal à accepter sa thèse hérétique du *« compromis historique à la finlandaise »*. Moscou aurait préféré à ce dirigeant qui ne manque pas de charisme le maintien de M. Jouko Kajanoja, qui, à la tête du parti depuis 1982, avait amorcé le virage à gauche et tentait d'imposer le contrôle de la minorité. Cette évolution avait provoqué une chute du nombre des adhérents (de quarante-huit mille en décembre 1982 à trente-trois mille au début de cette année), recul dû au départ des modérés, écœurés par les luttes de tendances.

Ce congrès était donc, pour la tendance majoritaire, la dernière chance de renverser la vapeur. L'exclusion des organes dirigeants de M. Taisto Silisalo, figure de proue de la minorité et avocat infatigable du *« socialisme réel »*, n'a cependant pas entraîné, comme certains l'avaient craint, une scission du PC.

Vers un congrès extraordinaire

Le coup de force de la tendance majoritaire ne règle pas tout. Le parti reste profondément divisé, et la fraction pro-soviétique prépare déjà un nouvel assaut. Elle va proposer dans les prochains jours la convocation d'un congrès extraordinaire : ce sera la bataille décisive qui pourrait aboutir à une séparation définitive.

Dans l'immédiat, on s'attend à un refroidissement des relations traditionnellement étroites entre les PC finlandais et soviétique, même s'il n'est pas question d'une rupture, que personne ne souhaite. L'avenir de ces relations sera déterminé par la tournure que prendra le congrès extraordinaire. La minorité tente d'impressionner l'opinion en laissant entendre que l'évolution du parti pourrait avoir des conséquences fâcheuses sur les relations fino-soviétiques.

En politique intérieure, ce congrès marque la victoire de la tendance favorable à la coopération de la gauche et à un retour des communistes au gouvernement (ils l'ont quitté fin décembre 1982). Le chemin sera peut-être plus long que ne le souhaite le nouveau président, car les sociaux-démocrates au pouvoir considèrent que la question d'un élargissement du cabinet sur sa gauche n'est pas des plus urgentes. Certains pensent même que le refroidissement prévisible des relations entre le PC finlandais et Moscou pourrait compromettre toute éventualité d'un retour des communistes au gouvernement. Il est vrai que le PC, qui ne recueille actuellement que 13% des intentions de vote, n'a de poids en Finlande que dans la mesure où il entretient des relations privilégiées avec les Soviétiques.

PAUL PARENT.

Roumanie

M. Ceausescu a inauguré le canal Danube-mer Noire

De notre correspondante

Vienne. — Le *« rêve du siècle »* s'est réalisé pour la Roumanie de Nicolae Ceausescu. Assisté par son épouse Elena et son fils Nicu, le président roumain a inauguré, samedi 26 mai, à Agigea, le canal Danube-mer Noire, qui raccourcit la voie navigable du Danube de quelque 400 kilomètres. Après plusieurs « fausses inaugurations », annoncées puis annulées, quelque cent vingt mille Roumains brandissant des petits drapeaux, des banderoles et des portraits du président, ont vu arriver leur *Conducatorul* en hélicoptère pour ouvrir ce qu'il a appelé dans son discours *« une réalisation grandiose et historique du peuple roumain maître de son sort »*.

La construction de ce canal — projetée déjà par les Romains, — a été commencée à l'époque stalinienne pour être interrompue en 1953 pour des raisons financières et techniques. En 1976, les travaux ont repris. Trente mille personnes auraient mis la main à cet ouvrage de prestige, dont de nombreux « volontaires » — étudiants et lycéens, ainsi que des militaires et des prisonniers. Selon des estimations occidentales, le canal aurait coûté de 2 à 2,5 milliards de dollars. Du côté roumain, aucun chiffre n'a été publié.

Le canal qui relie le port fluvial de Cernavoda sur le Danube au seul port maritime de la Roumanie à Constanza, traverse sur une longueur de 64,2 kilomètres le paysage aride et montagneux de la Dobroudja. Sa largeur, entre 70 et 90 mètres, et sa profondeur de 7 mètres, permettront le passage de navires allant jusqu'à 5 000 tonnes de jauge nette. Quatre ports ont été construits le long du nouveau canal à Cernavoda, Medgidia, Basarabi et Constanza-Sud. Un autre objectif du canal est de transformer le visage de la Dobroudja par l'irrigation de plus de 200 000 hectares de superficies agricoles.

Un intérêt économique contestable

Si la signification idéologique et politique de cet ouvrage de prestige est incontestable, sa valeur économique l'est beaucoup moins. Les experts de la compagnie autrichienne de navigation sur le Danube sont sceptiques. D'abord, disent-ils, il faudra probablement attendre au moins un an pour que le canal soit ouvert à la navigation internationale. Aucune précision n'a été donnée jusqu'à présent sur les droits de péage. Pour le trafic combiné Danube-mer, tout dépend de l'aménagement, qui n'en est qu'à ses débuts, de Constanza en port de transbordement pour permettre la décharge des navires de haute mer. Les faibles possibilités économiques de la Roumanie donnent cependant à penser que la construction du *« Rotterdam roumain »* n'est pas pour demain. Bucarest s'inquiète en plus de l'achèvement du canal Rhin-Main-Danube, controversé en RFA mais indispensable à la réalisation d'une voie navigable ininterrompue de la mer du Nord à la mer Noire qui pourrait donner de nouvelles impulsions au trafic danubien.

WALTRAUD BARILY.

Italie

Le scandale de la loge P 2 ébranle la cohésion du gouvernement

De notre correspondant

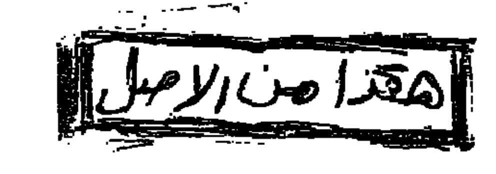
Rome. — Le rapport sur le scandale de la loge P 2 provoque une nouvelle tempête dans la majorité mettant une fois de plus le gouvernement en état de crise latente, qui n'est différée que par la conjoncture électorale. Comme l'écrit *la Repubblica* : *« C'est l'heure des chantages. »*

C'est le Parti social-démocrate, touché de plein fouet par le scandale, en la personne de son secrétaire général, M. Longo, qui a ouvert le feu. Le projet de rapport de la présidente de la commission parlementaire d'enquête affirme, en effet, que M. Longo, qui est aussi ministre du budget, était membre de la P 2. Le quotidien des sociaux-démocrates, *l'Umanita*, demande des comptes à la démocratie chrétienne pour avoir gardé dans ses rangs certains de ses membres également impliqués dans le scandale. Le journal fait des insinuations sur l'activité du président du Sénat, M. Cossiga (DC), au moment de l'affaire Moro, quand il était ministre de l'intérieur. Les sociaux-démocrates s'en prennent aussi aux républicains, accusant M. Spadolini (ministre de la défense) d'amitiés fascistes pendant la guerre. Donnant le ton de la polémique, l'article de *l'Umanita* se termine sur ces mots : *« A bon entendeur... »*

Le Parti républicain réplique par la voix de son président, M. Visentini, ministre du Trésor, qui qualifie de *« vile agression »* les accusations portées contre M. Spadolini et affirme qu'elles peuvent rendre impossible toute collaboration entre son parti et les sociaux-démocrates. M. Spadolini, de son côté, parle d'*« avertissements de style mafioso »*.

La démocratie chrétienne passe également à la contre-attaque, mais en s'en prenant indirectement au Parti socialiste. Son président, M. Piccoli, revendique pour son propre parti le droit de reprendre *« quand le moment sera venu »* la tête du gouvernement. Pour M. Rognoni, chef du groupe parlementaire démocrate-chrétien, *« si le rapport sur la P 2 est confirmé le 15 juin par la commission, la crise du gouvernement Craxi est inévitable »*. Les socialistes sont pour l'instant l'arme au pied mettant cependant en garde la DC contre toute velléité de crise.

Ph. P.



DIPLOMATIE

LA RÉUNION INFORMELLE DES MINISTRES DES DIX A SALON-DE-PROVENCE

Il faut dire aux Soviétiques ce qui est inacceptable

estime M. Claude Cheysson

Salon-de-Provence. – Pour rendre compte à la presse, dimanche 27 mai, des travaux des ministres des affaires étrangères des Dix, réunis sans ordre du jour et pratiquement sans collaborateurs, comme ils le font tous les six mois, *M. Claude Cheysson avait adopté le ton et la tenue de circonstance.* Col *ouvert* et *pipe* au bec, le ministre français des relations extérieures semblait davantage, à l'abbaye de Sainte-Croix transformée en hôtel de luxe, résumer devant quelques intimes la teneur d'une longue conversation entre amis que jouer les porte-parole d'une grave réunion diplomatique. Une conversation, qui avait commencé vendredi soir, et que l'inclémence du temps avait cantonnée au coin du feu.

La splendeur du décor et le caractère bon enfant de cet échange de vues à bâtons rompus, qui appartient désormais aux rites de la coopération politique entre les Dix (même et surtout si chacun d'eux est très attaché à lui conserver un caractère informel), n'ont pas empêché les ministres réunis dans ce havre de paix de parler longuement de

De notre envoyé spécial

la guerre, des *tensions* et des *difficultés de toutes sortes* qui déchirent les autres continents. Et même – *« On n'a pas pu s'en empêcher »*, a avoué M. Cheysson – de la Communauté, bien que le principe de ces réunions soit de s'abstenir, pour une fois, de tout examen des difficultés de la CEE.

A commencer par les relations Est-Ouest. *Les représentants des Dix ont été unanimes à souhaiter que les rencontres avec les Soviétiques se multiplient en une période de tension qui rend ces contacts plus* nécessaires que jamais. MM. Andreotti et Genscher, qui se sont récemment rendus au Kremlin, ont fait part à leurs collègues de leurs impressions de voyage. Mais le futur déplacement de M. Mitterrand à Moscou n'a été qu'évoqué : il n'était évidemment pas question d'en discuter l'opportunité, le contenu ou la date, au cours d'une réunion de ce type... ni d'aucune autre, d'ailleurs. M. Cheysson a simplement rappelé ce que les Dix, à l'occasion de tels contacts, doivent faire savoir aux Soviétiques : l'occupation de l'Afghanistan, le recul des libertés en Pologne et ailleurs, le surarmement nucléaire de l'Est, sont *« des éléments de leur politique que nous ne pouvons accepter ».*

A propos de l'affaire Sakharov, il a assuré que ce n'était pas le seul élément qui pouvait retarder l'annonce du voyage à Moscou du président français.

Quant à la Pologne, les ministres des Dix ont examiné les possibilités d'en aider la population sans en cautionner le régime, notamment par l'intermédiaire de fondations plus ou moins liées à l'Église. M. Genscher a notamment évoqué *les efforts faits dans ce sens par les organisations protestantes en RFA.* En outre, si les États-membres de la CEE se refusent à toute politique de sanctions économiques à l'égard de la Pologne, ils déplorent que l'accord de rééchelonnement de sa dette n'ait pas été respecté par Varsovie et y voient un obstacle majeur à tout nouvel arrangement.

L'autre grand volet de ces discussions de Salon-de-Provence a été la situation dans le Golfe. La seule note optimiste à ce sujet a été apportée par une constatation, qui est aussi celle des grandes compagnies intéressées : à ce jour, le marché pétrolier mondial n'est pas véritablement affecté par les bombardements navals.

La vie de la Communauté

S'agissant de l'Amérique centrale, les positions des uns et des autres, notamment *sur* le Salvador, *semblent s'être quelque peu rapprochées.* La France *reste sceptique,* certes, quant aux chances du processus électoral de conduire à l'apaisement et à la démocratisation souhaités ; mais chacun des Dix espère que l'élection de M. Duarte à la présidence permettra une telle évolution, et favorisera désormais, quoi que l'on ait pu penser à Paris de l'opportunité de la consultation dans les conditions que connaît actuellement le pays, *« un dialogue politique entre forces politiques ».* D'une manière générale, les pays de la *Communauté* sont sensibles à *l'intérêt que leur manifestent actuellement* ceux de l'Amérique centrale, et vont chercher à préciser ce dialogue.

Enfin, les dix ministres ont tout de même évoqué leurs propres affaires. Selon M. Cheysson, le récent discours de M. Mitterrand à Strasbourg, et en particulier sa prise de *position* en faveur de l'union européenne, suscitent *« un intérêt indiscutable »* chez les partenaires de la France. Tout le monde s'est, par ailleurs, félicité de constater que, en dépit de la controverse sur la contribution budgétaire britannique, la vie de la Communauté avait été particulièrement dense et fructueuse ces derniers mois. Et que l'on avait recommencé, à Bruxelles, à préférer dans plusieurs conseils récents la procédure du *simple* vote majoritaire *à la recherche systématique* de l'unanimité. Sir Geoffrey Howe a même pu souligner que c'était grâce à la Grande-Bretagne, et contre l'avis de la RFA, que ces votes avaient pu être acquis...

Mais beaucoup de questions resteront à régler au sommet de Fontainebleau. A commencer par la succession de *M. Thorn à la tête de la Commission. Cette partie de la Provence a beau être la région natale de* Nostradamus, l'*« esprit des lieux »* cher à *Durrell n'a pas suffi pour* autoriser les ministres des Dix à émettre des prédictions.

BERNARD BRIGOULEIX.

AU COURS D'UNE VISITE DE DEUX JOURS EN ALGÉRIE

M. Nucci a fait le point de la coopération et satisfait les revendications des coopérants français

De notre correspondant

Alger. – Au *terme d'une visite* de deux jours à Alger, M. Christian Nucci, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures chargé de la coopération et du développement, a quitté la capitale algé*rienne dimanche 27 mai pour un* bref séjour dans la région d'Oran où se trouve son village natal. Reportée à deux reprises en raison de péripéties diverses, cette visite a été bien remplie puisque M. Nucci n'a pas rencontré moins de dix membres du gouvernement algérien, dont le premier ministre. Elle a permis de clarifier les problèmes de coopération avec l'Algérie et de régler différentes questions opposant les coopérants à *l'administration française.*

Le ministre était arrivé avec la volonté de *« dire franchement »* ce qui va et ce qui ne va pas. Il s'agissait de préparer la prochaine réunion de la commission mixte de coopération qui, annulée en février, se tiendra à l'automne. Un « comité d'évalua*tion »* de la *coopération sera* prochainement mis en place. D'ici à la fin de l'année, chaque partie présentera des propositions relatives à la future convention de coopération appelée à se substituer à *celle signée pour vingt ans* en *1966, qu'il faut* renégocier. Le mois prochain, différents comités sectoriels se tiendront à Alger. Ils concerneront notamment l'habitat, à la demande de la France, et les transferts de technolo*gie, à la demande* de l'Algérie. Des rencontres d'experts avec mise en place de bureaux d'études mixtes auront trait à l'hydraulique pour laquelle les projets sont nombreux.

M. Nucci, qu'accompagnaient de hauts fonctionnaires de *la* coopération, de l'éducation *nationale* et du budget, a aussi donné aux coopérants français des assurances qui satisfont les syndicalistes de la Fédération de l'éducation nationale.

Depuis des mois, les coopérants demandaient des garanties quant à *leur titularisation et la prise en* compte de leurs services antérieurs. Ils exigeaient une indemnité pour leurs pertes au change, puisqu'ils reçoivent la plus grande partie de leurs salaires en Algérie et que la dé*cote du franc par rapport au dinar* entame leur pouvoir d'achat. Ils avaient exprimé leur mécontentement en occupant à plusieurs reprises les services de la coopération dans l'enceinte de l'ambassade.

Après de longues discussions entre la FEN et les représentants de *l'administration française, il a été fi*nalement annoncé que les pertes au change seraient automatiquement indemnisées. Il s'agit de pertes relatives à un salaire payé par l'Algérie, mais c'est la France qui versera cette indemnité. Cette décision s'applique aussi aux *coopérants techniques.*

D'autre part, les enseignants du secondaire ont reçu tout apaisement quant à la titularisation des auxiliaires dans les cinq ans à venir. Certains points restent à préciser en ce qui *concerne ceux du supérieur.* M. Nucci a indiqué que ces dispositions ne s'appliquent pas seulement aux candidats à la titularisation servant actuellement en Algérie, mais à l'ensemble des enseignants en coopé*ration dans le monde,* ce qui fait au total plus de sept mille personnes.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Le 43e sommet franco-allemand s'ouvre à Rambouillet

Le quarante-troisième sommet régulier franco-allemand s'ouvre ce lundi 28 mai après-midi pour deux jours à Rambouillet, avec, comme à l'accoutumée, deux grandes séries de dossiers à l'ordre du jour : la concertation entre Paris et Bonn *dans la perspective des prochaines échéances internationales* (communautaires ou non), et la coopération plus strictement bilatérale.

S'agissant des *affaires internationales,* deux *réunions* majeures doivent faire l'objet d'un échange de vues approfondi entre MM. Kohl et Mitterrand, qui ont un premier tête-à-tête au château lundi après-midi, puis participent à un dîner de travail : la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays industrialisés occidentaux *les plus* riches, du 7 au 9 juin à *Londres*, et le sommet des Dix, les 25 et 26 juin à Fontainebleau. Dans le premier cas, *mais* peut-être davantage encore dans le second, la France compte sur l'appui de la République fédérale. Un appui que le chancelier, dans une interview publiée ce lundi par *le Figaro,* apporte sans réserve à M. Mitterrand *« s'il s'agit de faire l'Europe ».*

L'état actuel des relations Est-Ouest, et plus précisément l'attitude que l'Europe occidentale peut avoir à l'égard des Soviétiques, doit également faire l'objet d'un examen à Rambouillet.

En outre, le conseil des ministres de l'UEO (Union de l'Europe occidentale) se réunira à Paris le 12 juin prochain, et sa préparation devrait *également faire l'objet d'un entretien franco-allemand.* En matière de défense, M. Kohl se déclare en tout cas satisfait des résultats enregistrés jusqu'à présent par la coopération entre Paris et Bonn, et souhaite l'intensifier.

Dans le domaine bilatéral, c'est la probable conclusion d'un accord entre les deux pays sur la construction en commun d'un nouvel hélicoptère de combat *(le Monde* daté 27-28 mai) qui doit constituer le succès le plus concret du sommet de Rambouillet. Mais de nombreux autres dossiers techniques sont actuelle*ment en cours d'examen, qu'il* s'agisse de la télévision par câble, de la robotique ou du projet de TGV Paris-Cologne. Dans ce dernier cas, cependant, la sympathie de principe des autorités de Bonn à l'égard de tout ce qui tend à renforcer la coopération franco-allemande se heurte, *semble-t-il, à certaines réticences* des milieux spécialisés. La République fédérale avait envisagé d'autres types de circulation ferroviaire rapide, et ne paraît pas entièrement convaincue de l'intérêt économique de cette liaison... en tout cas d'un point de vue allemand. – B. B.

AMÉRIQUES

Uruguay

Important succès de la journée nationale de protestation du 27 mai

La journée nationale de protestation organisée le dimanche 27 mai en Uruguay par le Front d'opposition au régime *militaire* (et *qui* regroupe, depuis mars, des partis politiques, des syndicats et le mouvement étudiant) a été suivie massivement. Concerts de casseroles, extinction des lumières et rassemblements divers ont marqué cette nouvelle étape de mobilisation de la population contre un régime de force vieux de plus de onze ans et qui hésite encore à céder la place.

La valse-hésitation de l'ouverture

S'il est un pays d'Amérique latine où la situation peut être décrite comme « insaisissable », c'est bien l'Uruguay !

Officiellement, des élections générales *doivent avoir lieu le* 25 novembre après plus de onze années d'un des régimes militaires les plus bornés d'un sous-continent qui a pourtant connu, en la matière, quelques perles. Et c'est le 1er mars 1985 qu'un civil régulièrement désigné par ses compatriotes devrait succéder au général Alvarez, au pouvoir depuis 1981.

Bien que les forces armées uruguayennes aient toujours affirmé n'être intervenues, en 1973, que pour *« sauver »* une démocratie mise en péril par la subversion des Tupamaros *et par* les politiciens *« incapables et corrompus »*, on parvient mal à croire que le parcours restant à accomplir ces neuf prochains mois avant un plein rétablissement des *institutions* normales dans ce qui *fut* jadis « la Suisse de l'Amérique latine » puisse aller sans anicroche.

Aussitôt après leur irruption sur le devant de la scène en février, puis en juin 1973, les *militaires ont* cherché à « institutionnaliser » leur participation à la vie publique. C'est en raison de désaccord sur les modalités de cette participation qu'ils ont, en *1976, fait un golpe* (coup d'Etat) dans le *golpe,* en renversant le président élu, M. Bordaberry, qu'ils avaient jusque-là gardé comme un paravent commode. C'est parce qu'ils entendaient voir *ratifier* par *leurs concitoyens* leur domination de la vie publique sous la forme d'un « conseil de sécurité national » que les généraux uruguayens ont connu, en 1980, leur premier grand revers : le rejet, précisément, par 58 % des électeurs de leur projet de réforme *constitutionnelle.*

Depuis, les choses sont allées de mal en pis pour les forces armées. Dans un contexte de grave crise économique (taux d'inflation de 40 % en 1982 et de *51,5 % en 1983* ; *un* chômage touchant 15 % de la population active en 1983 ; chute du PIB (9,4 % en 1982) ; une dette extérieure atteignant 4,5 milliards de dollars *actuellement*), elles *ont* accumulé les échecs politiques. Leur « loi sur les associations professionnelles » de 1981 a été littéralement « piratée » par les travailleurs, au point que *le Plénum intersyndical* (PIT) est aujourd'hui une force presque comparable à la puissante Centrale nationale (CNT) dissoute après le coup d'Etat de 1973. Les « élections internes » *autorisées en* 1982 pour les deux partis traditionnels « blanco » (conservateur) et « colorado » (libéral) ont vu le triomphe des candidats les plus opposés au régime militaire ; *elles ont aidé* à la revitalisation d'organisations que leurs divisions avaient contribué à discréditer au début des années 70.

Enfin, après l'échec, le 5 juillet 1983, d'un « dialogue » entre les politiques et les militaires, toute une série de manifestations, d'abord organisées par les syndicats et les étudiants, puis rapidement rejointes par les partis, ont confirmé aux *forces armées qu*'elles *étaient* désormais rejetées par la quasi-totalité du pays.

L'exemple argentin

Cependant, les généraux donnaient le spectacle d'une étrange valse-hésitation. D'un côté, ils multipliaient les gestes d'ouverture ; ils accéléraient *la libération des prisonniers politiques* : de deux mille en 1982, leur nombre est revenu à environ huit cents ces dernières semaines. Parmi les personnalités « élargies » figurent M. Luis Massera, le plus important responsable communiste demeuré en Uruguay, et le général Liber Seregni, candidat, lors des dernières élections libres en *1971*, de la gauche unie qui avait *recueilli* 18 % des *voix* dans le pays et la majorité à Montevideo. L'espace de liberté de la presse a été, de fait, considérablement élargi. Les personnalités politiques peuvent *désormais se faire entendre* assez régulièrement. L'action syndicale a repris quasiment au grand jour. Enfin, la date des élections a été récemment confirmée.

Mais, d'un autre côté, les militaires semblent toujours prêts à faire marche arrière : dissolution, en août 1983, *de l'unique organisation* humanitaire tolérée, Paix et Justice ; rétablissement, à l'automne, de la censure sur certains hebdomadaires et fermeture *temporaire* de *radios* ; dissolution annoncée, le 18 janvier dernier, du Plénum intersyndical des travailleurs, etc. Visiblement, les généraux uruguayens ont les yeux *rivés sur l'autre côté du* Rio-de-la-Plata, où leurs homologues argentins connaissent quelques difficultés depuis le rétablissement, en décembre 1983, de la démocratie...

Dès lors, on peut se demander si les Uruguayens voteront librement le 25 novembre prochain. M. Julio Sanguinetti, secrétaire général du Parti libéral « colorado », veut le croire. C'est l'un des messages qu'il a transmis, lors d'une récente tournée européenne, à ses différents interlocuteurs, dont M. François *Mitterrand*. Tous les partis devraient, d'ici à la fin de juillet, être à nouveau autorisés – même si certaines personnalités considérées comme très *« conflictuelles »* par les forces armées (et d'ailleurs actuellement privées de leurs droits civiques et politiques), comme MM. Wilson Ferreira Aldunate, président du Parti *« blanco »*, conservateur, et Serigni, du Front élargi de la gauche, ne peuvent pas eux-mêmes être candidats à la présidence.

Pourrait-on parler d'élections *« libres »* si les deux figures les plus populaires du pays en sont exclues ? Tout en regrettant cette éventualité, M. Sanguinetti estime qu'elle ne devrait pas conduire les *conservateurs* et la gauche *à s'abstenir.* Les uns et les autres pourraient être amenés à présenter des candidats « transparents », derrière lesquels chacun reconnaîtrait *le* sien. *Il* serait bien temps, une fois le Parlement réinstallé, et les militaires rentrés dans leurs casernes le 1er mars 1985, de rétablir *la plénitude* démocrati*que : fin des proscriptions contre* tous les politiciens et les syndicalistes ; examen, cas par cas, de la situation des derniers prisonniers etc.

Dans cette *évolution* « en douceur », M. Sanguinetti, actuel leader incontesté du parti qui a gouverné l'Uruguay durant les deux tiers du vingtième siècle, estime, à *l'évidence*, pouvoir jouer un rôle de premier plan. Et il se peut, en effet, qu'il soit le seul susceptible de conduire un pays traumatisé vers son *rétablissement*, *puis* vers la démocratie pleine et entière. Mais les militaires eux-mêmes l'entendront-ils jusqu'au bout de cette façon ?

JEAN-PIERRE CLERC.

République Dominicaine

RUPTURE DES NÉGOCIATIONS AVEC LE FMI

Le gouvernement de la République Dominicaine a rompu les négociations engagées depuis plusieurs mois avec le Fonds *monétaire international* et s'apprête à soumettre le pays à une « économie de guerre ». Des responsables officiels ont indiqué le vendredi 25 mai que le cabinet de M. Jorge Blanco (social-démocrate) avait refusé d'augmenter de *50 % le prix* de l'essence, comme le demendait le FMI, par crainte des violences que des hausses en chaîne pourraient provoquer.

En avril, des augmentations de 200 % du prix de certains produits *alimentaires avaient causé des émeutes : il y avait eu cinquante*-quatre morts, selon le bilan officiel, et plusieurs centaines de blessés.

Entre autres mesures d'austérité, le gouvernement envisagerait le rationnement de l'essence – qui est entièrement importée – *et celui* de l'énergie électrique, ainsi que des restrictions aux importations. La rupture avec le FMI est sans doute provisoire. Le ministre de la présidence, M. Hatuey de Camps, a déclaré que des conversations pourraient reprendre. Pour *l'instant*, la renégociation de la dette extérieure dominicaine – qui atteint 2,4 milliards de dollars – est interrompue.

Haïti

L'armée est intervenue pour réprimer des émeutes à Gonaïves

Port-au-Prince *(AP, UPI).* – Certaines informations commencent à filtrer, en dépit du silence officiel, sur les graves incidents qui ont ensanglanté la semaine dernière la ville de Gonaives, à 150 kilomètres au nord de la capitale (1).

Au départ, il semble que la population ait spontanément réagi, le 21 mai, à des brutalités policières. Une personne, un homme ou une femme selon les versions, aurait succombé à des blessures infligées par des représentants des forces de l'ordre. *L'édifice* servant à la *fois* de quartier général à la police et de prison aurait été attaqué à coups de pierres et de bâtons. Les défenseurs du bâtiment auraient répliqué en tirant des coups de feu, peut-être sur la *foule. Des blessés ont été laissés* sans soins.

La situation aurait dégénéré du fait que Gonaives, une ville de 45 000 habitants sur la côte ouest de Haïti, connaît, comme de nombreuses zones du pays, dans le Nord notamment, une sérieuse disette. *Des milliers de personnes* auraient participé aux manifestations, qui ont tourné à la démonstration d'hostilité au régime du « président à vie » M. Jean-Claude Duvalier. Les troubles ont duré cinq jours.

Le gouvernement a envoyé des renforts militaires pour rétablir la situation. Le couvre-feu a *été imposé* de 21 heures à l'aube. Le 25 mai, le calme serait revenu ; mais, le dimanche 27, des troupes patrouillaient toujours à Gonaives.

Selon des rumeurs non confirmées, des précautions spéciales au*raient été* prises par le gouvernement à Cap-Haïtien, la *principale* cité du Nord, traditionnellement frondeuse.

Le gouvernement n'a publié aucun communiqué sur les événements de Gonaives. En revanche, certains articles y ont fait allusion dans la presse, même gouvernementale.

Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère *occidental. La* ville de Gonaives est connue pour avoir été le théâtre de la proclamation de l'indépendance, après la défaite des troupes françaises, en 1804.

(1) *Le Monde* daté 27-28 mai.

AFRIQUE

Ethiopie

Le Wollo accablé par la sécheresse

De notre envoyé spécial

Cheba. – Le spectacle de la détresse commence à moins de 300 kilomètres au nord de la capitale, au bord même de la fameuse route construite par les Italiens pour relier la mer Rouge à Addis-Abeba. A Cheba, dans une immense cuvette d'habitude marécageuse, maintenant transformée en pelouse de terrain de football usée jusqu'à la corde, des carcasses de vaches achèvent de pourrir. Les vautours, perchés sur les rares acacias, ne daignent même plus accomplir leur office : trop de cadavres en même temps. Alors, sortant leurs grands couteaux, les hommes détachent la peau de leurs bêtes mortes. A défaut de viande, elles laissent du bon cuir, que les nomades revendront contre quelques kilos de céréales, si l'occasion s'en présente.

Ces hommes sont des Afars, venus des plaines subdésertiques de l'Est, aux confins de l'Ethiopie et de Djibouti. Chaque année, la sécheresse les pousse vers l'ouest pour gagner la montagne et les verts pâturages. Mais, cette année, la « petite » saison des pluies du printemps n'était pas au rendez-vous, et les troupeaux ont été poussés à marche forcée vers les hauts plateaux du Wollo. Epuisés par la course, les zébus crèvent. Et les vaches valides ne donnent plus ce lait qui reste l'aliment de base des nomades.

Semailles ratées

D'une Land-Rover aux armes de l'UNICEF, deux volontaires de la Croix-Rouge éthiopienne débarquent avec un sac rempli de médicaments. « *Nous venons pour soigner les hommes, pas les bêtes* », précisent-ils. Les autorités éthiopiennes, en effet, estiment que le cheptel est beaucoup trop nombreux pour être réellement productif. « *La richesse se mesure au nombre de têtes, même si les côtes collent à la peau.* » Les fonctionnaires du ministère de l'agriculture souhaiteraient que l'hécatombe fasse comprendre aux nomades qu'il vaut mieux avoir moins de bêtes pour qu'elles prospèrent. Les Afars, eux, se persuadent au contraire qu'il faut posséder un maximum de têtes pour que, « en cas de malheur », comme cette année, il en reste suffisamment pour subsister. C'est l'impasse totale. Tant pis, les hommes de la Croix-Rouge distribuent leurs gélules multicolores, cependant que, des cahutes dressées au milieu même des carcasses, les femmes amènent leurs enfants malingres et leurs vieux parents chancelants.

Au milieu de cette pitoyable Cour des Miracles, les jeunes de la tribu – dont certains parlent quelques mots de français – arborent fièrement couteaux, lances, cartouchières et escopettes. Les vaches ne donnent peut-être plus de lait, mais ce n'est pas une raison pour abandonner sa dignité...

Trois cents kilomètres plus au nord, là où la route italienne se transforme en piste, ce sont les paysans sédentaires qui deviennent nomades. Victimes de trois années consécutives de sécheresse – il n'a pas plu depuis le mois de novembre dans certaines vallées, – les paysans ont raté leurs semailles de l'été dernier, qui, à 80 %, ont séché sur pied dans le Wollo. Faute de réserves, déjà absorbées par les années de vaches maigres de 1982 et de 1983, ils se retrouvent complètement démunis. Il ne leur reste plus, pour survivre, que les distributions de vivres organisées par la RRC (Relief and Rehabilitation Commission), un organisme mis en place par l'Etat éthiopien après la grande sécheresse de 1972-1973 pour venir en aide aux populations sinistrées.

Avec l'aide de plusieurs pays occidentaux – en particulier la Suède, la RFA et l'Italie – la RRC a commencé à construire des entrepôts et mis en place un véritable « pont » pour ravitailler les populations en céréales. La Banque mondiale et la FAO ont fourni des fonds, et les provinces éthiopiennes dont les récoltes ont été bonnes cèdent une part de leur production. Mais le point noir reste l'acheminement des secours. Dans un pays hérissé de montagnes dont l'altitude varie le plus souvent entre 2 000 mètres et 4 000 mètres, dont le réseau de routes secondaires est pratiquement inexistant, le transport du ravitaillement reste cantonné aux grands axes. Dans le Wollo, l'une des provinces les plus touchées par la sécheresse, parce qu'aussi la plus habitée (5,2 millions d'habitants, presque tous concentrés dans les hautes terres), les vivres sont distribués dans trois centres situés sur la grand-route : Kobbo, Alamata et Korem. Les paysans au grenier vide doivent donc faire des kilomètres à pied (deux à trois jours de marche en moyenne) pour gagner les centres de distribution.

Le centre de distribution

A Kobbo et Alamata, les paysans reçoivent leurs rations (une moyenne de 75 kilos de céréales par famille et par mois) et s'en vont. Leurs cohortes s'étirent au fil de la grand-route, en pleine chaleur. Les moins pauvres poussent des ânes, trottant menu sous la charge, et les autres portent le grain sur leur dos, dans des peaux de chèvre retournées, sans coutures. En fait, seules les femmes portent, jeunes ou vieilles, comme elles ont coutume de le faire avec les lourdes jarres remplies d'eau. Les hommes suivent, les bras suspendus à leur inséparable bâton posé sur les épaules, quand ce n'est pas leur précieux fusil...

En remontant ces colonnes de fourmis portefaix, on parvient au centre de distribution. A Kobbo, les sacs de grain sont entassés dans une cour fermée, non loin de l'ancien fort italien. Les paysans, tous uniformément enveloppés dans leurs cotonnades grises (le *dobi*, qui les protège du soleil de midi et de la fraîcheur nocturne), attendent sagement la distribution, assis en cercle autour de leur chef de clan. Pas de bousculade, mais une immense résignation.

Tandis que les préposés à la distribution, juchés sur les sacs de grain (orge, sorgho ou maïs), font l'appel des familles, les groupes déjà servis procèdent à la répartition, toujours laborieuse. Les femmes hissent sur leur dos les peaux de chèvre tendues à craquer, arrimées par des cordages croisés sur la poitrine. D'autres ramassent les restes, dans la poussière. On a le cœur serré à voir ces hommes décharnés, ces vieilles en haillons, ces enfants maigres recueillir grain à grain l'orge éparse, aussitôt enfouie dans un pli du *dobi* ou précieusement conservée dans une boîte de fer-blanc rouillé. Des semailles à l'envers, en quelque sorte, humiliantes et contraintes.

Dix mille hommes dans une cuvette

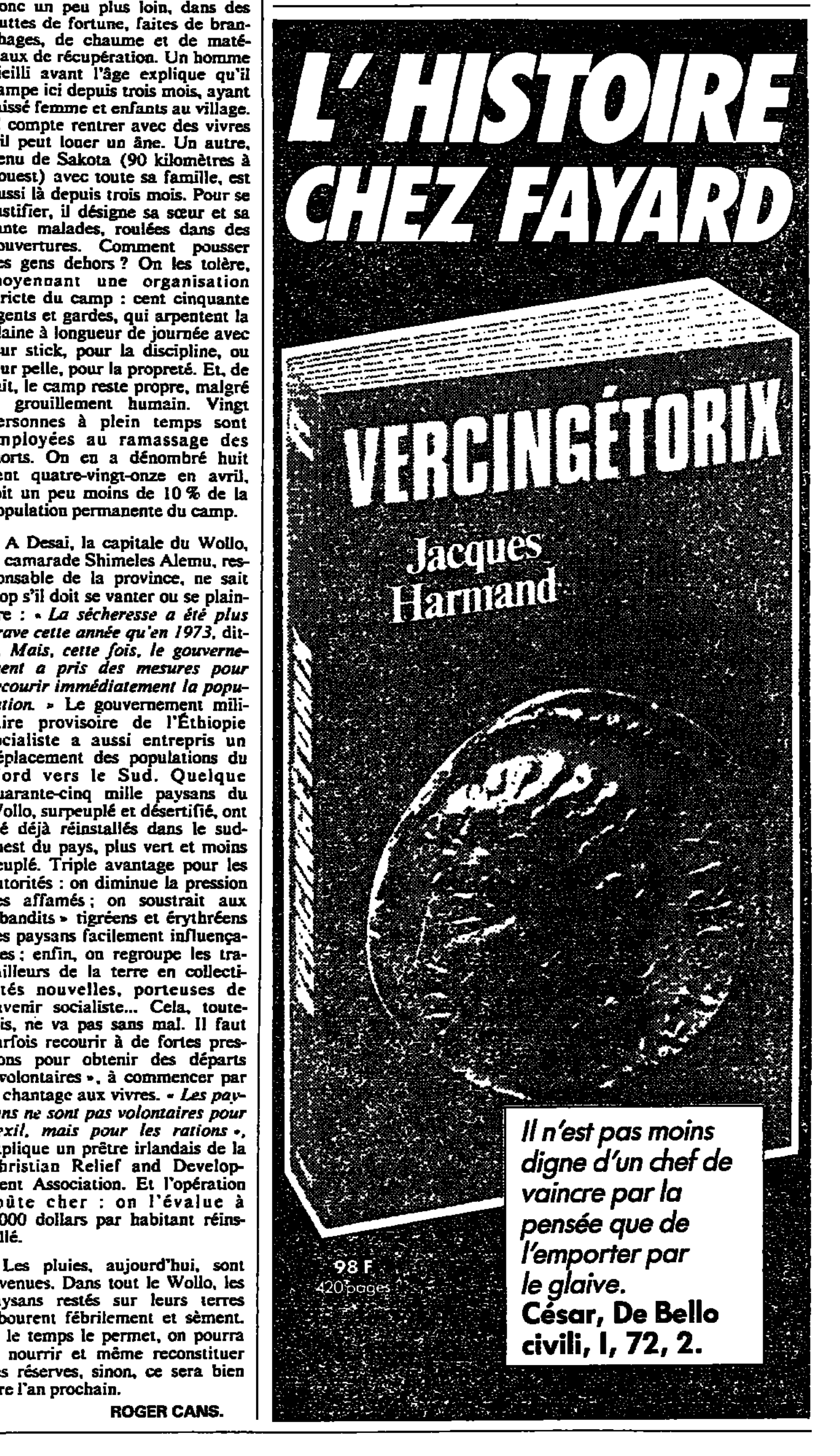
A Korem, à la lisière du Tigré toujours en proie à la rébellion, la RRC a établi un camp fixe. Il s'agit d'accueillir et de soigner les milliers de réfugiés – de la faim ou de la guerre – qui affluent depuis des mois dans le secteur. Quelque dix mille hommes, femmes et enfants, bivouaquent dans une cuvette alternativement brûlée de soleil et inondée d'averses – car les pluies sont revenues, trop tard pour les récoltes, mais toujours aussi gênantes pour l'acheminement des vivres et la vie quotidienne en plein air, loin de sa hutte, de son champ et de ses bêtes (elles ne sont pas admises au camp).

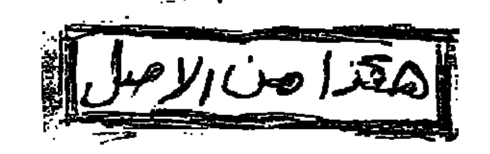
Les malades et ceux qui sont à bout de forces peuvent être hébergés un temps dans d'immenses hangars de tôle. Mais ce n'est en principe qu'un havre provisoire, car tous doivent repartir une fois ravitaillés par la RRC et soignés par la Croix-Rouge – renforcée depuis peu par cinq Français de Médecins sans frontières. Beaucoup n'en ont ni la force ni l'envie. Ils s'installent donc un peu plus loin, dans des huttes de fortune, faites de branchages, de chaume et de matériaux de récupération. Un homme vieilli avant l'âge explique qu'il campe ici depuis trois mois, ayant laissé femme et enfants au village. Il compte rentrer avec des vivres s'il peut louer un âne. Un autre, venu de Sakota (90 kilomètres à l'ouest) avec toute sa famille, est aussi là depuis trois mois. Pour se justifier, il désigne sa sœur et sa tante malades, roulées dans des couvertures. Comment pousser ces gens dehors ? On les tolère, moyennant une organisation stricte du camp : cent cinquante agents et gardes, qui arpentent la plaine à longueur de journée avec leur stick, pour la discipline, ou leur pelle, pour la propreté. Et, de fait, le camp reste propre, malgré le grouillement humain. Vingt personnes à plein temps sont employées au ramassage des morts. On en a dénombré huit cent quatre-vingt-onze en avril, soit un peu moins de 10 % de la population permanente du camp.

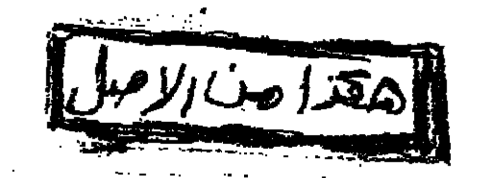
A Desai, la capitale du Wollo, le camarade Shimeles Alemu, responsable de la province, ne sait trop s'il doit se vanter ou se plaindre : « *La sécheresse a été plus grave cette année qu'en 1973*, dit-il. *Mais, cette fois, le gouvernement a pris des mesures pour secourir immédiatement la population.* » Le gouvernement militaire provisoire de l'Éthiopie socialiste a aussi entrepris un déplacement des populations du Nord vers le Sud. Quelque quarante-cinq mille paysans du Wollo, surpeuplé et désertifié, ont été déjà réinstallés dans le sud-ouest du pays, plus vert et moins peuplé. Triple avantage pour les autorités : on diminue la pression des affamés ; on soustrait aux « bandits » tigréens et érythréens des paysans facilement influençables ; enfin, on regroupe les travailleurs de la terre en collectivités nouvelles, porteuses de l'avenir socialiste... Cela, toutefois, ne va pas sans mal. Il faut parfois recourir à de fortes pressions pour obtenir des départs « volontaires », à commencer par le chantage aux vivres. « *Les paysans ne sont pas volontaires pour l'exil, mais pour les rations* », explique un prêtre irlandais de la Christian Relief and Development Association. Et l'opération coûte cher : on l'évalue à 5 000 dollars par habitant réinstallé.

Les pluies, aujourd'hui, sont revenues. Dans tout le Wollo, les paysans restés sur leurs terres labourent fébrilement et sèment. Si le temps le permet, on pourra se nourrir et même reconstituer des réserves, sinon, ce sera bien pire l'an prochain.

ROGER CANS.







AFRIQUE

Tunisie

Dix émeutiers condamnés pour meurtres à la peine capitale

De notre correspondant

Tunis. – La cour criminelle de Tunis a prononcé, samedi 26 mai, dix peines capitales pour homicide volontaire dans deux affaires quasi identiques, qui se sont déroulées le 3 janvier à la périphérie de la capitale, lors des « *émeutes du pain* ».

Ce jour-là, deux Tunisiens qui regagnaient leur domicile à bord de leur voiture ont été pris sous les jets de pierres dont quelques groupes de manifestants bombardaient tous les véhicules en circulation et ont été tués. Des témoins ont confirmé les faits et reconnu formellement leurs auteurs. La cour a également condamné deux émeutiers aux travaux forcés à perpétuité et à vingt ans de la même peine, et prononcé plusieurs acquittements.

Depuis le début du mois, les tribunaux tunisiens ont jugé plusieurs manifestants interpellés lors des événements sanglants du début de l'année et leur ont infligé des peines allant de cinq à trente ans de travaux forcés (*le Monde* du 17 mai) pour pillage, vol, incendie et destruction de biens. Expliquant l'extrême sévérité des peines prononcées, le journal *l'Action* écrit que « *tous ceux qui nous ont endeuillés en violant la quiétude et l'harmonie de notre pays doivent répondre de leurs actes ignobles* ». « *Les procès qui se déroulent*, ajoute l'organe du Parti socialiste destourien, *apportent aux citoyens une charge de sécurité et consolident leur foi en l'inviolabilité de la loi et la pérennité de la justice, bases fondamentales de la liberté, de la démocratie et de la stabilité.* »

Sur le millier d'arrestations opérées dans les villes qui furent le théâtre d'émeutes, quelque trois cents seulement ont été maintenues en attendant que la justice se prononce. Selon les milieux proches de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, la plupart des militants et sympathisants du Mouvement de la tendance islamique interpellés aux fins d'interrogatoire ont été relâchés. La Ligue s'attend, en outre, à l'élargissement, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire du retour d'exil du président Bourguiba, le 1er juin 1955, d'une dizaine d'anciens dirigeants du MTI condamnés en septembre 1981.

MICHEL DEURÉ.

● *La Libye rappelle son ambassadeur à Tunis.* – La Libye a rappelé, la semaine passée, son ambassadeur à Tunis, M. Jomaa Fezzani, en invoquant la fin de sa mission. Aucune nouvelle détérioration n'ayant été enregistrée dans les relations entre les deux pays, cette décision paraît constituer une mesure de réciprocité au rappel de l'ambassadeur tunisien à Tripoli à la suite de l'enlèvement, à la frontière, de trois gardes nationaux tunisiens. Tunis exige leur libération avant la normalisation des rapports bilatéraux. Bien que promise formellement voici dix jours par le chef de la diplomatie libyenne, M. Triki (*le Monde* du 23 mai), celle-ci n'est toujours pas intervenue. – *(Corresp.)*

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

L'Iran menacé d'asphyxie

(Suite de la première page.)

Téhéran est convaincu que Bagdad ne s'est lancé dans cette opération qu'avec le feu vert de l'Arabie Saoudite et du Koweït. Pour les dirigeants iraniens, il est inconcevable que l'Irak, dont l'effort de guerre est financé en grande partie par Ryad et Koweït, puisse créer dans le Golfe une situation susceptible de compromettre les intérêts des Etats pétroliers riverains sans que ces derniers aient été au préalable consultés.

La tactique de Téhéran pour sortir de la crise actuelle est donc de convaincre ces Etats que la déstabilisation du Golfe menace davantage les intérêts des monarchies pétrolières que ceux de l'Iran, qui, depuis cinq ans déjà, survit tant bien que mal dans un état de pénurie chronique. L'Arabie Saoudite, le Koweït et les autres Etats du Golfe, selon les dirigeants iraniens, ont beaucoup plus à perdre dans cette épreuve de force que la République islamique.

Téhéran propose donc à ses voisins pétroliers une sorte de « pacte de non-agression », à condition qu'ils abandonnent l'Irak à son sort. Proposition difficilement acceptable pour les Etats du Golfe qui savent que Bagdad a autant de moyens de pression contre eux que Téhéran. L'Irak est de surcroît un Etat arabe dont le « lâchage » serait mal compris par l'opinion publique régionale particulièrement sensibilisée au danger du khomeinisme.

Une rétorsion graduée

Il est donc probable que si les dirigeants du Golfe ne se rendent pas aux raisons de Téhéran – qui leur ont été vraisemblablement communiquées grâce à la médiation de Damas – et n'arrêtent pas le bras des Irakiens, les premiers mesures de rétorsion graduée que les dirigeants iraniens ont déjà préparées seront bientôt mises en application. Elles viseraient, avant tout, certains centres vitaux d'Arabie Saoudite et du Koweït, considérés comme les maillons faibles de « *l'impérialisme occidental dans le Golfe* », avec toute une série d'attentats terroristes qui seraient attribués à des groupes chiites locaux et n'épargneraient pas certaines ambassades et institutions occidentales de la région, considérées comme compromises avec l'Irak. En revanche, il ne semble pas que Téhéran soit disposé à entreprendre des actions directes contre les centres pétroliers de la région, n'ayant nullement intérêt à susciter une intervention militaire de la part des Etats-Unis.

Au cas où ces « manœuvres d'intimidation » échoueraient, il ne resterait plus à Téhéran qu'à jouer sa « dernière carte », celle de la grande offensive finale tant annoncée et qui aurait pour objectif cette fois de briser les reins de l'armée irakienne. Cette offensive était prévue de longue date, avant même la « contre-offensive » irakienne contre l'île de Kharg, qui semble d'ailleurs avoir été déclenchée précisément en vue de retarder, voire d'empêcher, l'attaque iranienne.

La dernière carte

En Iran, les « grandes offensives » coïncident avec les célébrations religieuses majeures et il est possible que la nouvelle attaque ait lieu au cours du « saint mois du ramadan », qui commence au début de juin. Il faudrait cependant qu'au préalable l'état-major iranien ait réussi à résoudre certains problèmes qui ont retardé jusqu'à présent le début de la « grande offensive ». On peut expliquer ce retard par le souci qu'ont les militaires iraniens de tirer les leçons de l'échec de l'offensive de mars. Celle-ci a buté sur des problèmes de logistique qui ne paraissent pas, pour l'instant du moins, avoir été réglés.

En outre, il semble que les différentes composantes de l'armée iranienne sont profondément divisées sur la nouvelle stratégie à adopter. Enfin, Téhéran semble rencontrer, pour la première fois, de graves problèmes de fournitures militaires. Les pressions exercées depuis deux mois par les Etats-Unis et l'URSS sur leurs alliés respectifs, afin qu'ils suspendent les livraisons d'armes à l'Iran, ont apparemment porté leurs fruits.

Il ne faut pas oublier aussi que l'armée irakienne, désormais suréquipée par l'URSS, n'est plus celle qui, en juillet 1982, s'était retirée de Khorramchar presque sans opposer de résistance aux Iraniens. Ces derniers, qui menaient alors une bataille pour la libération de leur territoire, sont devenus, à leur tour, qu'ils le veuillent ou non, des « agresseurs ». En dépit de toutes les assurances qu'ils prodiguent, ils veulent bel et bien implanter en Irak une « révolution islamique » qui, au fil des ans, perdant tout pouvoir d'attraction, est devenue un repoussoir.

Tous ces facteurs font que les dirigeants de Téhéran y réfléchiront à deux fois avant d'abattre leur dernière carte. En effet, une défaite militaire ou même une demi-victoire sur le terrain constituerait un coup dur pour le régime islamique. Ce dernier ne semble pas cependant avoir d'autre choix que la guerre.

Prisonniers de leur phraséologie islamique et guerrière, les dirigeants de Téhéran ont manqué peut-être, il y a environ un an, l'occasion de conclure une paix honorable qui eût renforcé leur régime. Il est possible qu'il soit trop tard maintenant. A supposer même qu'ils acceptent aujourd'hui de négocier la paix avec l'Irak – ce qui paraît être une vue de l'esprit, – ils devraient consentir des concessions qui seraient interprétées, dans les conditions présentes, comme un aveu de défaite et qui, tôt ou tard, mettraient en question leur régime.

JEAN GUEYRAS.

Téhéran veut « terminer la guerre par un mouvement rapide et décisif »

Un calme précaire règne dans le Golfe, où aucune attaque de navire *n'a été annoncée depuis vendredi 25 mai*, tandis que les observateurs à Téhéran considèrent désormais, *qu'une offensive iranienne en juin*, durant le mois du ramadan, est de plus en plus probable. L'hodjatoleslam Hachemi Rafsanjani, représentant de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de défense, a affirmé récemment qu'il fallait « *terminer cette guerre par un mouvement rapide et décisif* », semblant indiquer que l'heure n'était plus aux « *petits pas* » des précédentes opérations.

Les Etats pétroliers du Golfe continuent à prendre des mesures pour faire face à la situation. A Koweït, une « *commission spéciale de crise* », chargée d'élaborer un plan global prêt à être appliqué en cas d'urgence, a été mise sur pied. Le sous-secrétaire au ministère koweïtien de l'intérieur, le général Youssef el Khorafi, a indiqué, d'autre part, que la police surveillait de près « *les mouvements des partis illégaux à Koweït, notamment ceux des religieux extrémistes* ». Il a révélé, à ce propos, l'arrestation récente de deux personnes condamnées à mort par contumace pour les attentats à l'explosifs commis le 12 décembre à Koweït.

Des avions-citernes américains

A Djeddah, le roi Fahd d'Arabie Saoudite a reçu, samedi, le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, accompagné du ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk al Chareh, qui ont quitté l'Arabie Saoudite après cet entretien. Aucune indication n'a été fournie sur les résultats de cette mission dont le but était, selon Damas, « *de freiner l'escalade de la tension dans le Golfe et d'empêcher l'extension du conflit* ».

Le *Washington Post* a rapporté, dimanche, que le gouvernement américain s'apprête à vendre ou à louer à l'Arabie Saoudite des avions-citernes KC-135 qui permettront à ce pays de mieux se défendre contre d'éventuelles attaques iraniennes. Le gouvernement de Ryad, écrit le journal, a sollicité Washington la semaine dernière pour obtenir ces appareils, dont le nombre n'est pas précisé. Ceux-ci assureront le ravitaillement en vol des chasseurs F-15 saoudiens qui pourront ainsi mener des patrouilles ininterrompues dans la région du Golfe. Cependant, la volonté du président Reagan de manifester l'appui des Etats-Unis aux pays arabes modérés du Golfe risque d'être freinée par le Congrès qui souhaiterait que les deux cents missiles Stinger promis à Ryad, soient seulement loués afin que « *les Etats-Unis aient un meilleur contrôle sur les armes qu'ils envoient* ».

L'Union soviétique, quant à elle, poursuit ses diatribes contre les Etats-Unis, tout en évitant de prendre position en faveur soit de l'Irak soit de l'Iran. L'ambassadeur d'Irak aux Nations unies, M. Riyad el Kaysi, *a refusé dimanche de confirmer ou de démentir que son pays ait récemment reçu des missiles SS-21 de Moscou*. La presse américaine qui avait fait état récemment de ces informations indiquait que les SS-21 pourraient atteindre le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg, depuis le territoire irakien. L'ambassadeur d'Iran aux Nations unies, M. Khorassani, assure que les Irakiens sont bien en possession de ces missiles et ajoute que son pays ne cherchera pas à obtenir des armes auprès de l'Union soviétique. Après avoir affirmé que l'Iran « *était prêt à la paix, mais pas à un cessez-le-feu*, M. Khorassani a déclaré « *tout ignorer* » d'informations faisant état de la présence de cinq cent mille soldats iraniens massés sur la frontière de l'Irak en vue d'une offensive imminente. – *(AFP, Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

Cameroun

● CHANGEMENTS A LA DIRECTION DES SOCIÉTÉS D'ETAT. – Le président camerounais, M. Paul Biya, a procédé à un important remaniement à la direction de plusieurs sociétés d'Etat, qui entre dans le cadre de l'épuration des personnalités accusées ou soupçonnées d'avoir été mêlées à la tentative de coup d'Etat du 6 avril dernier. M. Roger Melingui est nommé à la tête de l'Office de commercialisation des produits de base (OCPB), dont l'ancien directeur, M. Bobo Hammantoukour, est soupçonné d'avoir financé les putschistes ; M. Herman Maimo devient directeur général du FONADER (*Fonds national du développement rural*), où il succède à M. Issa Adoum, présenté comme l'un des investigateurs du putsch ; M. Augustin Kokok devient directeur de la compagnie Cameroon Airlines, M. Jean-Paul Boupda prend la tête de la SONEL (Société nationale d'électricité), en remplacement de M. Nyatt, et M. Joseph Godwe celle de la Société des transports urbains du Cameroun. – *(Reuter.)*

Etats-Unis

● M. JACKSON FAVORABLE A DES NÉGOCIATIONS AVEC CUBA. – Le pasteur Jesse Jackson, qui fait actuellement campagne dans le New-Jersey, a déclaré dimanche 27 mai à propos de la situation dans le golfe Persique : « *Personne ne nous respecte, personne ne nous écoute. Les Etats-Unis sont devenus un géant pitoyable incapable d'intervenir même pour sauver ses intérêts.* » M. Jackson a aussi estimé que les dirigeants américains devraient être « *assez entreprenants pour aller discuter avec Cuba* » pour tenter de ramener la paix en Amérique centrale, ainsi qu'avec le gouvernement sandiniste. Le pasteur se rend ce lundi à Mexico pour s'entretenir avec le ministre des affaires étrangères, M. Bernardo Sepulveda. – *(AFP.)*

Guinée

● CONAKRY RENONCE DÉFINITIVEMENT AU SOMMET DE L'OUA. – Le colonel Diarra Traore, premier ministre guinéen, a annoncé, vendredi 25 mai, que la Guinée renonce définitivement à accueillir le vingtième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Le colonel Traore a expliqué que son pays est confronté à d'importants problèmes économiques et qu'il ne dispose pas des installations nécessaires. Les pays membres de l'OUA sont divisés quant au choix du futur président en exercice de l'organisation. Une discrète campagne diplomatique est cependant en cours pour que le choix se porte sur le président zambien, M. Kenneth Kaunda, pour succéder au président éthiopien, M. Menguistu. – *(Reuter.)*

Japon

● MANIFESTATIONS PACIFISTES. – Au moins vingt-deux mille personnes, selon la police, et quarante-deux mille, selon les organisateurs, ont manifesté, le dimanche 26 mai à Yokosuka, pour protester contre l'installation, en juin prochain, de missiles de croisière américains Tomahawk sur des vaisseaux de la marine américaine. Yokosuka est un port situé à l'entrée de la baie de Tokyo où mouille habituellement la septième flotte américaine. – *(AFP.)*

Laos

● EMBUSCADE. – Quarante soldats vietnamiens et laotiens ont été tués dans une embuscade tendue le 14 mai dernier au sud du Laos par des rebelles laotiens, a rapporté le samedi 26 mai l'agence de presse thaïlandaise. Selon l'agence, qui ne précise pas la source de son information, trente-deux soldats vietnamiens et huit membres des troupes gouvernementales laotiennes ont trouvé la mort dans l'embuscade, sur la route nationale 13, dans la province méridionale de Suvannakhet. – *(AFP.)*

Philippines

● M. MARCOS VEUT CONSERVER SES POUVOIRS. – Le président Marcos a déclaré, samedi 25 mai, qu'il s'opposerait à toute tentative de l'opposition pour mettre fin aux pouvoirs spéciaux qu'il détient actuellement et qu'il estime nécessaires pour combattre la « *subversion communiste* ». Selon M. Marcos, les résultats des élections qui ont eu lieu le 14 mai donnent 110 sièges à son parti, le KBL, 63 à l'opposition (contre 13 dans la précédente Assemblée) et une dizaine aux indépendants. – *(AFP, UPI, Reuter.)*

Roumanie

● M. CEAUSESCU A MOSCOU DÉBUT JUIN. – M. Nicolae Ceausescu, chef du parti et de l'Etat roumains, effectuera une « *visite de travail* » en URSS, au début du mois de juin, a indiqué l'agence Tass, dimanche 27 mai. Cette visite, apprend-on de source diplomatique, aura lieu le lundi 4 juin. Selon cette source, le président roumain ne resterait à Moscou qu'une journée, ce que tend à confirmer, aux yeux des observateurs, la formule lapidaire de « *visite de travail* ». – *(AFP.)*

URSS

● EXPLOSION NUCLÉAIRE SOUTERRAINE. – Le département séismologique de l'université d'Uppsala a enregistré samedi 26 mai une forte explosion nucléaire souterraine repérée en Asie centrale soviétique. Les experts ont précisé qu'ils ont déjà enregistré cette année quatre puissantes explosions souterraines provenant de cette même région. – *(AFP.)*

• LE MONDE – Mercredi 30 mai 1984 – Page 21

PROCHE-ORIENT

Egypte

Les élections législatives ont été entachées de nombreuses irrégularités

Une candidate tuée, des dizaines de personnes blessées

Le Caire. – Le pari de la démocratie est-il d'ores et déjà perdu ? Contre toute attente, le scrutin de dimanche 27 mai n'a pas été à l'image de la campagne électorale, qui s'était déroulée dans une étonnante liberté. Selon les deux principaux partis de l'opposition, le Wafd et le Rassemblement progressiste, les élections législatives *« dans des centaines de bureaux de vote »* ont été entachées d'irrégularités et de violences *« sans précédent dans l'histoire contemporaine »*. La candidate du Parti du travail socialiste, Mme Neemat Mohammed Hassan, a été tuée par balle dans la ville de Qena, en Haute-Égypte. Plusieurs dizaines de personnes grièvement blessées à travers le pays ont été admises dans les hôpitaux.

Lundi matin, les autorités officielles observaient encore le silence. Si les informations fournies par le Wafd et le Rassemblement progressiste devaient se confirmer, si la nouvelle Assemblée du peuple (le Parlement) devait être constituée dans sa quasi-totalité de membres du Parti national démocratique (PND), le président Moubarak risquerait de perdre sa crédibilité, et la stabilité de son régime en serait gravement affectée.

Le chef de l'Etat s'était maintes fois engagé, en particulier dans une allocution radio-télévisée la veille du scrutin, à veiller à sa régularité. De notoriété publique, le président Moubarak souhaite associer l'opposition à l'assainissement d'une conjoncture socio-économique jugée plus que délicate ; son principal objectif est de résorber un profond mécontentement qui alimente la subversion d'associations islamiques et qui risque de déboucher sur des explosions populaires.

« M. Moubarak grand perdant »

Ainsi, tant le Wafd que le Rassemblement progressiste ont-ils désigné, dès dimanche soir, le chef de l'Etat comme étant le *« grand perdant »* de la consultation. *« Comment pourrait-il désormais conserver la confiance populaire ? »*, s'est exclamé Me Nooman Gomaa, le secrétaire général adjoint du Wafd. M. Loutfi el Kholi, membre du secrétariat central du Rassemblement progressiste, a déclaré pour sa part : *« M. Moubarak, davantage que notre parti, est la victime de gangsters, de la mafia des voleurs qui domine le parti au pouvoir. Ils ont aujourd'hui ouvert une crise de régime. »* M. Rifaat el Saïd, l'un des principaux dirigeants du Rassemblement progressiste, a ajouté : *« Le Parti national démocratique s'est affolé devant la vague de contestation qui déferle sur le pays. Il avait les moyens de truquer discrètement les élections, mais il a eu recours aux méthodes les plus vulgaires, les plus scandaleuses, pour gonfler le nombre de ses représentants au Parlement. »*

Les deux partis de l'opposition ont fourni à la presse de nombreux exemples de fraudes pratiquées dans divers bureaux de vote : désignation

De notre envoyé spécial

d'assesseurs membres du PND ou proches des candidats gouvernementaux, qui auraient *« fait voter les morts et les abstentionnistes »* ; bourrage des urnes avec des bulletins favorables au PND. Dans la plupart des cas, les scrutateurs des partis de l'opposition auraient été chassés, battus, parfois poignardés par des bandes de nervis. Dans certaines localités, les électeurs ont été empêchés de pénétrer dans les bureaux de vote ; dans d'autres, où il n'a pas été possible d'interrompre le déroulement du scrutin, les assesseurs auraient été rossés et les urnes brûlées.

Partout, les forces de l'ordre, appliquant à la lettre les consignes de *« neutralité »*, ne sont pas intervenues pour arrêter les agresseurs. Les porte-parole du Wafd et du Rassemblement progressiste ont toutefois admis que des *« accrochages »* et des *« affrontements armés »* ont fait des victimes dans les deux camps.

L'événement n'est pas en réalité exceptionnel. Lors des élections de 1979, un candidat de l'opposition, M. Moumtaz Nassar, avait été élu grâce à la protection de partisans armés. La consultation précédente, en 1976, s'était soldée par une dizaine de tués et plusieurs dizaines de blessés.

Cette fois-ci, cependant, les affrontements armés se sont produits dans la plupart des départements, en particulier dans les circonscriptions où se présentaient des membres du gouvernement : à Galioubieh-Sud (celle du premier ministre, M. Fouad Mohieddine) ; à Guizeh (le ministre de l'intérieur, M. Abou Bacha) ; dans la Menoufieh (le ministre des transports) ; au Fayoum (le ministre de l'agriculture) ; dans la Dakahlieh (le ministre du tourisme). Il faut dire qu'en Egypte la défaite d'un membre du gouvernement est jugée généralement comme un désaveu du régime lui-même.

Ordre et calme au Caire

Il est, d'autre part, significatif que les agressions se soient multipliées dans les circonscriptions qui passent pour être des fiefs de l'opposition. Par exemple à Heliopolis, où se présentait, sur la liste du Wafd, M. Sami Moubarak (frère du chef de l'Etat), et dans la Galioubieh-Nord, où l'élection de M. Khaled Mohieddine, le secrétaire général du Rassemblement progressiste, était également acquise.

Il n'en reste pas moins qu'aucun incident grave n'a été signalé dans plusieurs grandes villes, notamment à Assouan, Louqsor, Alexandrie, Port-Saïd, Ismaïlia, Suez, Benha, Sohag et dans la majeure partie de la capitale. Les journalistes étrangers qui ont entrepris une tournée dans les divers bureaux de vote du Caire ont été les premiers surpris d'apprendre, tard dans la soirée de dimanche, que des irrégularités et des violences s'étaient produites dans la proche banlieue ou en province. Les mandataires des partis de l'opposition rendaient hommage à la stricte impartialité des autorités et à la bonne marche de la consultation, qui s'est déroulée dans l'ordre et la sérénité, voire dans un climat de fraternisation.

Cependant, la liberté qui a caractérisé la campagne électorale ne paraît pas avoir ébranlé le scepticisme de la majeure partie de la population. Selon divers sondages effectués par des journalistes étrangers, confirmés par les partis de l'opposition, le taux d'abstention dans la ville du Caire aurait été de 70 % à 80 %. Il serait moins élevé en province et dans les campagnes, où les féodalités locales sont en mesure de mobiliser les électeurs. Les violences qui se sont produites dimanche ne contribueront certainement pas à dissiper la méfiance traditionnelle que l'on nourrit à l'égard du pouvoir.

La presse gouvernementale, par ses maladresses, dessert elle aussi le régime qu'elle prétend défendre. Ce lundi matin, on pouvait lire les manchettes suivantes : *« Elections libres à 100 % »* (Al Gourmhourya) ; *« Participation massive dans une consultation qui s'est déroulée dans le calme »* (Al Ahram) ; *« Un tournant dans l'histoire de l'Egypte »* (Al Akhbar).

ÉRIC ROULEAU.

Liban

TROIS SOLDATS ISRAÉLIENS TUÉS DANS UNE EMBUSCADE DANS LE SUD

Trois soldats israéliens ont été tués et deux autres blessés dimanche à l'aube au Liban, lors d'une attaque survenue non loin de Kamad-Allouz (une des positions les plus avancées de l'armée israélienne au sud-est du Liban), a annoncé le porte-parole militaire israélien à Jérusalem.

Selon ce porte-parole, la patrouille a été attaquée à l'arme légère et aux roquettes RPG.

Il s'agit de l'incident le plus grave survenu sur la ligne israélo-syrienne au Liban depuis plusieurs semaines.

L'attaque s'est produite tout près de la ligne de cessez-le-feu israélo-syrienne, dans le sud-est du Liban.

Il y a une semaine, cependant, des roquettes de type Katioucha avaient été tirées contre les positions israéliennes, non loin du lac Karaoun.

L'aviation israélienne avait, par ailleurs, effectué la semaine dernière deux raids « préventifs » contre des « bases terroristes » situées en territoire libanais sous contrôle syrien.

Les dissidents du Fath (principale composante de l'OLP) ont revendiqué dimanche soir à Damas la responsabilité de l'attentat, rapporte l'agence palestinienne d'information Wafa que contrôlent les dissidents. Elle assure que *« les militants ont réussi à détruire les deux jeeps de la patrouille et à tuer tous leurs passagers, avant de regagner leur base indemnes »*.

Par ailleurs, apprend-on de source militaire libanaise, le premier ministre libanais, M. Rachid Karamé, aurait décidé la fermeture du bureau de liaison israélien, situé à Dbaye, à 10 kilomètres au nord de Beyrouth. Cette décision aurait été notifiée à Israël par l'entremise de la commission mixte militaire israélo-libanaise. A Jérusalem, cependant, on dément avoir reçu la *« moindre notification »* du gouvernement libanais concernant cette fermeture. Selon la presse israélienne de dimanche, la décision de fermer le bureau n'a pas encore été prise par le cabinet Karamé, et l'annonce de sa fermeture viserait avant tout à faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils reprennent une médiation active entre Beyrouth et Jérusalem, aboutissant au retrait des forces israéliennes du Liban. – *(AFP, Reuter.)*

84

les élections

AU CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1

M. CHIRAC : Je ne négocierai jamais avec l'extrême droite

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 27 mai, M. Jacques Chirac a déclaré :

« Je n'ai pas négocié et je ne négocierai jamais avec l'extrême droite. Je crois qu'il n'y a pas lieu d'être inquiet, car l'extrême droite et l'extrême gauche ont les mêmes caractéristiques, en fait. C'est l'affirmation d'une même intolérance, l'affirmation d'une même démagogie, l'affirmation, parfois hélas, d'une même haine. Cela comporte le même danger de violence, et on n'a jamais vu ni l'une ni l'autre construire quelque chose. Cela peut séduire ceux qui considèrent que la situation actuelle est devenue tellement contraire à l'ambition des Français que ce qui est le plus violent contre les socialistes et les communistes est le plus attirant sur le plan électoral. C'est une erreur grave, car c'est en réalité faire le jeu des socialistes et des communistes. Lorsque l'alternance démocratique aura joué, ce dont on aura besoin, ce n'est pas de davantage d'intolérance, de davantages de division, de davantage de haine, a fortiori *de davantage de violence. On aura besoin de réunir les Français dans un effort pour redresser, ensemble, la situation que nous aurons trouvée. Cela supposera d'exclure tout ce qui est intolérance, tout ce qui est violence, tout ce qui est naturellement vengeance. Et c'est en cela aussi que ce développement est inquiétant pour l'avenir.* »

Interrogé sur une déclaration faite par M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, au *Nouvel Observateur*, parlant de la « *dérive droitière du RPR* », M. Chirac a répondu : « *Ces affirmations vont tout de même un peu au-delà de ce qui est tout à fait convenable. M. Seguin s'exprime en son nom personnel et ne saurait en rien engager le mouvement auquel, par ailleurs, il appartient.* »

Présent le 24 juin

A propos de la manifestation de défense de l'école privée prévue pour le 24 juin, M. Chirac a ajouté : « *Il va de soi que je participerai à cette manifestation, à partir du moment où elle a lieu. Je ne suis pour rien dans la décision de cette manifestation, décision qui ne m'appartenait en aucun cas, qui est celle des parents d'élèves (...). Je considère que tous les hommes politiques, quels qu'ils soient, qui sont attachés au respect des libertés dans notre pays doivent manifester lorsque celles-ci sont en cause. Et c'est pourquoi, effectivement, parmi les autres, je manifesterai ce jour-là comme je l'ai fait à Versailles. Le gouvernement s'est comporté comme à l'habitude, c'est-à-dire de façon sournoise, dans cette affaire et, depuis l'origine – il suffisait d'ailleurs de lire ce qu'avait dit le candidat François Mitterrand au moment de sa campagne présidentielle pour le savoir, – le gouvernement et M. Mitterrand entendaient bien supprimer la liberté en matière d'enseignement et instaurer un grand système unique, unifié, d'enseignement dans notre pays. L'idéologie socialiste est attachée à ce que le collectif règle l'ensemble des problèmes de la société et que l'individu, dont on veut, bien entendu, faire le bonheur, se plie aux exigences de la collectivité.* »

M. Chirac a enfin ajouté : « *Ce qui m'inquiète, ce sont les éventuelles réactions du pouvoir à l'égard de ce qui pourrait être des actions de provocation et il faut s'en méfier.* »

Les utopies du projet Spinelli

Concernant le discours sur l'union européenne prononcé par M. Mitterrand à Strasbourg, le président du RPR a précisé : « *Je n'ai pas approuvé ce discours. Même si certaines des mesures qu'il suggérait, notamment un renforcement de la coopération politique, avec création d'un secrétariat politique permanent, vieille idée qui date de Christian Fouchet, que j'ai reprise et développée à maintes et maintes reprises, même si j'ai approuvé ce qu'il a dit en ce qui concerne la nécessité de développer les discussions, la concertation, les négociations tendant à améliorer les conditions de la défense de l'Europe entre les pays européens de l'Ouest, si je n'ai pas approuvé l'ensemble, c'est d'abord parce que je pense que ce discours, qui pourrait avoir sa place au niveau du prochain sommet européen, prenait une certaine allure de discours de chef de parti plus que de discours de chef d'Etat, dans les conditions dans lesquelles il était prononcé. Il semblait s'inscrire un peu trop bien dans la campagne électorale actuelle. J'ajoute que la situation économique actuelle de la France, hélas, ne nous permet pas de donner actuellement de grandes leçons de principe aux autres.* »

M. Chirac a enfin rappelé que le projet Spinelli a été voté à Strasbourg « *dans une grande confusion* » qu'il « *reprend le florilège de toutes les utopies* » et ne peut « *constituer quelque chose de possible pour l'Europe* ».

Un sondage de la SOFRES

UNE MAJORITÉ DE FRANÇAIS FAVORABLES A LA CRÉATION D'ÉTATS UNIS D'EUROPE

Selon un sondage, publié par *le Figaro* du lundi 28 mai et réalisé par la SOFRES, du 18 au 23 mai, auprès d'un échantillon de mille personnes, la liste conduite par Mme Veil recueille 43 % des intentions de vote aux élections européennes du 17 juin, au lieu de 45 % lors du dernier sondage analogue publié par *le Figaro* du 14 mai (*le Monde* du 15 mai). La liste socialiste recueille 22 % (au lieu de 21 % le 14 mai). Celle du PC obtient 14 % (au lieu de 13 %).

La liste de M. Le Pen reste stable, avec 7 % des intentions de vote. La liste ERE perd un point en passant à 3 %. La liste du Mouvement écologiste, conduite par M. Didier Anger, perd 1,5 % et passe à 2,5 % des intentions de vote. Celle de Mme Francine Gomez, en revanche, progresse d'un point et passe à 3,5 % des intentions de vote. La liste PSU-Fiszbin, stable à 2 % des intentions de vote, est rejointe par la liste Lutte ouvrière. La liste Utile, conduite par M. Gérard Nicoud, gagne un demi-point, avec 1 % des intentions de vote.

Par ailleurs, toujours selon ce sondage, 53 % des personnes interrogées souhaitent que, le 17 juin, « *les électeurs profitent de cette élection pour manifester leur mécontentement à l'égard de la gauche* ». 28 % souhaitent, au contraire, que les électeurs « *manifestent leur soutien au gouvernement de gauche* ». Enfin, 53 % des personnes interrogées se déclarent « *très favorables* » ou « *plutôt favorables* » à « *la création d'Etats unis d'Europe entre les pays du Marché commun, sur le modèle des Etats-Unis d'Amérique* ». 29 % se déclarent « *plutôt opposés* » ou « *très opposés* » à cette création. 18 % sont sans opinion.

A TOULOUSE

Mme Veil : nous ne laisserons pas les socialistes rater l'Europe

De notre envoyée spéciale

Toulouse. – Dimanche, au parc des expositions de Toulouse, où avait été organisée une « fête de l'Europe et des libertés » avec attractions foraines, groupes folkloriques, stands militants et spectacle animé par le chanteur Gérard Lenorman, cinq mille personnes étaient venues accueillir Mme Simone Veil.

Ce fut le premier véritable grand rassemblement de sa campagne, qui en compte six, et l'occasion pour la tête de la liste d'Union de l'opposition de goûter les joies d'un bain de foule, aux côtés de son colistier, M. Bernard Pons, et du maire de la ville, M. Dominique Baudis, quinzième sur sa liste. Ce fut aussi l'occasion, pour Mme Veil, de hausser le ton et de fustiger, dans un même élan, l'action de la présidence française au sein de la Communauté et celles des élus socialistes de Strasbourg et, surtout, répondant en cela à l'attente de son public, l'attitude « *sectaire, voire haineuse, du gouvernement et du parti socialiste* » en matière d'enseignement.

Auparavant, Mme Veil s'était arrêtée à Castelnaudary, où l'attendaient dans un hangar tendu de filets de camouflage, prêté par l'armée, quelque cinq cents personnes pour déguster un gigantesque cassoulet.

Comme à chaque étape de sa campagne européenne, Mme Veil a insisté sur la nécessité de l'union de l'opposition ; cette union « *que nous avons tous appelée de nos voeux au lendemain de nos affrontements internes dévastateurs de 1981* » et qui « *contraste avec la désunion d'une majorité PC-PS au bord de l'éclatement* ». Elle a dénoncé le « *double langage* » socialiste avec lesquels « *l'espace social européen deviendrait le désert économique européen* ». « *Nous ne laisserons pas les socialistes rater l'Europe comme ils ont raté la France* », a-t-elle affirmé.

Elle a rappelé la position de la liste d'union de l'opposition sur l'élargissement de la Communauté : « *Comment refuser le principe de l'élargissement à ces deux jeunes démocraties que sont l'Espagne et le Portugal, alors que le traité de Rome leur donne le droit de prétendre à l'adhésion ? Toutefois, il faut bien être conscient des graves problèmes économiques et financiers que cela poserait en l'état, car aucun des préalables n'a été suffisamment négocié par le gouvernement avant qu'il ne prenne des engagements.* » D'une formule, M. Pons avait, à Castelnaudary, résumé cette position : « *Ce n'est pas sur un train qui déraille que l'on va ajouter des wagons.* »

Des « scolarités croisées »

A Toulouse, Mme Veil a voulu délivrer un « *message* » aux jeunes qui devront « *préparer l'Europe du futur* ». Elle a notamment proposé de « *faire entrer l'Europe à l'école* » en créant une véritable « *éducation européenne* » à base de « *scolarités croisées entre pays* ». Dans ce domaine, a-t-elle souligné, « *il n'y a rien à attendre des socialistes. Il ne faut pas compter, pour créer une Europe du pluralisme scolaire sur un pouvoir qui tue l'école libre en France. Nous refusons l'endoctrinement à œillères pour nos enfants, nous voulons, au contraire, l'ouverture européenne de leur éducation* », a-t-elle ajouté.

Mme Veil a également estimé : « *M. François Mitterrand essaie depuis peu de se débarrasser de l'étiquette de gauche archaïque dont l'avait affublé M. Rocard ; il tient un discours de modernité en allant inaugurer le TGV, Airbus ou Ariane et nombre de réalisations technologiques performantes en oubliant de préciser que leur conception avait été décidée bien avant 1981, et que c'est cela le véritable héritage.* »

Pour sa part, le secrétaire général du RPR, M. Pons, avait voulu mettre en garde les militants de l'opposition contre toute réaction négative à l'égard de telle ou telle personnalité figurant sur la liste d'union : « *Le scrutin du 17 juin n'est pas un scrutin de personnes, c'est un scrutin de listes, un scrutin politique. Je sais que je demande à certains de faire passer la raison avant le cœur. Faites-le pour la France, car elle en a le plus grand besoin. Ne vous laissez pas anesthésier par les gens du pouvoir. Votre vote est utile pour donner le déclic avant le grand-rendez-vous de mars 1986* », a-t-il ajouté.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

L'opposition face à ses contradictions

(Suite de la première page.)

Le triomphe n'est plus aussi assuré.

Le risque de dispersion est bien sûr inscrit dans le mode de scrutin : la représentation proportionnelle favorise l'expression de toutes les sensibilités. Le choix même d'une liste d'union a, de la même façon, favorisé les tendances centrifuges, qui ont nom M. Le Pen (lequel capitalise aussi l'hostilité à la personne même de Mme Veil) et Mme Gomez, qui peut attirer des voix giscardiennes résolument hostiles à la forme de la liste unique. Pourtant, dans sa majorité, l'électorat d'opposition aspirait et aspire toujours à l'union.

La droite est donc face à une contradiction, difficile à résoudre, entre cette aspiration, qu'elle ne méconnaît pas, et l'efficacité électorale. Vaut-il mieux, pour être plus efficace, recourir aux primaires ? Le récent scrutin de Thionville, où RPR et UDF se battaient sous leurs propres couleurs, montre que le résultat peut ne pas être meilleur.

La campagne elle-même reflète les hésitations et les contradictions de l'opposition. Hésitations sur la tonalité de la campagne : manifestement, Mme Veil est toujours à la recherche d'une ligne de force européenne. Elle ne peut pas – campagne oblige – reconnaître, comme le fait M. Alain Poher, que sur l'Europe l'opposition est désormais sur la même ligne que M. Mitterrand. Elle doit s'aligner sur le RPR lorsque ce dernier s'oppose à l'élargissement de la CEE. En s'efforçant de faire coïncider deux images contrastées de l'Europe, Mme Veil brouille la sienne. Mais elle n'échappe pas pour autant aux contradictions de sa liste.

Mais là n'est pas la difficulté principale. « *Attention, danger !* », a dit M. Chirac, s'adressant aux électeurs d'opposition tentés par l'extrême droite. Il y a bel et bien danger, et il est double. Soit l'opposition accède aux désirs d'une fraction croissante de ses sympathisants, noue une alliance avec le Front national et entretient une confusion dommageable ; soit, comme le fait fermement M. Chirac, elle refuse de négocier avec M. Le Pen et prend des risques électoraux.

En tout état de cause, l'« *inquiétude* » du président du RPR n'est pas feinte : l'extrême droite est aujourd'hui perçue non plus comme une force marginale et extrémiste, mais comme une simple composante de l'opposition. A certains égards, celle-ci est prise à *son propre piège* : faute d'avoir contenu et délimité certains thèmes de campagne (la sécurité, les immigrés), notamment avant les élections municipales, elle a suscité, sur ces thèmes-là, un écho bien au-delà de ce qu'elle escomptait. *Il est vrai aussi*, à sa décharge, que l'extrême droite est le tribut que la droite paie à son légalisme : la première se gonfle de tous ceux qui reprochent à la seconde de ne pas en découdre promptement avec la gauche.

Le résultat risque d'être fâcheux : l'opposition ne serait en mesure de gagner qu'avec l'aide d'un homme qui, comme le dit M. Jospin, s'est enfin « *démasqué* » en prônant l'« *espace vital* » face aux immigrés qui menacent, selon lui, de nous « *submerger* ».

Face à ces périls, l'opposition dispose toutefois d'une arme redoutable : l'école et, surtout, la date de la *manifestation* de Paris (le 24 juin), lui donnent un formidable moyen de mobiliser dans un scrutin qui ne passionne guère. Sans tarder, le RPR met sur pied des rassemblements dont le thème, « l'Europe et l'enseignement », et la date – le même jour que M. Le Pen, à Toulouse, par exemple – ne laissent aucun doute sur ses espoirs.

L'arme est cependant à double tranchant. La droite exaspérée est déjà mobilisée. La gauche boude un pouvoir qui la déçoit, mais qui, sur l'école, a trouvé avec elle un « *point d'équilibre* ». Mobiliser, à droite, sur l'école, c'est prendre le risque de mobiliser la gauche en retour. Et la gauche, elle, en a vraiment besoin.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Propos et débats

Mme Laguiller (LO) : la gauche roule à droite

« *Le gouvernement de gauche roule à droite depuis trois ans. Cela mérite une contravention.* » Mme Arlette Laguiller, tête de la liste de Lutte ouvrière pour les élections européennes du 17 juin, a lancé, samedi 26 mai, à Rombas (Moselle), devant l'aciérie de Gandrange, ce jugement qui fournit aussi le thème d'une campagne par voie d'affichage. « *La lutte n'est pas dans les bulletins de vote* », estime toutefois Mme Laguiller. « *Il faut engager une épreuve de force. L'explosion ouvrière est la seule voie pour arrêter les barons de l'acier.* » (Corresp.).

ERE : rassembler ceux qui s'interrogent

MM. François Doubin et Olivier Stirn, têtes de la liste Entente radicale et écologiste (ERE), ont affirmé, samedi 26 mai, à Dijon, que leur propos est de « *rassembler non pas les déçus, mais ceux qui s'interrogent, qui n'ont plus en poche de catéchisme auquel se référer* ». Selon M. Stirn, « *le débat se pose aujourd'hui en termes de passé et d'avenir* », et non en termes de gauche et de droite, et sa liste s'adresse à ceux « *qui essaient de penser l'avenir en termes différents* ».

Figures

M. Christian de La Malène (RPR) : le plus ancien « européo-gaulliste »

Sénateur RPR de Paris, « adjoint spécial » au maire de la capitale, ancien ministre, ancien député, M. Christian de La Malène possède aussi un titre *moins connu : il est le doyen des* parlementaires européens français. Il est même le seul des élus actuels des dix Etats européens à siéger depuis 1958 à l'*Assemblée des Communautés de Strasbourg*. En effet, élu député UNR de la Seine à trente-huit ans, à l'avènement de la Ve République, M. de La Malène a, en novembre 1958, *été désigné par le groupe* gaulliste du Palais-Bourbon pour remplacer à l'Assemblée parlementaire européenne M. Michel Debré, nommé par de Gaulle *garde des sceaux du dernier gouvernement* de la IVe République avant de devenir premier ministre du premier gouvernement de la Ve.

A l'époque, les représentants de la France étaient seulement choisis par les groupes parlementaires en leur sein et non, comme depuis 1979, élus au suffrage universel. Ainsi pendant vingt-six ans, hormis quelques interruptions pour siéger au gouvernement, M. de La Malène a, peut-on dire, été le plus européen des députés gaullistes. Depuis 1976, il préside le groupe des Démocrates européens de progrès qui rassemble les représentants RPR et quelques autres de diverses nationalités.

Lorsqu'on s'étonne du paradoxe de cette longévité européo-gaulliste, M. de La Malène est surpris : « *Ce n'est pas moi, c'est le monde qui a changé* », affirme-t-il, et d'expliquer : « *A l'origine s'affrontaient les partisans de l'Europe américaine et nous, partisans de l'Europe européenne. Nous étions pour l'Europe, puissance économique et politique, mais non pour en faire un Etat supplémentaire des Etats-Unis d'Amérique. De plus, nous avions l'impression que l'Europe était un système manipulé pour empêcher la France de mener sa politique d'indépendance mondiale.* » Aujourd'hui, admet M. de La Malène, « *les choses et le monde ont changé. Les dangers qui pèsent sur les démocraties européennes sont plus menaçants qu'il y a trente ans, même si les Européens n'en ont pas tous une claire conscience* ».

Le président du groupe DEP utilise une litote pour dire ses craintes : « *L'optimisme ne tient pas une grande place dans la vision du futur.* » Il n'est pas totalement satisfait du bilan de l'Europe, et il craint que les *sentiments de solidarité qui progressent* en profondeur ne soient toujours handicapés par la barrière linguistique. « *Pensez donc,* s'exclame-t-il, *sept langues et deux alphabets !* », et il affirme : « *Un Français qui ne parle pas une langue étrangère est aujourd'hui un infirme* » ; mais il reconnaît que les solutions ne sont pas faciles et il compte sur les jeunes et les futures générations des dix Etats qui n'ont pas le fétichisme des frontières pour « *faire progresser la solidarité* ».

Quant à l'Assemblée de Strasbourg (où il a toutes chances de *se retrouver après le 17 juin,* puisqu'il figure en quatrième position sur la liste de Mme Simone Veil), il trouve qu'elle souffre encore d'avoir *manqué, à sa naissance,* d'un véritable acte de baptême. Les pouvoirs du Parlement européen résultent, en effet, de certains articles, de plusieurs traités, de textes complexes et parfois ambigus. M. de La Malène « *regrette qu'aucun document solennel ne définisse le rôle, les compétences et les limites de l'Assemblée. Cette absence crée des malentendus et des handicaps. L'Europe aurait eu besoin d'un acte fondamental, d'une Constitution* ».

La conscience du monde

Malgré cela, le président du groupe DEP n'est ni trop sévère pour le passé, ni trop craintif pour l'avenir. Selon lui, en effet, « *l'Assemblée européenne joue un rôle plus important que ne le croient les opinions publiques* ». Tout d'abord, elle intervient dans l'élaboration de la législation des pays d'Europe par les dialogues qu'elle noue avec la Commission des Communautés et avec le Conseil européen. A travers de multiples décisions, « *finalement bien des législations nationales sont enserrées par la législation européenne. D'ailleurs, les organisations professionnelles ou syndicales et les groupes d'intérêts économiques ne l'ignorent pas.* »

Pour M. de La Malène, les initiatives récentes prises par l'Assemblée de Strasbourg en matière de défense des droits de l'homme « *introduisent un élément nouveau dans la politique étrangère* ». Il suffit, raconte-t-il, de voir les interventions des ambassadeurs et des Etats auprès des parlementaires européens lorsqu'un pays est menacé d'être publiquement dénoncé pour violation des libertés ou des droits individuels. « *Ce rôle de conscience morale du monde n'est pas négligeable* », considère-t-il.

Le Parlement européen ne mérite donc pas l'opprobre. Son élection au suffrage universel « *est malgré tout un progrès de la démocratie* » et permet d'espérer que, dans la crise actuelle, « *ensemble on s'en tirera moins mal* ».

ANDRÉ PASSERON.

Le RECOURS demande aux rapatriés de « refuser leurs voix » à la majorité

De notre correspondant

Montpellier. – La confédération du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer), réunie en congrès à Montpellier, samedi 26 mai, sous la présidence de MM. Guy Forzy et Jacques Roseau, en présence de ses quatre cents délégués départementaux, a recommandé aux rapatriés d'Afrique du Nord « *de refuser leurs voix aux listes communistes, bien entendu, mais aussi socialiste* ».

Ce mouvement se défend d'amorcer « *un ralliement à l'opposition* » et « *ne met pas en cause la volonté du président de la République ni l'action du secrétaire d'Etat aux rapatriés* », mais il estime que « *malgré les améliorations sensibles réalisées lors de la première année* (de gestion de la gauche) *les lenteurs dans la mise en œuvre des engagements pris par M. François Mitterrand en 1981, ne font qu'aggraver l'inquiétude des rapatriés* » et que « *le caractère flou des réponses gouvernementales au terme d'un bilan de trois ans ne permet pas de sécuriser et de rasséréner ceux-ci* ». Le RECOURS reproche notamment au gouvernement d'avoir « *refusé d'annoncer un calendrier précis pour la nouvelle loi d'indemnisation promise.* » Selon la confédération, il s'agit de « *traduire spectaculairement le mécontentement des pieds-noirs en donnant un premier avertissement solennel au gouvernement* ».

M. Roseau a notamment souligné que l'administration des finances fait preuve de « *mauvaise volonté* ». Le porte-parole du RECOURS a ajouté que ce premier avertissement « *conjoncturel* » aurait un caractère provisoire « *si le gouvernement sait prendre rapidement le chemin du droit et de la justice* ». A défaut, l'action du RECOURS pourrait s'amplifier à l'occasion des élections cantonales puis législatives.

R. B.

[Aux élections européennes de 1979, le mouvement du RECOURS avait invité les rapatriés à s'abstenir après avoir, un moment, envisagé de soutenir la liste conduite par M. Philippe Malaud. Auparavant, aux législatives de 1978, il avait opéré un tri entre les candidats « *méritants* », aux yeux des rapatriés, et ceux qui ne l'étaient pas. La confédération avait ainsi fait campagne, suivant les circonstances locales, pour des candidats de la majorité ou des candidats de l'opposition. A l'élection présidentielle de 1981, le RECOURS avait appelé, au premier tour, à un « *vote-sanction* » contre M. Valéry Giscard d'Estaing, puis, au second tour, il s'était prononcé en faveur de M. François Mitterrand.

Cette prise de position lui avait valu, à partir du printemps 1981, de devenir l'interlocuteur privilégié du gouvernement et de participer activement aux structures de concertation créées par le secrétaire d'Etat chargé de ces dossiers, M. Raymond Courrière.

En appelant aujourd'hui les électeurs pieds-noirs à ne pas soutenir les listes de la majorité, le RECOURS, qui constitue la plus importante organisation des rapatriés, confirme que l'opportunisme demeure sa ligne de conduite. – A. R.]

● *Réactions centristes au discours présidentiel de Strasbourg.* – « *J'ai le sentiment qu'il n'y a pas, entre l'opposition et le pouvoir, de désaccord de fond sur l'Europe* », a commenté, samedi 26 mai, M. Alain Poher, président du Sénat, après le discours prononcé le 24 mai devant l'Assemblée des Communautés européennes par M. François Mitterrand. M. Pierre Méhaignerie, président du Centre des démocrates sociaux, approuve de son côté « *la déclaration d'intention faite par le président de la République à propos de l'avenir de l'Europe* », tout en se demandant toutefois « *si les actes suivront les paroles* ».

européennes

M. Jean-Marie Le Pen, superman de l'ordre moral

« Plus on me connaît, plus on m'aime ! », affirme M. Jean-Marie Le Pen qui s'est plaint, lundi 28 mai, au cours d'une conférence de presse, des manifestations organisées contre lui dans les villes où il mène campagne. Il était donc naturel que le président du Front national éprouve le besoin de se faire encore mieux connaître en prenant personnellement la plume pour se dépeindre tel qu'il se voit lui-même dans un ouvrage dont le titre résume son programme politique : *Les Français d'abord* (1).

Cette introspection était opportune au moment où son ascension politique provoque des réactions de plus en plus violentes de la part de l'extrême gauche et où les chefs de file du RPR jugent utile de mettre en garde leurs électeurs contre, a dit M. Chirac, *« l'intolérance, la haine, la démagogie »* que développent les porte-parole de l'extrême droite.

Malheureusement pour M. Le Pen, il se dégage de cet autoportrait une impression qui ne contredit pas la caricature dont il estime être, à tort, affublé. Par exemple, il ne saurait être question de prétendre mettre en doute la sincérité du président du Front national quand il récuse les accusations de racisme en rappelant qu'aux élections législatives de 1956 son suppléant était un Antillais, Roger Sauvage, héros de l'escadrille Normandie-Niemen, et qu'en 1957, c'est en menant campagne à Paris pour un musulman défenseur de l'Algérie française, M. Ahmed Djebbour, qu'il perdit son œil gauche au cours d'une bagarre sous un préau d'école. Il est vrai aussi, bien que M. Le Pen soit plus discret sur ce point, que, depuis 1978 et l'assassinat de François Duprat, ancien fondateur des *Cahiers européens*, les partisans d'un nationalisme révolutionnaire pur et dur, proche des thèses nazies, ont été éliminés du Front national et sont actuellement regroupés, pour la plupart, au sein du Parti nationaliste français, créé le 10 décembre 1983 par le comité de soutien du journal *Militant*.

Force est néanmoins de constater que M. Le Pen emploie, pour se défendre de tout racisme, une argumentation qui postule l'existence d'une hiérarchisation entre les êtres, les ethnies, les races..., ce qui constitue la définition la plus ordinaire du racisme : *« Dans ce monde où il existe des races différentes, des ethnies différentes, des cultures différentes, je prends acte de cette diversité et de cette variété. (...) Je ne peux pas dire que les Bantous ont les mêmes aptitudes ethnologiques que les Californiens. (...) Les citoyens sont égaux en droit, pas les hommes. Et, d'un autre côté, s'il est exact que les hommes ont droit au même respect, il est évident qu'il existe des hiérarchies, des préférences, des affinités qui vont de soi. »*

L'ambiguïté est d'autant plus forte que ses principaux partisans soutiennent des thèses analogues avec beaucoup moins de modération dans leur expression, ainsi qu'en témoignent les campagnes aux connotations antisémites menées par le quotidien *Présent* contre le garde des sceaux, M. Robert Badinter, et l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne, Mme Simone Veil, ainsi que certains textes parus dans l'organe du Front national où l'on a pu lire sous la plume de l'écrivain André Figueras, en juin 1983, une démonstration pseudo-scientifique sur la nécessité de préserver la pureté de la race française : *« Si l'on intègre machinalement, mécaniquement, administrativement, une forte dose de substance étrangère à la substance foncièrement, naturellement, historiquement française, on va dénaturer cette substance. »* (*Le Monde* du 14 février.) Or M. Le Pen s'est toujours refusé à prendre des distances avec de tels auteurs.

« Entre le bien et le mal... »

Ce qui n'est pas flou, en revanche, c'est le penchant autoritaire du président du Front national. M. Le Pen veut instaurer un ordre moral qui soit en harmonie avec l'ordre naturel tel qu'il le perçoit : *« Il n'y aura pas de survie possible si l'Occident ne retrouve pas les sources de l'ordre naturel*, écrit-il. *S'il y a dans l'être humain une aspiration à l'harmonie, elle doit être codifiée, guidée grâce à l'autorité de l'Etat national. (...) Entre le bien et le mal, le pouvoir ne peut rester neutre. Notre recherche fondamentale c'est de trouver un compromis entre l'autorité et la liberté. Il s'agit de faire coïncider les vertus civiques et les vertus intimes. (...) C'est la fonction d'une société à la fois juste et aristocratique. »*

Ce dessein moralisateur doit viser, entre autres priorités, selon son auteur, à *« la sécurité des citoyens, première des libertés »* et à *« la liberté du travail, étouffée par le diktat permanent des féodalités syndicales »*. Application pratique contre l'insécurité : *« Il faut rétablir l'ordre mais aussi l'ordre social. (...) Ce qui est insuffisant, c'est la volonté de répression. (...) Il faut purger la justice des éléments qui croient pouvoir utiliser leurs fonctions au service d'une idéologie révolutionnaire. »* Application pratique dans la vie syndicale : *« La grève ne saurait être admise dans les services publics dont l'un des fondements est la continuité. (...) »*

La démocratie « ordonnée » dont rêve M. Le Pen — *sous un régime « présidentiel »* — ressemble assurément à une démocratie musclée.

Le président du Front national ne déteste pas non plus le culte de sa personnalité. Ses amis disaient déjà de lui qu'il était *un « grand homme »*, un *« prophète inspiré »*, l'*« homme du recours »*. Voici qu'un panégyrique signé Jean Marcilly le présente comme un superman antique (2) : *« Ses idées sont aussi droites que le sillon du bon laboureur, aussi profondes, aussi vieilles que la Celtie. (...) La tradition orale des druides est venue jusqu'à lui. Comme lait de nourrice Le Pen a sucé la sève des racines de l'arbre France. (...) S'il n'existait pas, seule la France aurait pu l'inventer ! »* Rideau !

ALAIN ROLLAT.

(1) *Les Français d'abord*, éditions Carrère, 60 F.

(2) *Le Pen sans bandeau*, éditions Jacques Grancher, 65 F.

En République fédérale d'Allemagne

Un œil à l'Ouest, un œil à l'Est

Correspondance

Bonn. — Quelques spots à la télévision, ici ou là, une affiche colorée pour annoncer le passage du Katharina Circus, qui se produit chaque jour dans une ville différente avec, en vedette, la tête de liste social-démocrate, Mme Katharina Focke, et, en vedette américaine, un tigre : la campagne électorale pour les élections européennes du 17 juin prochain a démarré lentement en Allemagne fédérale.

Depuis le début du mois, les principaux partis politiques ont mis en branle leur machine électorale. Les meetings chrétiens-démocrates alternent avec les festivals européens du SPD. Le train du Parti libéral joue à cache-cache dans les villes du pays avec celui des sociaux-démocrates. Mais, à en juger par le peu d'échos dans les médias, l'enthousiasme n'y est pas. Les milieux politiques se bornent, faute d'arguments pour galvaniser les foules, à tenter de conjurer l'abstentionnisme.

L'Europe ne fait pas recette, cette année, en Allemagne. Et pour cause : les échecs successifs des sommets d'Athènes et de Bruxelles ont achevé de désabuser ; les promesses du chancelier Kohl de ranimer la flamme et de lancer avec le président Mitterrand des initiatives spectaculaires pour l'union européenne ne sont, pour le moment, que des phrases. Et qu'attendre de spectaculaire quand les camionneurs doivent en venir à la grève pour protester contre les excès de la bureaucratie aux frontières, ou quand vos partenaires se souviennent comme de leur première chemise du dépérissement de vos forêts sous l'effet de la pollution atmosphérique ?

Le débat sur les euromissiles, la période d'euphorie qu'ont traversée au début de 1984 les relations entre les deux Etats allemands ont engendré le scepticisme. *« Quelle Europe, pour quelle Allemagne ? »*, se demandait, il y a quelque temps, un journaliste de l'hebdomadaire *Die Zeit*. Une Europe des Dix crispée sur ses intérêts nationaux, incapable de se débarrasser de ses contrôles tatillons aux frontières, représente-t-elle pour la RFA un avenir plus séduisant qu'un projet, même lointain, de réunification nationale ? Lors du congrès de la CDU à Stuttgart, le chancelier Kohl a lié les deux thèmes : *« Réduire la dureté de la division des deux Etats allemands et surmonter cette séparation dans le cadre d'une paix européenne stable reste notre but. Pour nous, la politique allemande et la politique européenne sont les deux côtés de la même médaille »*, avait-il déclaré dans son discours d'ouverture.

« Pour toute une génération de jeunes, l'Europe a été une déception qui nous amène à regarder vers l'Est, à reporter nos espoirs à long terme sur une Europe libérée des blocs, mais pas seulement limitée à sa partie occidentale », estimait récemment, de son côté, un leader du Mouvement pacifiste ouest-allemand. De fait, les grands projets de construction d'une Europe politique, technologique, les grandes déclarations en faveur de l'*« auto-affirmation de l'Europe »*, pour reprendre le lietmotiv du SPD à propos des questions de sécurité, tout cela reste beaucoup trop abstrait pour le moment pour engendrer l'ardeur.

Le début de la campagne électorale s'est fondu dans la grisaille du débat politique quotidien et l'on s'intéressait plus, lors du récent congrès du Parti social-démocrate, à Essen, aux futures élections communales et régionales qu'aux européennes. L'invitation à *« se rappeler au bon souvenir de M. Kohl »* ne témoigne pas d'une imagination particulière du SPD et n'a guère de chances de réveiller un électorat amorphe. Sans doute, les sociaux-démocrates, qui, lors des dernières consultations en Bavière, en Hesse et dans le Bade-Wurtemberg, ont réussi à stopper leur recul de ces dernières années, espèrent-ils confirmer leurs progrès. Mais les élections européennes arrivent un peu tôt pour lui. Malgré les appels au réalisme, l'image du parti est encore insuffisamment assurée pour que l'offensive soit vraiment à l'ordre du jour. Le conflit des trente-cinq heures, où le SPD s'est trouvé entraîné presque malgré lui derrière les syndicats, n'est pas forcément le meilleur thème de campagne pour récupérer un électorat centriste tenté l'année dernière par l'expérience chrétienne-démocrate. En sens inverse, bon nombre d'électeurs, peu convaincus de la capacité du SPD à revenir d'ici peu au pouvoir, préféreront, à tout prendre, donner une chance supplémentaire aux Verts, dont les convictions en matière d'écologie et de libertés leur semblent plus sincères. La seule chance réelle pour le SPD serait de confirmer sa percée dans un électorat féminin particulièrement touché par les mesures d'économie prises par le gouvernement dans le domaine social et sensible à l'attitude extrêmement conservatrice d'une grande partie de la démocratie chrétienne sur des questions comme la famille, la femme au foyer, l'avortement.

L'épreuve de vérité pour les libéraux

Le principal intérêt de cette élection sur le plan intérieur tient dans le nouveau rapport de forces qu'elle révélera au sein de la coalition gouvernementale. Le désaveu infligé par le Parti libéral à son président, M. Hans-Dietrich Genscher, et indirectement au chancelier Kohl à propos du projet gouvernemental d'amnistie en faveur des responsables de dons illicites aux partis politiques, pose à terme le problème de la cohabitation avec les deux autres formations de la majorité. Les libéraux partent seuls à la bataille sans l'appui que leur avait apporté l'année dernière, lors des élections législatives, le Parti démocrate-chrétien. Leur perte d'audience se confirme régulièrement dans les sondages et lors des élections locales. Le risque est grand pour le FDP de ne pas dépasser la barre des 5 %, et de se trouver distancé au plan national par les Verts.

La tentation est forte au sein du parti, qui doit se réunir début juin en congrès, de repartir sur de nouvelles bases et, quitte à se débarrasser de ses dirigeants historiques, de prendre ses distances par rapport à la démocratie chrétienne. La question se poserait alors de savoir si M. Kohl peut compter malgré tout sur le soutien d'un nombre suffisant de députés libéraux pour assurer la viabilité d'un gouvernement minoritaire. Contrairement à la CSU bavaroise de M. Franz-Josef Strauss, le chancelier ne paraît aucunement tenté par l'aventure d'un gouvernement de grande coalition avec le SPD. L'idée de recourir à des élections anticipées pourrait prendre corps si la CDU et la CSU parvenaient le 17 juin à une majorité absolue. Elle présente cependant des risques considérables que peu de dirigeants des deux partis semblent prêts à envisager.

HENRI DE BRESSON.

En Italie

L'HÉRITAGE POLITIQUE DE GARIBALDI

Anita contre Annita

(De notre correspondant.)

Rome. — Elles sont toutes deux brunes, elles ont pratiquement le même âge et elles ont en commun un aïeul glorieux : Garibaldi. Elles sont les petites-filles de Ricciotti, le deuxième fils du héros des deux mondes, fondateur, en 1914, de la légion garibaldienne, qui servit la France. Mais la politique les sépare. Pire, elle les conduit à se disputer l'hérédité. La première, Mme Anita Garibaldi-Hibbert, élue récemment dans les nouvelles instances du parti socialiste, est candidate de ce parti aux élections européennes. La seconde, Mme Annita Garibaldi-Jollet, assistante en droit à la faculté de Bordeaux, se présente, elle, sur les listes républicaines.

L'offensive a été lancée par les socialistes, lorsque, de la tribune du congrès du PSI à Vérone, M. Craxi a présenté sa candidate comme « la véritable Anita ». La *Voce Repubblicana*, organe du parti de M. Spadolini, répondait le lendemain sur un ton offensé, défendant Mme Annita Garibaldi-Jollet et repoussant *« avec autant de fermeté que d'ironie »* les déclarations du président du Conseil. Acide, le quotidien du Parti républicain rappelait que le père de « son » Annita, Sante Garibaldi, *« avait fait preuve d'une attitude cohérente et digne dans la lutte contre la dictature fasciste, ce qui ne fut pas le cas des autres descendants de Ricciotti »*. Non sans malice, la *Voce Repubblicana* ajoutait que l'*« Anita socialiste »* figurait à l'assemblée nationale du PSI (organisation créée lors du congrès de Vérone) en compagnie de l'actrice Sandra Milo et d'une ex-miss Italie.

Grave dilemme pour l'électeur s'il doit, pour faire son devoir, se référer à la généalogie, pour le moins complexe, du héros national. Symbole de l'identité et de l'unité nationales en Italie depuis un siècle, Garibaldi sera donc devenu, pour ces élections européennes, un aigle à deux têtes.

PHILIPPE PONS.

هكذا من الأصل

Le Monde **politique**

QUATRE ÉLECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES

Le succès de la gauche à Thionville et à Houilles n'enthousiasme pas le PC

La victoire de la liste d'union de la gauche, *conduite par le PCF*, à Houilles (Yvelines), confirme, une semaine après celle de Thionville (Moselle) que les *électeurs ont* tendance à renouveler *leur confiance aux* élus invalidés, dès lors que le scrutin de mars 1983 n'avait pas été annulé pour *fraude. Le* Parti communiste avait déjà fait cette expérience à Trappes (Yvelines), en juillet 1983, et à Etampes (Essonne), en mars dernier.

Cette donnée ne peut, toutefois, suffire à expliquer la discrétion avec laquelle *l'Humanité*, lundi, se borne à annoncer : *« Succès à Houilles »*, discrétion dont elle avait déjà fait preuve, la semaine dernière, pour le scrutin de Thionville. Ces deux victoires, dans des villes *dépassant ou approchant les trente* mille habitants, viennent, en effet, après une série de revers qui avaient coûté au PCF des villes telles que Sarcelles, Antony, Aulnay-sous-Bois, Villeneuve-Saint-Georges et La Seyne-sur-Mer (où le scrutin a été de nouveau annulé, *au détriment de l'opposition cette fois*). *Thionville et* Houilles auraient pu mériter davantage d'enthousiasme.

M. Eugène Seleskovitch, vainqueur à Houilles, a souligné, comme l'avait fait M. Paul Souffrin à Thionville, que sa victoire est celle de *« l'union »*. Il apparaît, en effet, que l'union reste le meilleur argument de *mobilisation de l'électorat de gauche. M. Marchais ne* l'avait-il pas admis lui-même, le 24 mai, en mettant, face à M. *Bernard* Pons, à *la télévision*, une sourdine à ses critiques contre le gouvernement ?

P. J.

ARIÈGE : Pamiers (*1er tour*).

Inscr., 9 475 ; vot., 6 978 ; suff. exp., 6 837. Un. opp. (M. Rouquet, RPR) 2 860 (41,83 %) ; un. g. (M. Seguela, PC) 2 692 (39,37 %) ; cent. g. (*M. Soula*) 1 285 (18,79 %). IL Y A BALLOTTAGE.

[Cette élection partielle est consécutive à l'annulation par le Conseil d'État du scrutin de mars 1983. A l'issue du second tour la liste d'opposition conduite par M. Rouquet, maire sortant, avait obtenu 3 823 voix (50,13 %) et 25 élus *contre 3 803 (49,86 %) et* 8 élus à la liste d'union de la gauche conduite par M. *Barrière (div. g.) pour 7 626 suffrages exprimés* et 9 400 inscrits. Le taux des abstentions avait été de 16,75 %. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., *9 404* ; abst., 22,01 % ; suff. exp., 7 246. Un. opp. (M. Rouquet) 2 784 (38,42 %) ; PC. div. g. (M. Barrière) 2 037 (28,11 %) ; mod. (M. Dallet) 1 296 (17,88 %) ; PS (M. Truno) 1 129 (15,58 %).

***La liste d'opposition* arrive en tête de ce scrutin de ballottage et fait mieux que le *6 mars 1983 puisqu'elle* recueille 41,83 % des suffrages au lieu de 38,42 %. La majorité pour sa part obtient 39,37 % des suffrages, alors qu'au premier tour de mars 1983 deux listes la représentaient. Elles avaient totalisé 43,69 % des voix. Il est vraisemblable qu'un certain nombre de voix de gauche se sont portées sur la troisième liste conduite par M. Soula et qui comprend des MRG et des modérés. Cette liste qui *réalise* un bon score (près de 19 %) a décidé de se maintenir *« quoi qu'il arrive »*. *Ce sont donc les abstentionnistes* (26,35 %) qui feront la différence le 3 juin prochain.]**

MARTINIQUE : *Fort-de-France* (1er tour).

Inscr., 56 756 ; vot., 25 831 ; suffr. expr., 24 812. Un. g. (M. Césaire, PPM, m. s., d.) 18 738 voix, *47 ELUS ; Un. opp.* (M. Elizé, UDF), 6 074, *6 ELUS*.

[Le tribunal administratif avait annulé les résultats du scrutin de mars 1983 parce qu'à la suite d'une erreur de l'administration sur le nombre des habitants de Fort-de-France le nombre des conseillers municipaux à élire avait été fixé à cinquante-cinq alors qu'il aurait *dû normalement être limité à* cinquante-trois.

M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste, chef charismatique du Parti progressiste martiniquais, est facilement réélu à la tête de la municipalité qu'il dirige depuis 1945. Il y a eu 6 464 votants de moins qu'en 1983. M. Césaire recueille 75,51 % des suffrages exprimés et gagne 3,6 points, son adversaire, M. Max Elizé, n'ayant obtenu que 24,48 % des suffrages.

Au premier tour de mars 1983, M. Césaire avait recueilli 22 463 voix (71,91 %) contre 8 774 pour M. Elizé (28,08 %). Il y avait eu 57 468 électeurs inscrits et 32 295 votants.]

PAS-DE-CALAIS : Douvrin (2e tour).

Inscr., 3083 ; vot., 2500 ; suffr. expr., 2441. PC-div. g. (M. Brulé, m.s.) *977* (40,02 %), *19 ÉLUS* ; PS (M. Valambois) 765 (31,33 %), *4 ÉLUS* ; un. opp. (M. Queva) *699* (28,63 %), *4 ÉLUS*.

[Cette élection partielle faisait suite à la démission du maire M. Brulé et de onze conseillers (*six* PC et cinq opp.). Les résultats confirment ceux du premier tour. Les trois mêmes listes *étaient en présence*. La liste du maire sortant avait obtenu 821 voix (36,34 %), *celle du PS, 733 voix (32,44 %) et celle* de l'opposition 705 (31,20 %) pour 2259 suffrages exprimés, 2358 votants et 3083 lecteurs inscrits.

La prime au maire sortant a semble-t-il joué en faveur de M. Brulé, et sa liste gagne 3,68 points. Figurant en *seconde position sur la liste* du PS, le 6 mars 1983, M. Brulé avait été élu maire au *lendemain* du second *tour* par une coalition des élus du PC, de l'opposition et de deux élus socialistes, qui s'était formée pour évincer M. Valambois, tête de la liste d'union de la gauche le 13 mars 1983, *du poste de premier* magistrat. M. Brulé a depuis lors été exclu du PS.

M. Valambois et ses amis ont fait les frais de cette querelle intérieure à la gauche. Ils recueillent 32 voix de plus mais reculent en pourcentage (31,33 % *au lieu de 32,44 %*). *L'opposition, pour* sa part, qui se présentait unie derrière M. Queva n'a pas *bénéficié* de la division de la majorité. Elle perd 2,57 points par rapport au premier tour de ce scrutin partiel, et un siège au sein du conseil municipal. Le 13 mars 1983, la liste de M. Queva avait *obtenu* 952 voix (39,12 %) et cinq sièges, et la *liste de la majorité conduite* par M. Valambois 1481 voix (60,87 %) et vingt-deux sièges, pour 2433 suffrages exprimés, 2502 votants et 2965 inscrits.]

HOUILLES : le PCF conserve la mairie

La *liste d'union* de la gauche, conduite par M. Eugène Seleskovitch, maire communiste sortant, l'a emporté devant la liste d'opposition conduite par M. Mahiet (RPR), à l'issue du second tour de ce scrutin partiel, consécutif à l'annulation, par le Conseil d'Etat, de l'élection de mars 1983 pour irrégularités. Au second tour, l'écart séparant les deux listes était alors de 174 voix. Il est, cette fois, de 201 voix.

Le vote des électeurs écologistes (la liste des Verts avait obtenu, le 20 mai, 746 voix) et celui des abstentionnistes du premier tour ont été déterminants. Il a davantage bénéficié au maire sortant qu'au candidat de l'*opposition*. M. *Seleskovitch* a obtenu 822 voix de plus qu'au premier tour (+ 5,07 points de pourcentage), *alors que M. Mahiet n'a* recueilli que 308 voix supplémentaires (+ 0,97 point).

Commentant sa victoire, M. Seleskovitch a estimé que son succès est celui *« de l'honneur, de l'honnêteté, de la morale et de l'union »*.

(*2e tour*)

Inscr., 17458 ; vot., *12975* ; abst., 25,67 % ; suffr. expr., 12733. Un. g. (M. Seleskovitch, PC, m. s.) 6467 (50,78 %) *27 ÉLUS* ; un. opp. (M. Mahiet, RPR) 6266 (49,21 %) *8 ÉLUS*.

Le nouveau conseil municipal se compose de 11 PC, 11 PS, 5 div. g., *3 RPR, 3 UDF*, 2 div. *d.*

20 mai 1984 : inscr., 17460 ; abst., 28,35 % ; suffr. expr., 12349. Un opp. (M. Mahiet, RPR), 5958 (48,24 %) ; un. g., (M. Seleskovitch, PC), 5645 (45,71 %) ; Verts (*M. Giroux*), 746 (*6,04 %*).

6 mars 1983 : inscr., 17940 ; abst., 26,50 % ; suffr. expr., 12969. Un. g. (*M. Seleskovitch*), *5647* (43,54 %) ; un. opp. (M. Mahiet), 5606 (43,22 %) ; Verts (M. Coulon), 990 (7,63 %) ; div. d. (M. Dubernard), 568 (4,37 %) ; ext. g. (*M. Rosenfeld*), 158 (1,21 %).

13 mars 1983 : inscr., 17940 ; abst., *22,78 %* ; suffr. expr., 13560. Un. g. (M. Seleskovitch), 6867 (50,64 %) ; un. opp. (M. Mahiet), 6693 (49,35 %).

A LA FÊTE DES JEUNES COMMUNISTES

« La gauche unie doit répondre à l'espoir de ceux qui l'ont élue », *déclare Mme Moreau*

Le Mouvement de la jeunesse communiste (MJCF) a organisé, *samedi 26 et dimanche 27 mai*, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), un *« festival des jeunes et des étudiants »*, une Fête de *l'Humanité* en miniature, qui, dans des conditions atmosphériques défavorables, a attiré peu de participants. M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, a inauguré, samedi, une exposition consacrée aux applications des sciences dans l'agriculture et dans l'industrie. Etaient à l'honneur, d'autre part, les premiers membres de la « brigade » de cent vingt jeunes qui doivent se succéder, de juillet à septembre prochains, au Nicaragua, *pour* y construire, grâce à une collecte et à leur propre contribution pour le voyage et l'hébergement, trois écoles.

Mme Josiane Voyant, membre du comité central du PCF *et du secrétariat* national du MJCF, et Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, se sont adressées, dimanche, à l'assistance, pour inviter les jeunes à ne pas s'abstenir lors des élections européennes. Mme Moreau a déclaré que *« ça ne va pas bien »*, que *« le chômage est reparti »* et que, pour ce qui est de l'enseignement, *« la loi qu'a proposée le gouvernement ne correspond pas aux engagements pris d'aller vers un grand service public, laïc, unifié et moderne de l'éducation nationale »*.

« Vous voulez que la gauche redresse la situation, a dit Mme Moreau. *Nous aussi. C'est possible à une condition : tenir les engagements pris devant notre peuple en 1981 (...). La gauche unie doit répondre à l'espoir de ceux qui l'ont élue ! »*

M. KRIVINE APPELLE LES MILITANTS D'EXTREME GAUCHE A « NE PLUS TOLÉRER » LES MEETINGS DE M. LE PEN

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste), a lancé, dimanche 27 mai, à la fin du *« rassemblement contre l'austérité »* organisé par la LCR au Bourget (Seine-Saint-Denis), un appel à l'unité entre sa formation et *Lutte ouvrière (LO)*. Cette fusion serait, selon M. Krivine, une première étape sur la voie de la création d'une *« alternative anticapitaliste »*, face à une gauche qui *« trahit »* les travailleurs.

Mme Arlette Laguiller, membre de la *direction* nationale de LO, *tête de* la liste que présente cette organisation aux élections européennes, n'avait pas, elle, dans le discours qu'elle avait prononcé avant M. Krivine, *évoqué* la perspective d'une fusion entre les deux formations. La LCR, qui ne présente pas de liste aux élections européennes *« pour des raisons financières »*, appelle à voter pour les listes trotskistes – celle de LO et celle du Parti communiste internationaliste (PCI) –, tout en estimant que *« la plupart des militants* [de la LCR] *voteront pour la liste de Lutte ouvrière »*. Le PCI se propose, lui aussi, de créer, à travers sa campagne pour les élections européennes, un *« Parti des travailleurs »*.

M. Krivine a appelé, d'autre part, les militants d'extrême gauche à *« ne plus tolérer les meetings de M. Le Pen en France »* et à préparer une *« contre-manifestation »* pour le 14 juin, date à laquelle le président du Front national a prévu d'organiser une réunion à Paris.

● *M. Mitterrand en Charente-Maritime.* – M. François Mitterrand a effectué, samedi 26 mai, une visite privée en Charente-Maritime et en Vendée. Le chef de l'Etat, qui était accompagné par MM. Robert Badinter, garde des sceaux, et Michel Crépeau, maire de La Rochelle et ministre du commerce et de l'artisanat, s'est rendu à l'île d'Aix et au fort Boyard, au large de La Rochelle, puis à Saint-Vincent-du-Jard (Vendée), où il a visité le musée consacré à Georges Clemenceau.

SIX MILLE PERSONNES MANIFESTENT A BASTIA « CONTRE LE TERRORISME ET LE SÉPARATISME »

(Correspondance)

Près de six mille personnes (onze *mille selon la police*) ont participé, samedi 26 mai, à Bastia, à une manifestation *« contre le terrorisme et le séparatisme »*, à l'appel de l'Association pour la Corse française et *républicaine* (CFR), de tous les parlementaires de l'île, à l'exception de M. Nicolas Alfonsi (*MRG*), *député* de Corse-du-Sud, et en présence d'une centaine d'élus régionaux et municipaux.

Après la manifestation de calvi en janvier et de Porto-Vecchio en mars, la CFR a profité de ce rassemblement pour marquer cette étape d'un acte symbolique : M. Jean Zuccarelli, député (app. PS), maire (MRG) de la ville, a relu devant plusieurs milliers de personnes le serment de Bastia : *« Face au monde, de toute notre âme, sur nos gloires, sur nos tombes, sur nos berceaux, nous jurons de vivre et de mourir Français. »* Ce serment, prononcé une première fois le 4 décembre 1938, alors que l'Italie mussolinienne voulait annexer l'île, vise désormais, selon la CFR, l'*« ennemi interne »*, c'est-à-dire le Front de libération nationale de la Corse (FLNC) dissous. Face à l'organisation clandestine, M. Jean Dragacci, le président de la CFR, a demandé à chaque Corse de *« choisir son camp »*, puisque, a-t-il ajouté, *« les terroristes ont choisi le leur, celui de l'aventure dans l'indépendance, et la CFR le sien, celui de la France dans la paix »*.

Regrettant que le PS et le PC ne se soient pas associés à cette manifestation, M. François Giacobbi en a appelé à *« l'union sacrée contre le terrorisme »*. Le président MRG du conseil général de la Haute-Corse a une nouvelle fois mis en cause les chaînes de télévision nationales pour leurs émissions consacrées à la situation dans l'île. En guise de protestation, il a *menacé de lancer* une campagne de boycottage auprès de la population pour que celle-ci ne paie plus la redevance de télévision.

D. A.

LES PARLEMENTAIRES SOCIALISTES DE LA MOSELLE DEMANDENT A REPRENDRE LEUR PLACE AU SEIN DE LEUR GROUPE

Les trois députés et le sénateur socialistes de la Moselle, qui *avaient* décidé, en signe de désapprobation, de quitter les groupes parlementaires de leur formation politique dans les deux Assemblées, au lendemain de l'adoption *par le gouvernement* du plan acier, sollicitent leur réintégration dans ces groupes. Au nom de MM. Jean-Pierre Masseret (sénateur), Robert Malgras, Nicolas Schiffler et René Drouin (députés), M. René Leucart, premier secrétaire de la fédération de la Moselle du Parti socialiste, a déclaré samedi 26 mai que *« fidèles à leurs engagements socialistes »*, les quatre parlementaires *« souhaitent reprendre pleinement leur place dans ce combat contre l'immobilisme, qui n'a jamais servi à la Lorraine »*.

M. Leucart a ajouté : *« La conférence de presse du président de la République, puis la venue en Lorraine, à deux reprises, de Laurent Fabius (...), ont constitué les premiers éléments concrets démontrant la volonté du gouvernement de ne pas abandonner la Lorraine »*.

● *Le Front national « indigné »*. – Le Front national a exprimé son *« indignation »*, samedi 26 mai, après le vote *unanime intervenu* à l'Assemblée nationale sur le projet de loi instituant une carte unique de résident automatiquement renouvelable pour les immigrés vivant en France depuis trois ans. Selon le parti de M. Le Pen, *« cette disposition va créer un appel d'air irrésistible en direction du tiers-monde »*. *« Une fois de plus complice après avoir voté ensemble la légalisation de l'avortement et aboli la peine de mort, la bande des quatre parachève son œuvre de décadence en légalisant sans limite l'immigration »*, affirme le Front national.

● RECTIFICATIF. – Dans le compte rendu du débat à l'Assemblée nationale sur la nouvelle réglementation des titres de séjour des immigrés (*le Monde* daté 27-28 mai), une erreur de transmission nous a fait prêter à Mme Georgina Dufoix les propos inverses de ceux qu'elle a tenus. Le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés a clairement indiqué que le refus de titre de séjour *« s'il y a menace de l'ordre public »* ne devrait pas s'appuyer sur des considérations d'ordre économique et social.

Le Monde

société

APRÈS PERQUISITION A SON DOMICILE

Un journaliste de « Paris-Match » détenant des photos provenant de l'identité judiciaire est écroué

M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, spécialisé notamment dans les affaires de presse, a fait écrouer, samedi 26 mai, à la prison de la Santé, M. Jean Tagnière, vingt-huit ans, journaliste à *Paris-Match*, qu'il a inculpé de *« recel de vol »* et de *« recel de violation du secret professionnel »* [des policiers]. La raison invoquée par la justice est la découverte, au cours d'une perquisition, pratiquée la veille au domicile de M. Tagnière, de photographies ou négatifs provenant du service de l'identité judiciaire de la préfecture de police de Paris, concernant le suicide, en 1982, de l'acteur Patrick Dewaere ainsi que des clichés pris au cours d'une enquête de l'Inspection générale des services (IGS) sur une « bavure » policière remontant à plusieurs années. M. Tagnière aurait déclaré que ces documents, ainsi que d'autres clichés, lui avaient été remis par un inspecteur de police au cours d'un repas, en juin 1982, auquel assistait d'autres journalistes et policiers.

Officiellement incarcéré *« pour les besoins de l'enquête »*, M. Tagnière a d'autre part reconnu avoir fourni à *Paris-Match*, où il travaille depuis septembre 1983, des clichés appartenant à l'identité judiciaire et représentant le cadavre de Jacques Mesrine ainsi que les restes mutilés de Renée Hartevelt, la victime du Japonais Isseï Sagawa. C'est pour la publication de ces derniers clichés, montrant les restes du corps mutilé de la jeune Hollandaise, dans le mensuel *Photo* en décembre 1983, que M. Jean Durieux, rédacteur en chef de *Paris-Match*, avait été écroué durant une semaine en janvier dernier. *Photo* et *Paris-Match* appartiennent tous les deux au même groupe de presse, le groupe Filippachi, et l'enquête de l'IGS sur la publication des photos de la jeune Hollandaise avait établi que les clichés avaient été réalisés dans les laboratoires de *Paris-Match* a partir de négatifs de l'identité judiciaire. Le magistrat instructeur à, depuis, la conviction qu'il s'agit d'un vaste trafic organisé, où les négatifs de l'identité judiciaire pouvaient être « empruntés » au laboratoire de la préfecture de police, puis remis à leur place, et où des policiers organisaient ces fuites moyennant paiement.

M. Jean Durieux est l'objer de quatre inculpations pour vol et recel de vol. Après la première, qui lui valut son incarcération du 19 au 25 janvier, la justice lui reprocha de s'être procuré un autre cliché de l'affaire Sagawa représentant le réfrigérateur dans lequel l'étudiant japonais avait entreposé des morceaux du cadavre de sa victime, photo parue dans le numéro de *Paris-Match* daté du 29 juillet 1983 ; un cliché du cadavre de Germain Descombes, patron du restaurant parisien Le Louis XIV, publié deux jours après son assassinat dans *Paris-Match* ; enfin une photo du cadavre de Jacques Mesrine publiée dans le mensuel *Photo* de novembre 83.

Les limites du secret professionnel

L'inculpation et l'incarcération de M. Tagnière ont été précédées, vendredi 25 mai, de perquisitions non seulement au domicile de celui-ci, mais aussi au siège des éditions Filippachi qui édite *Paris-Match* ainsi qu'au domicile personnel du rédacteur en chef, M. Durieux. MM. Durieux et Tagnière ont tous deux pour défenseur Mᵉ Léo Matarasso. Si la justice affirme vouloir s'en prendre, dans cette affaire, à l'achat, délictueux à ses yeux, d'informations touchant à la vie privée, ces perquisitions n'en relancent pas moins le débat sur le secret professionnel des journalistes.

Après l'incarcération de M. Jean Durieux, M. André Andinot, député (non inscrit) de la Somme et directeur général du groupe Hersant, avait déposé une proposition de loi visant à *« assurer la protection des sources d'information des journalistes professionnels et des directeurs de publication »*. M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, avait précisé, le 27 janvier, devant l'Assemblée nationale, que ce problème *« sérieux et grave »* était à l'étude *« depuis des mois »* dans ses services.

Enfin, en réponse à une question écrite de M. Jean-Louis Masson, député (RPR) de Moselle, M. Robert Badinter a affirmé que la notion de secret professionnel *« n'a pas pour effet de permettre à quiconque, quelle que soit sa profession, d'échapper aux conséquences de ses agissements délictueux »*. Selon le ministre de la justice, *« le secret professionnel n'est pas un privilège qui permettrait aux membres de certaines professions de se soustraire à une procédure pénale, mais* [il est] *l'interdiction faite à ceux qui, tels les médecins, les pharmaciens, les sages-femmes, sont dépositaires de secrets, par état ou par profession, de les divulguer hors lescas où la loi les y autorise ou leur en fait obligation »*.

Presse et justice

(Suite de la première page.)

Le secret professionnel des journalistes – qu'aucune loi au demeurant ne régit – passe après les besoins de l'enquête sur un délit dont les caméras ont été les témoins. Le journalisme doit se faire – selon cette conception – l'auxiliaire de la police et de la justice.

La presse peut être tentée de réclamer des lois de protection qui la mettent systématiquement à l'abri d'investigations qu'on pourrait croire réservées aux pays totalitaires. Encore faudrait-il pour cela qu'elle s'impose elle-même des limites, une déontologie. Faute de quoi elle se trouverait – ce qui est le cas aujourd'hui – contrainte de se solidariser, du bout des lèvres, avec des confrères incarcérés, dont les méthodes répugnent au plus grand nombre. Ce qui atténue, par contrecoup, l'indignation qu'elle devrait exprimer sans réserve pour ce qui s'est commis à Lille.

BRUNO FRAPPAT.

APRES UNE MANIFESTATION CONTRE M. JEAN-MARIE LE PEN

La police saisit à FR 3-Lille un reportage non diffusé à l'antenne

Douze cassettes vidéo ont été saisies, samedi 26 mai, dans les locaux de la rédaction de FR 3-Lille par la police. Celle-ci agissait dans le cadre d'une commission rogatoire visant à rechercher les auteurs des violents incidents qui ont fait cinq blessés parmi les forces de l'ordre, mercredi 23 mai au soir, lors d'une manifestation de protestation contre le tenue d'un meeting de M. Jean-Marie Le Pen à Lille.

Délivrée par M. Jean-Paul Beulque, juge d'instruction à Lille, la commission rogatoire autorisait les policiers à *« procéder à la saisie de tous documents de presse utiles à la manifestation de la vérité, notamment l'enregistrement télévisé de la manifestation réalisé par FR 3 et les photos prises par les journalistes de la presse écrite »*. Un commissaire de police, M. Jean-Louis Wiart, s'est donc présenté, samedi matin à FR 3-Lille où, conformément à la loi, le rédacteur en chef, M. François Lionet, lui a remis copie du reportage de la manifestation, tel qu'il avait été diffusé dans le journal télévisé régional. Mais le commissaire a réclamé toutes les images y compris celles qui n'avaient pas été diffusées. Le rédacteur en chef s'y est formellement opposé *« au nom des principes qui régissent la profession de journaliste »*. M. Wiart a alors ordonné la perquisition des locaux, aboutissant à la saisie, selon les journalistes, de *« quatre heures de documents inédits »*.

Le directeur de l'information de FR 3, M. Alain Manevy, s'est déclaté *« entièrement solidaire »* du rédacteur en chef et de la rédaction de FR 3-Lille, selon laquelle il y a eu *« une atteinte à la liberté de l'information »*. *« Conformément à la déontologie de la profession*, explique M. Manevy, *le rédacteur en chef de FR 3-Lille s'est refusé à fournir à la police l'ensemble des images du reportage, dont celles qui n'avaient pas été diffusées (...). La rédaction de FR 3 n'a fait qu'appliquer , comme il se doit, la charte des devoirs des journalistes. »*

Selon la section du Syndicat national des journalistes (SNJ) de FR 3-Lille, de telles procédures judiciaires *« conduisent les journalistes à ne plus pouvoir exercer leur métier sous peine de se voir pris à partie par les manifestants »*. Selon la section SJF-CFDT, il s'agit là d'une *« méthode d'investigation policière indigne d'un pays démocratique »*.

EN BREF

Un quinquagénaire irrité par le bruit tue un jeune homme

Un jeune homme âgé de vingt ans, Marc Pinkaert a été tué, vendredi 25 mai, dans la soirée, d'un coup de carabine 22 long rifle, par le locataire d'un pavillon à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Marc Pinkaert venait de fêter son vingtième anniversaire et discutait bruyamment avec cinq camarades sous les fenêtres de M. Pierre Pichenot, cinquante ans, informaticien. Ce dernier, irrité par le bruit, a sorti son arme, après une altercation, et tiré sur le groupe. Marc Pinkaert, atteint au thorax, est mort avant son transfert à l'hôpital.

Les Assises européennes contre la surgénération

Conçues par leurs organisateurs comme *« une première étape dans la campagne contre Super-Phénix »*, les Assises européennes contre la surgénération ont réuni les 26 et 27 mai, à Villeurbanne (Rhône), dans les locaux de l'Institut national des sciences appliquées, près de deux cent cinquante personnes venues de onze pays. Ouvert par M. Louis Puiseux, un ancien responsable d'EDF, auteur de *la Babel nucléaire*, les travaux en forums ont tourné autour de deux axes : l'utilisation civile de la filière surgénératrice et son éventuel dévoiement à des fins militaires. La première étant jugée *« économiquement aberrante »*, le débat s'est très vite concentré sur la *« forte probabilité »* du second.

Considéré comme très payant par les organisateurs de la « campagne contre Super-Phénix », le *« risque militaire »* servira d'avis de mobilisation pour le grand rassemblement prévu les 4 et 5 août prochain à Malville. L'objectif est de réunir 10 000 personnes face au site de Super-Phénix afin de mettre en place *« un mouvement contre tous les nucléaires »*. (Corresp.)

Le directeur d'une agence bancaire tué par un malfaiteur

Le directeur d'une agence du Crédit agricole, 91, rue Lafayette à Paris (9ᵉ), a été tué, samedi 26 mai dans la matinée, par un malfaiteur solitaire. L'agression du meurtrier, Yves Gourdan, a été enregistrée par la caméra de la banque. L'homme s'est trouvé bloqué dans le sas d'entrée de l'établissement. Après avoir tiré vers l'intérieur et atteint sa victime, il a déchargé son fusil pour tenter en vain d'ouvrir la porte. Pris au piège, il a été arrêté peu après.

LA MANIFESTATION DU 24 JUIN A PARIS

Les responsables de l'enseignement catholique estiment avoir été trompés par le gouvernement

Les dirigeants de l'enseignement catholique ont officiellement annoncé qu'ils organiseront, le dimanche 24 juin, à Paris, une *« manifestation nationale de masse »* contre le projet de loi sur l'école privée, adopté en première lecture par les députés, jeudi dernier *(nos dernières éditions)*. Les parents d'élèves – dont le président de l'UNAPEL, M. Pierre Daniel, a rappelé que c'est d'eux seuls que dépendait en définitive la décision – ont ratifié le choix de la commission permanente de l'enseignement catholique. Finalement, 91 % des présidents académiques de l'UNAPEL se sont prononcés pour cette date, les « contre » n'émettant pas de réserves sur le principe de la manifestation mais sur sa date.

Depuis longtemps, au sein des états-majors de l'enseignement catholique, des voix s'élevaient pour réclamer une grande démonstration de force dans la capitale. Le syndicat CFTC de l'enseignement privé a multiplié les appels en ce sens. Le 4 mars, des parents et des enseignants avaient fait le voyage de leur province pour Versailles sans y être convoqués. Ces dernières semaines, des pressions venues de personnalités politiques de l'opposition, de M. Jean-Claude Gaudin en particulier, s'étaient jointes à celles qui, de l'intérieur, tentaient de convaincre M. Pierre Daniel et son équipe. Le président de l'UNAPEL persistait à penser qu'un *« point d'équilibre »* avec le gouvernement était possible et il lançait une campagne publicitaire sur le thème : *« Députés , si des amendements aggravent le projet de loi, il sera inacceptable »*. Ce qui sous-entendait : tel qu'il est (qu'il était alors), il n'est pas tout entier mauvais.

M. Daniel souligne avoir tenu à cette position *« au risque de compromettre sa réélection »* qu'il a fini par emporter le 17 mai à Limoges. Des responsables de parents de l'Ouest, de Paris, de Versailles, de Lille, réclamaient une ligne plus dure et le rejet pur et simple du projet de loi. Samedi dernier, plusieurs d'entre eux se trouvaient parmi les partisans de la date du 16 juin, veille des élections européennes, pour la grande manifestation.

En ne leur cédant pas le 20 mai, M. Daniel voulait encore croire que le projet de loi ne serait pas aggravé. Il répète avoir averti solennellement le ministre de l'éducation nationale, le premier ministre et, par écrit, le président de la République que si des amendements laïques modifiaient le texte, la manifestation nationale serait inévitable. Il insiste beaucoup sur le rôle déterminant des parents : *« Tant que d'autres composantes ont appelé, contre le vœu de l'UNAPEL, à cette action, elle n'a pas eu lieu. »* Aussi, même si d'autres voix – celles de Mgr Honoré du chanoine Guiberteau – ont laissé entendre, avant le dépôt des amendements, qu'*« on allait vers une grande manifestation »*, M. Pierre Mauroy était-il mal inspiré en affirmant qu'elle était déjà décidée et qu'ainsi le gouvernement n'avait plus de raison de renoncer à satisfaire les laïques les plus exigeants.

Un million de personnes

M. Daniel estime qu'il a été trompé par le gouvernement, à tel point qu'il avait envisagé de ne pas se rendre, vendredi, à l'invitation du président de la République. Pour ne rien arranger, l'entrevue à l'Elysée ne s'est pas très bien passée : les deux hommes étaient furieux. M. Mitterrand, conspué à Angers par des tenants de l'école privée, le mardi 22 mai, avait cru reconnaître *« la vieille droite »* dans ses contradicteurs. Il n'a pas fait de distinguo entre eux, et l'accusation n'épargnait pas le président de l'UNAPEL. M. Pierre Daniel, dont tous les observateurs perçoivent la loyauté et la modération, l'a ressenti comme une blessure.

Trompés, les parents d'élèves considèrent l'avoir été sur cinq points :

– l'offre de titularisation aux enseignants a été incluse dans la loi ;

– une commune ne pourra subventionner, ne serait-ce que du franc symbolique, une nouvelle maternelle privée que s'il existe une maternelle publique sur son territoire (environ 500 communes sont actuellement dépourvues de maternelles publiques) ;

– l'obligation de financement des écoles privées par les communes sera, dans onze ans, subordonnée à la titularisation de 50 % des enseignants. Le relais pris par l'Etat cessera, alors, dit le président de l'UNAPEL, que M. Mauroy lui avait assuré, huit jours auparavant, que l'Etat paierait *in eternum* (c'était son prropre mot, paraît-il) en cas de défaillance de la commune ;

– enfin, le caractère provisoire de la loi n'est pas jugé par l'enseignement catholique comme une mesure de sagesse ; il l'incite au contraire à penser que le pouvoir *« ne veut pas de paix durable »*.

Du coup, les aspects positifs (liberté de choix des parents réaffirmée, rôle du chef d'établissement reconnu dans le recrutement de son équipe éducative, obligations de financement par les communes plus strictes) sont balayés.

La date de la *« manifestation de grande ampleur »* étant fixée, l'incertitude demeure sur le parcours. Le nombre de participants *« atteindra certainement le million »*. Il s'agira d'un défilé. Dans Paris *intra muros*, comme le préféreraient les organisateurs pour la force de leur démonstration, ou à l'extérieur ? La pelouse de Reuilly et Le Bourget sont jugés *« farfelus »* par M. Daniel, les Champs-Elysées *« farfelus et dangereux »*. La préfecture de police et la Ville de Paris auront leur mot à dire. Le président de l'UNAPEL souhaite que la forme retenue soit *« celle qui assurera le maximum de sécurité »*.

Eviter les débordements

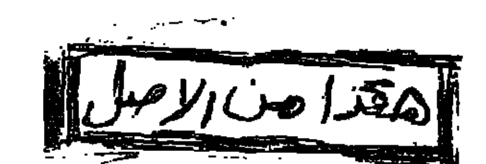
Car le pas franchi par les dirigeants de l'enseignement catholique débouche sur un champ de mines. *« Depuis longtemps*, déclare M. Daniel, *nous avions prévu de devoir nous trouver un jour devant le cas le plus difficile. Nous y sommes. »* Les risques de débordements, les « tentatives » de récupération, il en est conscient. Aucune personnalité politique ne prendra la parole ; le service d'ordre sera assuré *« uniquement par des membres de l'enseignement catholique »*. Des groupes comme l'UNI (l'Union nationale interuniversitaire) ne manqueront-ils pas de se joindre au cortège ? *« Ils seront à leur place... »* Mais y resteront-ils ? Les témoins de la manifestation parisienne, mercredi dernier, ont noté que les bouquets déposés aux fontaines de la Trinité s'accomodaient des attitudes de surexcitation et de haine.

On frémit au changement d'échelle avec un million de manifestants. *« Nous ferons tout pour contenir, canaliser »*. Les organisateurs du rassemblement de Versailles ont montré leur savoir-faire. Il n'empêche : la sauvegarde de la *« dignité »*, le *« respect des personnes et des biens »* poseront de rudes problèmes le 24 juin, qui se trouve être le jour le plus long de l'année... M. Jacques Chirac, qui s'est entendu traiter par M. Mauroy, jeudi, à l'Assemblée nationale, de dirigeant du *« Parti bonapartiste qui ne cesse de rêver à Brumaire »* ne peut, lui non plus, esquiver la question des conséquences de débordements et de violences.

Dans l'immédiat, les militants de l'enseignement privé vont préparer activement la manifestation. Vraisemblablement les mouvements engagés ici et là vont cesser ; les manifestants des pays de Loire venus construire une école à Montparnasse à Paris repartiront quand, lundi et mardi, ceux de la Sarthe et de la Mayenne auront assuré le roulement. Quant au gouvernement, il s'apprête à faire le gros dos sous l'orage qui s'annonce. Peut-être se rassure-t-il en pensant aux dix millions de signatures recueillies en 1960 par les laïques contre la loi Debré et qui n'avaient rien changé au cours des choses. Mais pétition n'est pas manifestation de rue. Il lui reste à considérer les décisions du Conseil constitutionnel lorsqu'il examinera le texte de la loi – et dont on ne serait pas surpris dans l'entourage du ministre de l'éducation nationale qu'il annule certains amendements ajoutés *in extremis*.

Il reste aussi au gouvernement à se persuader qu'il a eu raison de renverser l'édifice laborieusement et patiemment élaboré pendant deux ans et demi par le ministre de l'éducation nationale, en plein accord, croyait-on, avec M. Mitterrand. Les explications pour justifier son attitude ne sont pas totalement convaincantes, même si au bout du compte, à la lettre, le projet de loi n'est pas si liberticide que d'aucuns le prétendent. Peut-être a-t-il voulu d'abord se souvenir de cette part de la France profonde qui préfère l'école pour tous à l'école qui lui paraît instrument de ségrégation. Le gouvernement risque, en tout cas, d'affronter *« la plus grosse manifestation jamais vue à Paris »*.

CHARLES VIAL.



ÉDUCATION

Les parents catholiques et leurs écoles

(Suite de la première page.)

La plupart d'entre eux avaient étudié dans le privé et avouent, tel M. André d'Avigneau, directeur d'entreprise, à Nantes : « *Je devais à mes enfants ce que j'ai reçu moi-même de l'enseignement catholique* », ou M. Albert Bulteau, agriculteur près de Luçon : « *J'ai été élève du privé et je m'en suis trouvé bien. Pourquoi aller chercher ailleurs ?* ». Ils ne souhaitent pas, cependant, pour leurs enfants, les rigueurs qu'ils ont connues. Brigitte D... gardait un souvenir cuisant du pensionnat de son enfance. Messe à six heures, chaque matin. Un jour, n'ayant pas d'argent pour une quête, elle fut réprimandée et s'emporta. Renvoyée. Elle ne voulait plus entendre parler d'enseignement privé. Ses deux filles sont aujourd'hui à la Croix-Blanche à Bondues : « *Que voulez-vous, j'ai bien dû constater que l'éducation y est très ouverte à tout, y compris à la religion que l'enfant y est accueilli et formé au respect des autres, et que les contacts sont très faciles avec les enseignants.* »

Mêmes teintés de pragmatisme, les motifs avancés plongent plus profondément dans la conscience de ces parents. Le même M. Bulteau ajoute : « *Le fait d'être croyant est le fondement de l'existence. J'essaie de transmettre ça à mes enfants et l'école peut m'y aider* ». M. Robert Guignard, père de trois enfants à Dompierre-sur-Yon (Vendée) veut leur donner « *le maximum de chances de découvrir le message évangélique* ». « *Je ne sais,* dit-il, *ce qu'ils en feront, mais qu'au moins ils bénéficient de cette chance.* » Quelques-uns ont abouti à la même décision, mais par d'autres voies, celle du devoir en particulier. « *L'Eglise, Jean-Paul II l'a rappelé récemment, nous demande d'inscrire nos enfants dans une école catholique* », déclare M. Raphaël Gouerne, à la Chapelle-sur-Erdre (Loire-Atlantique). La recherche de « *cohérence entre l'éducation dans la famille et dans l'école* » est maintes fois exprimée, ce que M. Raphaël Gouerne appelle « *la même ligne de vie* ». Ils la trouvent définie dans le projet éducatif de l'école, un projet que « *tout parent*, assure M. Bulteau, *a l'occasion, au cours de la scolarité de son enfant, de discuter, d'étudier, et de reprendre* ». A Challans, souligne M. Pierre Pichon, père de cinq enfants, il y a chaque année une réunion dans toutes les classes consacrées au projet éducatif.

Le courant passe

Cohérence ? En même temps, certains estiment se laisser guider par le « *refus du monolithisme* », par le souci de « *défendre le pluralisme* », pour « *éviter que tous les enfants soient dans le même moule* », comme l'affirme M. Georges B., responsable financier dans la région nantaise. Pluralisme dans la société, donc, mais non diversité d'influences auprès de leurs enfants : « *Dans l'enseignement public, il y a des professeurs contre l'armée. Je ne voudrai pas que mes enfants aient affaire à l'un d'eux.* »

Entre ces adultes préoccupés par l'éducation de leur progéniture et l'établissement qui leur offre en quelque sorte du « sur-mesure », l'accord se fait, et le courant passe. Matériellement, le service rendu est parfois hors de prix : plus de 1 000 F par mois dans certains externats, parisiens notamment. Mais beaucoup plus souvent, il n'exige pas la fortune. Si les repas coûtent fréquemment 20 F, la scolarité, elle, reste abordable : 22 F par mois à Dompierre ; 68 F à Sainte-Elisabeth à Lille ; 500 F par trimestre au Sacré-Cœur et au Loquidy à Nantes : de 350 F à 1 050 F par trimestre, pour le second cycle à la Croix-Blanche, où le tarif dépend des revenus familiaux, tandis que au Sacré-Cœur de Tourcoing, on affiche le prix de revient (600 F par élève et par trimestre), laissant les parents fixer le montant de leur contribution.

Les réunions de parents sont nombreuses, souvent organisées par l'APEL. On y débat de thèmes éducatifs ; en début d'année, des parents délégués au conseil de classe, mais aussi des « *correspondants* » de classe, ou de niveau sont désignés. Ils seront, tout au long de l'année, les intermédiaires disponibles entre chaque parent et l'établissement, les « *chargés de relations publiques ou plutôt les tampons* », comme dit Mme Isabelle Lacorne, correspondante des classes de sixième au collège Stanislas à Paris. La proportion d'adhérents à l'APEL varie. Elle peut être écrasante, et certains des adversaires de l'UNAPEL dénoncent une « *confusion* » en début d'année entre la scolarité et l'adhésion à l'APEL, sur la première facture de septembre. Il y a cependant 70 % adhèrent au Loquidy, à Nantes, et un tiers à Sainte-Ursule à Luçon. Il reste que l'UNAPEL occupe une position tellement dominante qu'il est malaisé de s'en démarquer.

Albert et Bernadette Méchineau, *militent* à l'APEEC (Association pour l'évolution de l'enseignement catholique) à Monnière (Loire-Atlantique). « *La situation est viable pour nous*, dit Albert, *parce que nous avons nos racines ici et que je m'occupe du foot. Si nous étions des « survenus », venus d'ailleurs, nous serions marginalisés.* »

« Pas seulement consommateurs »

L'an dernier, les Méchineau ont, avec d'autres parents et des enfants, peint une fresque à l'école, sur des pignons de murs. A l'école de l'Aubépine, à La Roche-sur-Yon, tous les ans, un samedi matin, une vingtaine de parents se retrouvent pour rénover les plafonds ou réparer le matériel. A Dompierre, deux ou trois jours par an, a lieu la « *journée du bénévolat* » : c'est ainsi qu'a été construit, par trente pères de famille, le terrain de sport de l'école. Car beaucoup de ces parents tiennent, comme Mme Edith Jonglet, à ne pas être « *seulement consommateurs* ». Travaux ou kermesse, accompagnement des enfants à la piscine, mais, aussi, bureau de documentation, sur les métiers, par exemple. Au Loquidy, six mamans animent ce service, créé par les parents il y a dix ans, où, selon Mme Anne-Marie Tonnerre, « *six cents élèves sont passés l'an dernier* ».

Dans la quasi-totalité de ces établissements catholiques, des parents participent à la catéchèse. Mme Jonglet consacre une heure par semaine à des élèves de sixième, à la Croix-Blanche. Par groupe de six à huit, les enfants réfléchissent sur un thème comme celui de la rencontre de Jésus avec les pèlerins d'Emmaüs. Les parents catéchistes préparent ces réunions avec l'aumônier de l'établissement ou un prêtre de paroisse. « *C'est extrêmement prenant d'avoir un enfant dans le privé*, constate Mme Evelyne Delaunay, à Nantes ; *mardi prochain, j'irai quatre fois au collège Stanislas, dans la journée : pour aider à la répétition d'une pièce de Molière, pour animer une prière dans une classe, pour la catéchèse dans une autre et, le soir, pour une réunion des catéchistes des classes de cinquième.* »

Et les liens se resserrent. Aux raisons qu'ils formulent pour justifier le choix de l'école, des parents ajoutent celles-ci : « *Les enfants sont plus tenus.* » Ou encore : « *Ils sont mieux suivis.* » Mais ils disent plutôt, comme Mme Marie-Danièle de Saint-Quentin : « *Ici, ils sont heureux.* Ou bien : « *Les professeurs les connaissent...* » et même « *...les reconnaissent quand, plusieurs années après avoir quitté l'établissement, ils y reviennent* ».

Tout se conjugue, en définitive, pour que l'école privée leur apparaisse satisfaisante. C'est la leur, ils l'ont choisie ; ils y sont présents et souvent actifs, elle leur ressemble et ne les dérange pas. Comment s'étonner que, la sentant, à tort ou à raison, menacée, ils soient décidés à la défendre bec et ongles ?

CHARLES VIAL.

Prochain article :

EN ATTENDANT LA RESTAURATION

LE CARNET DU Monde

Naissances

– M. et Mme Jules TEBOUL,
Mme CHARPENTIER,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils,

Romain,

le 24 mai 1984,
à Libreville (Gabon).

– M. et Mme Charles TUBIANA,

M. et Mme Alexandre ANDREU

sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-fils,

Jonathan,

le 24 mai 1984, à Paris.

Décès

– Sa famille
Et ses amis
nous prient d'annoncer la disparition, le 23 mai 1984, de

Gabriel DELATTRE,
avocat à la cour de Paris,
ancien député,
médaille militaire.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Poix-Terron (Ardennes).

[Me Gabriel Delattre, deuxième secrétaire de la Conférence du stage des avocats de Paris, a plaidé très souvent aux assises et lors de procès de presse, notamment pour son ami Jean Galtier Boissière, directeur du « Crapouillot ». Il a été élu député des Ardennes, en 1936. Il fut, à la Libération, en sa qualité d'ancien parlementaire, premier juré dans la Haute Cour de justice qui a jugé le maréchal Pétain. Un livre récent évoque sa présence sur le « Massilia » en 1940.]

– M. Olivier Deleau,
ancien ambassadeur,
Mme Henri Deleau,
M. et Mme Christian Deleau
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Philippe Barret,
M. et Mme Marc Deleau,
Les familles Alfredo Mello, Mello da Costa et Mello de Castro, de Rio-de-Janeiro,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Olivier DELLEAU,
née Sylvia de Mello,

survenu en son domicile le 19 mai 1984 à la suite d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Seillans (Var), le 22 mai.

Engaspaty, Seillans,
83440 Fayence.

– Annie-Claude Dobbs,
Marie-France Deburge,
Dominique Dürrbach,
font part de la mort de leur mère,

Suzanne Claire DURRBACH-MARTIN,

le vendredi 25 mai 1984.

« Dieu a mis dans le cœur de l'homme la pensée de l'éternité. »
Ecclésiaste 3, 11.

– Nous avons la douleur de faire part du décès de

Robert GEST,
enseignant,

survenu le 24 mai 1984.

De la part de
Brigitte Gest-Voisin,
De ses enfants
Et de toute la famille.

46, rue des Alouettes,
Givenchy-en-Gohelle,
62580 Vimy.

– Mme Louis Ignacio-Pinto,
M. et Mme Richard Jacquet
et leurs enfants,
M. Louis-Francisco Ignacio-Pinto,
– M. Marc Ignacio-Pinto,
M. et Mme Louis-Albert Lake
et leurs enfants,
M. Augustin Ignacio-Pinto,
M. Darcel Lake,
Les familles Ignacio-Pinto, Lake, da Silva, d'Almeida, Lopez, Dorbaire,
Les familles alliées et amies,
ont la douleur de faire part du décès de

Louis IGNACIO-PINTO,
grand officier
de l'ordre national
de la République du Bénin,
grand officier de la Légion d'honneur,
ancien sénateur,
ancien juge
à la Cour internationale de justice
de La Haye,
ancien ministre,
ancien président
de la Cour suprême
de la République du Bénin,

leur époux, père, beau-père, grand-père, frère, oncle, parent et allié, survenu à Dourdan (Essonne), le 24 mai 1984, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Dourdan, le mercredi 30 mai, à 15 heures, et l'inhumation à Porto-Novo (République populaire du Bénin).

39, boulevard Garibaldi, 75015 Paris.

[Né le 21 juin 1903 à Porto-Novo (Bénin, ex-Dahomey), docteur en droit de l'Université de Paris, avocat, Louis Ignacio-Pinto, a siégé de 1947 à 1954 au Conseil de la République comme représentant du Dahomey. Plusieurs fois ministre de son pays, il a aussi été ambassadeur du Dahomey, président de la Cour suprême de ce pays, et juge à la Cour internationale de justice de La Haye.]

– Mme Yves Lyon, son épouse,
nous prie d'annoncer le décès de

Yves LYON,
officier de la Légion d'honneur
à titre militaire,
engagé volontaire
de la guerre 1914-1918,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,
officier (CR) breveté d'état-major,

survenu dans quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

– M. Dominique Noguez,
M. et Mme François Noguez
et leurs enfants,
M. et Mme Gérard Noguez
et leurs enfants,
Mme Germaine Abaigar,
ses enfants et petits-enfants,
M. Louis Noguez,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Devianne
et leurs enfants,
M. et Mme Charles Lecocq,
Et les familles Piolé et Vignaud,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy René NOGUEZ,
ingénieur des Arts et Métiers,

survenu le 20 mai 1984, dans sa soixante-seizième année.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean PICARD,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 25 mai 1984, dans sa soixante-seizième année.

De la part de
Mme Jean Picard,
son épouse,
Mme Marie Picard-Bogaert,
Eric et Cécile,
M. et Mme Etienne Picard,
Céline et Laure,
ses enfants et petits-enfants,
M. Paul Picard P.S.S.,
son frère,
Mlle Margaret King,
De toute la famille et de tous ses amis,

Le service religieux sera célébré le mercredi 30 mai 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, place Saint-Sulpice, à Paris-6e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montrouge, dans l'intimité familiale.

4, rue Honoré-Chevalier,
75006 Paris.
Rue Jacques-Simon,
50740 Carolles.

– Sa famille
Et ses nombreux amis de tous âges
ont la douleur d'annoncer le décès de

Françoise WOLF,
le 25 mai 1984, à Paris.
Et rappellent le souvenir de son cher
Gus.

L'incinération aura lieu au columbarium du Père-Lachaise le vendredi 1er juin, à 11 heures.

– M. et Mme Armand Zbar,
ses enfants,
M. et Mme Michel Zbar,
ses petits-enfants,
Olivier et Frédéric,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Samuel ZBAR,

décédée dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

Ses obsèques auront lieu le mardi 29 mai, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.
5, avenue des Merisiers,
94130 Nogent-sur-Marne.

Remerciements

– Le colonel Paul Paillole,
président de l'Association des anciens des services spéciaux de la défense nationale,
remercie toutes les personnes qui lui ont témoigné leur sympathie lors des obsèques du

colonel Paul GERAR-DUBOT.

Anniversaires

– Le 25 mai 1983,

Mme ABBADIE-LESTRADE

nous quittait.

Ses amis prient ceux qui l'ont connue de lui consacrer une pensée.

Prières

– Bône, Vincennes,

Les prières du mois pour le décès de

M. CHEKROUN David

auront lieu le mercredi 30 mai, à 19 h 30, à la synagogue de Vincennes, rue Céline-Robert.

Communications diverses

– Mardi 29 mai, à 19 h 45, crypte Sainte-Agnès, 1, rue Montmartre, 75004 Paris (métro les Halles), Association culturelle et traditionnelle d'Ile-de-France. M. Claude Castor, président de la confrérie des Quatre-Couronnés de Samoëns (Haute-Savoie) : « Les maçons de Samoëns, bâtisseurs de cathédrales ». Gratuit.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-X Nanterre, lundi 28 mai, à 14 heures, salle C 26, M. Guy Bourdé : « La classe ouvrière argentine (1929-1969) ».

– Université Toulouse-II, vendredi 1er juin, salle du Château, M. Pierre Bruno : « Le discours analytique. Histoire et clinique ».

– Université Paris-IV, vendredi 1er juin, à 15 heures, salle Louis-Liard, M. Paul Vires : « Force et violence dans l'œuvre de Georges Bernanos. (Image du Moi et Rêverie de la puissance ».

– Université Paris-IV, lundi 28 mai, à 14 heures, au CELSA, 77, rue de Villiers, 92200 Neuilly-sur-Seine, M. Michel Martinache « La lecture iconique ; Modes de perception et niveau de lecture de la diapositive ».

– *Université Paris-IV*, mardi 12 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Bernard Ibal : « L'autre en question ».

– Université Paris-X Nanterre, vendredi 1er juin, à 13 h 30, salle C 26, Mme Yvonne Bernard, née Mouton : « Le tableau objet mental ».

– Université Paris-II, jeudi 7 juin, à 9 h 30, salle des Conseils, Mme Laila El Khawaga, épouse Elgindy : « La détermination du niveau de l'emploi dans une économie en développement. Le cas égyptien ».

Le Monde

culture

MUSIQUE

« SAMSTAG », à Milan

Stockhausen célèbre Lucifer

Trois ans après la création de *Jeudi* (1), Stockhausen est revenu à Milan pour donner *Samedi*, la deuxième partie de son « œuvre des sept jours de la semaine » : *Lumière (Licht)*. La Scala, cette fois, ne lui suffisait plus pour ce spectacle cosmique qui embrasse la terre et le ciel, les zones mystérieuses de la mort, et le combat de Michel et de Lucifer, qui remplit le Palais des sports de San-Siro et trouverait un cadre idéal à Bercy.

A l'une des extrémités, le globe terrestre ; à l'autre bout, la Terre vue d'une navette spatiale. Entre eux, le public assis sur des boudins remplis de sable. Sur les côtés, les roues de la renaissance et tout le vaste théâtre des paraboles qui racontent *Samedi* « le jour de Lucifer ».

Postés aux points cardinaux de la salle, quatre groupes de cuivre sonnent le « Salut de Samedi » et célèbrent sa grande idée : « l'ouverture de l'espace et la libération par le son », en de puissantes fanfares où retentissent les formules de Lucifer, d'Eve et de Michel, avec des glissades détonnants des trompettes balayant l'échelle sonore : musique spatiale que n'eût pas désavouée Berlioz, fondée sur de belles périodes pendulaires et l'expansion du son projeté, comme celui des cloches, par les amples mouvements de « salutation », de bas en haut ou d'un côté à l'autre, des instrumentistes.

Lucifer (une superbe basse, Mathias Hölle) évolue sur un tapis volant dans les nuages des intermondes, accoste auprès d'un piano, suscite une pianiste (Majella Stockhausen), qui invente la musique de son rêve ; il détaille les éléments : « l'eau (la mélodie), la terre (l'harmonie), le feu (la dynamique) », etc., qu'il veut voir comprimés en une formule unique, synthétisant tous les sentiments et toutes les idées, pour « abolir le temps ».

Et Majella joue une œuvre, sans doute de plus en plus condensée, mais pleine de fantaisie, primesautière, étincelante ; elle siffle, susurre, chante, frappe sur le bois, pince les cordes, s'assied sur les touches. Lucifer est ravi, jusqu'au moment où la pianiste déroule une phrase si mélodieuse, si humaine et sensuelle, qu'il meurt de bonheur en protestant : « *Non, surtout pas ça* », tandis qu'elle déclenche une volée de SS 20 (ou de Pershing) qui vont exploser dans la fosse. Mais le clin d'œil de Lucifer montre au public que ce n'était qu'une mort de théâtre.

« Requiem pour Lucifer » : son tombeau est un piano capitonné, sans couvercle et sans cordes, accroché au mur de droite et entouré par des couronnes funéraires (de la part de la société des compositeurs, des imprimeurs, des orchestres, etc., dont Stockhausen connaît bien la sympathie à son égard...). De chaque côté, deux disques immenses, les « mandalas », sur lesquels sont notés les vingt-quatre « *exercices* », tirés de la formule initiale de Lucifer, par lesquels l'âme, en état de mort apparente, peut se préserver des tentations des sens (qui, sans doute, l'entraîneraient dans la roue des renaissances) pour accéder à l'éternelle lumière.

C'est le « chant de Kathinka » (Kathinka Pasveer), flûtiste-chatte qui, tournant autour des mandalas, tisse de merveilleuses musiques sur chaque cellule magique, tandis que, dans la salle, six extraordinaire hommes-orchestres noirs (à faire pâlir Kagel de jalousie), allégories des sens, *tentent de retenir* l'âme par d'ensorcelantes percussions.

Puis le rideau du fond dévoile un vaste orchestre d'harmonie (le Michigan Symphony Band), disposé verticalment sur six étages, qui figure un visage gigantesque, où les différents groupes représentent les sourcils, les yeux, le nez, les lèvres, etc., « *jouant et dansant les uns contre les autres* » en agitant leurs instruments, pour démontrer, selon Lucifer, que, « *comme dans un visage, l'harmonie naît toujours de l'indépendance et du contraste des expressions* » (pour ne pas dire de l'esprit de contradiction, vrai moteur du progrès, d'après le compositeur...).

C'est la « danse de Lucifer » qui accompagne les ébats des musiciens en parcourant toute la salle à quelque 7 mètres du sol, sur des échasses démesurées, et repousse victorieusement les assauts de l'archange-trompettiste Michel (Markus Stockhausen), indigné par sa doctrine. A la fin, les instrumentistes se mettent en grève, furieux qu'on leur fasse faire des heures supplémentaires – épisode savoureux par lequel Stockhausen se venge des artistes de la Scala qui avaient saboté la création de *Donnerstag*.

Et l'œuvre s'achève par une cérémonie chorale qui remplit tout l'espace, où trois cortèges de moines (*les Chœurs Haendel de Cologne*), claquant des sabots, agitant des crécelles et des sonnettes d'enfants de chœur, interprètent la *Louange des vertus*, de saint François d'Assise de façon surprenante, en un mélange de liturgie dévote et de fête des fous, celle-ci déchaînée par un trombone diabolique, avec à la fin une sorte de cocasse monôme d'étudiants, où les moines s'exercent à casser des noix de coco tombées du ciel, tandis qu'une colombe, libérée de sa cage, prend son vol vers l'azur (se heurtant, la malheureuse, au plafond du Palais des sports). Gageons que le Poverello eût ri de bon cœur, malgré quelques paraphrases assez sacrilèges de son texte.

Apothéose bien curieuse pour cette journée de Lucifer. Mais ce dernier, dans la théologie gnostique assez floue du compositeur, n'est pas tellement éloigné de saint François ; tous deux disent : « *Si vous n'abandonnez pas les phénomènes de cette lourde terre matérialiste, vous n'arriverez jamais à la lumière.* » Lucifer est l'ange lumineux qui ne voulait pas de « *ces expériences humaines remplies de sang et d'horreur* », tandis que Michel défend toujours le principe de la création de l'homme, de « *l'amélioration des corps* », de la montée progressive des êtres de toutes les planètes à travers la matière jusqu'à la perfection des créatures. Tous deux finiront par collaborer (dans *Mercredi*) avec la médiation d'Eve, naturellement...

Laissons Stockhausen à ses mythes féconds. De ce spectacle bizarre, haut en couleur, dont un résumé ne peut donner qu'un pâle reflet, disons que, pendant près de quatre heures, il séduit ou agace sans jamais ennuyer par la richesse baroque des points de vue, des images, de l'invention scénique et de la musique.

Il y a cependant quelque danger à vouloir « *engendrer tout un monde à partir d'une formule unique* » (2) : c'est de développer systématiquement chacun des paramètres en une variation perpétuelle et, plus largement, d'exploiter rigoureusement l'un après l'autre tous les éléments d'une idée (les vingt-deux exercices des mandalas, chaque trait du visage, chaque vers de saint François) ou des principes universels (les éléments, les sens, les vertus, comme ailleurs les saisons et les signes du Zodiaque), en une sorte de déchiffrement ontologique qui ne va pas sans une certaine lourdeur ou monotonie méthodique. Stockhausen l'a d'ailleurs senti en inscrivant dans ces processus systématiques de brusques mutations qui relancent l'intérêt, ouvrent des directions nouvelles à l'action, sans pour autant renoncer à son objectif permier...

Mais il y aurait bien d'autres choses à dire de cette œuvre extravagante et unique. Notons seulement l'immense effort réalisé par la Scala, les metteurs en scène Luca Ronconi et Ugo Tessitore, la décoratrice Gae Aulenti (tous obéissant aux strictes consignes du compositeur) et les équipes techniques, pour accomplir ce rêve de démiurge dans des conditions exceptionnelles.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *Donnerstag : le Monde* du 18 mars 1981.

(2) Voir notre interview de Stockhausen dans *le Monde* du 11 décembre 1983.

★ *Samstag*, créé le 25 mai, sera encore joué à *Milan* les *29*, *30* et 31 mai, puis repris au Festival de Hollande. Des créations partielles avaient eu lieu aux Festivals de Metz et de Donaueschingen, à Ann-Arbor (Etats-Unis) et Assise.

DÉDÉ SAINT-PRIX POUR UN SOIR A L'ELDORADO

Encore un groupe martiniquais qui nous vient en avant-première du Festival de jazz d'Angoulême (pourquoi avoir négligé à ce point la Guadeloupe ?). Après le 6th Continent, dreadlocks et ironie désabusée, Malavoi et ses violons créoles, voici donc Dédé Saint-Prix, un autre représentant des divers courants qui se partagent l'île.

Dédé Saint-Prix a fait successivement partie du groupe Malavoi, du groupe E et du groupe Pakatak, avant de diriger Avan van, douze musiciens (dont lui), tambours, basses, chachas, flûte ti bwa, voix... Dédé Saint-Prix veut réactualiser la tradition, mais surtout faire du chouval bwa, cette musique de fête foraine qui accompagne les manèges, l'équivalent du reggae. Un peu ambitieux peut-être, mais il a de la santé, et une rythmique trépidante. – C. A.

★ Mardi 29 mai, 20 heures à l'Eldorado à Paris ; le samedi 9 juin à Angoulême.

DANSE

AU FESTIVAL DE SEINE-MARITIME

Gais costumes pour ballet mécanique

Parce qu'ils sont jeunes, parce qu'ils n'étaient pas branchés spécialement sur la danse, Laurent Langlois et Jean-François Lemarchand, animateurs du Festival d'été de Seine-Maritime ont retenu des compagnies au gré de leur plaisir, de leur enthousiasme. Ils se sont tournés vers la Hollande, ont déniché la Beweging Dans avec son chorégraphe Cees Brandt, et le Dansers Collectief qui fait la nique à Pina Bausch. De Belgique, ils ont ramené Michèle-Anne de Mey, une des danseuses de *Rosas*, un groupe piqué par la tarentule, et Pierre Droulers, transfuge de Mudra. Ils ont aussi invité l'imprévisible punk britannique Michael Clark. Pour la France, ils ont choisi deux émules de Chopinot, Philippe Decouflé et Daniel Larrieu.

Daniel Larrieu et son groupe Astrakan ont ouvert la danse avec *la Peau et les Os*, conçu spécialement pour l'orangerie du jardin des plantes de Rouen, un vaste espace vitré sur deux côtés. La scène, très haute, mange la moitié de la surface au sol, ne laissant qu'une chattière pour entrer. Pas de décors, ni de coulisses, mais les jeux de lumière de Françoise Michel. Tantôt à l'extérieur du bâtiment, tantôt en avant ou en arrière des danseurs, tantôt dans les yeux du public, les éclairages modèlent et découpent l'environnement, en accord avec la musique très enveloppante d'Hector Zazou.

Les danseurs livrés tout crus sur le plateau désertique se trouvent saisis en contre-jour, engloutis dans des zones d'ombre où l'on ne peut qu'imaginer leur présence, crucifiés sous des projecteurs. Leur orientation scénique varie constamment. Leurs mouvements ténus et fragiles, leurs évolutions soudain cassées dans des gestes avachis leur donnent des allures de pantins programmés. Daniel Larrieu, tapi en fond de scène avec sa veste rouge et ses collants orange, a l'air d'un dompteur sorti d'un album de BD.

Il a composé des petites séquences coupées de noirs et de silences en harmonie avec la gaieté des costumes : jupe à pastilles et col marin, tutu en frange de rideau, combinaison peau-d'ours, uniforme galonné. Ses personnages, incarnés par les deux Pascale (Houbin, Henrot), Catherine Rees et Alexandre Stadler sont comme découpés à l'emporte-pièce, avec quelque chose de végétal dans leurs réactions. Ils animent imperturbablement ce ballet mécanique jusqu'à l'arrivée de Dominique Boivin, invité surprise, qui apporte le délire dans ce monde un peu en retrait.

Daniel Larrieu a inventé son spectacle à Paris dans les jardins du Palais-Royal, « *un beau palais où toutes les filles sont à marier* », dit la comptine. Mais cela ne nous donne guère d'indications sur ce qui se passe dans sa tête de chorégraphe ; sans doute aime-t-il brouiller les pistes. *La Peau et les Os* ne donne pas la clé de son jardin secret.

MARCELLE MICHEL.

★ Créé le 25 et 26 mai à Rouen, *la Peau et les Os* sera donné à Paris au Théâtre de la Bastille, du 8 au 16 juin, à 21 heures.

CINÉMA

LA DIRECTION DU FESTIVAL DE CANNES RÉPOND A ALAIN DELON

Après les attaques lancées dans *France-Soir Magazine* contre le Festival de Cannes et le ministre délégué à la culture (*le Monde* daté 27-28 mai) – le film *Notre histoire* n'ayant pas été retenu pour représenter la France, – la direction du Festival de Cannes a publié la mise au point suivante :

« *M. Jack Lang, ministre de la culture, a pris l'initiative, en 1982, de demander une réforme des sélections de films français qui permette d'assurer l'indépendance absolue de leur choix. Jusqu'en 1982, ce choix était confié à un comité de sélection nommé par le ministre de la culture. Depuis le festival 1983, la sélection des films français est effectuée par l'Association du festival elle-même, qui désigne, chaque année, des personnalités de grande notoriété pour y procéder.*

» *La déception éprouvée par ceux qui, comme l'indique Alain Delon, estiment avoir subi un « préjudice commercial » du fait de ne pas avoir été sélectionnés, les conduit à un dénigrement inadmissible mettant en cause injustement la probité et la compétence des responsables de la sélection* », précise notamment la direction du Festival, qui indique également : « *De telles campagnes ont manifestement pour objet de réaliser une opération publicitaire de mauvais aloi et dommageable pour le Festival de Cannes.* »

■ CINÉMA AFRICAIN. – La revue *Jeune Afrique* publie un numéro spécial sur le cinéma en Afrique et dans le monde. On y trouvera un panorama du cinéma africain pays par pays, une analyse de vingt ans de cinéma africain, une présentation de la production et de l'exploitation en Afrique. (20 F.)

THÉATRE

La prochaine saison d'Antoine Vitez et ses projets à Chaillot

Antoine Vitez, directeur du Théâtre national de Chaillot, a annoncé, le 26 mai, le programme de sa saison prochaine et ses projets pour les trois ans à venir. Son contrat arrive à terme le 30 juin et devrait normalement être reconduit pour trois ans.

La conférence de presse s'est tenue dans la grande salle, comble. Antoine Vitez a descendu les marches des gradins , royal, saluant de part et d'autre, s'excusant ensuite auprès des amis qu'il savait présents et qu'il n'avait pas pu voir. Sur la scène, noire, sans décor, il y avait une table recouverte d'un tapis rouge avec trois micros à tige. Antoine Vitez, en veste blanche, a repoussé les deux micros latéraux et a parlé, seul, pendant près de quatre-vingt-dix minutes, sans une note, sans une hésitation, sans un verre d'eau.

Parce qu'il est en train d'y travailler, il a parlé de *l'Echarpe rouge*, opéra qui sera créé à Lyon et au Festival d'Avignon, avant de venir à Paris, poème de notre temps sur un mode héroïque et ironique, « *tombeau transparent du marxisme-léninisme* », texte d'Alain Badiou, musique d'Aperghis, qui d'autre part créera *Mort adoucie*, un spectacle d'après le *Dernier Jour d'un condamné*, de Victor Hugo. 1985 est l'année Hugo, Vitez met en scène *Hernani*, *Lucrèce Borgia*, invite René Loyon pour *1 000 F de récompense*. Il monte également *Ubu roi*, à la manière d'un dîner en ville pendant l'incessante campagne préélectorale.

Antoine Vitez a évoqué la tournée du *Prince travesti*, en Grèce, et son émotion « *historique et politique* » en retrouvant chez eux, les interdits d'hier, Melina Mercouri et Yannis Ritsos.

Il a rappelé l'existence de son école, discrète mais active, et tout le profit que lui-même en tire. « *Les acteurs célèbres sont ici, vous le saurez dans quelques années.* » Il disait cela en annonçant son projet pour 1986 : *Henri IV*, de Pirandello (personnage qu'il compare à Aragon) avec Michel Bouquet, bien qu'il n'ait pas pour habitude d'engager des vedettes.

On admet sans réticence la fascination de Bouquet et Vitez pour ce va-et-vient entre fantaisie et folie, on l'admet d'autant mieux quand on entend Antoine Vitez dérouler le fil de ses projets, *l'Echange*, de Claudel et surtout cette troisième version de *Faust* qui devrait remplir la dernière année de son second mandat. *Faust* tout entier, sans éviter une scène, un seul monologue philosophique, spectacle immense, découpé comme un feuilleton en tranches d'une heure et demi environ, chacune ayant son style propre, donnée dans un lieu ou un autre du bâtiment. Plus fort que Bob Wilson avec Civil Wars. Théâtre des idées, en opposition au théâtre d'idée, Vitez reste fidèle à lui-même.

C. G.

De « l'Echarpe rouge » à « Lucrèce Borgia »

L'Echarpe rouge : octobre, grande salle.

L'Empire de Dadi, par le Grupo Accion de Buenos-Aires, pour le festival d'Automne, novembre-décembre, grande salle.

Comme il vous plaira, par Pierre Debauche, coproduction centre dramatique du Limousin/JTN, octobre-novembre, salle Gémier.

Chant des femmes Inuit du Canada, pour le Festival d'automne, octobre, Grand foyer.

Polichinelle, marionnettes de Karina Chérès, novembre-décembre, Grand foyer.

Mort adoucie, d'Aperghis, janvier 1985, salle Gémier.

L'Hôtel de l'homme sauvage, de Jean-Paul Fargeau, par Stuart Seide, février-mars, salle Gémier.

Le Violon violet, de Camillo Osorovitz, janvier à mars, Grand foyer.

Ubu Roi, mai-juin, grande salle.

Mille francs de récompense, mai-juin, salle Gémier.

Lucrèce Borgia, pour le Festival d'Avignon 1985, avec Nada Strancar.

Pour les années à venir, Antoine Vitez a annoncé, outre *Henri IV* et *l'Echange*, *Faust*, une adaptation antillaise de *la République* de Platon, *le Parc* de Botho Strauss par Claude Régy, *Madame de Sade* de Mishima, dans l'adaptation d'André Pieyre de Mandiargues, par Bruno Boeglin.

★ **Renseignements : Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro 75116 Paris. Tél. : 727-81-15.**

« LA SALLE A MANGER », d'Albert Gurney Junior

Catégorie « pantin-perruche »

Voici une œuvre dramatique, *la Salle à manger*, de l'Américain Albert Gurney Junior, qui pose une fois de plus le problème empoisonnant d'un certain théâtre idiot, ni fait ni à faire, que nous appelons parfois, improprement, le « boulevard ». Improprement, car le « boulevard », cela peut être, à l'occasion, quelque chose qui n'est pas égal à zéro. Un théâtre de milieu et d'esprit bourgeois, d'ébauche psychologique, un peu drôle, avec des notes d'actualité.

Le théâtre style *la Salle à manger* d'Albert Gurney Junior, c'est pire. C'est la catégorie sous-« boulevard ». Cela pourrait être appelé le théâtre « pantin-perruche ».

En effet, dès le lever du rideau, dès les premières secondes, les malheureux comédiens ont des gestes idiots de pantins et des voix idiotes de perruches. Cela dans toutes les pièces de cet acabit. Ils vont à pas courts et pressés. Leurs bras sont comme automatiques. Et surtout les voix sont hurlantes, inhumaines, métalliques, exactement les voix cauchemardesques des souris et des canards des dessins animés américains.

Les pièces du théâtre « pantin-perruche » racontent, en hurlant, toujours les mêmes choses : les adultères périlleux et émoustillants de la maman et du papa, les désinvoltures de manière et de langage du fiston sportif, les mecs débraillés, asociaux, impossibles, de la fifille, les douceurs souriantes, très libérales, de la grand-mère. Tout cela sans un mot de vrai, comme machinalement, aveuglément. Une mécanique débile, qui ne touche à rien, ne croit à rien.

Les comédiennes, les comédiens, il serait plus opportun de citer leurs noms à propos d'une autre pièce. Ils méritent d'être encouragés, et même remerciés, car, à plusieurs reprises, ils sauvent les meubles. Compte tenu de la crise actuelle qui mine leur métier, ils ont eu raison d'assumer ces rôles. Ils peuvent être, ils sont, doués, intéressants.

MICHEL COURNOT.

★ Petit Montparnasse, 21 heures.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CELUI QUI NE PARLE PAS – Petit TEP (364-80-80). 19 h.
NAIVES HIRONDELLES – A.-Déjazet (887-97-34). 20 h 30.
PAROLES DE NEGRES – Bastille (357-42-14). 20 h.
TRAVAUX D'ORNITHOLOGIE – Péniche (245-18-20). 21 h.
LA BOITE A FRISSONS – Petit TEP (364-80-80). 21 h.
LE PLAISIR DE L'AMOUR – Poche. (548-92-97). 21 h.
IVANOV – Comédie-Française (296-10-20). 20 h 30.

Les salles subventionnées

CHAILLOT (727-81-15). Grand Foyer : 18 h 30 : la Dernière Bande.
TEP (364-80-80). Autosatisfaction (spectacle donné dans un parking. S'informer au 363-72-20).
PETIT TEP (364-80-80). 21 h : Gust.
BEAUBOURG (277-12-33). *Débats/Conférences-musées : 20 h 30 :* Phoné 2 ; Concerts-animation : 20 h 30 : Concert Bério avec le groupe vocal de France ; *Cinéma/vidéo : 16 h et 19 h :* nouveaux films BPI ; 17 h et 20 h : Festival du film yougoslave.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77). 20 h 45 : Ballet Gulbenkian.

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23). 21 h : le Nouveau Testament.
BOUFFES DU NORD (239-34-50). 20 h 30 : Dom Juan.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41). 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.
DAUNOU (261-69-14). 21 h : S.O.S. homme seul.
DÉCHARGEURS (236-00-02). 20 h 30 : Sigmund's follies ; 22 h : le Prince.
ESPACE MARAIS (584-09-31). 20 h 30 : les Biscuits d'Alice.
FONTAINE (874-74-40). 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30 : les Aventures de Dieu.
HUCHETTE (326-38-99). 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Bonsoir Prévert.
LUCERNAIRE (544-57-34). I. 18 h 30 : *Fando et Lis* ; 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : L. Kourilski. II. 18 h 30 : la Ville à voile ; Petite salle. 22 h 30 : la Répétition de Jeanne.
MARAIS (278-03-53). 20 h 30 : Le roi se meurt.
MONTPARNASSE (320-89-90). 21 h : Exercices de style ; Petite salle, 21 h : la Salle à manger.
NOUVEAUTÉS (770-52-76). 20 h 30 : l'Entourloupe.
POCHE (548-92-97). 20 h : Gertrude morte cet après-midi.
THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84). 21 h, Sam. 16 h 45 : Y'en a marr... et vous.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02). 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DU QUAI DE LA GARE (553-26-70). 21 h : le Bouc.
THÉATRE DU TEMPS (355-10-88). 21 h : Salomé.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16). 20 h 30 : la Pêche à la mouche ; 22 h : Laissez-les rire (à partir du 23).

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35). 20 h 45 : la Troisième Jambe du carrosse ; 22 h 15 : *le Président.*
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84). I. 20 h 15 : Areuh=MC2 ; 21 h 30 : les Démones *Loulou* ; *22 h 30 : les Sacrés* Monstres ; II. 20 h 15 : Pas de citrouille pour Cendrillon ; 22 h 30 : Limite !
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : *Ils avaient les foies* dans l'Ouest ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.
DIX HEURES (606-07-48). 20 h : la Vie du gars qui naît ; 22 h 30 : Coup de folie sur les assiettes en faïence.
PETIT CASINO (278-36-50). 21 h : Il n'y pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention ! belles-mères méchantes.
POINT-VIRGULE (278-67-03). 20 h 15 : les Surgelés ; 21 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45). 21 h, : On perd les pétales.
DEUX ANES (606-10-26). 21 h : l'Impôt et les Os.

La danse

CENTRE MANDAPA (589-01-60) 20 h 30 : M. Maye.
LYS-MONTPARNASSE (327-88-61). 20 h : Cie Magenia.
THÉATRE DE PARIS. (874-10-75). 20 h 30 : Jennifer Muller and the Works.

Le music-hall

ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30). Danses du Laddakh ; 22 h : musique du Cachemire.

Les concerts

Eglise de la Madeleine, 21 h : Orchestre symphonique franco-allemand, dir. : J.-J. Werner (Haendel).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. : S. Ozawa (Ravel, Lalo, Debussy).
Hôtel de Saint-Aignan, 21 h : B. Drandarova (Bach).
Salle Gaveau, 20 h 30 : *E. Naoumoff* (Bach, Debussy, Brahms).
Athénée, 20 h 30 : J. Carreras, M. Katz (Bellini, Massenet, Tosti...).
Théâtre La Bruyère, 20 h 30 : Ensemble instrumental La Bruyère (Schubert, Spohr).
Eglise Saint-Louis en l'île, 20 h 45 : Chœur et orchestre de solistes, dir. : *H. Reiner (Vivaldi, Bach, Schubert).*
Salle Cortot, 20 h 30 : Ph. Rauach (Schubert, Debussy, Prokofiev).
Lucernaire, 19 h 45 : P. Hommage, M.-L. Charnaux (Fauré, Bach, Beethoven) ; 21 h : B. Velloso (Mozart, Villa-Lobos, Moussorgsky).
Sorbonne, Amphi Richelieu, 20 h : M. Magin (Chopin).
Cité internationale, Grand Théâtre, 20 h 30 : Orchestre *symphonique du* Conservatoire national de Saint-Maur, dir. : G. Anffray (Beethoven, Brahms).
Eglise St-Thomas-d'Aquin, 20 h 30 : les Rossignols de Pologne (chœur d'enfants et d'hommes) (Bach, Scarlatti, Penderecki, etc.)

Jazz, pop, rock, folk

BERCY (341-72-04). 20 h : Elton John.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05). 21 h 30 : C. Luter.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24). 22 h 30 : Manigua ; Charanga Sazon.
DUNOIS (584-72-00). 20 h 30 : D. Pines.
ELDORADO (208-23-50). 20 h 30 : T. Joe White ; Saint-Prix.
FORUM (297-53-47). 21 h : P. Hammill.
NEW MORNING (523-51-41). 21 h 30 : C. Walton, E. Harris, I. Muhammad, D. Williams.
PHIL'ONE (776-44-26). 20 h 30 : Cameo.
PETIT JOURNAL (326-28-59). 21 h : Docteur Chouettes Airs.

En région parisienne

CLAMART, CC J.-Arp (645-11-87). 20 h 30 : la Vie *quotidienne* à Clamart à travers l'histoire.
IVRY, Th. des Quartiers (672-37-43). *20 h 30 : la Surprise de l'amour.*
VERSAILLES, XXIe Festival (950-71-18). Cathédrale Saint-Louis, à 21 h : D. Roch (Schumann, Mendelssohn, Bach.

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
LUNDI 28 MAI

15 h, Renouveau, de J. Shihong ; 17 h, Cinéma israélien : Joseph, *Joseph*, de Schultz ; A la dérive, d'A. Gutmann ; 19 h, cinéma japonais : le Soleil des bas-quartiers, d'Y. Yamada.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr. (*) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).
L'AFFRONTEMENT (A, v.f.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; George V, 8e (562-41-46).
ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
L'ANGE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
A NOS AMOURS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

Lundi 28 mai

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
BIQUEFARRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; Studio 43, 9e (770-63-40).
CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-42-05).
CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
CELESTE (All., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).
CENT JOURS A PALERME (Franco-It.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA CORRIDA (Sov., v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80).
LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Saint-Germain Studio, 5e, mer., jeu. (633-63-20) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; *Colisée*, 8e (359-29-46) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

LES FILMS NOUVEAUX

L'HOMME AUX FLEURS (*), film australien de Paul Cox : (v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-46-18) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11).
IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE, film américain de Sergio Leone : (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (633-08-22) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46). – V.f. : Grand Rex, 2e (239-83-93) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; 3 Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
L'INVASION DES PIRANHAS, film américain d'Anthony M. Dawson : (v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; *Paramount City* Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
JEANS TONIC, film français de Michel Patient : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; *Paramount* Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; 3 Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; 3 Secrétan, 19e (241-77-99).
LA PIRATE (*), film français de Jacques Doillon : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; *Quintette*, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Olympic Balzac*, 8e (561-10-60) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
VIDÉODROME (*), film américain de David Cronenberg : (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; *Paramount Mercury*, 8e (562-75-90). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Images, 18e (522-47-94) ; 3 Secrétan, 19e (241-77-99).
LE SUCCÈS A TOUT PRIX, film franco-britannique de Jerzy Skolimowski : (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14). – V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).
ÉCOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'ÉDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
EMMANUELLE IV (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
L'ETOFFE DES HEROS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).
FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME (A., v.o.) : Gaumont Ambassades, 8e (359-19-08) ; V.f. : *Lumière*, 9e (246-49-07).
LES FAUVES (*) (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; *Gaumont* Ambassade, 8e, mer., jeu. (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).
FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).
FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Parnassiens, 14e (320-30-19).
LA FEMME *PUBLIQUE* (*) (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
LA FÊTE DE GION (Jap., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
FOOTLOOSE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC *Montparnasse*, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).
FORT SAGANNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Publicia Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; *Gaumont Gambetta*, 20e (636-10-96).
LA FORTERESSE NOIRE (A., v.o.), Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LE FOU DU ROI (Fr.), Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).
FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
LES GLADIATEURS DU FUTUR (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (534-20-12).
LE JUGE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).
LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85) ; Boîte à Films, 17e (622-44-21).
MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).
LES MORFALOUS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23).
NEW YORK NIGHTS (A., v.o.) (**) : Cluny Ecole, 5e (354-20-12) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Ritz, 18e (606-58-60).
NOTRE HISTOIRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES NOUVEAUX BARBARES (It., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Cigale, 18e (606-11-75) ; Images, 18e (522-47-94).
ON PREND LA PILULE ET ON S'ÉCLATE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
OSTERMAN WEEK-END (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Arcades, 2e (233-54-58).
PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).
POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).
PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp), 15e (554-46-85).
RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
RISKY BUSINESS (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
RUE CASES NÈGRES (Fr.) : *Epée de* Bois, 5e (337-57-47).
RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
SAHARA (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).
LE SANG DES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).
SCARFACE (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).
SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).
STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles ; L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi ; Escurial, 13e (707-28-04).
STREAMERS (A., v.o.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
STRYKER (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Rex, 2e (236-83-96) ; *UGC Ermitage*, 8e (359-15-71) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
THE WIZ (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
TO BE OR NOT TO BE (Brooks, v.o.) : Saint-Lambert (H. sp), 15e (532-91-68).
TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14e (321-41-01).
UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso (H. sp.), 17e (380-30-11).
UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : *Gaumont Halles*, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
UN NID AU VENT (Sov., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12).
VIVA LA VIE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; *Ciné Beaubourg*, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-42-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; St-Ambroise, 11e, (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES VOLEURS DE LA NUIT (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).
YENTL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

LA BATAILLE

Le nouveau projet luxembourgeois

(Suite de la première page.)

Cette convention devait constituer la base légale de la première coopération internationale de deux nations européennes pour l'exploitation commune d'un satellite de télédiffusion.

Le bon déroulement de ces discussions et l'édifice même sur lequel elles devaient se conclure sont aujourd'hui *fortement obérés*, sinon remis en cause.

Quelle que soit la suite de la négociation, la CLT et la France seront contraintes de réviser leur position, voire leur stratégie. *Certes, l'aboutissement* du projet GDL n'est pas encore acquis. Il doit encore passer avec succès la barre des « discussions » entre *nations qu'imposent les* usages de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour qu'un pays puisse jouir d'une « position orbitale » et de *fréquences* de télécommunication. D'un point de vue strictement juridique, cependant, aucune règle ne devrait pouvoir être opposée au *Luxembourg* qui puisse retarder durablement ce projet, qui est, à l'origine, celui d'un Etat de plein droit.

Dans l'immédiat, la principale *inconnue réside dans les réactions de* la France et de la CLT. De part et d'autre, on considère le projet du gouvernement luxembourgeois comme concurrent du programme TDF 1. Pour l'heure, *aucune réaction* officielle n'est encore venue du côté français ; le conseil d'administration de la CLT fera vraisemblablement *connaître sa riposte* à l'issue de sa prochaine réunion prévue le mardi 29 mai. Il n'est pas exclu que la CLT intente un recours devant le Conseil d'Etat *luxembourgeois*, qui, *jusqu'à présent*, ne s'est pas encore clairement prononcé sur le fait de savoir si, oui ou non, la concession dont jouit la CLT pour la radio-télédiffusion doit être exclusive.

Comment en est-on arrivé là ? L'initiative du gouvernement que préside M. Pierre Werner, chef de file du Parti chrétien-social – qui ne ménage pas *ses critiques, souvent* acerbes, à l'égard du pouvoir socialiste français, – s'explique largement par la volonté de mettre sur pied *un système de satellite aux* couleurs du grand-duché dans la perspective des élections nationales le 17 juin prochain.

L'affaire du satellite risque donc de constituer l'un des *principaux* enjeux de la bataille électorale dans ce petit pays, qui mise beaucoup sur l'audiovisuel pour relayer ses activités économiques traditionnelles déclinantes. Si M. Werner ne manque pas d'arguments, et peut faire valoir que le gouvernement luxembourgeois maîtrisera le développement *du projet GDL* par le truchement des procédures d'agrément pour la diffusion de programmes, ses adversaires pourront facilement mettre en avant les points flous qui subsistent dans le montage juridique. Aucune garantie formelle n'est prévue par les contrats de concession et le cahier des charges approuvés vendredi dernier pour assurer le caractère européen du projet, tant à l'égard des programmes que de la constitution du capital de Coronet, qui devait être chargé de l'exploitation.

E. R.

VU

Canal moins

Samedi soir, 23 h 20 sur Antenne 2, au cours de l'émission « Les enfants du rock »... Une très jolie représentante du sexe féminin, parée d'un boa et d'une robe de voiles roses, esquisse *visiblement* les *prémisses* d'un strip-tease. Retirant lascivement ses gants sur fond de musique d'ambiance, elle apparaît, superbe, dans *un mini-ensemble* deux pièces noir dont elle s'empresse, comme le disait naguère une affiche restée *célèbre*, d'enlever le haut. Non contente d'exhiber, face à la caméra, une poitrine au galbe irréprochable, elle poursuit un demi-tour sur elle-même avant *d'ôter le bas*. Suspense. Va-t-elle faire face à l'objectif ?

Surgit alors sur l'écran une image de marque déjà connue (celle de la future quatrième chaîne) portant la mention « Canal moins », tandis qu'une voix off, plus suave *encore que* celle d'une hôtesse de l'air, annonce : *« Si vous receviez Canal moins vous auriez vu la suite du spectacle. »* Déclaration suivie d'un panneau publicitaire où l'on peut lire : *« Avez-vous pensé à faire régler votre antenne par un spécialiste ? »*

Même si toute présomption de publicité clandestine n'est pas à écarter de cette séquence satirique, espérons qu'aucune ligue puritaine ne saisira la Haute Autorité.

C. D.

COMMUNICATION

DES SATELLITES DE TÉLÉVISION

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ

M. Pierre Werner : *la coexistence est possible*

« Nombreux sont ceux qui, dans les milieux français, interprètent la concrétisation de votre projet GDL comme un « coup de couteau » dans le dos de la France.

– Je dois m'élever de toute mon énergie contre une telle interprétation. Pour comprendre l'initiative du Luxembourg, il faut remonter au milieu de l'année dernière quand nous nous sommes rendu compte de deux faits : le premier était le débat engagé dans les différents pays d'Europe sur l'avenir de la technologie des satellites dits « lourds », comme TDF1. Deuxièmement, les négociations à propos de l'offre faite par le gouvernement français – sous certaines conditions – d'octroyer deux canaux à la CLT sur TDF1 n'avaient pas réellement commencé.

» Après l'abandon de notre propre satellite de télédiffusion directe, Lux-Sat, une grande incertitude prédominait donc. C'est dans ces conditions que le gouvernement luxembourgeois – conscient de ses responsabilités devant les enjeux d'avenir de la télévision – s'est décidé, au mois d'août 1983, à notifier à l'UIT des positions orbitales et des fréquences, conformément à la réglementation internationale. La notification faite, nous avons informé les gouvernements de nos pays voisins de nos objectifs, notamment le gouvernement français.

– Comment a-t-il réagi alors?

– A cette époque, il n'a pas eu de réaction. J'ajoute que j'ai eu au mois d'avril 1984 un entretien avec le ministre français des relations extérieures concernant la proposition de son gouvernement. M. Claude Cheysson avait alors demandé un certain nombre d'assurances de la part du grand-duché quant à notre possible intervention sur le marché publicitaire français. Dans la mesure où la France était décidée à accorder un avantage réel sur TDF1 à la CLT, nous nous sommes donc résolus à ne pas nous engager dans une autre entreprise de télévision commerciale francophone. C'est la raison pour laquelle il existe un accord entre notre gouvernement et la société luxembourgeoise des satellites (SLS) pour qu'il n'y ait pas de programme de télévision commerciale francophone sur le futur satellite GDL.

» Nous estimons donc que les deux projets sont parfaitement compatibles. Et à propos des programmes que le Luxembourg pourrait diffuser en d'autres langues, M. Cheysson m'a dit qu'il ne voulait pas interférer, c'était son mot, dans nos affaires.

– Mais la France et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), étaient, jusqu'à ces jours-ci, sur le point de conclure un accord pour l'exploitation commune de TDF I, sur la base de deux canaux chacun ; ne craignez-vous pas que des émissions en allemand sur GDL ne ruinent, par leur concurrence, tout l'équilibre financier et commercial du projet ?

– Fondamentalement, je ne le crois pas. Cela est, en fin de compte, une affaire de structures et de modalités financières. D'autre part, GDL ou pas, il faut savoir que le canal en langue allemande prévu par les accords entre la France et la CLT rencontrera de toute façon une concurrence très vive. A cause des initiatives privées sur le satellite ECS d'Eutelsat notamment. Quoi qu'il en soit, l'entreprise GDL serait condamnée si nous lui imposions des restrictions sur le marché allemand comme nous le faisons pour le marché français. D'ailleurs, la position du gouvernement luxembourgeois consiste à préconiser une coopération, voire une association, entre les deux projets, TDF et GDL.

– Le satellite GDL – qui devrait être lancé selon vos prévisions en 1986 – comporterait seize canaux. Or on sait qu'une chaîne de télévision coûte entre 1 et 2 milliards de francs par an. Comment pensez-vous que la Société luxembourgeoise des satellites et Coronet pourront mettre tant de programmes sur pied ?

– Les promoteurs de GDL sont d'avis que l'offre télévisuelle et ses cibles vont considérablement évoluer au cours des prochaines années. Coronet ne sera pas elle-même producteur d'émissions mais agira comme intermédiaire dans la coopération de différents producteurs européens en prêtant son outil. Cette société devrait donc exercer un effet de catalyseur sur les industries culturelles européennes. Mais je pense aussi que d'autres formes de programmes devraient se développer sur le Vieux Continent à la façon de ce qui se passe aux Etats-Unis. Ce sont des télévisions à péage ou des programmes, comme par exemple une chaîne réservée exclusivement aux nouvelles sportives.

– L'idée de vouloir promouvoir les industries culturelles européennes ne risque-t-elle pas de rester un vœu pieux dans la mesure où le promoteur de GDL est un entrepreneur américain que rien n'empêchera de diffuser une majorité de programmes fabriqués hors d'Europe ?

– L'objectif fondamental de GDL est de contribuer à une coopération des programmeurs européens. Le capital de Coronet, qui sera chargé d'exploiter le satellite, devra être souscrit par des sociétés européennes pour une majorité, et la Société luxembourgeoise des satellites y conservera une voix prépondérante. Vous venez de parler des coûts exorbitants de la constitution des programmes. L'enjeu, à mes yeux, est précisément de développer en Europe une coopération entre les entreprises de création – par des coproductions, des échanges d'émissions ou par la diffusion de programmes en plusieurs langues, ce que la technique du satellite rend possible – afin de donner à ce marché une taille comparable au marché américain.

– Quelles sociétés européennes pourront entrer dans le capital de Coronet, et avez-vous déjà pris des contacts et obtenus des engagements ?

– Il appartient maintenant à la SLS, qui est le sujet de droit, porteur de la concession, de négocier définitivement avec un certain nombre de firmes qui se sont déclarées intéressées par le projet. Il peut s'agir d'entreprises en rapport avec le cinéma ou actives dans le secteur de la télématique. Mais il est prématuré de donner plus de références en ce moment, puisque l'objet de la SLS est justement d'apporter la preuve de la viabilité économique du projet.

– Celui-ci n'est donc pas encore définitivement acquis ?

– Sur la base des informations recueillies jusqu'à présent et des enquête réalisées, nous avons des raisons de penser que le projet a toutes les chances de se réaliser.

– Comment réagiriez-vous si la France et la CLT – qui vous est tout de même très proche – exigeaient, pour protéger le programme prévu en langue allemande sur TDF I, des garanties de non-concurrence analogues à celles que vous promettez pour le programme français, sous peine de renoncer à l'accord en préparation ?

– Je le regretterais profondément. D'autant qu'il y a une collaboration exemplaire entre nos deux pays dans ce domaine depuis une soixantaine d'années, et que je suis tout à fait persuadé que la coexistence de Coronet avec TDF I est possible, dans les conditions que j'ai énoncées, sans léser les intérêts français.

Propos recueillis par
ERIC ROHDE.

Le projet Coronet

Nous publions ci-dessous un résumé des principaux éléments d'une note explicative adressée par la présidence du gouvernement luxembourgeois aux autorités françaises sur le contenu du projet de satellite GLD. En principe confidentiel, ce document de 29 pages, adressé le 27 avril 1983 à ses destinataires, révèle l'état actuel des *intentions ou des éléments* en possession du grand-duché.

● **Le promoteur :** Le docteur Clay T. Whitehead. Nommé directeur de l'US Office of Telecommunications Policy en 1970, collaborateur du vice-président Ford, directeur général de Hugues Aircraft Company de 1979 à 1983, et à ce titre promoteur des systèmes de satellites Galaxy et Leasar, à présent directeur des sociétés National Exchange Inc. et Coronet research Inc.

● **Les répercussions économiques du projet :** Coronet se propose d'investir 1,2 milliard de francs luxembourgeois pour la construction de deux stations terriennes d'émissions et de surveillance au sol. Création, dès le début, de 50 à 100 emplois par Coronet. Un centre spécialisé sera institué pour la formation du personnel aux techniques de l'image et l'adaptation des programmes à émettre sur le satellite. Le gouvernement *« est d'ores et déjà en contact avec des groupes industriels »* pour la fabrication des équipements de réception, notamment les antennes paraboliques.

● **Les incidences de GDL sur la CLT :** *« Pour protéger les intérêts de la CLT* (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion), *le gouvernement a demandé au promoteur de ne pas prévoir de programme publicitaire visant spécifiquement le public français (autre que le programme de la CLT) et il est en mesure d'imposer cette restriction, du fait que tous les utilisateurs doivent être agréés par le gouvernement. »* (...) Mais *« le gouvernement ne juge pas convenable que, pour faciliter l'éventuelle participation d'une société luxembourgeoise à l'exploitation d'un satellite étranger, le grand-duché doive renoncer définitivement au lancement de tout satellite luxembourgeois ».* L'offre de participation au projet GDL faite à la CLT *« reste valable ». « Une telle solution ne s'oppose en rien à la réalisation d'accords sur une utilisation simultanée du satellite TDF. »*

● **Les caractéristiques techniques de GDL :** *« Tout en comportant 16 répéteurs actifs, il sera capable d'atteindre des équipements de réception individuels à peine plus grands et plus coûteux »* que ceux nécessaires aux satellites « lourds » du type TDF 1 ou de son homologue allemand TV-SAT.

● **Les utilisateurs du GDL :** *« La société Coronet ne produira pas elle-même de programmes de télévision, mais se limitera à mettre les répéteurs du satellite luxembourgeois à la disposition de programmeurs intéressés. Jusqu'à présent, aucun canal n'a été alloué ou promis définitivement (...). Une portion limitée des actions pourra être souscrite par des entreprises non européennes. Il n'est cependant pas question d'admettre des firmes américaines dont les activités sont concentrées dans la technologie spatiale ou dans le domaine des télécommunications. »* Les investisseurs obtiendront une majorité dans la société d'exploitation Coronet, mais la *« prépondérance »* reviendra à un groupe de contrôle formé de partenaires luxembourgeois de droit public : la Société luxembourgeoise des satellites.

● **L'intérêt des finances publiques luxembourgeoises :** le Trésor public du grand-duché se réserve des royalties d'un montant de 2,5 % du chiffre d'affaires de Coronet, plus le produit d'une redevance de même hauteur à partir du soixante et unième mois d'exploitation. En outre, une *« redevance additionnelle variant entre 5 % et 30 % sera due sur le revenu imposable. En tenant compte de ces redevances et impôts, la société Coronet pourrait être, au courant des années 90, un des plus importants contribuables du pays ».*

● **Le public :** *« La réception individuelle est techniquement possible dans une zone habitée par plus de 200 millions d'Européens. »*

● **GDL, cheval de Troie des intérêts américains ?** Le gouvernement luxembourgeois n'envisage pas *« d'autoriser la location de répéteurs à des sociétés de programmation américaines ».* Cependant, *« pour ce qui est de la fourniture et de l'équipement permettant de réaliser le premier satellite du projet « GDL », il est évident qu'il y aura probablement une part substantielle de fournitures américaines. (...) Le lancement du satellite par une fusée européenne Ariane est considéré comme une possibilité, à condition de résoudre les questions techniques et de délai ».*

● **GDL va-t-il à l'encontre des monopoles des PTT en Europe ?** *« Pour ce qui est de la transmission des signaux en direction du satellite (liaison montante), il est prévu de l'effectuer à partir du territoire luxembourgeois (...). L'utilisation du satellite se limite strictement à la seule transmission unidirectionnelle de programmes de télévision. »* Mais, *« dans la mesure où il devient possible, dans le strict respect de la légalité internationale, de valoriser les fréquences et les positions orbitales luxembourgeoises* [19° est, 1° est et 20° ouest] *par des applications autres que les transmissions de programmes de télévision, rien n'empêchera les autorités luxembourgeoises à autoriser, à travers un nouveau cahier des charges, la société Coronet ou un autre sous-concessionnaire de la SLS (Société luxembourgeoise des satellites) à utiliser les fréquences et les positions orbitales à de telles fins ».*

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 28 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Cinéma (L'avenir du futur) : les Noces de cendre.
Film américain de L. Peerce (1973), avec E. Taylor, H. Fonda, H. Berger, K. Baxter, M. Teynac, M. Blye.
Délaissée par son mari, parce que sa beauté est flétrie, une femme de cinquante ans se fait rajeunir par la chirurgie esthétique, sans, pour autant, retrouver l'amour. Les métamorphoses de Liz Taylor ne sauvent pas un scénario intéressant du gâchis de la réalisation.
22 h Débat : Vieillir en restant jeune.
Avec les docteurs J.-S. Elbaz, secrétaire général du collège français de chirurgie plastique et esthétique, J.-J. Legrand, président de la société française de médecine esthétique et endocrinologique à Cochin, le professeur J. Avorn, spécialiste de gérontologie à Havard Medical School et le biologiste Y. Courtois.
23 h Internationaux de tennis à Roland Garros.
Résumé de la journée.
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Le grand échiquier.
Émission de J. Chancel.
Invités : les cent cinquante musiciens de l'Orchestre philharmonique de l'Institut Curtis de Philadelphie. Pierre Petit, directeur de l'École nationale de musique de Paris, le chanteur Romain Didier, les pianistes F.-R. Duchable et E. Berchot, les Quilapayun...
23 h 15 Journal.
23 h 15 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle Dominique Sanda) : Sans mobile apparent.
Film français de P. Labro (1971), avec J.-L. Trintignant, D. Sanda, S. Distel, C. Gravina, P. Crauchet, L. Antonelli (rediffusion).
A Nice, un mystérieux tueur abat, sans qu'on en comprenne le mobile, plusieurs personnes avec un fusil à lunette. L'inspecteur chargé de l'enquête cherche le lien possible entre les victimes. Transposition française d'un roman d'Ed McBain réalisée avec brio et suspense. Interprétation brillante.
22 h 15 Journal.
22 h 40 Thalassa.
Magazine de la mer de G. Pernoud.
Au rythme des marées : l'île d'Hoëdic.
23 h 25 Prélude à la nuit.
Sonate pour clarinette et piano, *de F. Poulenc, interprétée par M. Lethiec, clarinette, D. Weber, piano.*

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 11 Musique : Los Hermanos Sanchez (guitare).
17 h 25 De bouche à oreille.
17 h 42 Repères (jazz, variétés, rock...).
18 h 10 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
18 h 30 Sports.
18 h 55 Atout PIC.
19 h Informations.
19 h 30 Feuilleton : L'extraordinaire Petros.
19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 L'autre scène, ou *les vivants et les dieux* : la Vendée imaginable, mythes, légendes et histoires vendéennes.
21 h 50 Les musiciens français contemporains : Jacques de La Presle.
22 h 30 Nuits magnétiques : Jacques Higelin.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du théâtre des Champs-Élysées) : *Pavane pour une infante défunte*, de Ravel ; *Symphonie espagnole pour violon et orchestre*, de Lalo ; *la Mer*, de Debussy, par l'Orchestre national de France, dir. S. Ozawa, sol. A.-S Mutter, violon.
23 h 34 Les soirées de France-Musique : programme musical ; à 23 h 10, Florilège lyrique : œuvres de Donizetti, Delibes, Mozart, Verdi, Rota.

Mardi 29 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF1

10 h 5 TF1 Vision plus.
10 h 35 Internationaux de tennis.
Résumé, et à 11 heures début des 1/32e de finale simple messieurs.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes : *Un inventeur.*
Magazine des handicapés de Bénédicte Laplace.
14 h Internationaux de tennis à Roland-Garros.
1/32e de finale simple messieurs.
18 h 30 Presse-citron.
Magazine des adolescents.
18 h 50 Le village dans les nuages.
Émission pour les enfants de Christophe Izard. En avant ; le Hérisson ; Pilou le kangourou ; le Petit Jour.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
Les consommateurs et les tribunaux administratifs.
20 h 35 Les mardis de l'information.
Magazine de la rédaction de TF 1 proposé par Alain Denvers, préparé par Roger Pic et Maurice Albert.
Cinq reportages : *Une journée d'Alexei Kovalev.* Un document sur la vie d'une division blindée soviétique de 10 000 hommes : *Pompes... à finances.* Les pompes funèbres et le monopole des obsèques, l'exploitation des larmes : *France-Espagne :* la corrida. Les paysans espagnols et français, la crise économique et les replis corporatistes ; la mort des tankers.
21 h 50 Internationaux de tennis à Roland-Garros.
Résumé.
22 h 10 Du côté de la jeune danse française.
Deuxième partie de l'émission de Maximilien Roussin.
Avec Vocalise danse théâtre par Elinor Ambash, Compagnie Quentin Rouillier, Centre chorégraphique de Montpellier, par Dominique Bagouet, Caroline Marcade et compagnie, et Dominique Petit.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 L'Académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : L'appartement.
Une série qui se veut drôle ! Mais qui est loin d'être convaincante, où le loufoque a quelque chose d'étriqué. Du folklore populiste.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
Invitée : Micheline Dax.
14 h 55 Série : Le voyage de Charles Darwin.
15 h 55 Reprise : La chasse aux trésors.
A Kangourou Island, en Australie (diff. le 27 mai).
17 h 10 Entre nous.
de L. Bériot.
La Beauce, petite région du Québec peuplée de Français arrivés en 1736 de Picardie, de Normandie et de Bretagne.
17 h 45 Récré A 2.
Yakari ; le petit écho de la forêt ; Latulu et Lireli ; Teletactica, Terre des bêtes ; C'est chouette.
18 h 30 C'est la vie.
Les bêtes à concours.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, par d'accord (INC)
20 h 40 Cinéma : Un juge en danger.
Film italien de D. Damiani (1977), avec G.-M. Volonte, E. Josephson, M. Adorf, A. Ippolito.
Un brigadier, chargé de servir de garde du corps à un juge d'instruction, se trouve dans un univers de terrorisme et de complot auxquels participent des responsables du pouvoir officiel. La peur, la violence, les menaces contre la démocratie italienne dans les années 70 forment la trame de ce pamphlet politique et social dont le réalisateur – s'il n'est pas Francesco Rosi – n'en appelle pas moins l'estime ?
22 h 40 Histoires courtes.
« Le Mécène », de F. Compain ; avec A. Wiazemsky, P. Clevenot, J.-L. Vitrac.
23 h 20 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 La dernière séance.
Émission d'E. Mitchell et G. Jourd'hui, présentée par Gérard Lanvin. Actualités Gaumont 1957 ; Dessin animé : Tex Avery ; à 22 h 50, Tex Avery, réclames de l'époque, attraction.
20 h 50 Cinéma : L'Esclave libre.
Film américain de R. Walsh (1957), avec C. Gable, Y. de Carlo, S. Poitier, E. Zimbalist Jr, R. Reason.
Une jeune femme à peau blanche et de sang noir est vendue comme esclave à un planteur sudiste. Il s'éprend d'elle, la considère comme son égale. La guerre de Sécession éclate. Beau film d'aventures aux rebondissements romanesques, récit d'une passion plus forte que les préjugés et le racisme. C'était, en 1957, audacieux.
23 h 15 Journal.
23 h 35 Cinéma : Allez coucher ailleurs.
Film américain de H. Hawks (1949), avec C. Grant, A. Sheridan, M. Marshall, R. Stuart (v.o. sous-titrée. N.)
Un officier français des troupes d'occupation en Allemagne se marie, après pas mal de péripéties, avec une lieutenante américaine. Mais la législation militaire n'admet, aux États-Unis, que les épouses des membres de l'armée. Comédie reposant sur des quiproquos et le caractère absurde des règlements. Hawks apporte à la satire des traits d'une ironie cruelle, et Cary Grant, toujours ridicule dans cette aventure, devra se déguiser en femme.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 11 Cycle policier : Au-delà de la peur.
Film de Y. Andréi.
18 h 43 Vous dansez.
18 h 55 Atout PIC.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : l'Extraordinaire Petros.
19 h 50 L'ours Paddington.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Matinales : portrait d'une jeune Allemagne.
8 h *Les chemins de la connaissance :* du Verbe ; à 8 h 32, Entre terre et eau ; à 8 h 50, Le sarment de lune.
9 h 7 La matinée des autres : le riz.
10 h 30 Le texte et la marge : avec M. Billot à propos du Père Couturies (« la Vérité blessée »).
11 h 2 *Musique : Black* and blue (jazz et littérature).
12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama.
13 h 30 Présence des arts : la peinture américaine du XIXe.
14 h 5 Un livre, des voix : « les Tablettes de buis d'Apromenia Avitia », de P. Quignard.
14 h 50 Musique : le monde selon Schaeffer.
16 h 3 Les yeux de la tête : portrait de cire (A. Breton) ; Mardiscophilie ; Moteur ; L'autre rive ; Terre des merveilles.
18 h 10 Le cri du homard.
18 h 30 Feuilleton : Marthe.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Sciences : les gènes, mutations et évolutions.
20 h Enjeux internationaux.
20 h 30 Dialogues franco-néerlandais : Entre le privé et le public : le social.
21 h 45 Lectures : *Luis Cernuda.*
21 h 50 Musique : Orgues nouvelles au Marais.
22 h 30 Nuits magnétiques : Quelques corps dans la ville.

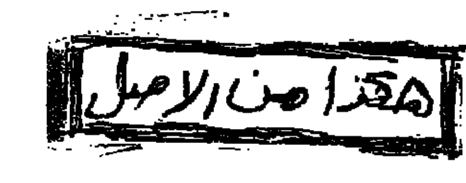
FRANCE-MUSIQUE

6 h Musique légère.
7 h 10 Actualité du disque.
9 h 5 Le matin des musiciens : *« Le mystère est toujours* résolument italien ». Pétrarque, Michel-Ange, L'Arioste ; œuvres de Marenzio, Gagliano, Liszt, Monteverdi, Schoenberg, Wolf, Chostakovitch, Haendel, Haydn.
12 h 5 Concert : œuvres de Mozart, Beethoven, Spohr, par le Nonet de Vienne.
13 h 32 Repères contemporains : Juan Guinjoan.
14 h 30 Les enfants d'Orphée.
15 h L'après-midi des musiciens : *l'Opéra royal du* Covent Garden. Les grandes voix : Adelina Patti, Nellie Melba, John Mac Cormack, Eva Turner, Ezio Pinza, Richard Tauber, Ljuba Welitsch, Feodor Chaliapine, Maria Callas, Kathleen Ferrier, Giacomo Lauri Volpi.
18 h 5 L'imprévu.
19 h Le temps du jazz : portrait d'un jazzman ; intermède « Blind fold test ». Feuilleton : « Earl Hines et les petits comités. »
20 h Premières loges : L. Arnoult interprète Berlioz, R. Romagnoni, Wagner, E. di Mazzei, Puccini, Verdi, Massenet.
20 h 30 Concert : *Sonatine pour flûte et piano, Livre pour quatuor, Sonate pour piano n° 3,* de Boulez, par le Quatuor Alban-Berg et A. Nicolet, flûte, J. Wyttenbach, piano.
22 h 20 Les soirées de France-Musique : programme musical ; à 23 h 10, Jazz-club (en direct du New Morning).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 28 MAI

– *M. Georges Marchais*, secrétaire général du PCF, est invité à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 20.



هكذا من الأصل

Le Monde

sports

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DE FRANCE A ROLAND-GARROS

Les soucis de Philippe Chatrier

Roland-Garros 1984. Plus de 14 millions de francs de prix aux meilleurs des cinq sets. Quinze des vingt meilleurs hommes et seize des vingt premières femmes au monde sont au grand rendez-vous de la *terre battue*. Chez les hommes, un champion sortant Yannick Noah, handicapé par une blessure à l'aine, et un favori malgré lui, John McEnroe, invaincu depuis le début de l'année.

Chez les dames, Martina Navratilova à sept matches avant le grand chelem. Suspense sur seize courts pour cinq épreuves seniors et quatre épreuves juniors. Un grand événement de l'année du tennis avec Wimbledon et Flushing-Meadow. La fierté et le souci de Philippe Chatrier, le président des fédérations nationale et internationale de tennis.

« Le temps, toute la clé du tournoi est là. » Quelques heures avant le coup d'envoi officiel des Internationaux de France, Philippe Chatrier, président des fédérations française et internationale de tennis est à la fenêtre de son bureau sous la tribune C du central de Roland-Garros en train d'interroger le ciel. Tout ce qu'il était humainement possible de faire pour assurer le succès du premier tournoi du grand chelem tennistique, son entourage l'a fait. *« Lorsque j'ai repris en main les destinées de la fédération française en 1968, mon programme prévoyait d'abord de faire du tennis un grand sport populaire – on compte désormais plus d'un million de licenciés, – ensuite, de reconquérir la Coupe Davis – on a disputé la finale en 1982, – enfin, de remettre Roland-Garros là où les mousquetaires l'avaient mis il y a cinquante ans, c'est-à-dire au premier rang. »*

Avec seize surfaces de compétition, le grand rendez-vous de la terre battue soutient, en effet, la comparaison avec ces dix-sept courts engazonnés de Wimbledon. Sur le plan sportif, la compétition promet aussi d'être belle. *« Martina Navratilova n'est plus qu'à sept matches du grand chelem. Ce serait un événement considérable pour le tennis féminin qui a encore du mal à décoller en Europe. Chez les hommes, John McEnroe, qui a une classe de différence, fait cette année figure de favori. »*

Cela ne veut pas dire que Yannick Noah a été supplanté par le champion du monde américain dans le cœur de Philippe Chatrier. *« L'an dernier, la situation a été tendue entre nous. Yannick m'avait accusé de ne pas l'avoir défendu lorsque, après sa victoire ici, il a été suspendu pour ne pas s'être présenté à un match de la Coupe des nations. Il était déçu, mais il était indéfendable. Avec un garçon de vingt-trois ans sensible comme lui, qui venait de recevoir sur la tête une telle fortune et une telle popularité, il fallait laisser les choses se tasser. Maintenant, il n'y a plus de problème. Je veux croire en ses chances. Comme l'an dernier, il peut se surpasser pour gagner. Il a prouvé qu'il a cette capacité de réussir de gros coups. C'est un gagneur. Mais il y a cette petite élongation à l'aine qui le gêne. Et il y a cette énorme tension qui va s'abattre sur lui. Je ne suis pas impressionné par ses résultats très moyens du début de la saison. Je sais qu'il s'est préparé très sérieusement depuis deux mois. »*

Le PDG de la Tennis SA s'apprêterait à passer à cinquante-six ans une des plus belles quinzaines de son existence d'amoureux fou de la petite balle s'il ne craignait pas, comme les Gaulois, qu'une dépression ne lui tombe sur la tête. Il donnerait n'importe quoi pour qu'un énorme anticyclone s'installe au-dessus de la capitale. Pourtant, il doit déjà donner beaucoup : 14 887 600 francs de prix, soit 53 % de plus qu'en 1983.

« Cette inflation est due, pour une large part, au fait que nos primes sont calculées en dollars. L'an passé, notre taux de conversion était inférieur à 7 francs. Cette année, il est supérieur à 8 francs. Cela dit, depuis l'officialisation de l'Open en 1972, Roland-Garros a toujours eu une politique de prix élevés. Désormais, Wimbledon et les Internationaux des Etats-Unis distribuent plus que nous, mais ils ne sont pas confrontés au même problème monétaire et leurs recettes augmentent beaucoup plus rapidement. Le ministère des finances a bloqué le prix de nos billets, et TF 1 avec qui nous sommes sous contrat n'a pas les moyens de verser des droits comparables à ceux de la BBC et de CBS. D'ailleurs, c'est cette progression des recettes qui permet de reverser toujours plus aux joueurs. »

Toujours plus, cela pourrait d'ailleurs être la devise du circuit professionnel qui sera commandité à partir de 1985 par la firme agro-alimentaire Nabisco. *« Ce groupe, qui contrôle plus de cent sociétés dans le monde, donnera 20 % de plus que Volvo en argent frais et assurera toute la promotion du Grand Prix. »* Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas le moindre nuage à l'horizon du tennis professionnel. Le tournoi des Maîtres, qui est le point d'orgue de la saison, est l'objet d'un conflit. *« C'est Volvo qui en avait la charge dans le précédent contrat. Désormais, il sera organisé par le conseil professionnel. Toutefois, Volvo considère que la semaine de la mi-janvier pendant laquelle il avait lieu lui appartient. Si bien que nous avons un problème de date et d'implantation, car le Madison Square Garden ne sera pas disponible. »* Philippe Chatrier n'en dit pas plus pour ne pas prêter le flanc lors d'une éventuelle procédure devant la justice américaine. *« Nous sommes un circuit international. Même si nous prenons des décisions en Europe, nous pouvons être attaqués devant la justice américaine qui protège les droits des professionnels. »*

Ces conflits d'intérêt à l'intérieur du circuit sont d'ailleurs de plus en plus difficiles à résoudre. *« A partir de 1985, la WCT de Lamar Hunt fera à nouveau partie du Grand Prix avec cinq épreuves. Cela prouve que même un milliardaire texan n'a pas pu vivre en dehors du système officiel. Mais cela nous pose des problèmes de calendrier très épineux pour le réintégrer sans bousculer le programmes des autres tournoi, c'est-à-dire sans faire des mécontents parmi ceux qui nous ont toujours été fidèles. »*

L'impact de la télévision

A l'intérieur même du Grand Prix, les tournois les plus prestigieux font de l'ombre aux épreuves de moindre renom. *« La télévision a fait des cinq premiers mondiaux de telles stars qu'on en arrive à oublier que le jeu des cent premiers mondiaux est de très bonne qualité. Un exemple frappant de cette situation a été apporté au tournoi de Nice, une ville qui nous tient particulièrement à cœur parce que la première section tennis-étude où a été formé Noah y a été créée. Eh bien, cette année, la finale a mis en présence l'Equatorien Gomez, neuvième mondial, et le Suédois Sundström qui allait battre les meilleurs la semaine suivante à Monaco. Le public a boudé alors qu'il avait envahi le parc Impérial pour voir Noah faire un double. Voilà où nous mène le culte des stars qui sont constamment sollicitées pour faire n'importe quoi. »*

Devant cette évolution, le rôle des agents qui ont étendu leur emprise des joueurs à l'organisation du jeu même irrite particulièrement le président de la Fédération internationale. *« Je ne suis pas contre les exhibitions pour le principe. Toutefois, on ne doit pas les faire passer pour des compétitions sérieuses en les affublant d'appellations trompeuses comme Masters juniors ou Championnats du monde de double mixte en détournant les joueurs des épreuves traditionnelles qui ont lieu aux mêmes dates. »*

Pour lutter contre cette concurrence déloyale, les tournois officiels de moindre renommée doivent ainsi recourir aux dessous-de-table pour s'assurer de la présence d'une tête d'affiche. *« C'est notre talon d'Achille. On refuse d'admettre les garanties, encore plus de les légaliser. Même si une vedette permet à un tournoi d'obtenir la télévision et des sponsors, on ne peut accepter qu'un champion éventuellement battu au premier tour s'en aille avec plus d'argent que son vainqueur. L'an dernier, nous avons voulu montrer avec Vilas que nous prenions les choses au sérieux. Mais nous ne sommes pas venus à bout des autres dossiers faute de preuves. Aussi pour lutter contre ce mal à la racine, nous poussons à l'augmentation des prix qui force les organisateurs à mettre l'argent noir sur la table, et nous demandons aux joueurs d'accepter au moins deux désignations par an pour des petits tournois. »*

Philippe Chatrier continue à tirer des plans pour le tennis de l'an 2000. Un projet lui tient particulièrement à cœur : la réorganisation de la Coupe Davis. *« C'est une idée que j'avais déjà proposée en 1973. Elle avait été repoussée, mais elle revient d'actualité. Il s'agirait d'adapter cette compétition aux moyens modernes de communication en organisant en un lieu fixe une compétition entre vingt-quatre équipes nationales pendant deux semaines. Ce serait certes la fin de la saga de la Coupe qu'on allait conquérir en terre étrangère devant les foules hurlantes et les arbitres tricheurs. Mais cela permettrait de diffuser l'épreuve en direct dans tous les pays comme pour les Jeux olympiques. »*

ALAIN GIRAUDO.

RÉSULTATS

Athlétisme

5,85 MÈTRES A LA PERCHE

Le Soviétique Serguei Bubka, vingt ans, champion du monde à Helsinki avec 5,70 mètres, a amélioré de 2 centimètres le record du monde de saut à la perche détenu par le Français Thierry Vigneron, en franchissant 5,85 mètres, le 26 mai, à Bratislava.

22,53 MÈTRES AU POIDS FÉMININ

La Soviétique Natalia Lissovskaia, vingt-et-un ans, a établi, le 27 mai, à Sotchi (URSS) un nouveau record du monde de lancer du poids, avec un jet de 22,53 mètres, soit 8 centimètres de mieux que le précédent record de l'Allemande de l'Est, Ilona Slupianek.

Cyclisme

TOUR D'ITALIE

Après la neuvième étape du Giro, gagnée le 27 mai par le Norvégien Pedersen, à Cava-Di-Tirreni, l'Italien Francesco Moser gardait le maillot rose de leader, devant ses compatriotes Argentin, à 39 s, Visentini, à 49 s, et le Français Fignon, à 54 s.

Escrime

CHALLENGE JEANTY

La championne du monde Vacaroni a gagné, le 27 mai, le challenge Jeanty, à Paris, et du même coup la Coupe du monde d'escrime par points, en battant la Chinoise Luan Ju Jien (8-5). Pour la troisième place la Française Trinquet a été battue par l'Allemande de l'Ouest Funkenhauser, (8-5).

Golf

INTERNATIONAUX AMATEURS DE FRANCE

Disputés à Chantilly, du 24 au 27 mai, les Internationaux amateurs de France ont été remportés, chez les hommes, par le Français Alexis Godillot, qui a battu en finale l'Américain John Baldwin (3-2), et chez les dames par la Taiwanaise Chen, qui a battu l'Espagnole Campomanes (7-5).

Jeu à XIII

LE XIII CATALAN CHAMPION

En battant l'US Villeneuve 30 à 6, le 27 mai, à Toulouse, les Perpignanais du XIII catalan sont devenus champions de France pour la troisième fois consécutive.

Judo

CHAMPIONNAT TOUTES CATÉGORIES FÉMININ

Championne du monde 1982 et championne d'Europe 1984, la Montalbanaise Brigitte Deydier est devenue pour la troisième fois championne de France toutes catégories, en battant, le 27 mai, à Vincennes, la championne du monde et d'Europe des lourdes Natalina. Lupino.

Tennis

COUPE DU MONDE (Dusseldorf)

Finale. – Etats-Unis b. Tchécoslovaquie : 2-1.

Simples : McEnroe (E-U), b. Lendl (Tch.), 6-3, 6-2 ; Smid (Tch.) b. Arias (E.-U.), 4-6, 7-6, 6-4.

Double : McEnroe-Fleming (E-U) b. Lendl-Smid (Tch.), 6-1, 6-2.

HANDBALL

Marseille champion de France

Le Stade marseillais université club (SMUC) est devenu, le 26 mai, à Rennes, champion de France de handball en battant l'Union sportive municipale de Gagny (USMG) 22 à 17. Le SMUC a ainsi obtenu son cinquième titre national.

Dirigés par l'ancien international Daniel Costantini, les Marseillais étaient favoris. Plus imaginatif que son adversaire, le SMUC a pris nettement l'avantage (9-6) dès la vingtième minute de jeu et l'a conservé jusqu'à la fin du match.

Gagny, privé de son international, Jean-Michel Serinet, blessé ne pouvait jouer que les « outsiders » malgré la qualité de son gardien de but Médard.

Le titre national ne se jouera désormais plus sur un match. Le championnat de France de division nationale réunira la saison prochaine les dix meilleures équipes au sein d'une poule unique. Ce changement devrait permettre l'amélioration de la qualité du jeu. Les clubs pourront faire appel à la publicité. Pour autant, les difficultés du handball français, qui s'est contenté jusqu'ici d'être un sport éducatif, ne vont pas être résolues du jour au lendemain.

JEUX OLYMPIQUES

M. Samaranch à Moscou

Une délégation du Comité international olympique (CIO), conduite par son président, M. Samaranch, doit se rendre à Moscou, cette semaine, pour tenter de « convaincre les Soviétiques de changer d'avis et de participer aux Jeux olympiques de Los Angeles ».

Les Jeux de 1988, qui auront lieu à Séoul, capitale de la Corée du Sud, qui n'a pas de relations diplomatiques avec les pays de l'Est, pourrait aussi être évoqués. Selon le CIO, sa délégation pourrait être reçue par M. Andrei Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères.

Un douzième pays, le Yémen du Sud, a fait savoir qu'il ne participerait pas aux Jeux de Los Angeles. Actuellement, cent vingt-trois comités olympiques nationaux auraient répondu positivement aux organisateurs. La date limite des inscriptions est fixée au 2 juin.

MOTOCYCLISME

Sarron, premier au Grand Prix de RFA

Le Grand Prix de RFA motocycliste de vitesse, disputé dimanche 27 mai sur le circuit de Nurburgring, a été marqué par la victoire de François Christian Sarron sur Yamaha en 250 centimètres cubes et par celle de l'Américain Freddie Spencer, champion du monde en titre, sur Honda en 500 centimètres cubes.

En 250 cinquante centimètres cubes, trois pilotes, Christian Sarron et les Allemands de l'Ouest Martin Wimmer sur Yamaha et Manfred Herweth sur Rotax, ont dominé la course qui s'est finalement jouée dans le dernier tour. Après avoir pris une meilleure trajectoire, le jeuen Français partait en tête du dernier virage, alors que Herweth cédait la deuxième place à Wimmer. L'Espagnol Sito Pons sur Cobas ayant abandonné à mi-course, Christian Sarron avec cinquante-quatre points dispose d'une avance de dix-neuf points au classement provisoire du Championnat du monde.

En 500 centimètres cubes, la course a été nettement dominé par Freddie Spencer. Le champion du monde s'est installé en tête dès le troisième tour et a augmenté régulièrement son avance sur la Yamaha de son compatriote Eddie Lawson.

En dépit de son excellent départ, Mamola n'a pu s'interposer. Un peu plus loin, Haslam et le Français Raymond Roche (Honda) ont lutté longtemps pour la quatrième place, mais Roche n'a jamais pu réduire l'écart et a finalement terminé cinquième, devant l'Italien Franco Uncini sur Suzuki. Au classement provisoire du championnat, Lawson avec soixante-neuf points garde le commandement, mais Roche (quarante-trois points) n'a plus qu'un seul point d'avance sur Spencer (quarante-deux points).

FINALE DU CHAMPIONNAT DE FRANCE DE RUGBY

La science biterroise

***Le génie agenais** n'est pas venu à bout de la science biterroise, samedi 26 mai, au Parc des Princes. Les rouge et bleu de l'AS Béziers, emmenés par un pack de trentenaires aussi roublards qu'inusables, sont devenus champions de France pour la onzième fois. Le record a néanmoins été établi par l'épreuve inédite des coups de pied au but, après que les deux équipes furent a égalité parfaite 21-21, au bout de cent dix minutes de jeu.*

Une entorse à l'esprit du jeu

Après la finale du championnat 1983, *défigurée* par les spectateurs biterrois, après le match du tournoi des Cinq nations Ecosse-France, saboté par l'arbitrage, on pensait avoir connu ce *que le rugby pouvait réserver* de pire. On se trompait lourdement. Il y a pire sur une pelouse que des supporters fanatisés, qu'un arbitre au sifflet flou. Il y a cette *finale Béziers-Agen, qui concluait* une saison commencée le 27 septembre dernier.

Il est vrai que la situation était tout à fait exceptionnelle. Qu'après quatre-vingts minutes de jeu deux équipes se retrouvent à égalité de points (12-12), ce n'est pas fréquent. Qu'après trente minutes supplémentaires, les deux quinze soient encore à *égalité parfaite* de score (21-21), et de marque de surcroît – un essai transformé, un drop et quatre buts de pénalité partout, – cela tenait vraiment du prodige. *Mais, après tout, les Languedo*ciens avaient bien réussi à passer une camisole de force au jeu fou *de l'équipe de Lot-et-Garonne*, et il n'y avait rien de scandaleux à voir la tortue biterroise arriver sur la ligne en même temps que le lièvre agenais. Celui-ci avait trop tenté *le diable* avec ses escapades aventureuses lancées de ses 22 mètres par les trois-quarts Sella et Lavigne, joueurs aux pieds de vent mais aux mains de verre qui lancèrent en avant deux balles d'essai.

Depuis dix ans qu'ils écrasent l'ovale national avec leurs avants Martin, Vaquerin, aux faux airs de chanoine, les rouge et bleu ont bien *montré qu'ils n'aiment* rien tant que ces situations sulfureuses où ils peuvent enfermer le cuir dans la boîte à malice de leur pack. En clair, le cœur et la raison du rugby se retrouvaient dos à dos après cent dix minutes de fièvre indescriptible dans les tribunes du Parc des Princes. Mais il fallait un vainqueur.

En 1949, on fit rejouer la finale Castres-Mont-de-Marsan, conclue dans les mêmes conditions. En 1984, *on a décidé* de recourir aux tirs au but, comme dans un match de football. On vit donc Fort, Fabre et Bonhoure pour Béziers, Montlaur, Viviès et Mothe pour Agen, placer le ballon à quinze mètres des lignes de touche droite, puis gauche pour tirer deux salves. Les Biterrois envoyèrent trois fois le ballon entre les poteaux. Les Agenais deux fois seulement. Viviès s'effondrait en larmes sur la pelouse. Vaquerin faisait pour la dixième fois de sa carrière le tour du stade en brandissant le bouclier de Brennus.

On aurait pu désigner le vainqueur au bénéfice *de l'âge du capitaine* ou à pile ou face – cela s'est déjà vu, – ce n'aurait pas *été plus scandaleux*. Le drame, c'est qu'on n'en est pas arrivé là par hasard. C'était l'aboutissement logique d'un alourdissement démentiel de la saison. L'équipe de France *doit partir* en tournée pour les antipodes dès lundi. La finale du championnat ne pouvait donc être *rejouée*, mais elle ne pouvait pas plus être avancée, en raison de la multiplication des coupes et des challenges *surajoutés* aux matches internationaux. Afin de désigner coûte que coûte un champion, le règlement avait donc été modifié, spécialement cette année, pour permettre une conclusion aux coups de pied. Inconcevable *entorse à l'esprit du jeu !* Cette solution inédite est dangereuse pour le rugby.

A. G.

CYCLISME

Marcel Tinazzi gagne Bordeaux-Paris pour la deuxième fois

Déjà vainqueur en 1982 et quatrième l'an passé, le Marseillais Marcel Tinazzi a gagné, *samedi 26 mai*, le *quatre-vingt-unième* Bordeaux-Paris, la plus longue des épreuves en ligne, au terme d'une échappée solitaire de 280 kilomètres. Après avoir compté un avantage de 10 mn, il a franchi *la* ligne d'arrivée à Fontenay-*sous*-Bois avec 4 mn 27 s d'avance sur Linard et 8 mn 5 s sur Le Guilloux, suivi de près par Bazzo, G. Gallopin et Clerc.

En marge de cette compétition d'endurance, une championne de trente-deux ans, originaire des Etats-Unis, Betsy King, s'est livrée à une expérience sans précédent. Partie de Bordeaux deux heures avant les professionnels et effectuant le parcours dans les mêmes conditions – 586 kilomètres *dont* les 368 *derniers*, à *partir* de Poitiers, derrière un entraîneur motorisé, – elle a couvert la distance en 17 h 15 mn, soit à près de 34 kilomètres/heure de moyenne (contre 13 h 8mn 10 s pour Marcel Tinazzi).

Un homme, une femme...

Etonnant Bordeaux-Paris *dont* le gagnant est un chômeur et la vedette une petite Américaine jusqu'alors *inconnue* du grand public. Marcel Tinazzi qui vient d'inscrire pour la seconde fois le Derby à son palmarès, n'avait pas retenu l'attention des directeurs sportifs au début de la saison routière. En sa qualité de président de l'UNCP (Union nationale des coureurs professionnels), il a pris l'initiative de réunir les demandeurs d'emploi dans une formation au sein de laquelle il cumule les fonctions d'animateur, de capitaine de route et de constructeur puisqu'il utilise ainsi que ses équipiers les bicyclettes de sa marque. Deux jours avant Bordeaux-Paris il a enfin trouvé un commanditaire et il a fêté l'événement par un succès assorti d'un prix de 17 000 francs.

Cent victoires

Betsy King a roulé, quant à elle, pour la gloire. En l'espace d'un jour, elle a conquis les spectateurs qui lui ont réservé une ovation inoubliable à l'arrivée sur les hauteurs de Fontenay-sous-Bois, après l'avoir chaleureusement applaudie tout au long du parcours. Le projet un peu fou de ce marathon à vélo imaginé par son entraîneur, Gérard Labarthe, ne l'a pas rebutée. Fixée en France depuis cinq ans, et licenciée au club Antony-Bercy cycliste, elle totalise plus de cent victoires – une trentaine pour la seule année 1984, – mais, dit-elle, *« je voulais faire autre chose et surtout réaliser une performance différente pour que l'on prenne le cyclisme féminin au sérieux »*.

Au cours de la semaine précédente, elle s'est consacrée à des séances d'entraînement quotidiennes de 300 kilomètres et a couvert quelque 10 000 kilomètres : autant que Tinazzi.

Au départ de Bordeaux, samedi, sur le coup de minuit, Betsy King n'avait qu'une idée : *« Lutter jusqu'au bout et démontrer que si les femmes vont moins vite que les hommes elles n'ont rien à leur envier sur le plan de la résistance. »* Michèle Mouton, pilote de rallye automobile, a tenu en d'autres circonstances un langage identique. Dans Bordeaux-Paris cyclotouriste, le pourcentage des abandons est moins élevé chez les dames que chez les concurrents masculins.

Pourtant rien ne lui fut épargné, ni le froid, ni la pluie, ni le vent. Elle a même été retardée en pleine nuit par une erreur de parcours qui lui coûta une demi-heure. *« J'ai paniqué parce que j'ai eu peur de me perdre dans la nature et ensuite j'ai un peu « coincé » sur les bords de la Loire »*, explique Betsy qui parle couramment le français des pelotons. *« Par bonheur je me suis refait une santé et j'ai terminé moins fatiguée que je ne l'aurais cru. »*

Sa performance aura-t-elle des retombées aux Etats-Unis ? Betsy King, catégorique, répond : *« La victoire de Greg Lemond aux championnats du monde n'a donné lieu qu'à trois lignes dans les journaux américains, je ne me fais pas beaucoup d'illusions. J'enverrai néanmoins là-bas toutes les coupures de presse... »*

Son prochain rendez-vous : le Tour de France féminin.

JACQUES AUGENDRE.

Le Monde

ECONOMIE

MATIERES PREMIERES

GRAINS VERTS ET CAFÉ NOIR

Un certain arôme

LE café n'est plus ce qu'il était. L'arôme se meurt, l'arôme est mort... Des amateurs se souviennent avec nostalgie du noir breuvage de *jadis, pur de tout mélange*, ce *« fruit de l'éternelle vigilance »*, comme le nommaient les Arabes, qui en furent les premiers consommateurs. Des hauts plateaux d'Abyssinie, les arbustes aux baies rouges, qui contiennent les fameux grains verts, avaient gagné les rives du Yémen pour ensuite avoir les faveurs de La Mecque.

Les pèlerins emportèrent le « vin de l'Islam » chez eux, tandis que les armées arabes le faisaient connaître dans tous les pays qu'elles parcouraient. En Turquie, le café devint la boisson nationale, d'où il parvint à Venise, au début du dix-septième *siècle, pour conquérir* l'Italie et l'Allemagne.

Sa vogue fut plus tardive en France, liée à l'arrivée, en 1669, de Soliman Aga, ambassadeur de la Sublime Porte. Au début du dix-huitième siècle, le fameux café parisien, le Procope, allait ouvrir ses portes au public.

Boisson de luxe au départ, considérée aussi comme un remède, qui *« donne de l'esprit à ceux qui en prennent »*, selon le mot de Montesquieu, le café entrait, au dix-neuvième siècle, dans l'ère de la consommation de masse. Bach lui avait consacré une cantate ; Balzac en fit un grand usage ; « le petit *noir », plus ou moins serré*, est un familier de tous les comptoirs. Mais, depuis une dizaine d'années, sa consommation mondiale stagne, surtout à cause du recul des Etats-Unis, où le café a subi à la fois la critique des milieux médicaux et la concurrence des boissons douces.

Cependant, le café demeure, avant le sucre et le cacao, le premier produit d'exportation agricole des pays en développement. Exclusivement tropical, qu'il s'agisse de *l'arabica, plus parfumé*, d'Amérique latine, ou *du robusta, plus corsé*, d'Afrique, il joue un rôle essentiel dans l'économie du tiers-monde.

Il en est résulté, tout au long du vingtième siècle, de multi*ples tentatives d'ententes entre* les pays producteurs, surtout ceux d'outre-Atlantique qui dominent le marché. Finalement, en 1962, fut signé avec les pays consommateurs un accord international, renouvelé pour la quatrième fois, en 1983, à Londres, pour six ans.

L'accord, un des six à avoir été conclus sur les matières premières (blé, sucre, étain, cacao, caoutchouc), s'est efforcé – avec un certain succès – de maintenir, grâce à un système de prix de référence et de contingents d'exportation, les cours d'un produit, soumis aussi aux aléas climatiques, comme *les fatidiques gelées* brésiliennes. Toutefois, du fait de la *naissance d'un marché parallèle* avec les pays non membres de l'*accord*, la surproduction, qui tend à devenir chronique et entraîne la constitution de stocks massifs, complique la tâche de l'Organisation internationale.

Il en naît, pour les pays producteurs, la double nécessité de diversification de leurs productions agricoles et d'amélioration de la qualité du café. Retour à l'arôme.

MICHEL BOYER.

Dans les veines du Brésil

LE Brésil est sans doute l'un des rares pays au monde où *le café est gratuit dans* les restaurants, où il est offert à la halte aux passagers des cars, et servi à toute heure dans les bureaux, par des employés dont la seule fonction est de maintenir l'express sous pression, et de le présenter brûlant, *hypersucré, dans de petites tasses.*

A la buvette du Congrès de Brasi*lia* – point de rencontre des députés et des journalistes comme dans tous les Parlements – la seule boisson est le café, gratis, évidemment. Le défilé est tel, toute la journée, que les serveuses alignent les tasses sur le comptoir, en batterie, et les remplissent d'un seul jet. Récemment, lors d'un débat important – le vote *d'un amendement constitutionnel* prévoyant l'élection du président de la République au suffrage universel –, on a calculé que parlementaires et visiteurs avaient absorbé trente mille *cafezinhos* (petits cafés) en deux ou trois jours.

« Doce »

Le rituel est toujours le même : on avale d'abord un verre d'eau pour se rafraîchir, se préparer le gosier, avant de boire – dix fois, vingt fois dans la journée – ce breuvage qui a marqué définitivement l'âme nationale, au point que les Brésiliens disent que la femme, pour être désirable, doit être comme lui : noire, brûlante *et doce* (tendre et sucrée).

Voici près de deux siècles que le *café coule dans les veines du pays et* irrigue son économie. S'il n'a plus la même importance qu'hier, il constitue encore, avec le soja, sa principale source de devises. Le cycle du café a commencé au XIXe siècle. Jusqu'à une époque récente, le Brésil a vécu par cycles, son activité reposant sur un seul produit d'exportation. Ce fut d'abord *le sucre, au* XVIIe siècle ; puis au XVIIIe l'or et les diamants. Le cycle du caoutchouc, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, a coïncidé pendant un temps avec celui du café.

Chaque découverte a été suivie d'une période de culture ou de pros*pection intenses et a déplacé* d'une région à une autre le centre de gravité du pays. Salvador-de-Bahia est la capitale fédérale quand les colons portugais et leurs descendants se concentrent sur la canne à sucre, qui trouve dans les terres du Nord-Est *son lieu d'élection. Puis c'est la* région plus centrale des Minas-Gerais (*Mines Générales*), qui devient foyer de civilisation quand la fièvre de l'or s'empare de ses montagnes.

Un plant de Guyane

Les filons s'épuisent à la fin du XVIIIe siècle. Le Brésil est encore, à *l'époque, une colonie du Portugal* – il ne deviendra indépendant qu'en 1822. La métropole l'a empêché de s'industrialiser, pour pouvoir écouler ses propres produits. C'est alors qu'un Brésilien vole en Guyane française un plant de café dont l'acclimatation est tentée, sans succès, en Amazonie, puis dans la région de *Rio-de-Janeiro, où elle réussit.*

Les premières *fazendas* (exploita*tions) de café se développent à la fin* du XVIIIe siècle autour de Rio, qui vient de remplacer Salvador comme capitale. Puis la culture s'étend à l'Etat voisin de Sao-Paulo. C'est là, d'abord autour de Campinas, puis dans toute la province, que le café trouve les conditions les plus favorables à son expansion.

Sao-Paulo n'est dans la première moitié du siècle dernier qu'une grosse bourgade, et les terres environnantes sont surtout vouées à l'élevage. C'est de Sao-Paulo que sont partis les pionniers qui ont prospecté l'or et les diamants du Minas-Gerais et ouvert des clairières dans le Mato-Grosso. Les mines avaient *attiré une partie des esclaves noirs* qui travaillaient dans les plantations du Nord-Est. Avec le déclin de l'or, la main-d'œuvre servile a reflué vers Sao-Paulo, où elle est utilisée à la cueillette du café.

Le café reproduit les mêmes structures économiques et sociales que le sucre. Les planteurs s'installent dans les grands domaines consacrés auparavant à l'élevage et deviennent des latifundistes, propriétaires à la fois du sol et des ouvriers. Les besoins de la nouvelle culture favorisent, tout au long du XIXe siècle, le trafic des « pièces d'ébène », qui reste intense même *lorsqu'il est interdit* – les Noirs bantous capturés sur les côtes d'Afrique sont débarqués clandestinement, la nuit, dans les ports voisins de Rio-de-Janeiro.

Il y eut sans doute plusieurs centaines de milliers d'Africains « importés » dans les *fazendas* paulistes. Et des dizaines de milliers d'autres vendus par les maîtres de moulins du Nord-Est, qui avaient de *la main-d'œuvre en excédent.* A la veille de l'abolition, survenue en 1888, il y avait davantage d'esclaves dans les provinces du Sud (937 000) que dans celles du Nord (880 000), berceau de la civilisation patriarcale – et esclavagiste – du pays.

Les Noirs sont mieux traités, *mieux nourris, dans les plantations* du Sud que dans celles du Nord-Est. Mais les maîtres ne se mélangent pas avec eux. Le sociologue français Roger Bastide observe que la civilisation du café n'a pas été luso-africaine comme celle du sucre. Apparemment, le climat voluptueux de Bahia et du Pernambouc facili*tait les ébats des propriétaires de* moulins avec leurs servantes noires. De ces unions forcées naissaient des mulâtres dont les patriarches faisaient plus tard des contremaîtres. Beaucoup devenaient aussi des artisans ou des artistes.

Après l'esclavage

Les Paulistes, au contraire, plus proches de l'Europe, dont ils copient les mœurs et les rites, ne sont guère *tentés par la miscégénation. Comme* le remarque encore Roger Bastide, ils ont des méthodes d'exploitation plus modernes, qui relèvent davantage du capitalisme, lequel creuse des fossés entre les races et les classes, que du féodalisme nordestin.

L'abolition de l'esclavage accentuera le caractère européen de la *civilisation du café. Une fois affranchis*, beaucoup de Noirs désertent les plantations, qui leur rappellent trop leur servitude, et préfèrent se consacrer à une agriculture de subsistance qui ne laisse aucun surplus commercialisable, ou, plus souvent encore, *s'installer à la périphérie des* villes, où ils vivent en marge de la *société*. C'est là *qu'ils sont restés*, occupant des emplois subalternes, ou bien chômeurs, délinquants de droit commun.

Les capitalistes du café font appel à l'immigration européenne pour remplir les vides laissés par les Noirs libérés : des Allemands, des Italiens surtout, viennent travailler dans les *fazendas comme colons* (il y a jusqu'à 100 000 immigrants par an). Ils apportent avec eux les idées – et les revendications – de l'Europe du moment. C'est l'immigration italienne, en quittant la plantation pour la ville, où elle entre dans l'artisanat et l'industrie, *qui introduit* au Brésil le syndicalisme et les idées libertaires, et provoque la modernisation culturelle, sociale du pays.

L'année de son indépendance, le Brésil vendait déjà 186 000 sacs de café à l'étranger. En 1889, il en *exportait* 5 586 000, près de trois fois plus en 1901 et 17 811 000 en 1931. Les « barons » du café étaient riches. Ils se faisaient construire des villas somptueuses à Sao-Paulo, qui commençait à devenir une ville, et dépensaient leur argent de poche à Paris. Le personnage du Brésilien roulant sur l'or, qui fréquente *l'Opéra et entretient des actrices*, fait son apparition à ce moment-là dans la littérature française. On en voit une ébauche dans *la Cousine Bette* de Balzac. Plus tard, il sera immortalisé par *la Vie parisienne* d'Offenbach.

Brûlé

Les fortunes du café s'investissent dans l'industrie, et une première ceinture d'usines entoure bientôt *Sao-Paulo. Le pouvoir politique*, qui résidait auparavant dans le Nord-Est, *se déplace : pendant le premier* tiers du vingtième siècle, les *fazendeiros* paulistes s'allient avec les éleveurs du Minas-Gerais pour occuper la présidence de la République et se partager le gouvernement. C'est ce que les Brésiliens ont appelé, avec leur humour habituel, *la politique* du « café au lait ».

La grande dépression de 1929 survient alors que le café est en pleine *surproduction*. Les cours *s'effondrent*. Le café invendu – l'image est restée célèbre – est brûlé dans les chaudières des locomotives. Les *fazendeiros* morcellent leurs propriétés pour les vendre aux colons européens, et cherchent de nouvelles terres *plus à l'ouest, dans le Parana*, ou bien ils se convertissent à l'industrie. La création de petites et moyennes propriétés contribue démocratiser la société, et donne à l'Etat de Sao-Paulo, aujourd'hui aussi peuplé que l'Argentine (vingt-cinq millions d'habitants), cette modernité qui contraste avec le tra*ditionalisme, le sous-développement* politique et économique du Nord-Est, où la structure foncière n'a guère varié depuis l'époque de la colonie.

Jusque dans les années 50, le café gardera sa primauté dans l'économie du pays, en permettant de payer avec ses recettes la quasi-totalité des *importations. La situation a changé* ces deux dernières décennies : un gros effort a été fait pour diversifier les cultures d'exportation, et l'industrialisation, qui s'est faite à toute vapeur, permet de plus en plus de vendre à l'étranger des articles manufacturés.

CHARLES VANHECKE.

Les trois fronts de l'Organisation

LA situation est paradoxale. *Récemment, les cours n'ont* cessé de grimper ; ils n'ont jamais été aussi élevés depuis quatre ans. Mais, au sein de l'Organisation internationale du café (OIC), alors qu'ils ne peuvent évidemment pas se plaindre de cette hausse, les représentants des principaux pays exportateurs sont inquiets pour l'avenir. Même s'il dénonce les *« esprits chagrins »* et se déclare résolument *« optimiste »*, le directeur exécutif de l'OIC, M. Alexandre Beltrao, un Brésilien, n'hésite pas à envisager la possibilité – à terme – d'un *« effondrement des prix »*.

M. Beltrao reconnaît qu'*« il n'y a pas de temps à perdre »* pour relever un certain nombre de *« défis »* auxquels fait face actuellement l'Organisation. Il estime que l'OIC doit améliorer son action sur trois *« fronts »* qu'il énumère ainsi : *« la protection du contingentement* (des exportations) *au moyen d'un renforcement du système de contrôle ; la coordination des efforts des pays membres exportateurs pour ajuster les niveaux de production et réduire l'accumulation des stocks ; l'accroissement de la consommation de café en recourant à la propagande et en recherchant l'amélioration de la qualité du produit »*.

Il est évident que dans une institution où sont représentés à la fois producteurs et consommateurs ces devoirs incombent bien davantage aux premiers qu'aux seconds. C'est assez *dire en effet* que, malgré la flambée des prix qui leur est certes favorable, les exportateurs sont menacés par les dangers inhérents au déséquilibre profond du marché, l'offre excédant *largement* la demande et les stocks constitués par les différents pays producteurs continuant de s'accumuler. Ces stocks, comme vient de le souligner M. Beltrao, sont maintenant évalués à près de 60 millions de sacs, soit l'équivalent ou *presque* du total de l'offre sur une année...

L'Organisation, qui compte aujourd'hui 73 membres (48 pays exportateurs et 25 pays importateurs), a été fondée en *1962*, sous l'égide de l'ONU, et s'est installée l'année suivante *dans la capitale* britannique où plusieurs organismes du même genre possèdent également leur siège, en raison de l'importance *de la place de Londres, notamment* pour le commerce des matières premières. L'OIC partage ses bureaux – comme les initiales de son appellation, – avec l'Organisation internationale du cacao (mais contrairement à cette dernière, l'OIC ne dépend pas de la CNUCED (*Conférence* des Nations unies sur le commerce et le développement).

C'est à la fin des année 50 que la nécessité de parvenir à un accord entre exportateurs et importateurs est apparue de façon impérative. En moins d'une décennie, les uns et les autres venaient tour à tour d'être victimes des fluctuations dramatiques d'un marché incontrôlé. Avec la *forte reprise de la demande*, après la fin de la deuxième guerre mondiale, les stocks des pays producteurs ont rapidement diminué pour descendre, entre 1950 et 1953, nettement en dessous de la cote d'alerte. Le phénomène de quasi-*pénurie a été aggravé par une* sécheresse, puis par des gelées catastrophiques au Brésil. Les prix ont atteint en 1953 de tels sommets que s'est déclenché à travers le monde, notamment en Afrique, tout un mouvement de création de nouvelles *plantations. On aboutit ainsi*, en un bref laps de temps, à l'excès inverse : la surproduction entraînant la chute vertigineuse des cours.

Les revenus des colonies

L'accord de 1962 a essentiellement prévu l'instauration d'un système de *quotas à l'exportation*. A la différence d'autres conventions de ce type – celle portant sur le cacao par exemple, – on n'a pas jugé utile de confier à l'Organisation internationale la gestion d'un stock régulateur. Car il était clair que, pour très *longtemps, l'offre persisterait* à excéder la demande.

Pour des raisons politiques, les pays qui, comme la France et la Grande-Bretagne, avaient incité leurs colonies à se lancer dans la culture du café pour entamer le monopole de *l'Amérique latine ont* éprouvé le besoin de garantir autant que possible les revenus de ces colonies en voie d'acquérir leur indépendance. Voilà pourquoi l'accord a été assorti d'un vaste programme d'aide à la *« reconversion »* dans les pays producteurs afin que ceux-ci puissent « diversifier » leur économie.

C'est avec des préoccupations du même ordre que les Etats-Unis, d'ordinaire plutôt réticents à l'égard de ces conventions qui limitent le libre-échange, *se sont joints à l'opération* (alors que, jusqu'à présent, ils ne font pas partie de l'Organisation internationale du cacao). Washington avait le souci de contribuer de cette manière à maintenir la stabilité en Amérique latine.

Renouvelé pour cinq ans en 1968, l'accord de 1962 a permis d'assurer *une relative stabilisation des prix*. Mais, en 1973, les parties contractantes ne sont pas parvenues à s'entendre, et le contingentement a été suspendu. Il a fallu que, deux ans plus tard, surviennent encore une fois des gelées dévastatrices au *Brésil – avec en conséquence une* nouvelle envolée des cours – pour que soit renégocié un accord en 1976, qui vient d'être prolongé en octobre 1983 pour six ans.

Le système des quotas est désormais plus complexe et plus souple afin *de s'adapter davantage aux* fluctuations du marché et contenir celles-ci dans une « fourchette » acceptable par tous. Il peut être davantage modulé. Ainsi, en décembre et en février, un million de sacs normalement contingentés ont été *« libérés » à cause d'une nouvelle* tendance à la hausse. Mais ces mesures s'avèrent insuffisantes : soudain, les cours s'écartent dangereusement de la marge de 120 à 140 cents la *livre* (les prix sont calculés en dollars), alors qu'elle avait *été à peu près respectée durant* les trois dernières années.

Quelques mois seulement après la prorogation de ses dispositions, le système est gravement mis à l'épreuve. Cette hausse, qui devait dépasser, fin mai, le cap des 150 cents, est *« assez inexplicable »*, dit-on à Londres. Les uns, au siège de l'Organisation, dénoncent un mouvement de *« pure spéculation »* de la part des *« intermédiaires »*. Les autres, dans la « City », affirment en revanche que les quotas sont mal conçus : alors que les réserves accumulées par les producteurs sont énormes, la demande pour certaines qualités de *café ne pourrait être satisfaite*, ce qui serait à l'origine de l'augmentation actuelle des prix.

L'un des problèmes les plus délicats auxquels l'OIC est aujourd'hui confrontée est celui du contrôle des exportations et de leur destination. *Pour cela comme pour la vérification* de l'état des stocks, de multiples *efforts ont été réalisés afin d'empêcher* les tricheries. Or celles-ci paraissent s'aggraver, même si les procédures ne cessent d'être rendues plus rigoureuses. Les documents accompagnant chaque exportation *« autorisée »* doivent porter le timbre *de l'Organisation*. Mais les papiers peuvent être falsifiés, les bateaux peuvent changer de nom... Pour le café aussi bien que pour d'autres denrées, de tels détournements sont devenus la spécialité de certains ports, notamment dans les *parages des Caraïbes.*

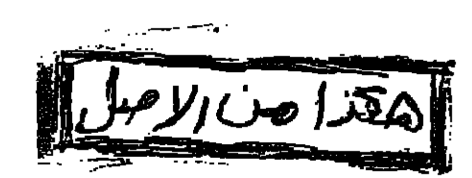
Trafic

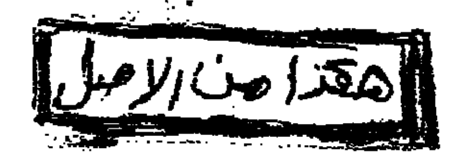
Des quantités de plus en plus importantes de café échappent au système de l'OIC. Les exportations vers les pays qui *ne sont pas membres* de l'Organisation ne sont pas soumises au contingentement. Si les pays exportateurs qui adhèrent à l'OIC assurent 99 % de la production mondiale, 12 % des importations sont absorbées par des pays *non membres*, la *plupart* appartenant au bloc communiste, et c'est grâce à eux que se fait un trafic fructueux. Du café leur est vendu à un tarif très inférieur au prix-*plancher fixé par l'OIC – souvent* deux fois moins cher, – puis il est finalement détourné vers des pays membres après de substantiels bénéfices.

Pour réduire les possibilités de *« court-circuiter »* pareillement ses règlements, *l'Organisation* est décidée à encourager les adhésions. Ce sera vraisemblablement l'un des motifs de l'acceptation probable de la demande de candidature présentée en avril par Cuba, bien que ce pays soit exportateur. La majorité *des membres de l'OIC semblent être* favorables à cette cooptation.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 19.)





MATIÈRES PREMIÈRES

GRAINS VERTS ET CAFE NOIR

« Cerises amères » au Costa-Rica

IMPOSSIBLE de parcourir le plateau central du Costa-Rica sans prendre physiquement la mesure de l'importance du café dans l'économie nationale. Autour de San-José, la capitale, d'Alajuela, de Heredia et de Cartago, trois des villes principales du pays, l'arbuste est omniprésent.

Plantations soigneusement entretenues à l'ombre dentelée des bananiers et vastes aires de séchage devant de petites fermes sans prétention alternent le long des routes et des chemins de traverse. Vers l'époque de la récolte, le paysage s'égaye de milliers de « cerises » qui virent graduellement d'un vert huileux au rouge écarlate, en passant par une chaleureuse teinte orangée. Très souvent, la cueillette se fait encore méticuleusement à la main, mais la mécanisation progresse peu à peu, notamment dans les grands domaines caféiers. Le rendement par hectare est parmi les plus élevés, sinon le plus haut du monde.

Peut-être davantage encore qu'ailleurs dans l'isthme centraméricain, au Costa-Rica, le café est intimement lié à l'histoire, car il s'est trouvé à l'origine de l'évolution économique nationale. Chichement peuplé et éloigné des centres de décision du temps de la colonie, le Costa-Rica a fait partie de la Capitainerie du Guatemala. Après la proclamation de l'indépendance en 1825, le nouveau pays ne disposait guère de véritables richesses, et son isolement naturel, faute de routes, avait favorisé l'établissement de petits paysans travaillant leur coin de terre pour subvenir tout juste à leurs besoins.

Une plante d'ornement

De documents historiques en lettres de crédit, de testaments en actes judiciaires, il apparaît que, dès le début du XVIII[e] siècle, le café, alors très à la mode en Europe, avait fait des adeptes dans la bonne société coloniale. Les premières graines auraient été envoyées de Panama en 1791 ; les premiers plants arrivèrent vers 1808, mais, à l'époque, le caféier était considéré comme une plante d'ornement agrémentant essentiellement les patios citadins.

A en croire l'Académie de géographie et d'histoire du Costa-Rica, le premier document irréfutable mentionnant la culture du café date du 12 février 1816 : c'est le testament du prêtre Félix Velarde, indiquant qu'il possède notamment « un lopin semé de café, enclos d'un mur de torchis ». D'autres, comme Alberto Saénz Maroto dans son Histoire agricole du Costa-Rica, donnent 1779 comme point de départ de la culture de la précieuse graine.

Contrairement à la canne à sucre ou au cacao, le café ne connut pratiquement pas de contingentement de sa production, et, à quelques exceptions passagères près, il n'était pas non plus soumis à la dîme. Six ans après l'indépendance, l'Assemblée nationale adoptait une loi stipulant que les producteurs de café cultivant des terres vierges en devenaient propriétaires au bout de cinq ans. Dans le même temps, la municipalité de San-José distribuait gratuitement des terrains en friche aux « indigents », à condition d'y planter du café. Cartago et La Union suivirent rapidement cet exemple.

Dès 1830, des dispositions officielles sont prises afin d'éviter le vol des plants et même des fruits en cours de séchage. La vente clandestine est punie d'amende, ou, à défaut, d'heures de travail non rémunérées sur les chantiers publics. Dix ans plus tard, le président Braulio Carrillo décide d'introduire la culture du café sur une plus grande échelle à Pavas, à l'ouest de la capitale : c'est la « révolution du café », pas décisif qui stimule vivement l'économie nationale.

D'emblée, l'Europe est le marché visé pour l'écoulement du produit. Jorge Stiepel, un Allemand établi au Costa-Rica, expédie en 1832 un premier chargement sur un voilier vers le Vieux Continent, via Valparaiso au Chili. Toutefois, c'est l'Angleterre qui établit véritablement le pont.

En 1859, un traité d'amitié, de commerce et de navigation avec la Grande-Bretagne consolide les ouvertures sur le marché londonien. Un accord est également passé avec la France, et, une cinquantaine d'années durant, le café demeure le principal, sinon l'unique, produit d'exportation du Costa Rica. Vaille que vaille, en dépit de la première crise de 1897 dans ce secteur, de l'impact de la guerre en Europe et des fluctuations en dents de scie des prix sur le marché mondial, le café est resté un pilier fondamental de l'économie costaricienne.

Aujourd'hui, on dénombre quelque 32 300 exploitations consacrées au café, couvrant plus de 83 000 hectares. La propriété foncière reste encore très atomisée, et la majorité des fincas sont de dimensions modestes : 51 % de l'ensemble vont de 1 à 10 hectares, soit 29 % environ des terres cultivées en café, fournissant près de 25 % de la production. A l'autre bout de l'éventail, 7 % du total des domaines caféiers dépassent 70 hectares, mais s'adjugent 36 % de la surface cultivée, et leur part dans la production atteint près de 45 %.

Diversifier

Dans l'économie nationale, le café assure 27 % des exportations. Depuis une dizaine d'années, les surfaces cultivées s'accroissent lentement. Comme d'autres producteurs de matières premières, le Costa-Rica cherche à diversifier ses ressources afin de restreindre sa dépendance. Des études sont en cours à l'Université, en collaboration avec l'Office national du café, pour examiner d'éventuelles solutions de remplacement.

La fraise, le raisin et la cardamone sont en bonne position pour servir de cultures de rechange, d'autant que la soudaine apparition de la nielle, une maladie particulièrement redoutable, partie il y a un siècle de Ceylan, a plongé les cultivateurs dans l'expectative, sinon l'incertitude. D'ores et déjà, les petits producteurs craignent de perdre de 35 % à 60 % de la récolte 1984-1985.

Dans les autres pays de l'isthme, le café occupe également une place prépondérante. Les cinq pays d'Amérique centrale produisent ensemble près de 10 millions de sacs (de 60 kilos) par an, sur un volume total d'environ 90 millions de sacs à travers le monde. Ainsi le Salvador, le Guatemala et le Costa-Rica figurent parmi les dix premiers producteurs mondiaux. Le Honduras et le Nicaragua se classent dans les vingt premiers. Au Honduras, où il est devancé par la banane, le café représente 23 % des ventes à l'étranger, au Nicaragua, 30 %, et au Guatemala, 32 %. Au Salvador, il couvre plus de 60 % des exportations.

Les conditions de travail sont dans l'ensemble pénibles, mais varient sensiblement d'un pays à l'autre. Ainsi, au Guatemala, les fincas de café ont été implantées par la force sur des terres appartenant souvent à des communautés indiennes, d'où les autochtones ont été délogés sans ménagement, ni dédommagement. Ils en sont aujourd'hui réduits à se louer dans ces domaines pour gagner quelques sous – souvent le seul salaire de l'année. Et encore, le travail n'est que temporaire, limité à l'époque de la récolte.

On assiste alors à de véritables migrations familiales, femmes et enfants accompagnant le chef de famille pour s'entasser dans des baraquements insalubres, où la nourriture est chichement comptée... L'extension des grandes propriétés crée des conflits de plus en plus fréquents, et parfois violents, avec les Indiens réduits à l'agriculture de subsistance.

Au Guatemala comme au Salvador, la concentration des terres est plus poussée qu'au Costa-Rica. En 1976, on dénombrait au Salvador quelque 40 000 cultivateurs de café, avec une surface moyenne de 3,6 hectares par exploitation. Les domaines des grands propriétaires ont aussi tendance à empiéter sur les terres des petits planteurs. A l'exemple des hauts plateaux guatémaltèques, les zones arides et montagneuses des régions septentrionales proches du Honduras constituent des réserves de main-d'œuvre d'où partent les travailleurs saisonniers.

C'est également dans ces contrées marginalisées et à forte densité de population que la guérilla est le mieux parvenue à s'implanter. Déjà perturbée par la guerre civile et les incertitudes politiques, l'économie salvadorienne est également affectée par la diminution des recettes du café. C'est dire combien le café continue de peser, à sa manière, sur l'évolution de l'Amérique centrale.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

La relève des planteurs ivoiriens

EN octobre 1983, le président Houphouët-Boigny, au retour d'un long séjour en Europe et aux Etats-Unis, décidait d'augmenter le prix du café payé au producteur, qui passait de 150 FCFA à 175 FCFA (de 3 à 3,50 F) le kilo de café en cerises, café non décortiqué. La majoration était opportune, attendue même, en tout cas fortement recommandée par la Banque mondiale, qui encourageait la Côte-d'Ivoire à s'accrocher à ses productions d'exportations pour sortir des difficultés et payer ses dettes.

Comme le cacao, le café est une production administrée : la Caisse de stabilisation paye à un prix fixe les producteurs. Elle rémunère à prix fixe également les exportateurs, pour les services de collecte, de transformation et d'expédition, et empoche les bénéfices commerciaux, lesquels sont les bienvenus dans le budget de l'Etat.

Pour conserver une part de marché mondial de l'ordre de 300000 tonnes, il faut des mesures spécifiques. Or les quelque 350000 producteurs sont plutôt âgés. La caféière, qui s'étend sur 1,3 million d'hectares – dont seulement 10% sont, comme l'on dit dans les pays africains, encadrés par les techniciens des organismes de développement, – est, elle aussi, âgée : la moitié du verger a plus de quinze ans, les arbres vieillis fatiguent et ne sont plus aussi productifs.

Un coup de jeunesse s'impose. Allez proposer à un planteur qui n'a pas de formation agricole ni de passé dans le café – puisque l'introduction de cette culture est artificielle et récente de mémoire paysanne – de couper la branche maîtresse de ses arbres... il vous rira au nez. C'est pourtant ce qu'il faut faire. La Côte-d'Ivoire a entrepris, depuis 1977, une campagne de recépage : cela consiste à rajeunir les caféiers en sectionnant le tronc près du point de greffe pour provoquer l'émission de nouveaux rameaux. L'arbre repart, tout ragaillardi.

Par cette formule, les autorités ivoiriennes entendent maintenir leur potentiel de production, car il n'est plus question d'accroître les surfaces avec de nouvelles plantations. La place devient comptée, la déforestation trop importante. Par hectare de caféier recépé, le planteur reçoit 60000 FCFA, dont 20000 en matériel (engrais, mastic pour colmater les saignées laissées par la scie, produits de traitement).

On espère avoir ainsi modifié, d'ici trois ou cinq ans, le paysage de la caféière. L'objectif est optimiste, car seuls les agriculteurs les plus modernes se laissent convaincre. Dans leur grande majorité les planteurs sont retenus dans la tradition par la faiblesse du prix du café et par le volume de travail que nécessite l'entretien de sa caféière, plus important que pour les cacaoyers par exemple.

Le maintien du potentiel de production passe aussi par l'amélioration variétale, qui a été entreprise sur une grande échelle depuis 1971. Mais on se heurte ici au problème général des coûts induits. Les variétés plus performantes sont aussi celles qui exigent pour s'exprimer le plus d'engrais et de dépenses d'entretien.

Arabusta

La place dans le marché dépend encore de la qualité du café, qui tient beaucoup au soin apporté aux actions de séchage et de décorticage. Depuis plusieurs années aussi, la Côte-d'Ivoire espère toucher les dividendes de son obstination à promouvoir un nouveau goût de café, un hybride d'arabica et de robusta. Pour les amateurs de café, l'arabica, c'est la finesse et l'arôme, et le robusta, c'est la tonicité doublée d'amertume.

Depuis 1962, on a cherché à jumeler les deux variétés, pour bénéficier de leurs avantages respectifs. Mais l'hybridation était impossible, car l'arabica et le robusta ne disposent pas du même nombre de chromosomes. Il fallut attendre de savoir doubler artificiellement le nombre de chromosomes du robusta pour le marier avec l'arabica : l'arabusta était né sous les auspices de l'Institut français du café et du cacao, devenu l'Institut de recherches sur le café et le cacao.

L'arabusta est expérimenté en Côte-d'Ivoire depuis 1975. Peu de pays ont cru à cette voie, hormis le Togo. Aujourd'hui, il semble que le rendement soit plus que satisfaisant et, depuis juin 1983, Nestlé commercialise un café arabusta soluble. Mais son expansion se heurte à un double problème : celui de la résistance des circuits commerciaux au changement, et celui de la régularité de l'approvisionnement si le marché de l'arabusta se développait. Les difficultés rencontrées pour sortir des stations d'essai et entrer dans les champs paysans – difficultés habituelles pour toute innovation – incitent les firmes à la prudence. Dans ce domaine encore, l'avenir dépend de la relève des planteurs et donc des conditions économiques qui leur seront faites.

JACQUES GRALL.

Une alliance afro-européenne

LES vingt-cinq pays exportateurs de café d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), signataires de la convention de Lomé, sont tous membres de l'accord international relatif à ce produit. Et la Communauté, qui siège depuis 1976 au conseil londonien de l'Organisation, assure la défense des intérêts commerciaux de ses partenaires du tiers-monde.

Globalement premiers importateurs du monde de café (30 % des quantités commercialisées), les Dix ont toujours œuvré pour un marché stable en raison de leurs intérêts de consommateurs, mais aussi compte tenu des besoins des pays africains associés. Jusqu'à présent, ces pays ont eu tout lieu de se montrer satisfaits du fonctionnement de l'accord mis en place en 1962.

Toutefois, en raison de l'importance des stocks mondiaux (plus de 3 millions de tonnes), des fournisseurs, notamment le Mexique et les Etats d'Amérique centrale, effectuent des ventes à bas prix aux pays non membres de l'Organisation, l'Union soviétique et les pays de l'Est essentiellement. Les autres consommateurs et producteurs demandent qu'il soit mis fin à ces pratiques formellement interdites par les dispositions de l'arrangement.

Garantie financière

Les Etats francophones d'Afrique – réunis au sein de l'Organisation africaine et malgache du café – ont ainsi engagé, avec le soutien de la CEE, une action à ce sujet au sein du conseil de Londres. Ils ont, en effet, consenti ces dernières années – plus particulièrement la Côte-d'Ivoire – des efforts substantiels pour encadrer leur marché (caisses de stabilisation, prix garantis aux paysans, firmes d'exportation agréées). Leur crainte est que, tentés par des prix plus bas, certains pays acheteurs ne se retirent de l'accord pour se tourner vers le « marché libre ».

En dehors de son appui au niveau international, la CEE assure aux ACP une garantie financière pour leurs ventes de café. Pendant les premières années de fonctionnement du STABEX, qui joue depuis 1975, le système communautaire est intervenu de façon marginale pour quelques pays (Bénin, République centrafricaine, Ethiopie) et pour de faibles sommes. La flambée des cours des produits de base en 1978 et 1979 a eu pour effet de gonfler considérablement les recettes des pays exportateurs. Il s'est ensuivi automatiquement, les années suivantes, une chute tout aussi spectaculaire.

Les compensations se faisant sur la moyenne des réalisations effectuées pendant la période quadriennale précédente, le STABEX a dû faire face, à partir de 1980 (en raison aussi de l'effondrement des cours du cacao), à des demandes dépassant sa dotation financière. Aussi, cette année-là et la suivante, les fonds communautaires n'ont-ils couvert qu'en partie – dans certains cas à peine 50 % – les pertes enregistrées par les ACP.

Il n'empêche que le STABEX a versé des sommes importantes aux ACP à compter de l'exercice 1980 : Côte-d'Ivoire, 64 millions d'ECU (1 ECU = 6,87 F) sur deux ans ; Kenya, 31 millions ; Papouasie-Nouvelle-Guinée, 25 millions ; Burundi, 11 millions ; Ethiopie, 10 millions ; Cameroun, Togo, Ruanda et Tanzanie, 7 millions chacun.

Les Dix interviennent enfin au niveau de la production. Leur aide financière vise à une amélioration de la qualité et de l'organisation de cette production. D'une manière générale, la contribution du Fonds européen de développement (FED) concerne les opérations suivantes : plantation de variétés résistant aux maladies, régénération des plantations existantes (par recépage), fourniture d'engrais, d'outillage et de pesticides, et assistance pour la formation ainsi que pour la création ou le développement de coopératives.

Depuis l'entrée en vigueur de la première convention de Lomé, en 1975, l'allocation globale la plus importante consentie a été attribuée à l'Ethiopie (40 millions d'ECU). L'Ouganda bénéficie, depuis la fin du régime d'Amine Dada, d'un financement (25 millions) pour la remise en état de sa caféiculture. La Tanzanie (26 millions) et la République centrafricaine (9,7 millions) reçoivent également un soutien du FED. Le Fonds européen devrait accorder à la Côte-d'Ivoire dans les prochains mois une aide de 7,7 millions d'ECU pour la réalisation d'un programme de réhabilitation et de lutte contre les feux de brousse.

MARCEL SCOTTO.

MATIÈRES PREMIÈRES

Cent ans de marchés à terme

INAUGURÉ le 25 août 1883, le marché à terme du Havre a vu le jour pratiquement en même temps que ses homologues américains (le Coffee and Sugar Exchange de New-York) et britannique (le Coffee Terminal Market de Londres). L'opération se fit avec le concours de la Caisse de liquidation des affaires en marchandises, constituée quelque mois plus tôt afin d'assurer les opérations de compensation *(clearing)* entre acheteurs et vendeurs.

L'activité du marché havrais a été interrompue pendant toute la durée des deux guerres mondiales ; mais ce n'est qu'en 1954 qu'il a réellement redémarré, sans retrouver, toutefois, son éclat d'antan face à la concurrence de New-York – où interviennent de très nombreux, et importants, opérateurs sur le seul café *arabica* – et, surtout, de Londres – où se négocient uniquement les cafés *robusta*, – qui a su devenir, au fil des ans, la première place européenne pour ce type d'activité.

Initialement installé dans la Bourse de commerce, le marché international des cafés *robusta* du Havre a élu domicile depuis quelques mois dans les locaux plus modernes du Centre de commerce international, un élégant bâtiment de brique rouge et de verre qui surplombe le grand bassin. C'est au rez-de-chaussée, dans une petite salle où se font face les opérateurs – aux rangs quelque peu clairsemés – et le coteur, en contact direct avec Paris – les deux marchés fonctionnent en duplex depuis 1972, – que se déroulent les quatre *calls* quotidiens (cotations) selon un horaire précis : 10 h 15, 12 h 15, 15 h 15 et 17 h 20.

On y traite comme produit de base les cafés *robusta* originaires de Côte-d'Ivoire selon des unités de contrat ramenées à 5 tonnes métriques – comme à Londres, – à des échéances précises (janvier, mars, mai, juillet, septembre, novembre), les cotations étant assurées en francs par quantités de 100 kg, marchandise rendue au Havre CAF (coût, assurance, fret). Seuls sont habilités à intervenir sur ce marché – dont le fonctionnement est supervisé par le comité technique (chargé des détails matériels d'organisaton du marché) et le comité de direction (pour régler les litiges et appliquer les dispositions légales ou réglementaires) – les membres de la Compagnie des commissaires agréés près la Bourse de commerce de Paris et ceux de la Compagnie de courtiers de marchandises assermentés près le tribunal de commerce du Havre.

Les professionnels qui traitent le café (en fait, tous les nouveaux inscrits depuis 1968) sont regroupés au sein d'un Syndicat des courtiers assermentés en cafés. Ce dernier compte actuellement environ vingt-cinq membres regroupés au sein d'une demi-douzaine de maisons de négoce havraises, parmi lesquelles la CTI (Courtage et terme international), filiale d'Eurocafé et de la firme Raoul-Duval) assure à elle seule près de 30 % de l'activité du marché à terme.

Pour l'instant, l'ouverture est plutôt calme, admet M. Alain Gouarin, qui porte la double casquette de responsable de CTI et de coteur sur la corbeille. « *En 1983, Paris assurait environ 70 % des transactions et le Havre le reste ; mais la situation s'est inversée récemment avec le retour, ici, depuis quelques jours, d'une clientèle spéculative* », explique-t-il, en mettant en avant le rôle du Havre (300 lots étaient alors en position, soit 1 500 tonnes de café) par rapport à la capitale britannique. Il ajoute : « *On rachète actuellement Le Havre et vend Londres, en raison des cours pratiqués et de la fin, depuis la dernière dévaluation du franc, de la disparité qui existait jusque-là entre les deux places.* »

Si cette zone portuaire constitue encore une plaque tournante importante pour le commerce de café (60 % des importations), il faut bien admettre que le marché à terme Paris-Le Havre reste lilliputien par rapport aux deux grandes places anglo-saxonnes. Cela amène certains observateurs à s'interroger sur la pérennité de cette enceinte, ce qui vaut d'ailleurs pour le marché du cacao en fèves et des tourteaux de soja, tant il est vrai que les marchés à terme français ne fonctionnent réellement que sur les sucres blancs grâce au quasi-monopole exercé par la Bourse de commerce de Paris.

Londres et New-York

En 1983, on a traité 97 130 tonnes de *robusta* à Paris-Le Havre (soit une baisse de 72 % sur l'année précédente au profit du cacao, en raison d'un mouvement tournant de la clientèle), contre 4,18 millions de tonnes à Londres et 7,55 millions à New-York. Pour le premier trimestre 1984, la tendance n'a pas varié : 6 795 tonnes contre 1,32 million à la City et 2,24 millions à New-York. La situation est d'autant plus paradoxale que Paris devrait normalement tirer profit de sa position privilégiée auprès des pays producteurs de la zone franc. A l'évidence, ceux-ci consentent à utiliser la Rue de Viarmes comme indicateur de cours ; mais c'est à Londres qu'ils opèrent.

La City profite à plein de l'irrésistible ascension des cours internationaux, constatée depuis plusieurs mois, et tout particulièrement au cours des derniers jours de mai. Depuis le début de l'année 1983, les cours ont grimpé de 25 %, et, sur le marché à terme londonien, la barre des 2 500 livres a été approchée, soit le plus haut niveau enregistré depuis plus de six ans, en dépit de l'augmentation de 1 million de sacs du quota d'exportation récemment décidé par l'Organisation internationale du café, la troisième depuis le début de la saison (octobre 1983/septembre 1984).

« *Cette poussée à la hausse s'explique certainement par les mauvaises conditions météorologiques qui sévissent actuellement en Afrique de l'Ouest et par la proximité de la saison froide au Brésil, avec les risques de gel inhérents. Mais le contexte économique et politique des pays producteurs africains joue également un grand rôle* », souligne M. Philippe Pesqué, spécialiste du cacao chez Refco, émanation parisienne (implantée depuis six mois) de l'une des principales maisons mondiales de négoce, de nationalité américaine, spécialisée dans les matières premières.

« *En Côte-d'Ivoire, la production annuelle, qui est en moyenne de 300 000 tonnes, va chuter dramatiquement, et ce pays en profite pour liquider son stock de* robusta *« grain noir », de moins bonne qualité*, explique-t-il. *De même, au Cameroun, rien ou presque ne sort du pays depuis le coup d'Etat et l'arrestation du président de la Caisse de stabilisation. En Ouganda, à la suite d'un incident technique, la sortie portuaire du café, qui s'effectuait par la Tanzanie, est interrompue, et ce pays n'effectue plus qu'un écoulement réduit par le Kenya, grâce à des camions militaires étroitement surveillés. Le Zaïre est également relativement limité dans ses possibilités de sortie de production, et la République centrafricaine souffre, elle, de la sécheresse. Bref, dans cette immense région, seul Madagascar assure une production satisfaisante, mais sans commune mesure avec le manque de marchandises à l'échelon mondial qui résulte de ces différentes situations.* »

« *Cet état de pénurie, aggravée par l'effet « boule de neige » des marchés, explique la hausse de ces dernières semaines. Les milieux spécialisés sont très sensibles à toute information météorologique en cette période climatique, d'où la spéculation qui se développe en ce moment. Le souvenir de la flambée de 1976-1977 après les dramatiques gelées au Brésil est encore vivace dans les esprits, et les cours peuvent continuer à monter, même si tout le monde admet que nous sommes dans une situation anormale* », souligne M. Pesqué.

« *D'habitude, New-York est traditionnellement un peu plus cher que Londres (10 % environ). Or, actuellement, c'est le marché britannique qui l'emporte sur l'américain de 2 % à 3 %*, fait valoir, pour sa part, M. Alain Delchet, président de Refco. *Grâce à l'action des spéculateurs, ces « contrepartistes » naturels qui sont là pour prendre les risques que les négociants ou d'autres opérateurs ne veulent pas prendre, Londres continue à monter plus vite que New-York, et l'on parvient ainsi à un phénomène nouveau : une parité entre le* robusta *de Londres et l'*arabica *de New-York, alors que ce dernier, considéré comme la meilleure qualité de café, bénéficiait jusqu'à présent d'une surcote sur les marchés mondiaux.* »

SERGE MARTI.

Taste-grain

DIX heures trente, c'est l'heure de la dégustation chez Raoul-Duval, une cérémonie que perpétuent jour après jour les principaux importateurs et négociants égaillés sur le pourtour de la place Léon-Myer et boulevard de Strasbourg, dans ce « carré du café » havrais où l'on sait ce qu'arôme veut dire.

Parler café, c'est être un peu œnologue ; on évoque à plaisir des crus, des terroirs, des ensoleillements, des préparations artisanales, des couleurs, et on observe la même passion chez ces taste-grain, capables de différencier, sans faille, deux « cerises » d'origines voisines, que celle qui s'empare de leurs homologues *taste-vin à l'évocation* de quelque millésime réputé.

Aujourd'hui, dans cette chambre d'échantillon qui vient de fêter *ses cinquante ans passés à célébrer* les vertus du caféier, nous *allons goûter une demi-douzaine* de cafés prélevés par les receveurs sur les quais à l'aide de la sonde, cette lame d'une quarantaine de centimètres que l'on enfonce d'un coup dans le sac de jute pour juger de la qualité du contenu en recueillant quelques grains. Chaque échantillon, soigneusement cacheté, comporte une fiche d'identification avec mention de l'origine, bien sûr, du navire qui a transporté le chargement et diverses précisions techniques, notamment sur le traitement : lavé ou non.

On déguste « à la brésilienne », sans sucre naturellement, avec un bruit de fond de gorge inimitable au moment de l'aspiration du breuvage brûlant. Au menu, cinq échantillons ce matin, tous des *arabicas* : trois cafés brésiliens dont *un* « Santos », *un* « Matagualpa » récemment arrivé du *Nicaragua (sur un bateau soviétique depuis le minage du port de Corinto...) et un* « Medelin », l'un des meilleurs « purs » de Colombie.

Mention spéciale pour le « Santos » du Brésil. Qualifié « *good to fine roast* », avec quinze défauts aux 300 grammes : très correct. Assez peu corsé, il conserve le parfum qui caractérise cette région proche de Sao-Paulo. A présent, le « Matagualpa », au goût plus sauvage, souvenir des plateaux de haute altitude où se trouvent les plantations. Mais le plus apprécié est *incontestablement* le « Medelin », beaucoup *plus parfumé, presque fruité*, et qui porte bien son titre de roi des *cafés « mild »*.

Et, pour finir, des grains soi*gneusement torréfiés* du Kenya, non prévus au programme, sous la forme de fèves plus petites que les autres variétés, originaires, en fait, d'Ethiopie et qui ont pour particularité d'avoir un goût acide assez prononcé et de figurer sur la liste des cafés les plus chers.

Onze heures, la cérémonie prend fin à grand renfort de verres d'eau, mais l'on se promet déjà quelque bonne surprise pour le lendemain avec l'arrivée d'un *robusta de Madagascar en attendant les prochains mokas d'Arabie*, le « must » pour les véritables amateurs de café, paraît-il.

S. M.

GRAINS VERTS ET CAFE NOIR

La plaque tournante suisse

PAR l'intermédiaire de ses multinationales de l'alimentation, la Suisse est devenue l'une des plaques tournantes du commerce du café. Au moins trois des principaux groupes ont leur siège sur le territoire de la Confédération : Nestlé à Vevey, Jacobs à Zurich et Volkart Frères à Winterthur. A elles seules, ces trois sociétés helvétiques contrôlent plus de 20 % des échanges internationaux de café.

Nestlé, numéro deux mondial après General Foods, achète environ 6,7 millions de sacs par an, soit un peu plus de 10 % des exportations des pays producteurs, contre 12 % *pour son rival américain*. Considéré comme le troisième à l'échelle internationale, *Jacobs* a acquis 3,7 millions de sacs en 1983. De son côté, la firme *Volkart* commercialise, bon an mal an, 4 millions de sacs.

Plus grand producteur mondial de café soluble, *Nestlé* a officiellement pour politique de ne posséder ni terres ni domaines agricoles. N'ayant vocation ni d'intermédiaire ni de commerçant en matières premières, le groupe a pour rôle de les acheter et de les transformer, par des procédés industriels, en biens alimentaires. Il s'approvisionne soit directement dans les pays producteurs, soit sur le marché du « *disponible* », soit auprès des bourses de café de New-York et de Londres, dans des proportions qui varient selon les années.

En règle générale, Nestlé couvre ses besoins sur les marchés internationaux. « *Au cours des dernières années*, précise-t-on toutefois à Vevey, siège de la société, *25 % des achats ont été effectués dans le cadre d'accords globaux avec des pays producteurs* ». Dans des circonstances particulières, ajoute-t-on, la société s'approvisionne aussi directement auprès des planteurs, par exemple pour la production de café soluble au Brésil.

Accusé parfois de chercher à tirer profit des fluctuations des cours ou de manipuler les prix par la domination qu'exercent les multinationales sur le marché mondial, Nestlé se défend. Rappelant sa contribution à l'accord international sur le café, le groupe de Vevey voit un double avantage dans les accords sur les matières premières : tout en garantissant un « *revenu équitable* » aux producteurs, *ils permettent une* meilleure planification industrielle, *en contribuant à stabiliser le marché.*

Au Japon

Autre grand du café opérant à partir de la Suisse, le groupe *Jacobs-Suchard*. C'est en 1973 que cette entreprise de Brême, encore en grande partie familiale, transféra son siège social à Zurich. Elle venait d'ailleurs de prendre des dimensions européennes avec le rachat des cafés Jacques Vabre en France et d'Ali Kaffée au Danemark. D'autres acquisitions viendront élargir l'assise du groupe : en 1976, Nabob Foods au Canada ; en 1979, les cafés Chat-noir en Belgique ; en 1982, les cafés Grand-Mère en France. En 1983, *Jacobs* prend également place sur le marché du chocolat par sa fusion avec *Interfood*, holding des sociétés Suchard et Tobler.

Devenu le troisième torréfacteur mondial et le premier vendeur de café d'Europe, le groupe cherche aussi à étendre ses activités au Japon et en Extrême-Orient. Aujourd'hui, il compte plus d'une vingtaine de sociétés à travers le monde, mais réalise les trois quarts de son chiffre d'affaires, d'un montant total de 4,6 milliards de francs suisses en 1983, sur les marchés d'Allemagne, de France et de Suisse. Une entreprise du groupe, Taloca SA, dont le siège est à Zoug, s'occupe de l'achat de café vert avec des filiales en Colombie et au Brésil.

Pour sa part, la société *Volkart Frères* se limite à l'import-export. Cette entreprise, elle aussi familiale à l'origine, a commencé, il y a cent trente-trois ans, à importer du café des Indes en Europe. « *Aujourd'hui*, indique un de ses responsables, *nous achetons du café partout dans le monde pour le revendre aux torréfacteurs.* »

J.-C. B.

LA FLAMBÉE

Cours du marché à terme londonien (en livres sterling par tonne)

1977 : Gelées au Brésil

4000, 3500, 3000, 2500, 2000, 1500, 1000, 500, 0 — 2475

1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984

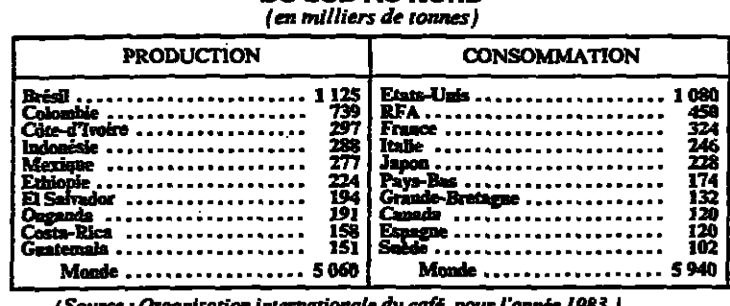
Les trois fronts de l'Organisation

(Suite de la page 17.)

Si l'Organisation n'a toujours pas réussi à résorber de façon déterminante la masse des stocks qui fait peser sur son avenir de lourdes menaces, elle s'est dotée d'importants moyens pour promouvoir la consommation du café et maintenir sa réputation de « *boisson la plus populaire au monde* », selon l'expression de M. Beltrao. Un fonds spécial « de propagande » a été institué ; 30 millions de dollars ont été dépensés aux États-Unis, où la consommation a baissé à mesure que s'affirmait le formidable succès des autres boissons non alcoolisées, les « boissons douces » *(soft drinks)*. De grandes campagnes de publicité *ont également été* lancées dans les pays gros consommateurs que sont la France et la RFA.

En Grande-Bretagne, une nouvelle expérience a été tentée avec la création d'un « centre d'information » permanent dont le modèle sera bientôt reproduit ailleurs en Europe, en Amérique et au Japon, *où la consommation, insignifiante il* y a vingt ans, a connu une progression spectaculaire, l'empire du Soleil-Levant étant maintenant au cinquième rang des pays importateurs. Les animateurs du centre de Londres vont jusque dans les écoles pour apprendre aux Anglais comment préparer une « *bonne* » tasse de café. Pour combattre les « *méfaits* » des contre-indications médicales auxquelles la clientèle est de plus en plus sensible, l'accent est résolument mis sur la qualité. L'OIC finance de nombreuses recherches allant dans ce sens, d'autant plus qu'il n'est surtout pas question de faire porter ses efforts *sur la quantité, puisqu'elle est par* trop excessive...

FRANCIS CORNU.



DU SUD AU NORD
(en milliers de tonnes)

PRODUCTION		CONSOMMATION	
Brésil	1 125	Etats-Unis	1 080
Colombie	739	RFA	458
Côte-d'Ivoire	297	France	324
Indonésie	288	Italie	246
Mexique	277	Japon	228
Ethiopie	224	Pays-Bas	174
El Salvador	194	Grande-Bretagne	132
Ouganda	191	Canada	120
Costa-Rica	158	Espagne	120
Guatemala	151	Suède	102
Monde	5 060	Monde	5 940

(Source : Organisation internationale du café, pour l'année 1983.)

GRAINS VERTS ET CAFE NOIR

Six cents tasses par Français

LA France ne se signale pas comme un grand pays consommateur de café. Avec 6 kilos par an et par habitant — six cents tasses moyennes — elle vient très loin derrière les pays de l'Europe du Nord : la Finlande (13 kilos par habitant et par an), la Suède (12 kilos), le Danemark et la Norvège (11 kilos), la Belgique (9 kilos) et les Pays-Bas (8 kilos).

Dans ce classement, la France se situe entre l'Allemagne fédérale (7 kilos) et les Etats-Unis (5 kilos). Surprise, c'est l'Italie, avec ses *espresso* et ses *capuccino* qui est en queue de peloton, avec 4 kilos par an et par habitant, en compagnie de l'Espagne (3 kilos) — exception faite de la Grande-Bretagne (2,5 kilos) et du Japon (2 kilos). Ainsi, comme pour le chocolat — à croquer ou à boire, — le goût pour le café diminue à mesure que l'on se rapproche de la Méditerranée et du soleil.

Robusta

Pour l'essentiel — près des deux tiers — la France importe des cafés verts d'Afrique, des liens historiques et économiques expliquant sinon cette préférence, du moins cette tradition. Il s'agit de variétés *robusta*, qui contiennent environ trois fois plus de caféine que les autres variétés, les *arabica*, qu'apprécient les amateurs des pays très grands consommateurs (et aussi ceux de l'Amérique du Nord). C'est à partir des années 20 que les *robusta* — plus robustes, comme leur nom l'indique, plus rustiques — ont été plantés en Afrique afin de remplacer d'autres types de caféiers qui n'avaient pas résisté à des maladies cryptogamiques comme la rouille du champignon.

Une fois torréfiés, les cafés font l'objet de mélanges, car, comme la vigne, ils ont leurs crus selon le terroir, voire le petit « pays » où ils ont poussé. Les goûts de l'amateur diffèrent aussi, et ils n'évoluent que lentement. Ainsi l'habitant du Midi est fidèle au *robusta*, la proximité de Marseille et de l'Afrique explique ce penchant. Dans le nord de la France — région de grande consommation où une cafetière est (était ?) tenue au chaud sur un coin de la cuisinière durant toute la journée, — c'est un *brésil* très typé mais de qualité moyenne qui domine.

Toutefois, ces subtilités de goût, ces légères différences dans l'âcreté ou dans l'arôme ont tendance à se fondre et à disparaître. Le grand commerce, qui assure l'essentiel de la distribution des cafés, tend à normaliser ces spécificités. Un producteur comme la Colombie pourra-t-il résister longtemps derrière ses petites plantations aux récoltes nuancées, comparables à des vignobles ? Pour des vues, un peu courtes sans doute, de productivité, la Côte-d'Ivoire envisagerait de stocker ses récoltes dans d'immenses silos, toutes variétés de *robusta* confondues. Est-ce ainsi que se crée un goût moyen ?

La petite torréfaction continue pourtant à résister. La France compte encore sept cents de ces brûleries ; elles étaient plus de cinq mille il y a trente ans. Dans Paris même, le plus souvent dans les arrondissements de la périphérie de la capitale, elles ne sont pas si rares ces boutiques où la torréfaction est journalière et presque en plein vent. L'odeur maternelle du café nouvellement brûlé qui se répand sur le boulevard fait plus pour le renom du commerçant que bien de la publicité.

Quatre grands

Cependant, saison après saison, des marques régionales ou locales sont rachetées ou disparaissent doucement, étouffées par la concurrence. Aujourd'hui, le marché est dominé par quatre grandes sociétés qui se partagent plus de 70 % de la demande nationale.

- *Jacques-Vabre*, filiale du groupe suisse Interfood-Jacob's. La société couvre 38 à 40 % de la distribution sous les marques Jacques-Vabre et Grand-Mère notamment.
- *La Maison du café*, contrôlé par le groupe américano-néerlandais Douwe-Egberts. La société assure 10 à 12 % de la demande.
- *La SOPAD*, filiale du groupe Nestlé, dont la spécialité est le café soluble, un produit dont la demande n'évolue guère (marque Nescafé). Elle représente environ 12 % des achats des consommateurs.
- *Une firme française*, enfin, née du rapprochement de *Vaudour* et de *Danon*. Elle assure environ 10 % de la demande, plus particulièrement sous les marques Stentor et Quotidien.

Outre ces sociétés, des circuits de distribution continuent de torréfier leurs propres cafés, tels les Coopérateurs, Casino, Codec-Una, Promodès.

Conviviale

La concurrence par les prix est très forte, le café étant un article d'appel dans le grand commerce. Ainsi un grand de la distribution alimentaire internationale, General Foods, s'est retiré il y a quelques mois du marché français du café en grains ou moulu (marque Legal). Il conserve toutefois sa place dans la vente des cafés solubles (Maxwell).

La consommation hors du foyer progresse, représentant près de 30 % de la demande totale. Par la grâce de nouvelles machines à faire le café, l'express est devenu, si l'on peut dire, une boisson conviviale, davantage en tout cas que le l'était la *verse* que dans les bars l'on tirait de percolateurs suintants comme des bouddhas. Autre facteur de progression : au comptoir le « petit noir » est la moins chère de toutes les boissons qui s'offrent au client.

Mais globalement la consommation tend à se réduire pour deux raisons. Depuis une quinzaine d'années, en raison notamment de l'amélioration du pouvoir d'achat et d'un gros effort de publicité, les petits déjeuners chocolatés se substituent peu à peu chez les jeunes au café, au lait ou non. La vente de ces petits déjeuners tout prêts a progressé de 10 % par an au cours des dernières années (2 % pour le café).

Il est surtout une autre cause de la diminution de la consommation de café : on lui reproche d'avoir une action cancérigène et, en raison de la caféine qu'il contient, d'être à la longue nocif pour la circulation sanguine, le cœur et la qualité du sommeil... Le débat est difficile à trancher, mais le comportement de certains amateurs a changé.

En 1962, en moyenne, un Américain buvait plus de 3 tasses de café par jour ; vingt ans plus tard moins de 2. Ce sont les jeunes de vingt à vingt-quatre ans qui ont le plus renoncé, totalement ou partiellement, à cette habitude. Il est vrai que concurremment de nouvelles boissons — les *soft drinks*, — dont on soulignait qu'elles ne contenaient pas de caféine, ont été offertes.

ALPHONSE THÉLIER.

Moulu suédois

LES Nordiques sont parmi les plus grands buveurs de café de la planète. Danois, Finlandais, Norvégiens et Suédois se disputent âprement la première place en Europe du Nord.

Les Suédois prennent ainsi, en moyenne, cinq tasses par jour, qui ne ressemblent en rien aux « petits noirs bien serrés ». La plupart du temps, le café est ici préparé avec des filtres en papier et servi dans de solides tasses à déjeuner. A Stockholm, les percolateurs italiens n'ont fait leur apparition qu'il y a une dizaine d'années.

Si les jeunes apprécient l'*espresso* et le *capuccino*, les gens d'un certain âge restent fidèles à l'« arôme suédois » et à leur thermos, toujours en bonne place sur la table. Certains n'oublient pas, d'ailleurs, lorsqu'ils partent en vacances à l'étranger, d'emporter dans leurs valises quelques paquets de leur café préféré, « moulu Melita », selon l'expression consacrée.

Le café a ses traditions en Scandinavie. Au travail, on ne sort pas pour aller prendre un petit — ou plutôt un grand crème. L'entreprise se charge souvent de ce service, et la remise en cause de sa gratuité peut donner lieu à de vives querelles entre la direction et le syndicat.

Au début de 1984, par exemple, le conseil municipal d'Upplands-Vaesby, une banlieue de Stockholm, voulut, dans un souci d'économies budgétaires, faire payer le café du matin, de l'après-midi et des « conférences » à ses fonctionnaires. Les syndicats protestèrent vigoureusement contre cette atteinte à un *« acquis social »*. Ils durent finalement s'avouer vaincus. Mais le ministre des finances en personne était intervenu pour déconseiller à d'autres communes de suivre l'exemple d'Upplands-Vaesby.

Pour les uns, c'est le roi Charles XII, au début du XVIIIe siècle, qui introduisit le premier le café. Réfugié dans l'Empire ottoman, après une audacieuse campage de Russie qui se transforma vite en déroute, le souverain fut, dit-on, séduit par le breuvage turc. Pour d'autres, les premiers sacs de grains sont arrivés en Suède en 1695, grâce à un émissaire royal qui avait apprécié cette boisson, lui aussi lors d'un déplacement en Turquie. Toujours est-il qu'en 1728 il y avait une quinzaine de « kaffehus » (maisons de café) à Stockholm, qui devinrent rapidement des lieux de rencontres politiques.

A trois reprises, au cours des dix-huitième et dix-neuvième siècles, lorsque le commerce suédois était par trop déficitaire, les importations de café furent strictement interdites, pendant quelquefois cinq ans. Les contrevenants encouraient de lourdes peines de prison. En revanche, pour venir à bout du fléau de l'alcool, les associations de tempérance ont par la suite résolument encouragé la consommation de café.

L'importation et la distribution sont fortement concentrées. Il n'y a plus aujourd'hui que quatorze importateurs, contre cent quarante dans les années 50. Les plus grands sont Général Foods, qui contrôle 34 % du marché, la coopérative KF (21 %) qui commercialise un café sans marque, la coopérative privée ICA (16 %) et la compagnie Loefberg (12,5 %). Ces sociétés achètent du café vert (54 % au Brésil, 28 % à la Colombie), qu'elles brûlent et torréfient sur place en tenant compte du goût suédois pour le café léger et assez clair.

ALAIN DEBOVE.

Le digestif italien

L'ITALIE pourrait apparaître comme le pays du café par excellence. Rares sont ceux qui au bar demandent tout simplement un *espresso*. Certains le souhaitent *ristretto* (serré), sinon *ristressimo*. D'autres le veulent *al vetro* (dans un verre) ou bien *macchiato* (« taché » d'une goutte de lait froid, tiède ou chaud). En tout, près d'une douzaine de nuances ou variations qui témoignent de l'importance accordée à une boisson élevée à la valeur d'un rite social d'autant plus ancré que l'on descend vers le sud de la péninsule.

Pourtant, les chiffres sont formels. Avec environ 4 kilos par an et par habitant, les Italiens sont loin d'être dans le peloton de tête des buveurs de café. Ils en consomment par exemple trois fois moins que les Suédois, un tiers de moins que les Français. Ainsi, en 1983, l'Italie a tout juste importé 245 000 tonnes de café.

Un paradoxe ? « *C'est justement ce goût de l'espresso qui explique ce phénomène. Le café en Italie est un digestif ou un rituel de la mi-journée, non pas une boisson que l'on consomme même en mangeant, comme dans la plupart des pays d'Europe du Nord* », affirment les experts du Comité italien pour le café.

Autre singularité : le marché est extrêmement morcelé. Il existe plus de deux mille entreprises de torréfaction et 33 % des ventes au détail sont le fait de petites marques locales implantées dans une seule région, sinon même une ville, un quartier. Elles profitent du goût extrêmement varié des consommateurs transalpins qui, chaque année, dépensent 5 500 milliards de lires (28 milliards de francs) pour ce breuvage ; 69 % de la consommation se fait à domicile, 22 % au bar. Au Sud, par exemple, on préfère le café plus torréfié qu'au Nord. La nature même des mélanges change. Cela représente un véritable casse-tête pour les grandes marques nationales.

« *Il est impossible de vraiment mettre au point un produit passe-partout adapté à l'ensemble du pays. Notre mélange de base Splendid Classic, par exemple, est vendu presque dix fois plus en Lombardie qu'à Naples. Depuis un an nous avons donc tenté de multiplier notre gamme, créant un autre produit Moka plus corsé et mieux adapté au marché méridional* », affirme M. Marco Benso, responsable des achats de café à la Procter et Gamble-Italie. Lavazza — une société turinoise — représente, avec 25 % de l'ensemble du marché, presque une exception.

Fragmentation

Même si désormais 66 % des ventes de café en Italie sont le fait de douze grandes marques qui s'approvisionnent directement dans les pays producteurs, le rôle des grossistes reste essentiel. « *Il n'y a je crois qu'en Italie qu'existent autant de grossistes qui offrent un café déjà dédouané à de tout petits torréfacteurs* », affirme M. Benso. Près d'une centaine de ces sociétés réparties dans toute l'Italie traitent près du tiers du café importé et fournissent, y compris en de très petites quantités, les ingrédients « prêts à la torréfaction », base des multiples mélanges « à l'italienne ».

« *Cette fragmentation crée une concurrence très sévère qui maintient les prix au plus bas niveau, mais contribue aussi malheureusement à l'abaissement de la qualité moyenne des mélanges, car de nombreux torréfacteurs misent avant tout sur le dumping à la vente* », se lamente pour sa part M. Ciravegna, directeur de la CIA, un des quatre grossistes romains.

Jusqu'à il y a encore dix ans, les cafés brésiliens représentaient plus de 70 % de l'ensemble du marché. La flambée des prix des années 1976-1977 a accentué la pénétration des *robusta* africains, notamment de Côte-d'Ivoire aux prix particulièrement compétitifs. Aujourd'hui, ils représentent plus de 40 % de l'ensemble des importations (1,7 million de sacs de 60 kilos en 1983) et ont pris la première place devant les arabicas du Brésil (1,5 million de sacs). Les *robusta*, certes indispensables en petites quantités pour donner du corps aux mélanges et créer la « crème » au-dessus du café, sont devenus une composante essentielle, sinon dominante des cafés de grande consommation en Italie.

Les grossistes et les torréfacteurs italiens se consacrent presque totalement au marché intérieur. L'exportation est minime, à peine 1,6 % de l'ensemble des cafés qui sont arrivés en Italie en 1983. Pour l'essentiel, il s'agit de mélanges de marques très caractéristiques du « goût italien », vendus aux Etats-Unis ou en Allemagne, aux immigrés ou à ceux qui ont pris l'habitude du vrai *espresso*. Les sociétés italiennes sont ainsi presque totalement absentes du grand commerce international du café, d'autant que les lois sur les changes et l'exportation des capitaux les gênent pour agir auprès des Bourses de New-York, Londres ou Paris.

Trieste n'en est pas moins un des principaux ports européens pour le transit du café avec près de 6 millions de sacs de 60 kilos par an. Moins de la moitié est destinée au marché intérieur. Cette ville, qui fut le principal débouché maritime de l'empire austro-hongrois, reste encore aujourd'hui la plaque tournante du commerce du café pour une bonne partie de l'Europe centrale et surtout les Balkans.

MARC SEMO.

« Cahouah, cahoueh, kahwa... »

QUELLE est la véritable origine du mot *« café »* ? Les auteurs sont divisés, constate *le Grand Dictionnaire universel du XIXe siècle*, de Pierre Larousse. Selon cet ouvrage, certains font dériver le terme « café » du verbe arabe *« cahouah »*, qui signifie « être sans appétit ; d'autre du mot *« cahoueh »* qui veut dire « force, vigueur ».

Moseley, un savant médecin britannique du XVIIIe siècle, pense, précise toujours le Larousse, que *« cette expression vient de* Kaffa, *ville de l'Arabie heureuse »*. Dans sa *Chrestomathie arabe*, M. Sylvestre de Sacy croit que son étymologie réelle est *« kahwa »*, synonyme de makli, c'est-à-dire « rôti à la poêle », à cause du procédé de torréfaction employé en Turquie.

On attribue généralement la découverte du café et de ses vertus à un prieur d'un couvent du Yémen auprès duquel un berger était venu se plaindre que ses chèvres *« veillaient et sautaient toute la nuit contre leur ordinaire »*. Le saint homme vint observer le troupeau, remarqua qu'il mangeait des fruits de certains arbustes. Il fit bouillir ces petites baies rouges et *« il éprouva en buvant de cette eau qu'elle excitait à veiller »*.

On assure qu'il en donna à *« ses moines pour les empêcher de dormir pendant les offices de nuit »*. Un nom fut attribué à cette boisson magique : kawa, en souvenir de Kavus Kai, roi persan, qui s'était élevé dans les cieux sur un char ailé.

A. T.

Bibliographie

- Le Café, Henri Jacques-Félix, « Que sais-je ? » 139, PUF, 1979, 126 pages, 20,90 F.
- L'Epopée du café, Heinrich Eduard Jacob, Le Seuil, 1953, 320 pages, 55 F.
- Le Livre de l'amateur de café, Michel Vanier, Robert Laffont, 1983, 215 pages, 95 F.
- Les Cafés produits dans le monde, Philippe Jobin (8, rue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 76600 Le Havre), 1982, 463 pages, 239,40 F.
- La Filière café, Marie-Noëlle Terpend, CCFD (4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris), avril et mai 1981, 117 et 95 pages, 10 F et 18 F.
- Le Marché mondial du café, Banque Sudameris (4, rue Meyerbeer, 75009 Paris), 1983, 28 pages.

Cette enquête a été réalisée au Brésil par Charles Vanhecke ; au Costa-Rica et en Suisse par Jean-Claude Buhrer ; en Côte-d'Ivoire par Jacques Grall ; en Belgique par Marcel Scotto ; en France par Serge Marti et Alphonse Thélier ; en Grande-Bretagne par Francis Cornu ; en Italie par Marc Semo ; et en Suède par Alain Debove. Documentation : Chantal Dunoyer.

France exporte ton transport.

Cocorico ?

Aujourd'hui, la compétition internationale est plus rude que jamais. Il faut changer de refrain, sous peine d'y laisser des plumes.

Pour que la France se porte mieux, il faut qu'elle s'exporte bien.
Et pour qu'elle s'exporte bien, il faut qu'elle se transporte mieux.

Voilà pourquoi les transporteurs routiers signent une charte de qualité du transport international. Voilà pourquoi, ensemble, ils créent le label "A.F.T.R.I. ROUTE - EXPORT - FRANCE".

En douze points, du départ à l'arrivée, ils garantissent aux exportateurs français la valorisation constante de leurs produits.
En un mot, ils parlent de succès aux exportateurs français.

Pour que la France se porte bien, il faut qu'elle se transporte bien.

Le label "A.F.T.R.I. - ROUTE - EXPORT - FRANCE" est exclusivement décerné aux entreprises de transport qui s'engagent :



1. A respecter les réglementations internationales qui régissent les opérations de transport et à faire jouer toutes les clauses contractuelles instituées par les conventions internationales prévoyant des garanties particulières.

2. A concrétiser les engagements pris dans le cadre d'une "lettre de voiture" conforme aux prescriptions de la Convention de GENÈVE C.M.R.

3. A mettre à la disposition de leurs clients le véhicule le plus adapté à la marchandise et à sa manutention, et conforme aux prescriptions techniques en vigueur.

4. A veiller à la bonne présentation de leurs véhicules autant qu'à leur entretien mécanique, valorisant ainsi l'image de marque à l'étranger de l'exportateur français qui leur a fait confiance.

5. A entretenir les aménagements intérieurs du véhicule et assurer une surveillance pour que soient garanties les meilleures conditions de confort et de sécurité à la marchandise transportée.

6. A affecter aux transports internationaux un personnel compétent et expérimenté tant pour la conduite des véhicules que pour la préparation et le suivi du transport.

7. A effectuer le transport au juste prix correspondant aux prestations demandées.

8. A exécuter les opérations qui leur sont confiées dans les délais convenus.

9. A étudier et à proposer le régime douanier le plus simple et le mieux adapté à la marchandise et au transport.

10. A éclairer leurs clients sur les conditions d'assurance couvrant le transport afin que ceux-ci puissent, s'ils le jugent nécessaire, compléter les garanties.

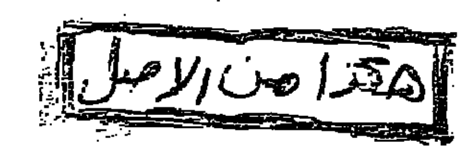
11. A informer leurs clients du déroulement des opérations de transport et de livraison, et à demander les instructions à ceux-ci en cas de difficultés entravant leur cours normal.

12. A faire bénéficier chaque client de son expérience et de celle des spécialistes de l'Association Française des Transporteurs Routiers Internationaux en matière de transport ou de commerce international.

Association Française des Transporteurs Routiers Internationaux

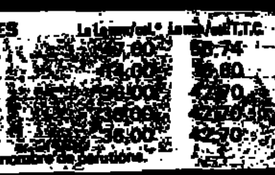
Les transporteurs routiers s'associent à la qualité de l'exportation.

A.F.T.R.I. 2, avenue Velasquez, 75008 Paris. Tél. : 563.16.00.



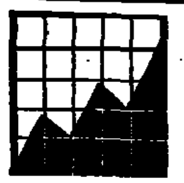
ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50



ANNONCES ENCADRÉES	La ligne/col.*	La ligne/col. T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	[illegible]	[illegible]
DEMANDES D'EMPLOI	[illegible]	[illegible]
IMMOBILIER	[illegible]	[illegible]
AUTOMOBILES	[illegible]	[illegible]
AGENDA	[illegible]	[illegible]

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Aménageur des relations sociales

Manager, directeur, si vous le voulez. Aménageur pour mieux dire que, dans cette grosse PMI, le responsable des affaires sociales travaille à l'échelle humaine. Très près de son président, il est le garant pour les unités provinciales d'un système de valeurs basé sur une concertation sans laxisme. En liaison avec les directeurs opérationnels, il est l'agent de la prise en compte du facteur humain dans toutes les évolutions. Avocat du personnel auprès de la DG et porte-parole de celle-ci auprès de l'encadrement et des partenaires sociaux, il contribue positivement aux indispensables conciliations.

Votre passé industriel et votre formation supérieure, vous permettent maintenant d'accéder à la totalité de la fonction. A vous de suggérer et de proposer des politiques, de faire partager vos opinions aux directeurs opérationnels. A vous d'influencer ici un jeune chef du personnel, là de donner des consignes à l'administratif, d'intervenir sur un problème juridique pointu, de recruter des cadres pour le siège (banlieue Sud), de choisir des consultants avertis. Bref, à être utile à tous vos collègues pour les aider à gérer les ressources humaines.

Ce poste est à pourvoir très rapidement. Il sera confié à un ou une (évidemment) expert de la fonction, qui doit pouvoir représenter l'entreprise dans un certain nombre d'instances et être capable d'établir des contacts à haut niveau. Votre lettre et CV aux conseils en recrutement de SIRCA sous référence 166 420 M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Créer une filiale au Moyen-Orient

DIRECTEUR GENERAL

Cette Société très dynamique (275 Millions de C.A., 800 personnes) est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel électrique.
Leader dans son domaine, elle connaît une croissance rapide grâce à une politique active d'expansion et de diversification.
La récente création d'une filiale en ARABIE SAOUDITE l'amène à en rechercher le Directeur Général.
Responsable à part entière de la gestion et de l'organisation de la société, le titulaire du poste devra dans un premier temps prendre en main la totalité du projet et le mener à bien (construction de l'unité) avant d'exercer les responsabilités liées traditionnellement à la fonction.
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste à haute responsabilité un fort tempérament (minimum 32 ans) doté d'une formation supérieure technique ou commerciale et possédant une solide expérience en gestion; il a de préférence exercé des responsabilités dans un contexte similaire.
La pratique de la langue anglaise est impérative.
Le poste est basé à Riyad en Arabie Saoudite.
Les conditions offertes et les perspectives de l'entreprise sont susceptibles d'intéresser une personnalité de valeur.
Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 20/570 B, à:

EGOR MIDI-PYRENEES
«Le Sully» - 1 place Occitane
31072 Toulouse Cédex.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Directeur financier dans une entreprise internationale à forte expansion

Cette société, filiale d'un important groupe US, leader dans la fabrication des composants électroniques, réalise actuellement un C.A. de 40 millions de dollars et a pour objectif de le doubler pour 1988 grâce à sa technologie et à sa forte capacité d'investissements.

Directeur financier, vous ferez partie de l'équipe de direction à part entière. Vous prendrez la responsabilité de la trésorerie, du budget et de son contrôle, de la comptabilité, des plans d'investissements, de l'établissement des coûts. vous assurerez un reporting clair et dynamique en phase avec les méthodes de travail américaines. Bien sûr, votre anglais sera plutôt une aide qu'un obstacle.

Votre formation (diplôme d'une école de commerce complété éventuellement par un CPA ou un MBA) vous a permis depuis une dizaine d'années d'acquérir une solide expérience de la comptabilité française et anglo-saxonne ainsi que des méthodes d'audit au sein d'une société multinationale. Le service commercial, la production compteront sur votre support et attendront vos conseils basés sur l'analyse budgétaire en fonction des objectifs de la société. Grâce à vos excellentes relations avec le Corporate Finance Group et en vous appuyant sur les moyens informatiques importants de l'usine, vous saurez répondre à leurs besoins dans un souci permanent de dialogue efficace. Adressez votre candidature, pour ce poste basé dans une province agréable, aux consultants du Cabinet CLEAS, sous référence 8440 LM à

CLEAS
6, Place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Une direction financière dans le sud-ouest

Ce groupe agro-alimentaire du Sud-Ouest de la France réalise un CA de 600 MF et est appelé à un fort développement national. Le Directeur financier qu'il recherche devra accompagner cette évolution rapide en assurant la responsabilité de l'ensemble des problèmes financiers de ce groupe et de ses filiales, mais aussi des questions administratives et comptables. Il participera activement au développement de l'informatique de la société.

Pour toutes ces raisons, les atouts de réussite du candidat recherché sont la solidité, une grande puissance de travail, le sens de l'organisation, une facilité de contacts en plus, bien sûr d'un professionnalisme résultant d'au moins cinq ans d'expérience à un poste de responsabilité dans une direction financière. Ce poste convient à un candidat âgé d'au moins 30 ans diplômé d'HEC, ESSEC, ESCP ou formation équivalente. La rémunération est motivante et une progression au *sein de ce groupe en pleine évolution est toujours possible.*

Ecrivez rapidement aux consultants du Cabinet CLEAS, sous référence 8415 LM, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

CLEAS
6, Place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Pourquoi deux directeurs commerciaux en biens d'équipements?

Tout simplement parce que l'un sera basé dans le Nord et l'autre en région Centre. Chacun d'entre eux sera Patron Commercial de sa division (export France, administration ventes, promotion). Notre groupe, spécialiste de biens d'équipements, a maintenant développé dans ses usines des technologies de pointe. Au commercial maintenant de «tirer la technique» pour viser une des premières places mondiales. Les équipes en place (agences, filiales étrangères) ne demandent qu'à passer à la vitesse supérieure. D'intéressants développements sont possibles à l'exportation (pays industrialisés ou en cours d'équipement).

Ces deux collègues traiteront des chiffres d'affaires du même ordre de grandeur (environ 100-200 millions) et auront les mêmes caractéristiques d'une formation supérieure commerciale, d'une expérience d'une petite dizaine d'années de commerce international dans des produits industriels (moteurs, compresseurs, pompes, variateurs, etc...). Tout deux donneront à leur fonction une dimension «commercialo technique», par leurs interventions dans l'évolution des produits, les stratégies de développement, les politiques de prix, l'animation d'un réseau international multiforme.

Reportant à leur directeur de division, tous les deux animeront un réseau mondial de vendeurs spécialisés dans leurs activités. D'où la nécessité d'un anglais opérationnel. Une pratique de l'allemand serait un atout supplémentaire. Tous les deux doivent être capables de ne pas rester directeur commercial jusqu'à l'heure de la retraite. Une façon comme une autre de dire qu'ils devront être des battants, bien équipés intellectuellement, mais surtout capables de motiver leurs équipes. Une lettre aux conseils en recrutement de SIRCA en précisant votre préférence pour une région ou une autre, si cela compte pour vous. Référence 167 432M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

FICHET-BAUCHE

Groupe français de dimension internationale, leader sur le marché de la sécurité

recherche
pour son siège social à Vélizy (Yvelines) son

DIRECTEUR DE L'INFORMATIQUE

Il sera chargé au sein de la Direction Administrative et Financière :
* de l'animation et de la coordination des cellules Etudes, Système et Exploitation du Siège,
* de l'assistance et conseil auprès des directions décentralisées et des filiales françaises et étrangères,
* de la recherche et du développement des outils informatiques et bureautiques en matière de gestion commerciale, industrielle et administrative, dans le cadre d'une politique de décentralisation.

De formation supérieure, il a exercé des responsabilités dans ces domaines et possède une expérience de l'organisation ainsi que de *réelles qualités d'animation* et de communication.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines 15/17, avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY.

LYON

directeur administratif et comptable

280 000 F +

De formation DECS ou ESC ou HEC option finance.

Vous justifiez, à environ 40-45 ans, d'une expérience confirmée dans un poste similaire au sein d'une PME de 100 à 200 personnes.

Vous maîtrisez parfaitement la comptabilité générale, analytique, la fiscalité d'entreprise *et le droit social, vous disposez également de notions en* informatique.

Dans ce cas, vous pouvez à Lyon, participer au développement de notre société de services (250 personnes, C.A. 300 millions) en croissance continue depuis plusieurs années, et intégrer une équipe de direction dynamique et performante.

Vous aurez pour mission le suivi, la coordination et l'animation d'un service administratif et comptable d'une dizaine de personnes.
Ce poste est rattaché au directeur général.

Pour recevoir des informations complémentaires, nous vous remercions d'adresser votre candidature à notre Conseil : Roger Daulin sous réf. 398 M BP 121 - 69300 CALUIRE qui garantit la confidentialité.

AGEMA Conseil



directeur administratif et financier

TOURS 220/240.000 F

Branche horticole produits grand public, filiale française d'un grand groupe international à vocation chimique, CA 50 M de F, 75 personnes, nous recherchons notre Futur Directeur Administratif et Financier.

Rattaché au Directeur Général France, il évoluera dans le cadre d'une organisation et d'une stratégie de développement international. Il animera un service *de 6 personnes pour les tâches de* comptabilité et reporting, informatique et gestion du personnel.

Les candidats devront posséder une formation supérieure type ESC et une expérience de 3 à 6 ans en cabinet d'audit et/ou dans le service comptabilité et finance d'une entreprise anglo-saxonne. Ils parleront l'anglais couramment.

Envoyer C.V., salaire actuel sous référence 1749-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, *75010 Paris qui transmettra.*

I.C.A.

Adjoint direction administrative et financière

Nous sommes la première société française spécialisée dans la réalisation d'installations portuaires destinées au déchargement, au stockage et à la manutention de produits pétroliers (et autres). *Par nos* filiales, nous avons diversifié nos services vers des activités parallèles notamment dans les secteurs des produits chimiques, du gaz et de l'agro-alimentaire.

Nous recherchons l'adjoint de notre directeur administratif et financier.

Basé(e) à Paris, vous êtes chargé(e) du contrôle de gestion de la société mère et de certaines de ses filiales, de l'établissement du budget et de son contrôle, de la gestion de la trésorerie et des assurances, de l'audit interne et d'une partie de la fiscalité locale.

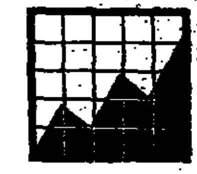
Environ 32 ans, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (sciences-po, Dauphine, école de commerce), vous possédez une expérience *similaire de 5 années minimum.*

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 6944M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Une importante entreprise industrielle du secteur électronique (1000 personnes) située dans le Sud-Est de la France.

Membre du Comité de Direction, il définit et propose les principales *orientations en matière de politique du personnel. Il* met en place les plans d'emploi, de gestion des carrières et de formation. Interlocuteur des *partenaires sociaux, il représente la société* auprès des différents organismes et associations.

Une formation supérieure et une expérience de plusieurs années de la Fonction Personnel dans son intégralité – en milieu industriel – en sont les corollaires indispensables.

Assurés d'une absolue discrétion et d'une réponse, les dossiers de candidature (CV détaillé, photo et PRÉTENTIONS) sont à adresser sous référence CM 28 à Monsieur RIVIÈRE - 15, rue du Colisée – 75008 PARIS, qui transmettra.

SSC INFORMATIQUE PARIS

EN VUE DE CRÉER UN DÉPARTEMENT DANS TECHNIQUE INFORMATIQUE DE POINTE C.A.O., F.A.O., E.A.O.

recherche

UN DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Très introduit dans les domaines de l'informatique et de la formation. Capable de vendre ce type de service auprès d'une clientèle à créer.

Rémunération comprise entre 150.000 F et 350.000 F par an selon les résultats

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération s/n° T 045.698 M, RÉGIE-PRESSE, 7, r. de Monttessuy Paris 7e.

GROUPEMENT INFORMATIQUE

recherche

SON DIRECTEUR

Ayant plusieurs années d'expérience dans la gestion d'un centre informatique. Apte à animer une équipe d'une trentaine de personnes.

Formation : Ingénieur Informatique, DEA ou maîtrise, ou assimilé.
Connaissance des matériels Bull appréciée.
Lieu de travail : *PONT-A-MOUSSON*
Candidature à adresser avec C.V. manuscrit, photo *et prétentions* à :
M. le prés. du G.I.A. de Lorraine, B.P. 409, 57016 METZ CEDEX.

Directeur commercial équipement industriel

300 000 +

Depuis plus de 50 ans, nous produisons une gamme complète d'appareils de mélange, d'agitation et de broyage que nous commercialisons dans le monde entier, auprès d'industries diverses : chimie et parachimie, pharmacie, agroalimentaire, etc...

Nous recherchons notre Directeur Commercial France-Export. En liaison directe avec le Directeur Général, il définit les objectifs commerciaux, dirige et anime l'équipe commerciale et l'administration des ventes. Son esprit d'ouverture marketing et une analyse permanente du marché lui permettent d'orienter le développement des produits et d'en faire la promotion.

Ingénieur ou diplômé d'école de commerce, 35 ans environ, vous avez acquis une solide expérience de l'animation des hommes et de la vente de biens d'équipements industriels en France et à l'étranger. Vous parlez *couramment* l'anglais, l'allemand sera très apprécié.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier *(lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous* référence 4945M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

CONSULTANT INTERNATIONAL DANS LE DOMAINE DE L'AUDIOVISUEL (C.A. 22 MILLIONS)

recherche
POUR SON SIÈGE PRÈS PARIS

UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

De formation supérieure.
Environ 35 ans.
Ayant expérience gestion de marché à l'export et capable justifier maîtrise comptabilité générale et analytique.

Ce poste nécessite une pratique courante de l'anglais et suppose des déplacements à l'étranger.

Adresser c.v. *et lettre manuscrite avec photo et prétentions sous n°* T 045.745 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ASSOCIATION GESTIONNAIRE D'UN CENTRE SOCIO-CULTUREL D'UN QUARTIER DE POITIERS

recherche 1er septembre 1984

UN DIRECTEUR(TRICE)

Date limite de dépôt des candidatures :
14 juin 1984, à adresser au Centre
rond-point de la Blaiserie, 86000 POITIERS.
Tél. : (49) 58-05-52.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

région parisienne

Directeur d'un centre de profit

Distribution alimentaire

Environ 250.000 F + voiture

Un groupe international spécialisé dans la prestation de services à l'industrie alimentaire (entreposage et distribution de produits surgelés) bénéficie d'une direction décentralisée.
Le directeur du centre de profit en région parisienne gère un chiffre d'affaires de 20 millions de francs avec 40 personnes. Sa fonction recouvre l'exploitation de l'entrepôt, l'animation du personnel, et les relations avec la clientèle.
Les candidats devront posséder une expérience en tant que responsable logistique soit d'un centre traitant des produits alimentaires, soit d'une entreprise de transports. (messagerie).
De formation supérieure et de préférence parlant l'anglais, ils devront aussi posséder une expérience d'animation d'équipe.

Envoyer CV, lettre manuscrite et salaire actuel, sous réf. 4397 (mentionnée sur l'envoi), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Importante société de distribution alimentaire recherche son

directeur administratif et financier

Outre la responsabilité directe des différents services comptables, il aura à diriger le service informatique.

De formation minimum DECS, maîtrisant tous les aspects de la comptabilité et animateur d'équipe (50 personnes), le candidat aura une pratique *réussie de responsabilités* analogues.

Le poste basé dans la proche banlieue parisienne sud *permet une rémunération* attractive.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 10307 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

ROUEN

Filiale bancaire, nous vendons des *matériels* et des logiciels micro et nous assurons la maintenance de produits bancaires.

Nous recherchons un

DIRECTEUR DE SSCI

Disposant d'une grande autonomie, vous animez une équique de 20 personnes.

Connaissant bien la gestion, compétent en informatique, vous avez le goût de l'animation commerciale.

De formation supérieure, vous avez *déjà travaillé dans une* SSCI ou dirigé un service informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, salaire souhaité à **M. Hincker, C.I.N.**, 15, Place de la Pucelle **76000 ROUEN.**



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

RESIDENT MANAGER MOROCCO

MULTI-NATIONAL PETROCHEMICAL COMPANY

We have been retained by a major Petrochemical Company to select a Resident Manager to be based in Casablanca.

Candidates will ideally be:
- ☐ Moroccan nationals;
- ☐ university graduates;
- ☐ aged 35 to 45;
- ☐ with a Chemical/Plastics background, with particular *emphasis on Thermoplastics;*
- ☐ at least 3 years experience in the sales/trading of Chemicals or Plastics in Morocco;
- ☐ demonstrated management capability.

A very attractive compensation and fringe benefit *programme* will be *offered*.

Please Air-Mail detailed curriculum vitae to:
Ref. 0654.
Conpar Inc.,
Grosshaus-Am-Kolinplatz,
Ch-6300 Zug,
Switzerland.

Interviews will be held in Paris between June 14 and 19.

SORGEM SA

Cabinet Français d'Organisation
recherche
POUR SÉJOURS EN AFRIQUE FRANCOPHONE

DEUX CONSULTANTS EN ORGANISATION CONFIRMÉS

spécialisés en gestion d'entreprises publiques et organisation générale.

DEUX DIRECTEURS-ORGANISATEURS COMPTABLES ET FINANCIERS CONFIRMÉS

Dans le cadre de ses missions d'intervention, au sein *d'importants organismes publics. Statut expatrié avec ses* avantages. Responsabilités importantes. Travail en équipe.

Ayant *une personnalité affirmée, une formation supérieure,* capables d'exercer un métier difficile nécessitant sens de l'initiative et des relations humaines, capacités techniques et qualités de formation, les candidats devront avoir une expérience africaine, si possible en cabinet, et être disponiblesrapidement.

Merci d'adresser C.V., photo, prétentions et lettre manuscrite *à Mme Josiane DEFRESNE :*

SORGEM – 152, boulevard Péreire. 75017 PARIS.

GUADELOUPE

SYNOREX, SOCIÉTÉ CHIMIQUE
recherche

RESPONSABLE ENTRETIEN

- Bonne formation + expérience exigée en élect. ind., tuyanteries, soudure...
- Ex-mécanicien marine conviendrait part.

C.V. + photo à Cabinet PILYSER, 58, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

NURSE-GOUVERNANTE

30 ans environ
langue maternelle française, *parlant anglais,*

pour 2 enfants 5 et 7 ans, Londres et campagne.

- Nourrie, logée.
- *5.000 F/mois.*
- Très sérieuses références exigées.

Prière écrire VLC, 153, New Bond Street, Londres W1.

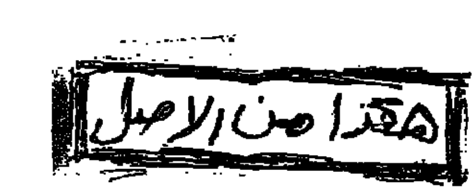
IMPORTANT GROUPE
DE SOCIETES FRANCAISES
recherche

pour filiale Afrique francophone

CHEF COMPTABLE CONFIRME

Diplômé D.E.C.S. ou équivalent -
35 ans environ
Expérience Africaine indispensable.
Salaire annuel brut à débattre suivant niveau et expérience + avantages materiels.

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé s/réf. 94753 a CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opera, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Moulinex

12 usines - 10.000 personnes - C.A. 83: 2,9 milliards de francs

Nous sommes le premier exportateur français pour l'équipement ménager (67% du C.A.) et la moitié de nos investissements concerne une gamme de produits nouveaux à fort potentiel de développement.

En 1983, notre chiffre d'affaires a progressé de 29% au 1er trimestre 1984 par rapport au 1er trimestre 1983.
En 1984, nous continuerons de nous doter des moyens pour aller plus loin (investissement 83 = 190 millions de francs / 84 = 210 millions de francs).

si vous partagez notre ambition, venez nous rejoindre.

Nous recherchons pour notre Division
«APPAREILS DE CUISSON» située à CAEN (2300 personnes)

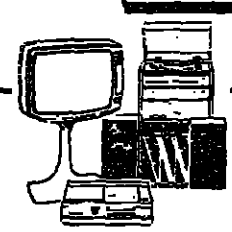
INGENIEURS

(E.N.S.I., I.N.S.A., A.M.)

Nous souhaitons rencontrer des Hommes et des Femmes capables de s'intégrer à notre équipe qui, en quelques années, a renouvelé l'essentiel de sa gamme, créé des produits nouveaux en développant son outil de travail (automatisation et robotisation).

Si la perspective de vous joindre à nous pour que l'entreprise progresse et se développe, vous intéresse, nous vous demandons d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Monsieur le Directeur du Personnel de MOULINEX
Cormelles Le Royal - B.P. 181 - 14015 CAEN CEDEX.

JRP/Jean Régnier Publicité



steli

JEUNE CHEF DU PERSONNEL

STELI, filiale de THOMSON, fabrique dans la région de Tonnerre des sous-ensembles pour magnétoscopes et s'implante maintenant en Lorraine pour assurer le développement de ce nouveau produit.

Nous recherchons le Chef du Personnel de cette nouvelle Unité.

Celui-ci assurera l'ensemble des recrutements, participera à la définition des fonctions et des postes, créera le service administration et gestion du Personnel, concourra au développement progressif de l'Unité, créera les instances sociales qu'il animera avec le Directeur Usine, assurera les liaisons avec le siège social de Tonnerre.

Ce poste de premier plan s'adresse à un candidat de 28-30 ans, de formation supérieure, autonome, doté d'une personnalité affirmée et désireux de valoriser une première expérience d'au moins deux ans dans la fonction en milieu industriel, comme Chef du Personnel ou comme Adjoint.

De réelles perspectives de carrière sont assurées à un élément de valeur. Le poste est situé à **LONGWY.**

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence *5402 M* à notre *Conseil ORION* -
35, rue du Rocher · 75008 Paris.

THOMSON GRAND PUBLIC

HAVAS CONTACT

Ingénieurs Grandes Ecoles, vivez le succès CGI

La **Compagnie Générale d'Informatique**, leader européen du progiciel, se place *parmi les premières SSII tant par son* développement que par ses résultats.

Rejoindre CGI c'est profiter d'une avance technologique, **d'une formation**, d'une *évolution à travers notre expansion.*

Nos 1 100 collaborateurs, répartis en équipes opérationnelles à taille humaine, mettent en oeuvre les méthodes infor*matiques les plus innovatrices.*

Si à votre tour vous souhaitez bénéficier de l'expérience CGI, élargir rapi*dement votre niveau d'intervention et* vos responsabilités d'encadrement, faites **le choix informatique** en adressant votre *dossier de candidature (lettre, CV, photo)* sous réf. JLB/CB à Catherine BARBIER, CGI Ouest-Atlantique, 10 rue Gaëtan Rondeau - 44200 NANTES.

Lieu de travail :
SAINT-NAZAIRE, OUEST-ATLANTIQUE.



Ingénieurs en organisation
de Pau à ... Lagos, Houston...

L'organisation est votre métier. Ingénieur de formation, vous exercez cette activité depuis sept ou huit ans, au sein d'une grande entreprise industrielle ou en cabinet, vous souhaiteriez continuer à exercer ce métier qui vous passionne tout en étant assuré d'une réelle évolution de carrière dans un environnement différent.

C'est la possibilité que vous trouverez en rejoignant d'abord le département organisation du puissant groupe *international qui nous confie cette recherche. Vous aurez à encadrer de petites équipes mixtes,* organisateurs juniors et experts, sur des missions menées tant à l'étranger, en langue anglaise, que sur le territoire national. Faisant appel à des cabinets extérieurs, vous aurez à piloter et coordonner leurs études. Mais vous aurez *aussi à effectuer, par vous-même, sur le terrain, des études spécifiques* allant jusqu'à leur mise en application et pouvant porter aussi bien sur des problèmes de structure que sur des problèmes de procédure. Tout ceci, de façon pragmatique, avec une approche de généraliste, ayant toujours présent à l'esprit le sens du *possible.*

Vous serez appelé, bien sûr, à vous déplacer pour des missions de courtes durées en France ou à l'étranger. Vous pourrez également être affecté ultérieurement pour des périodes de trois ou quatre ans au sein d'une filiale du groupe a l'étranger. Mais, dans l'immédiat vous apprécierez de vous installer dans une ville *universitaire du midi proche de la mer et de la montagne. Ecrivez-nous* rapidement sous réf. 8432 LM afin que nous puissions, avec votre accord, vous présenter à notre client.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine - 75017 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

THOMSON SEMICONDUCTEURS

recherche pour son Centre d'Études et de Fabrication d'AIX-EN-PROVENCE

INGÉNIEUR PLANNING

Dépendant du Chef du Service PLANNING & CONTRÔLE DE PRODUCTION, et en charge d'une famille de produits représentant 20 % du C.A. Centre, il sera responsable:

- de la réalisation des objectifs : Chiffre d'affaires - Service clients - Inventaires.
- de l'élaboration des prévisions à court terme.
- de la gestion d'une équipe d'une dizaine de personnes.

En liaison constante avec les unités de production en FRANCE et à l'étranger, le candidat retenu sera un homme de contact, persuasif, ayant le sens et le goût de l'engagement respecté.

Il parlera anglais et aura de préférence une formation complémentaire en gestion et quelques années d'expérience.

Ce recrutement s'inscrit dans le cadre d'un développement important de notre entreprise, nos objectifs sont ambitieux. Ceux que nous recrutons aujourd'hui, moteurs de notre croissance, auront de larges perspectives d'évolution. Nous souhaitons rencontrer des hommes ayant une solide formation et la capacité de "meneurs d'hommes". Notre politique de gestion des cadres leur permettra de progresser rapidement.

Adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée à Olivier ORSINI -
THOMSON SEMICONDUCTEURS Service du Personnel -
15, rue Camille Pelletan, B.P. 57, 13602 AIX-EN-PROVENCE CEDEX.



HAVAS CONTACT

Nous sommes une entreprise performante dans un domaine électronique de pointe.

Nous renforçons notre potentiel d'études et nous recrutons :

des ingénieurs électroniciens confirmés (débutants acceptés)

LA MISSION : • Animer une petite équipe d'études et de développement • Participer avec le marketing à la définition des produits • Assurer avec les autres services compétents l'industrialisation des matériels • Suivre leur évolution et les améliorer.

Le lieu de travail est situé au Nord de la région Rhône-Alpes et le salaire est fonction de l'expérience des candidats.

Merci d'adresser CV et prétentions s/réf. 94833 à CONTESSE PUBLICITE, 74, rue Béchevelin, 69363 LYON Cédex 07.



OREGA
JEUNE CHEF DU PERSONNEL

OREGA ÉLECTRONIQUE ET MÉCANIQUE (1600 personnes) conçoit et fabrique sur trois sites de production une gamme très diversifiée de produits semi-finis destinés aux industries de biens d'équipement grand public (TV, Hi-Fi, etc.).

Nous recherchons pour l'établissement de Gray (600 personnes) en Haute-Saône notre **Chef du Personnel** à qui nous confierons la responsabilité de l'ensemble des aspects de la fonction (administration et gestion, formation, recrutement, expression des salariés, etc.).

De formation supérieure, bénéficiant d'une première expérience d'au moins 2 ans dans la fonction, soit comme Chef du Personnel, soit comme Adjoint dans une Unité industrielle, le candidat retenu est assuré de trouver dans notre groupe des perspectives de carrière à la hauteur de ses ambitions.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 5262 M à notre Conseil ORION - 35, rue du Rocher 75008 Paris.



HAVAS CONTACT

Un cabinet d'expertise comptable situé à Annecy recherche un

COMPTABLE H.F. EXPÉRIMENTÉ(E)

Resp. de dossiers et cap. de trav. d'une façon autonome. Ecrire avec C.V., photo et prétentions, sous réf. PR-524, à : *Roland DERKUM, conseil,* 48, rue de Margnolles, 69642 CALUIRE CEDEX.

NICE, école de français p. *adultes étrangers, recherche*

PROFESSEUR

exp. pratique V.I.F. et D.V.V. exigée, parlant bien anglais, plein temps, poste permanent. Ec. av. C.V., dét., nº 45780 M, RÉGIE PRESSE, 7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

ECOLE DES MINES DE DOUAI

recherche

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

Quelques années de pratique pour : grands projets de gestion, réseaux C.A.O.

Ecrire avec C.V. et photo à : M. le directeur de l'E.N.S.T.I.M.D. (A l'attention de M. Cotte), 941, rue Charles Bourseul, 59508 Douai Cedex

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

camif

coopérative de consommation ouverte au milieu enseignant, 3ᵉ entreprise de vente par correspondance, *réalise un chiffre* d'affaires de 2,5 milliards de francs, et emploie 1200 personnes. Elle a *développé un service informatique particulièrement performant* et constituant un modèle dans la profession. Il se compose de 8 unités centrales Hewlett Packard avec mémoire de masse de plus de 9 milliards d'octets. Les applications sont orientées "temps réel" avec plus de 500 terminaux connectés (300.000 messages traités par jour). *Pour continuer à développer une stratégie informatique active, basée* sur des applications de haut niveau (Serveur et Minitel ; vidéo-télé ; cartes à mémoires ;...) *la Camif recherche :*

INGENIEUR INFORMATICIEN

Il lui sera confié la réalisation, la conception et le développement d'applications nouvelles (temps réel, télématique, monétique,...) ainsi que la maintenance d'applications existantes. Ce poste convient à un *jeune informaticien de formation supérieure (écoles d'ingénieur,* DEA,...) possédant 2 à 3 ans d'expérience en conduite de projet temps réel. Son dynamisme et sa compétence le feront évoluer vers un poste de chef de projet. Réf. A/162M.

JEUNE DUT INFORMATIQUE

Il devra dans un premier temps, *mener des tâches de programmation* et évoluer rapidement vers une fonction d'analyste. Ce poste s'adresse à un candidat, diplômé (IUT, MIAGE), débutant ou ayant acquis une première expérience en programmation. La connaissance d'applications temps réel sera un atout. Réf. A/163M.

Ces postes nouvellement créés, basés au siège de Niort, et intégrés *au sein du service études, s'adressent à des candidats passionnés* par le développement des technologies de pointe en informatique. Après formation au matériel et au système déjà en place, ils bénéficieront d'une méthode de travail *peu cloisonnée permettant à chacun* de traiter des applications complètes, selon son niveau de compétence, *offrant ainsi des possibilités de développement professionnel* rapides. Au salaire annuel de départ s'ajoutent les avantages de l'entreprise. Les perspectives de formation, d'évolution, et d'intérêt professionnel doivent attirer des candidats *de haut niveau. Ecrire à H.* DAVY en précisant la référence choisie - PS.CONSEIL - 1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82.

PS Conseil



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

La CAMIF, un des grands de la vente par correspondance recherche pour sa **DIRECTION TECHNIQUE**

UN CADRE D'EXPLOITATION

Ce poste est basé à **NIORT**.

Mission :
— Gestion physique de 3 groupes de travail (Retours, atelier montage de skis et cordage de raquettes de tennis, expédition des documentations).
Coordination de 70 personnes réparties dans ces groupes avec l'assistance de 3 A.M.

Profil :
— Qualification de type DUT TRANSPORTS-LOGISTIQUE. Expérience de plusieurs années dans un poste similaire.
Goût et sens des responsabilités. Aptitudes à l'encadrement.
Age souhaité compris entre 28 et 35 ans.

Si vous avez le profil souhaité, écrivez-nous en adressant C.V., photo et prétentions à
CAMIF - DEPARTEMENT PERSONNEL
79039 NIORT Cédex.

Ingénieurs industrialisation

Bourgogne

Cette société, occupant une position privilégiée sur le marché des composants électroniques, recherche, dans le cadre de son développement, de jeunes ingénieurs pour son service Développement-Industrialisation. Ils auront pour mission de définir les conditions dans lesquelles les produits de l'entreprise devront être fabriqués et de participer à la conception du matériel mis en œuvre dans le cadre de la production très automatisée en moyenne et grande séries. Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs diplômés, possédant de solides connaissances en mécanique, électricité, électrotechnique et aptes à appréhender les contraintes liées aux matériaux utilisés. Ils justifieront d'une expérience professionnelle significative au cours de laquelle ils se seront intéressés à la mécanisation des procédés de fabrication. De réelles opportunités existent pour des ingénieurs de bon niveau, tant au sein de la société, que du groupe auquel elle appartient et notamment pour ceux d'entre eux qui souhaiteront s'orienter vers des postes situés en production. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience des candidats retenus. Pour ces postes, les réponses seront transmises directement à notre client. *Prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.* Ecrire à Ph. BONNEFOY en précisant la référence B/7092M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune ingénieur assurance-qualité

Provence

Cette société, filiale d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits destinés à l'électronique professionnelle, recherche, dans le cadre de son développement actuel, un jeune ingénieur assurance-qualité. Sous l'autorité du responsable qualité de l'usine, il aura pour mission principale de mettre en place un processus complet d'assurance-qualité pour deux nouvelles lignes de fabrication. *Homme de contact et d'initiatives*, il devra former et sensibiliser l'ensemble du personnel de ces lignes à l'esprit qualité. Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur généraliste, mécanicien ou physico-chimiste de formation. Il devra, de préférence, justifier d'une première expérience de deux ou trois ans à un poste d'ingénieur de production et/ou de qualité acquise dans des produits à haut niveau de qualité. Des perspectives d'évolution seront offertes à une personnalité de valeur. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience professionnelle du candidat retenu. Ecrire à Ph. BONNEFOY en précisant la référence A/3807M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

IBM
usine de Montpellier
recherche

Pour le Laboratoire d'Évaluation des Produits

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
E.S.E. - ENST - INSA - A et M
ou équivalent

Débutants ou possédant 2 à 3 années d'expérience

• Une bonne connaissance de l'anglais sera appréciée

• Dégagés des obligations du Service National

Adresser lettre de candidature et CV à Monsieur André Ballarin, Assurance des Produits, B.P. 1021 Usine, 34006 Montpellier Cedex.

MASH

Jeunes ingénieurs

Mécaniciens - électroniciens - physico-chimistes - La filiale d'un groupe *international très important recherche, dans le cadre du développement rapide de* ses structures, de jeunes ingénieurs. Mécaniciens ou électroniciens, ils seront affectés, au titre de leur formation, à un service ingénierie au sein duquel ils participeront à la réalisation d'outils de production destinés à la fabrication de composants électroniques en moyenne et grande séries. Physico-chimistes ou céramistes, ils *définiront les conditions dans lesquelles ces produits devront être fabriqués*, en tenant compte des contraintes liées aux matériaux utilisés (céramique notamment). A l'issue de cette période de formation d'un an environ, ils se verront proposer une affectation de deux à trois ans dans une unité de production située en Amérique du Sud, afin d'y participer à la mise en place de nouvelles lignes de fabrication de composants. Ces *réelles* opportunités s'adressent à *de jeunes* ingénieurs débutants ou justifiant d'une première expérience de courte durée, et désireux d'évoluer au sein d'un groupe international important. La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience éventuelle des candidats retenus. Pour ces postes, les réponses seront transmises directement à notre client. Prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire à Ph. BONNEFOY en précisant la référence B/7091M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Centre-Ouest **160 000 +**

Comptable Consolidation

Société de negoce pétrolier et de prestations de services, 2100 personnes, 85 filiales en France et à l'étranger, nous réalisons un CA de 4 milliards de francs.
Basé au siege administratif et rattaché au Directeur Comptable, vous allez créer puis, gérer un service Consolidation. Il concernera 60 de nos filiales, comprendra l'harmonisation des procedures et leur informatisation. Vous aurez également à suivre le portefeuille titres et à seconder le Directeur Comptable dans des tâches plus classiques.
Nous sommes ouverts à des types de candidatures très variées : DECS, Sup de Co, DUT (option Finances/Compta). Nous souhaitons *en revanche que vous ayez, à 30 ans environ, une expérience* similaire. La pratique de l'anglais est indispensable. Nous serons également très attentifs à votre aptitude à «faire passer» vos vues *en souplesse. Enfin, vous serez amené à vous deplacer, en France* et à l'etranger.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. *84/86/128* à notre *Conseil*



DOMINIQUE LELIGOIS 1 rue Grecourt - BP 1522 - 37015 Tours Cx

DESSEIN — CSNCR

CHARGÉ (E) RELATIONS UNIVERSITÉS ET ÉCOLES
CAEN

Promodès, 15.000 personnes en France (dont 960 cadres), leader européen dans la multidistribution en gros et en détail de produits alimentaires et de grande consommation crée, dans le cadre de son expansion continue, le poste de Chargé de Relations avec les universités et les écoles.

Le poste : Adjoint au Directeur du Développement des Cadres, il sera basé à Caen et effectuera des déplacements courts mais fréquents.
En relation avec les écoles et les magasins et entrepôts du groupe, il sera chargé de *l'organisation des stages école et des formations alternées.*
Il sera responsable du recrutement, avec l'assistance du service spécialisé, des futurs cadres au niveau du groupe et du suivi de leur stage d'adaptation.

Le profil : le candidat retenu aura nécessairement reçu une formation supérieure et acquis une expérience opérationnelle d'au moins 10 ans, si possible dans la distribution. Il devra faire preuve de grandes qualités relationnelles. Son évolution assez rapide au sein de la Direction des Ressources Humaines est possible.

Si vous êtes intéressé, adresser cv, photo et prétentions sous réf. 4 MM 2 à ***Intéractions-Promodès,*** M. Paul PÉRIVIER, 27, avenue de Verdun 14300 CAEN. Réponse garantie – Discrétion assurée.

Promodès

HAVAS CONTACT

ALLIBERT manutention

Chef de fabrication
Normandie

Quand vous avez fait les Arts et Métiers, vous avez choisi l'orientation *mécanique générale et vous avez recherché* tout de suite un commandement en production. La technique vous passionne et plus encore la direction des hommes, leurs performances, leur évolution et celle de l'usine. Vous croyez à l'autorité de compétence et vous vous impliquez complètement dans votre travail. Il y a plus de cinq ans que vous êtes dans l'industrie, vous pouvez maintenant tenir un poste plus complet de CHEF DE FABRICATION.

220 personnes, deux ateliers (dont un en 3 x 8), des machines et des moules qui, dans la profession (injection de thermo-plastiques), sont classés dans le matériel de forte capacité; une maîtrise avec une *ancienneté moyenne élevée et une bonne* connaissance du métier. Voilà le cadre de travail que nous pouvons vous proposer. Tout de suite des initiatives et des responsabilités, plus tard des perspectives de développement de carrière. La Direction de l'Usine et vos collaborateurs vous attendent pour faire équipe.

Merci d'adresser sous référence AM 546M votre dossier en précisant bien vos réalisations et vos prétentions et de noter que nous sommes en Normandie à 1 heure de Paris.

SEFOP *11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.*
MEMBRE DE SYNTEC

ORGANISATEUR

Dans le cadre du développement de projets informatiques – *télétraitement* – *la Banque Populaire* de la Nièvre cherche le leader de son équipe d'organisation.

Il aura pour mission :

– De représenter la banque auprès du Centre de Traitement Informatique Régional (DIJON) commun à quatre B.P. ;

– De traduire au sein de la banque en actions d'organisation (circuits, traitements, procédures) les développements informatiques.

Ce poste conviendrait à un Diplômé de l'Enseignement Supérieur ayant *quelques années* d'expérience bancaire.

Envoyer curriculum vitae détaillé à :
Direction des Relations Humaines,
BANQUE POPULAIRE DE LA NIÈVRE
18, rue Albert-Ier, 58006 NEVERS CEDEX.

Bull Systèmes Angers (3500 Pers.)

RESPONSABLE DE PLANIFICATION LIGNE D'ORDINATEURS

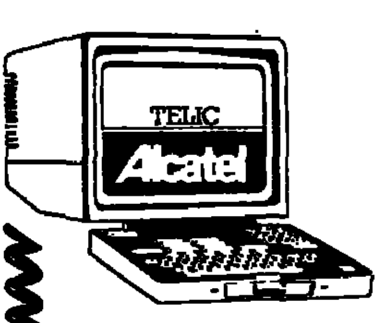
Ingénieur électronicien (*ESE, Telecom...*) vous connaissez bien la structure et le fonctionnement des *systèmes informatiques modernes. Vous souhaitez* compléter vos compétences techniques par la *pratique des mécanismes de planification d'une* grande unité industrielle. Nous vous proposons au *sein de notre équipe de planification, de venir* élaborer les plans de production usine d'une de nos *lignes d'ordinateurs* (DPS8, DPS7, *Mini 6*). *Votre* volonté d'innovation vous permettra d'utiliser au mieux l'ensemble des moyens informatiques, micro-informatique, et bureautique, mis à votre disposition. En relation permanente avec notre *marketing* et nos ateliers de production, vous serez amené à de fréquents déplacements entre Angers et Paris. Votre adaptation à cette nouvelle fonction sera réalisée dans le cadre des actions permanentes de formation de notre équipe.
Alors écrivez-nous :

Cii Honeywell Bull
Service Recrutement
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

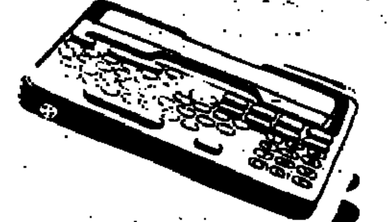




emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



TELIC-ALCATEL



Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public). Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de Francs de chiffre d'affaires.

La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.

Vous avez la même créativité et le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre

DIRECTION TECHNIQUE

INGENIEURS LOGICIEL

CONFIRMES

Une expérience significative vous a permis d'approfondir vos connaissances en logiciel de base, en systèmes temps réel et si possible en réseaux locaux et en bases de données. En vous confiant la responsabilité d'animer des projets complexes, nous vous offrons la possibilité d'élargir votre expérience professionnelle et de promouvoir votre évolution personnelle.

DEBUTANTS

ou ayant une première expérience

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (option informatique, avec de préférence une spécialisation systèmes) ou titulaire d'un DESS logiciel systèmes ; nous vous donnons les moyens de parfaire votre formation au cours d'un stage d'initiation aux produits et méthodes spécifiques de l'entreprise ; nous vous *accueillerons ensuite dans nos équipes où vous participerez* à la conception des logiciels de nos produits et systèmes.

INGENIEURS D'ETUDE ELECTRONICIENS

CONFIRMES

Vous avez acquis une première expérience dans la *conception de systèmes ou produits électroniques et* vous avez de bonnes connaissances en logique ou/et en analogique. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d,animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

DEBUTANTS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole avec une spé*cialité en électronique. Vous approfondirez* vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

INGENIEURS ELECTRONICIENS-PHYSICIENS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole ou titulaire d'un doctorat de 3ème cycle de Physique. Vous êtes particulièrement intéressé par les technologies LSI et des VLSI.

Nous vous proposons de réaliser des études de prospective technique et des expertises dans nos équipes de technologie.

RESPONSABLES DE PROJET

Vous avez une première expérience dans la conception matériel ou/et logiciel de systèmes ou produits électroniques et vous avez déjà animé une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Nous vous proposons de devenir l'un de nos responsables de projet.

A la tête d'une équipe pluridisciplinaire (matériel/logiciel) d'environ 10 personnes, vous aurez pour mission d'animer l'étude et le développement d'un de nos futurs produits.

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC-ALCATEL une entreprise ouverte et évolutive.
Notre principal capital est la «matière grise» et notre expansion se fait principalement par elle.
C'est la meilleure garantie pour un Ingénieur de rester «up to date» et de se voir proposer d'intéressantes et rapides évolutions de carrière.

A 25 km de la forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, carrefour de l'Europe, vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : l'Alsace.

Vous vous reconnaissez dans l'un des postes proposés, et vous pensez avoir le «profil TELIC», adressez, en prélude à notre rencontre, votre curriculum vitae, en indiquant le poste choisi à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité.



GROUPE C.G.E.

TELIC ALCATEL
206, route de Colmar, BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX.

CONTESSE

---

camif coopérative de consommation ouverte au *milieu enseignant*, 3e entreprise de vente par correspondance, réalise un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs avec un effectif de 1200 personnes. Fidèle à sa politique d'innovation, elle a lancé en 1982 un département de micro-informatique, appelé aujourd'hui à un fort développement. Première société à créer un catalogue de vente par correspondance de matériel micro-informatique, la Camif s'appuie déjà sur une structure de service après-ventes et 90 clubs formés par ses adhérents. C'est pour apporter les services attendus par ces derniers, ainsi que pour les collectivités auxquelles elle a décidé de s'adresser, que la Camif structure cette activité et recherche :

TECHNICO-COMMERCIAL

Il aura pour tâche, l'étude, le conseil et la vente auprès des collectivités, ainsi que l'animation et le suivi des clubs micro. Pour cela, le candidat connaîtra les langages et les systèmes d'exploitation utilisés en micro-informatique (Basic, Assembleur, Ms/Dos, Cp/m et Flex 9). Il devra posséder un bon sens commercial et être disponible. Une voiture lui sera fournie pour ses nombreux déplacements. Réf. A/160M.

INFORMATICIEN MICRO

Il sera chargé d'étudier les progiciels ou les nouveaux systèmes d'exploitation disponibles sur le marché, et de rédiger les notices destinées à paraître dans le catalogue micro-informatique. Il devra posséder une très bonne connaissance des matériels et logiciels et être capable de tester complètement les nouveaux produits. Réf. A/161M.

Ces postes, en création, basés à Niort et rattachés à la direction de l'organisation informatique, recherches et applications nouvelles s'adressent à des candidats âgés de 25 ans minimum, possédant une première expérience acquise en programmation ou en technico-commercial, mais surtout passionnés par la micro-informatique. Au salaire annuel de départ, fonction des compétences acquises, s'ajoutent les avantages apportés aux sociétaires de la Camif. Les perspectives d'évolution sont réelles dans ce département en évolution rapide. Ecrire à H. DAVY en précisant la référence choisie - PS CONSEIL - 1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82.

PS Conseil

COLL[illegible]EUR HF

Ce poste s[illegible] formation ESC op[illegible]rketing.

Il sera chargé au sein du Ser[illegible]e Marketing :
- de la conception, du choix [illegible] support publicitaire,
- d'assu[illegible]er le suivi des contac[illegible] avec les médias, le[illegible]gences de p[illegible]licité,
- de [illegible]rer, élaborer [illegible] les campagnes pu[illegible]ires.

[illegible] l'adre[illegible]er c.v., p[illegible] et préte[illegible] [illegible]irection du Pe[illegible]

Crédit Mu[illegible] du Sud Ou[illegible]

[illegible]LE 97 - 16003 [illegible]

Axial Publicité

Les métiers du tertiaire évoluent... participez avec nous à cette évolution en devenant

PROFESSEUR AFPA

à Bordeaux-Pessac

Vous serez chargé du développement et de l'animation de la Formation Continue dans ce C.F.P.A. Vous y étudierez les nouvelles qualifications requises par les métiers de ce secteur et concevrez des actions de formation qu'il vous faudra promouvoir et négocier auprès des entreprises.
Vous serez donc en relation permanente avec le marché du travail et de l'emploi.

De formation supérieure niveau II ; vous assumez depuis au moins 5 ans, un poste de responsable dans la gestion, la vente, l'import-export, le marketing... La connaissance de l'outil informatique est indispensable.



Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur CV détaillé avant le 5 Juin 1984 au Directeur du C.F.P.A de Bordeaux-Pessac 94, avenue de Canejan 33600 PESSAC.

Préservatrice Foncière

L'UN DES PREMIERS GROUPES PRIVES D'ASSURANCES
recherche pour ses délégations régionales de:

PARIS, LYON, BORDEAUX, LILLE, RENNES, ORLEANS, NANCY

ingénieurs

ENSAM - ENSI - INSA (option chimie appréciée)

Le développement de nos activités nous conduit à créer des postes d'INSPECTEURS RISQUES INDUSTRIELS.

INGENIEUR : vous êtes le spécialiste qui évaluez, souscrivez, visitez les risques industriels. Vous serez opérationnel après une formation complète au sein de notre siège.

CONSEIL : vous assurez un rôle d'assistance, de négociateur. Vous vous positionnez comme l'interlocuteur privilégié des directeurs d'entreprise.

ANIMATEUR : vous sensibilisez votre réseau d'agents généraux à la démarche inhérente aux risques spéciaux.

Nous vous offrons un poste à responsabilités.
Plus que votre expérience, vos qualités personnelles sont déterminantes: désir d'atteindre des objectifs, autonomie, motivation, mobilité.
Votre rémunération attractive sera fonction de vos capacités et de vos résultats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous référence 7132 à PRESERVATRICE FONCIERE - Emplois et Carrières - 18, rue de Londres 75457 Paris Cédex 09.

Axial Publicité

GROUPE TRANSPORTS
GRAVELEAU

Pour nous, demain c'est déjà aujourd'hui !
Avec 1 000 personnes, 2 filiales, 30 agences, notre vocation européenne n'est plus à démontrer. L'informatique et la robotique ont accru nos performances, mais ce sont les hommes qui sont les « artisans » de notre réussite. Notre volonté de conserver des structures à taille humaine grâce à une politique sociale imaginative et avancée nous *conduit à recruter un*

JEUNE ADJOINT
DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

De formation supérieure, il possède suffisamment de technicité pour gérer et administrer les 500 personnes de la plus importante société, mais aussi, et surtout assez de potentiel, d'ouverture et de dialogue pour être pleinement associé à l'expansion qualitative du groupe tout entier.

Le poste est basé au siège, **EN VENDEE**, entre deux grandes villes universitaires, et à quelques tours de roues de l'Atlantique.

Pour une rencontre que nous souhaitons prochaine, adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à notre conseil.

Michel AUBRY LE VICTORIA 82 Bd d'Angleterre 85000 LA ROCHE SUR YON

Leader européen et n° 3 mondial dans sa spécialité, notre société appartient au groupe CHARGEURS S.A. et réalise 70 % de son C.A. à l'export.
C'est pourquoi nous recherchons notre jeune

Responsable Administration export

Il assure la logistique et le suivi des ventes, organise et contrôle l'activité de 2 assistantes export (gestion des commandes, transports, douanes, relances clients, litiges). Il est l'homme de coordination entre le Siège et les clients, celui qui recueille, traite et transmet l'information utile au directeur commercial export.

Jeune diplômé d'une école supérieure de commerce, à fort potentiel, vous justifiez d'une expérience de deux ans dans l'administration ou la gestion des ventes export, ou bien encore dans le transit maritime. La connaissance des rouages du commerce international et un anglais courant sont nécessaires pour prendre ce poste très évolutif, basé à Péronne (80), à 130 Km au nord de Paris.

L'espagnol serait un plus. Rémunération : 120.000 F +.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle et souhaitée) sous réf. 84390 à

Selecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON-CSF

CENTRE ÉLECTRONIQUE DE BREST-MORLAIX

recherche pour son établissement de **BREST**, un

CHEF DE PRODUCTION

Cet ingénieur Grande École de 40 ans minimum (MINES, A.M., NANTES, INSA) aura, en plus d'une bonne expérience en milieu industriel, une forte personnalité. Des connaissances en gestion de production seront appréciées.

Le poste est de niveau III B.

L'ensemble des services à diriger comprend plus de 800 personnes.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel - THOMSON-CSF CEBM, Route du Conquet, 29283 BREST CEDEX.

HAVAS CONTACT



JEUNES DIPLÔMÉS

GROUPE INTERNATIONAL EN PLEINE EXPANSION, VOUS OFFRE :
- UNE FORMATION
- DES CARRIÈRES

1er grossiste multidistributeur en Europe dont le C.A. consolidé a progressé de 20 % *par an. En 1983 – 19,800 Milliards de Francs, recherche pour sa branche* ***Promogros***, Commerce de gros et de détail, réalisant 45 % du C.A. du groupe, 6.000 personnes, 80 établissements de gros, 1.700 supermarchés et magasins de proximité, JEUNES DIPLÔMÉS BAC + 3 ou BAC + 4 de formation gestion commerciale – E.S.C., et leur propose de devenir ***CADRE DE LA DISTRIBUTION.***

Après une période de formation rémunérée, ils seront titularisés dans l'un des secteurs d'activités suivants : commerce – logistique – marketing – gestion – comptabilité – administration – personnel.

Ils réussiront :
- si ils sont disponibles ou mobiles géographiquement,
- si ils possèdent un tempérament affirmé,
- *si ils ont un goût marqué pour les tâches concrètes et variées* nécessitant initiative et sens des responsabilités.

Ils seront dégagés des obligations militaires.

L'évolution ultérieure tiendra compte de la formation de base.

Si vous êtes intéressé, envoyez cv, photo et prétentions sous réf. M5 ***Promogros***, M. Charles LECLERC, Direction du Personnel, B.P. 17, *14120 MONDEVILLE. Réponse garantie.*

HAVAS CONTACT





JEUNES INGENIEURS
Spécialistes Electricité

ESSO CHIMIE, filiale du plus important groupe mondial, réalise un C.A. de 5 Milliards de F. *avec un effectif de* 1 200 personnes. *Ses résultats économiques en font une des* sociétés les plus performantes de son secteur d'activité en France. Pour ses unités de production de Normandie, nous proposons aujourd'hui deux postes d'Ingénieurs Spécialistes *Electricité.*

A la suite d'une période de formation, ils prendront en charge sur le site, des missions complètes en matière de réseau électrique haute et basse tension. Ils optimiseront les *installations afin d'en accroître la fiabilité. Ils étudieront les nouveaux équipements.* Ils conseilleront et assisteront l'exploitation et l'entretien pour tous les problèmes relatifs aux installations électriques.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes Ingénieurs Electriciens débutants ou ayant une première expérience industrielle acquise de préférence dans le contexte d'une production fortement automatisée.

Les postes sont basés à N.D. de Gravenchon, entre Rouen et le Havre.

Un bon niveau d'anglais est souhaité. Le niveau de rémunération et les perspectives de carrière sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 10507 T, à :

EGOR INDUSTRIE
8, rue de Berri 75008 Paris.

média-system



Groupe privé recherche pour ses filiales françaises (Champagne, Normandie, Nord, Ouest, Est et Rhône) des Cadres administratifs, comptables et financiers.

Cadres administratifs comptables et financiers

Gérer et décider

Gestionnaires de PME, ils bénéficient d'une large autonomie d'action, de gestion et de décision.

De formation supérieure (option finances et comptabilité), âgés de 30 ans minimum, ils ont assuré des **responsabilités importantes, encadré une équipe, pris des décisions.**

Les candidats intéressés sont invités à adresser leur candidature (lettre, CV, rémunérations actuelle et souhaitée) sous réf. 4673 M à l'agence DESSEIN 69 rue de Provence 75009 PARIS, qui nous la transmettra *afin que nous l'examinions en toute discrétion.* (Merci de préciser le secteur de votre choix).

DESSEIN

Depuis Grenoble

la gestion du personnel en milieu international

Parmi les leaders dans la technologie du forage pétrolier notre société développe son activité et ses implantations à travers le monde.

L'acquisition, en 1984, de notre autonomie comme filiale d'un groupe industriel important, exige la mise en place d'une structure et de procédures de gestion de personnel adaptées à notre activité internationale. Pour gérer notre expansion rapide sur le plan des hommes, la mission que nous souhaitons vous confier vous amènera à participer en étroite collaboration avec notre secrétaire général, à la mise en place de cette politique en France *comme à l'étranger. Vous aurez par ailleurs*, sur le plan opérationnel, la responsabilité du recrutement, de la formation et de la gestion des carrières notamment de nos cadres et techniciens expatriés, ce qui vous amènera à faire de courts *séjours sur nos bases.*

Responsable de personnel confirmé (Ecole de Gestion ou d'ingénieur), vous *avez, à environ* 30 ans, une expérience dans un contexte international, et vous parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil ALGOE. Ecrivez sous référence *853 M à Michèle GOMEZ*



9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY

MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

Jeune contrôleur financier : disponibilité et capacité d'adaptation

Vous avez une formation de gestionnaire : *HEC, ESSEC, ESCP* ou d'ingénieur, complétée par un *MBA.*

Faire connaissance de façon approfondie avec l'entreprise qui vous engage et apprendre de l'intérieur ses méthodes et ses *procédures, et ce faisant acquérir rapidement une expérience variée : c'est peut-être le souhait du débutant que vous* êtes... Vous le réaliserez parmi nous si vous avez la disponibilité et la capacité d'adaptation nécessaires.

Après une période de formation acquise auprès des divers départements financiers, qui vous confieront des projets précis et limités dans le temps, vous serez affecté à un poste permanent à VILLENEUVE-LOUBET, près de NICE. Vous saurez y valoriser vos expériences multiples *nouvellement* acquises. La connaissance de l'anglais vous sera bien sûr indispensable.

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous référence CORP/0584/1M à :
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
8/10, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY

Organisation et Publicité



CENTRE DE RECHERCHES
PHARMACEUTIQUES
Ville universitaire province proche PARIS
recrute

CHIMISTE

pour faire de la recherche bibliographique en synthèse et brevets.

Le candidat doit avoir une licence ou maîtrise de chimie avec unité de valeur en chimie organique.

Anglais lu et écrit. Allemand souhaité.

Posséder le permis de conduire V.L.

Formation au poste assurée.

Envoyer CV, photo (retournée) et prétentions sous réf. 26462 sur enveloppe à JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

Réponse assurée.

JRP/Jean Régnier Publicité

HELIOS STRECO DURANDO

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL
recrute pour

LYON, GRENOBLE, MARSEILLE

Auditeurs Seniors

Nous vous proposons :
- un cadre de travail stimulant
- une clientèle nationale et internationale
- une carrière évolutive et des prises de responsabilités rapides
- une *formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux* et internationaux.

Nous vous demandons :
- le diplôme d'une grande école
- une expérience d'audit de 2 ans minimum.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à HELIOS STRECO DURANDO B. MOGENNET - BP 39 - 69811 TASSIN Cedex.

Unilever France Services

recherche pour la ***COFNA*** *(nutrition animale, 1MdF de CA,* 600 personnes) un

Assistant chef de marché
Division Petfood

La Division Petfood de la société est chargée du développement *d'une gamme de produits* pour chiens et chats sous la marque VOYOU. Le chef de marché souhaite confier à son assistant des responsabilités sur l'ensemble du marketing de la gamme : développement, recherche de positionnement, politique de prix, publicité, promotions.

Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, IEP, INA) capables de *prendre rapidement en charge ces responsabilités* dans un contexte de larges délégations. Ce poste est à considérer comme une première étape dans une évolution de carrière marketing.

Le poste est basé à TOURS (37).

Merci d'adresser votre candidature + photo *sous la référence* XIV/84 LM à Jean-Claude CHERPIN - Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé 75384 PARIS CEDEX 08



Crédit Mutuel Centre Est

recherche

REDACTEUR
crédit aux entreprises

Sérieuse formation comptable (DUT Gestion, BTS Compta, DECS),
Aptitude à l'analyse financière et sens du risque, goût du contact,
Expérience dans une fonction similaire indispensable.

Adresser c.v. détaillé, prétentions à C.M.C.E. BP 350 - 21000 Dijon Cedex.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
recherche

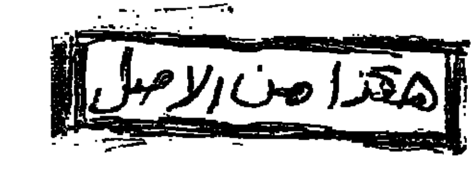
INGENIEURS
PRODUCTION OU FABRICATION

Dilpômés d'une école d'ingénieurs (A.M., ENI, ENSI, ETACA, etc).
Débutants ou ayant déjà une première expérience de production ou fabrication dans une entreprise industrielle de grande série.

Les candidats retenus se verront offrir de réelles possibilités d'évolution dans le groupe.

Lieu de travail : Région Centre.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prét. sous réf. 94588 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE DE L'OUEST

recherche pour son département ALIMENTATION ANIMALE (chiffre d'affaires : 1 milliard de francs)

LE RESPONSABLE ACHATS DES MATIÈRES PREMIÈRES

IL SERA CHARGÉ :
- De l'approvisionnement de 5 usines d'aliment du bétail ;
- De l'optimisation des formules d'aliments sur ordinateur ;
- Et aura la responsabilité d'une équipe de six personnes.

De formation supérieure agricole ou commerciale, le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, aura déjà quelques années d'expérience dans l'industrie *de l'alimentation animale ou le négoce des matières premières* à un poste de responsabilité.

La rémunération ne sera pas inférieure à 180.000 F.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. sous réf. T 45.751 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

INGENIEUR ARTS ET METIERS ou DIPLOME EQUIVALENT

Vous avez au moins 5 ans d'expérience dans un bureau d'études mécaniques. Notre entreprise située dans le Nord de la Provence, filiale d'un groupe national très important, vous offre un poste d' *INGENIEUR BUREAU D'ETUDES* dans son département machines spéciales.

Ces machines fabriquées à l'unité ou en petite série sont étudiées pour des applications très variées et font appel aux techniques d'automatisme les plus modernes.

Elles sont conçues en étroite liaison avec une équipe d'automaticiens.

Le travail sera passionnant pour un candidat créatif et efficace et une rémunération très motivante sera offerte en fonction de la valeur professionnelle et de l'expérience.

Bonnes notions d'anglais nécessaires.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. *détaillé* sous réf. BO75 à :

CHRISTIAN LEPOUTRE – Conseil en recrutement – Mercure C - ZI Aix BP 1 - 13763 LES MILLES

CIN CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE

Souhaite intégrer à sa Direction Financière, en plein développement

GERANT DE PORTEFEUILLE TITRES CLIENTELE

La fonction comprendra également une assistance technique et commerciale auprès des directions régionales.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 3-4 ans d'expérience et possédez un anglais courant.

Position cadre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, salaire souhaité à M. GELEE, C.I.N., 15, Place de la Pucelle 76000 ROUEN.

Yves Rocher

Les Laboratoires Yves Rocher (3 unités de production, 2200 pers), recherchent pour LA GACILLY

INGENIEUR CHIMISTE H/F

ou Doctorat 3ème cycle, ayant au maximum 1/2 ans d'expérience, pour analyses *matières premières et produits finis.* Evolution possible de carrière à l'étranger. Anglais courant souhaité. Merci d'adresser s/ identification 894, CV détaillé avec photo et indication de salaire au





CEIP Conseil d'Entreprises 56270 PLOEMEUR

GROUPE BANCAIRE ALSACE

recherche

- **Informaticiens projets.**
- **Ingén. système MVS, IMS/VS.**
- **Analystes programmeurs** avec expérience.
- **Ingénieurs informaticiens** confirmés
- **Informaticiens débutants** (miage, ingénieurs)

Veuillez transmettre candidature avec C.V. détaillé et prétentions.

Ecrire n° 7944, *le Monde*, SERVICE ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

MARSEILLE Banque régionale

10 AGENCES à MARSEILLE et région

Filiale du Groupe C.I.C.

rech. suite promotion interne prochaine

Jeune CHEF COMPTABLE

RESPONSABLE DU Sce COMPTABILITE (12 personnes), DES COMPTES DE RESULTATS, DE *TOUTES LES SYNTHESES en découlant* (statistiques et tous documents de gestion et contrôle budgétaire), des INFORMATIONS à fournir aux *organismes de tutelle et à l'Administration fiscale.*

- D.E.C.S. complet ou EXPERTISE
- EXPERIENCE (5 ans minimum) DE CHEF COMPTABLE ou Adjoint
  - de préférence en BANQUE (Comptabilité ou Contrôle)
  - ou Cabinet d'audit ou Entreprise

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8043 à

SC sélection conseil 98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Le Centre National pour l'Exploitation des Océans

recherche

UN REDACTEUR DE REVUES

Il sera chargé de :
- *rédiger des articles à caractères scientifique et technique*
- *préparer des manuels de vulgarisation,*
- *élaborer un programme de communication Recherche-Profession.*

De bonnes connaissances du domaine des ressources vivantes ainsi qu'une formation scientifique seront appréciées.

Lieu de travail : NANTES.

Envoyer C.V. au Service du Personnel cnexo 66, *avenue d'Iéna* 75116 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Analyste programmeur expérimenté IBM 38

Nous sommes une importante société dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics située à Nanterre (92), et recherchons un analyste-programmeur système IBM 38.

Votre expérience de 3 à 5 ans vous a permis d'acquérir une solide compétence dans la maintenance du système et de ses applications : création et amélioration des programmes de sauvegarde et journaling, gestion des performances du système, configuration des périphériques, *création de programmes annexes...*

Votre connaissance de la programmation GAP III, par conséquent du système 34, et de l'APPC ainsi que votre esprit pratique tourné vers les utilisateurs seront les garants de votre réussite.



Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. : LM-190, à Dumez, Service des Relations Humaines 345, avenue Georges Clemenceau, 92022 Nanterre Cédex.

DES GENS SOLIDES

média-system

Contrôle de gestion en milieu industriel

Un groupe industriel, leader dans le domaine de l'équipement automobile, recherche pour l'une de ses divisions (CA 1 milliard, 4000 personnes)

CONTROLEUR DE GESTION

Il participe à l'élaboration de nouvelles procédures et à leur mise en place.

Responsable de lignes de produits, il assure toutes les tâches d'un contrôleur de gestion en milieu industriel et son avis sera prépondérant pour l'ensemble des *décisions stratégiques de l'entreprise.* Diplômé d'Etudes Supérieures (HEC, ESSEC...), il peut se prévaloir d'une expérience similaire d'au moins cinq ans, de préférence dans une société anglo-saxonne.

Il s'agit d'un poste particulièrement passionnant, où un candidat à fort potentiel, aimant travailler en équipe, pourra donner sa pleine mesure.

Poste basé banlieue Sud.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle *sous la référence 405 194 M (à mentionner sur l'enveloppe).*



BERNARD KRIEF CONSULTANTS, 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

---

services

BANQUE PARIS 8ème, Filiale d'un Groupe Industriel recherche pour son «DEPARTEMENT BANCAIRE»

2 CADRES

- 30 ans environ - classe V/VI

• un de ses **RESPONSABLES DE CLIENTELE «GRANDES ENTREPRISES»**, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC - ESSEC - SUP DE CO - SCIENCES PO - CESB...).
Il sera chargé des études et de l'élaboration des dossiers de crédit.
Il aura, en outre, à promouvoir les différents services de la banque auprès de cette clientèle. Réf. GE

• un **RESPONSABLE ADMINISTRATIF**, diplômé ITB - CESB ou ayant une expérience bancaire de bonne qualité dans le domaine des Engagements pour prendre en charge, sous l'autorité du Responsable du Département, la mise en place, le suivi et le contrôle des engagements. Réf. RA

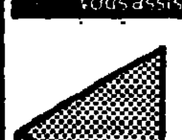
BANQUE PRIVEE, Filiale d'un Groupe International, recherche

GRADES (EES)

• **Département Etranger : REDACTEUR**
4/5 ans d'expérience toutes opérations
Bonnes connaissances de la réglementation des changes Réf. DE

• **Département Trésorerie - Change : COMPTABLE**
2/3 ans d'expérience du back-office. Réf. TC

Pour ces 2 postes, l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. *du poste choisi, à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin* 75009 Paris




Banque privée recherche

Responsable administratif et comptable

POUR ASSISTER LA GESTION FINANCIERE DE : F.C.P. - SIVAC - FONDS DE TRESORERIE.

Le candidat devra avoir acquis une expérience au sein d'une banque ou d'une société de gestion. Une connaissance de l'informatique sera appréciée.

Adresser CV, photo et prétentions, sous référence 8147 (mentionnée sur l'envoi), à *Média-System,* 104 *rue* Réaumur 75002 Paris, qui transmettra, discrétion assurée.

Dans le cadre de son activité

CREDIT BAIL

Important groupe bancaire recherche pour PARIS

RESPONSABLE DES ENGAGEMENTS

Notre rôle : Mettre à la disposition des banques régionales du groupe des produits financiers diversifiés tournés vers les *entreprises.*

Nous vous proposons de prendre la responsabilité du service des engagements de notre activité de crédit bail, et plus généralement, de financement à moyens termes des investissements. A ce titre vous dirigerez et animerez une équipe dont *les effectifs* vont connaître une croissance rapide.

Par ailleurs vous serez chargé d'améliorer la procédure d'étude des risques et de mise en forme des contrats. Vous devrez également mettre en place une organisation et des moyens de suivi permettant de valoriser nos relations avec les banques régionales dans un contexte de large décentralisation.

De formation supérieure (Bancaire ou gestion) vous avez une expérience d'au *moins 5 ans dans une fonction similaire* auprès d'un établissement financier ou d'une banque.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s / réf. 7592 à PIERRE LICHAU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



Au sein de son service central d'Audit Interne, le Groupe **L'AIR LIQUIDE** recherche un

Auditeur confirmé

pour rejoindre son équipe de 4 personnes et mener diverses missions dans les départements, divisions ou filiales en France et à l'étranger.

De formation supérieure, Gestion/Informatique et de haut niveau comptable (expertise en cours si possible), vous avez une expérience d'audit d'environ 5 ans *en cabinet et/ou dans* un groupe international, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais.

Votre aptitude aux contacts *humains,* votre rigueur et votre ouverture d'esprit vous permettent d'évoluer dans un groupe qui réussit.

Nous vous remercions d'écrire s/réf. 252 en précisant la rémunération souhaitée, à Françoise Beigbeder - 150, Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

FAITES VOUS UN PASSÉ.



L'avenir appartient aux femmes et aux hommes qui ont un passé. Un capital de connaissances bien sûr, mais aussi un capital d'image, de notoriété. En rejoignant Transpac vous prenez cette dimension qui est indispensable à votre réussite.

L'élan télématique

Transpac est le plus grand réseau mondial de *transmissions de données. Il véhicule chaque* mois, entre ordinateurs et terminaux, 150 milliards de caractères. Et pour accroître encore la capacité de son réseau, Transpac investit, en 1984, 374 millions de francs, augmentant du même coup ses effectifs de 25 %.

En rejoignant les talents qui s'expriment déjà chez Transpac, vous aurez l'avantage d'exercer vos responsabilités dans les centres économiques de la France : Rennes et Région Ouest pour *les activités techniques de Transpac. Paris et les* principales métropoles régionales pour l'animation commerciale. Les 20 plus grandes villes de France pour la production et la maintenance. Vous rayonnerez aussi sur l'étranger puisque notre technologie a été retenue par des pays aussi variés que les U.S.A., la Finlande, le Brésil, l'Australie et la Corée du Sud... et que nous avons aussi pour vocation de vendre notre savoir-faire sur les cinq continents.

Alors, entrez dans le monde de Transpac pour que, demain, sa notoriété et son image deviennent aussi les vôtres.

Les cartes de visite que nous vous proposons

• ingénieurs et techniciens pour les études, recherches et développements en transmission de données • ingénieurs systèmes, analystes et programmeurs "temps réel" • *ingénieurs et techniciens* pour la planification et l'exploitation du réseau • ingénieurs et techniciens de production et de maintenance des raccordements au réseau • cadres et employés pour la gestion financière • *formateurs* • *ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux*, cadres de gestion commerciale • assistants commerciaux • spécialistes politique produits • spécialistes de gestion du personnel et des relations humaines • etc...

Transpac - service du personnel et des relations sociales - Tour Maine Montparnasse - BP 145 - 33, avenue du Maine - 75755 Paris cedex 15.

La société Transpac est une filiale de la Direction Générale des Télécommunications (Ministère des PTT)



Le plus grand réseau mondial de transmissions de données.

RENAULT recherche pour sa **Direction des Affaires Scientifiques et Techniques**, un

INGENIEUR MECANICIEN PLASTIQUES ET COMPOSITES PLASTIQUES

Une expérience de 5 à 10 ans lui permet de prendre pleinement en charge des actions de recherche et de pré-développement dans un important laboratoire, sur les matériaux et les *procédés de transformation, en vue d'applications* de grandes séries.

Lieu de travail : Rueil-Malmaison.
Pratique courante de l'anglais.
Larges perspectives d'évolution dans le Groupe, en France et à l'étranger.

Adressez votre candidature à :
REGIE NATIONALE DES USINES RENAULT,
Direction Générale du Personnel des Relations Sociales, Service Ingénieurs et Cadres,
8-10 avenue Emile Zola.
92109 Boulogne-Billancourt.

RENAULT

média-system

---

marketing - bureau d'études
génie industriel - support

INGENIEURS

DIPLOMES DEBUTANTS et EXPERIMENTES

Vous êtes motivés par un constructeur informatique qui se veut très en avant dans le domaine des *technologies de pointe, et qui l'a* prouvé. La progression de son C.A. témoigne bien de son dynamisme. Vous êtes **ingénieurs diplômés, débutants et expérimentés.** Notre taille et notre rayonnement nous permettent de vous proposer des opportunités dans une large palette de fonctions : **marketing, bureau d'études, génie industriel, support.**

Pour un premier contact nous vous prions d'écrire sous réf. 4657 à l'agence DESSEIN 69, rue de Provence - 75009 Paris, qui transmettra.

Assurez !

Ecoles d'ingénieurs, HEC, ESSEC, ESCP

Les AGF :
- un C.A. mondial *consolidé de 15 milliards* de francs,
- un groupe de 13 000 collaborateurs,
- 8 métropoles régionales et une présence dans plus de 50 pays.

Pour maintenir et développer notre encadrement de demain, nous recrutons de **jeunes diplômés débutants.**

Vous souhaitez vous **investir et évoluer** dans une entreprise dynamique.

Nous vous proposons d'y occuper des **postes clés** :
- vous vous familiariserez à nos techniques et à nos *systèmes de gestion* au cours d'un **stage d'un an** dans plusieurs de nos directions,
- *vous prendrez ensuite* un **poste opérationnel évolutif** à la mesure de vos moyens et de vos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/28 aux AGF - Département Recrutement - 33, rue Lafayette - 75426 PARIS Cedex 09.

AGF ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

MEDIA PA

CHARGEURS S.A.

Information financière: un poste stratégique

Notre Service d'Information Financière assure le suivi et le reporting des différentes *sociétés du Groupe* CHARGEURS S.A. Sa mission n'est toutefois pas seulement d'établir les documents de reporting et d'en contrôler le contenu mais aussi :
- d'analyser la marche des affaires et de dégager les tendances d'évolution de chacune des branches d'un Groupe aux activités *diversifiées*,
- de participer à l'élaboration des budgets et à l'établissement des consolidations,
- de conduire des *études financières pour le Groupe* et ses sociétés,
- de suivre les investissements, d'étudier les demandes et de participer à la politique en ce domaine.

Ce service constitue donc un lien spécifique entre la Direction du Groupe et ses sociétés et remplit une fonction stratégique importante.

Nous vous proposons d'en prendre la responsabilité.

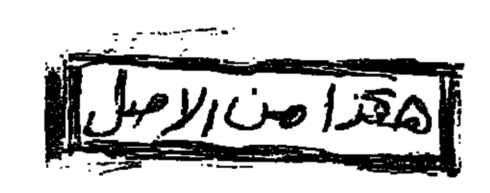
Après 5 ou 6 ans d'expérience professionnelle, vous avez exercé des fonctions de contrôleur de gestion ou d'audit avec la responsabilité de missions «élargies». Diplômé(e) d'une Ecole de Commerce ou de gestion, (Finances - Comptabilité), vous savez utiliser l'informatique.

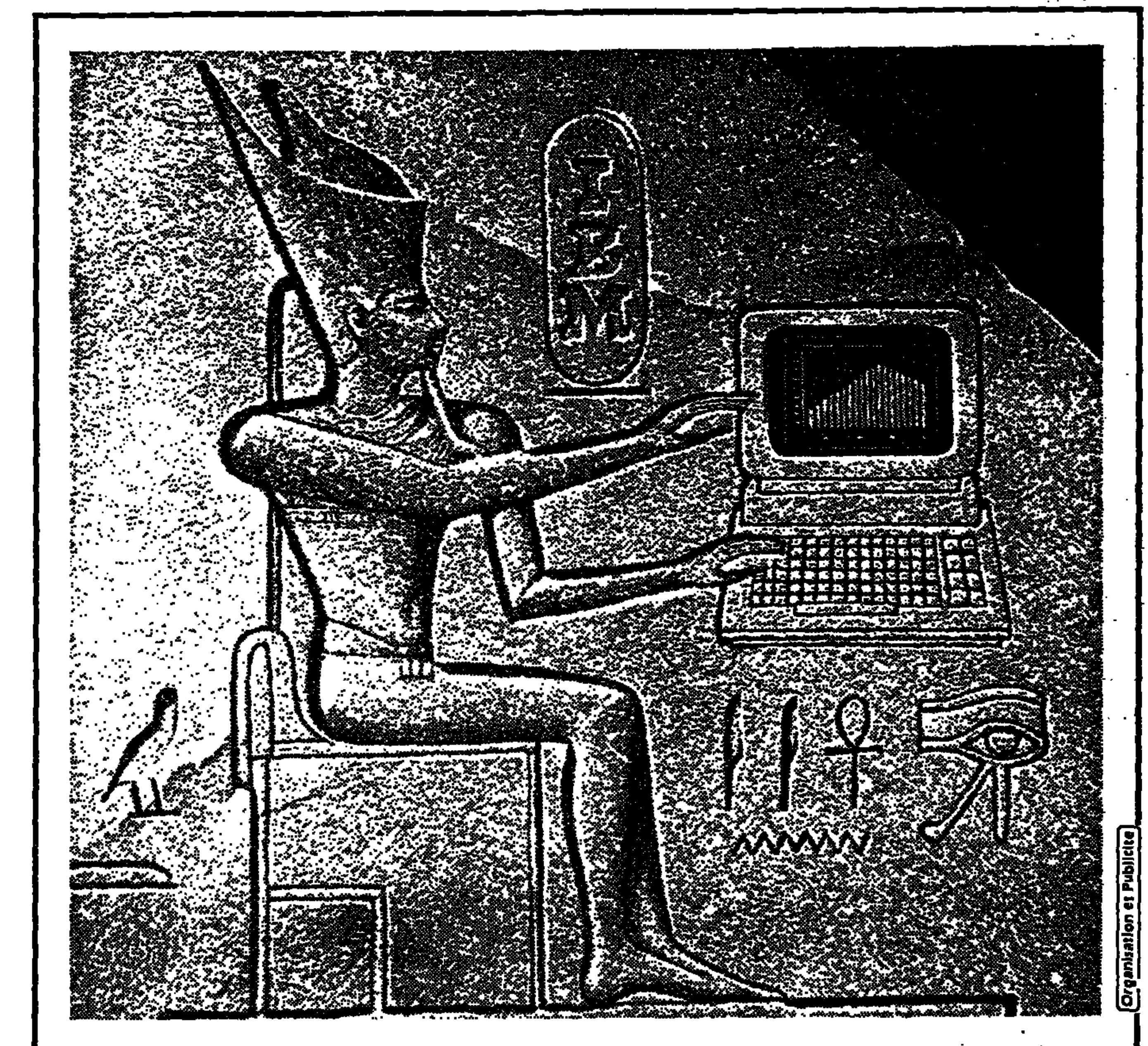
Vos responsabilités vous conduiront au-delà de la maîtrise des techniques comptables et financières, à remplir des tâches de réflexion et d'analyse, à superviser une équipe de collaborateurs et donc à connaître notre Groupe pour y occuper ultérieurement d'autres fonctions.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 279/31

COFROR

Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris La Défense





Organisation et Publicité

LE REVE DE SNEFROU

Une nuit, Snéfrou, fondateur de la 4ème dynastie d'Egypte, eut un songe : "l'heure est venue de faire construire ta sépulture. Qu'elle s'élève d'un seul jet vers le soleil" lui dit Horus. Au matin, il fit venir son architecte et lui ordonna de donner forme a son rêve : "tu dépasseras en gloire et en célébrité Imhotep, ton illustre prédécesseur, qui éleva pour Djoser la première pyramide à degrés". Aussitôt celui-ci se mit à ses calculs, rassembla les hommes et les matériaux nécessaires sur le site choisi, à Dahchour. Les travaux commencèrent, mais se heurtèrent vite à d'importantes difficultés techniques. Un jour, l'architecte rencontra un jeune homme étranger qui lui proposa son aide : "j'ai une machine qui te permettra de résoudre tous les calculs qui te préoccupent et même de prévoir tes besoins en blocs de pierre et outils, en hommes et en vivres pour les nourrir". Alors l'architecte s'éveilla et comprit qu'il avait rêvé... Il dut trouver à son problème la seule solution à sa portée.*

Aujourd'hui cette merveilleuse machine existe : elle s'appelle l'ordinateur. Et le jeune homme ou la jeune femme qui propose aux entreprises de réaliser, grâce à lui, leurs projets, c'est l'ingénieur commercial IBM. Son rôle : conseiller les directions générales dans l'établissement de leur plan informatique ; et pour cela analyser leur situation, bâtir des solutions adaptées. Partenaire de leur développement, il agit en toute responsabilité et autonomie.

DIPLOME(E) D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE, vous venez d'achever vos études ou avez peut-être une première expérience. Vous avez des connaissances en anglais... Nous vous proposerons une formation, alternée et rémunérée, à nos produits et à nos méthodes. Si vous êtes intéressé(e), écrivez-nous : IBM France, réf. ICM28/5 Département Recrutement - Orientation - Conseil, 2, rue de Marengo, 75001 Paris. Nous traiterons votre candidature avec discrétion et rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

** Cette solution, ce sera une pyramide à double pente, connue sous le nom de "rhomboidale". Elle a ouvert la voie aux lignes pures et aux proportions parfaites de la pyramide de Cheops, successeur de Snéfrou sur le trône de Haute et Basse Egypte.*



Pour nos Directions Financières et Comptables: des Diplômés d'Ecole de Commerce

Le Groupe Compagnie Bancaire, l'un des plus importants établissements financiers privés en France recherche pour les Directions Financières et Comptables de deux de ses filiales, des diplômés d'Ecole de Commerce Option Finance/Comptabilité, débutants ou ayant une première expérience de 3 à 4 ans avec le niveau DECS.

La position stratégique qui sera la vôtre dans ces différents postes, vous amènera à assurer des études ponctuelles sur les aspects comptables et fiscaux d'opérations financières et à participer à des travaux de comptabilité générale.

Ce sont des postes formateurs parce que très polyvalents que nous vous offrons. Ils vous permettront suivant les opportunités et vos propres souhaits d'évoluer vers des postes fonctionnels plus larges ou opérationnels plus autonomes.

Pour un premier contact, merci d'envoyer lettre + CV sous référence 942 à :

Service Orientation Recrutement - 5 avenue Kléber - 75791 Paris Cedex 16.

compagnie bancaire

JOURDAS



SG2: Sa diversité pour choisir son succès pour réussir

Vous souhaitez démarrer votre carrière professionnelle dans un secteur de pointe en pleine croissance : l'informatique. Optez pour SG2 et sa formation. Groupe de Conseil et de *Réalisation informatique de taille européenne (4 000 personnes, 21 filiales)* SG2 met à votre disposition tous les atouts du succès. Sa renommée dans la conduite de projets d'informatique de gestion vous donnera la possibilité d'appréhender les domaines d'application les plus avancés : Conception et Réalisation de système de gestion - Plan informatique - Méthodologie d'analyse et de gestion de projets - Architecture de système - Génie logiciel - Conception et utilisation de réseaux - Réseaux locaux - Bases de données réparties - Monétique et bureautique...

Société de taille internationale, ses structures sont restées souples, composées d'équipes à taille humaine, où l'initiative *industrielle est toujours encouragée.*

A une formation permanente et la prise en charge de réelles responsabilités s'ajoutent une évolution rapide pour les plus performants.

Vos candidatures (lettre, CV) sont à adresser s/réf. YR26M à

GROUPE



Direction Recrutement
12 - 14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris

JOURDAS

CHEF DU BUREAU D'ETUDES ELECTRONIQUES

220 000 F +

Proche banlieue Nord accessible par le métro

Une société française, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, qui réalise des équipements complexes associant l'électromécanique, l'électronique, l'optoélectronique et l'informatique, recherche UN CHEF DU BUREAU D'ETUDES ELECTRONIQUES. Sous l'autorité du Directeur Technique et dans le cadre de nouveaux projets pilotés par des ingénieurs, il sera chargé d'en évaluer la faisabilité, les difficultés de réalisation des projets considérés et de définir les choix techniques avec estimation des coûts de production en vue de la remise des devis. Il sera responsable du choix des hommes, des matériels et des sociétés de sous-traitance pour mener à bien les études et la réalisation des prototypes dans les délais imposés. Il initiera les études libres à mener dans la société. Il participera à la définition des investissements, il coordonnera et animera les activités d'une équipe composée de 25 personnes dont 6 ingénieurs. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation ingénieur grande école exclusivement ESE, ISEP, ISEN, IEG, ENSEEIHT option électronique,... possédera au moins 10 ans d'expérience acquise dans un service d'études électroniques d'un grand groupe industriel faisant appel à des technologies de pointe. Il sera expérimenté en analogique, logique et électrotechnique; il aura en outre une bonne culture en informatique et en physique. Ecrire sous référence 690/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM



SOCIETE DE SERVICES ET D'INGENIERIE INFORMATIQUE
(740 personnes, C.A. 280 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'ingénieurs-informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

SYSTEMES TEMPS REEL	INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
LOGICIEL DE BASE	SYSTEMES DE GESTION
SYSTEMES DE COMMUNICATION	SYSTEMES DE GESTION DE BASES DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 1950
GROUPE SYSECA - Service du Personnel - 315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD Cedex

P.A.C.

ALSTHOM ATLANTIQUE

HYPERBAR, PME spécialisée en technique de pointe, leader mondial sur notre marché, nous créons le poste d'

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE ELECTRONIQUE

Ingénieur Electronicien, vous avez une expérience de plusieurs années des microprocesseurs Hard et Soft. Une connaissance des systèmes embarqués serait appréciée.

Au sein d'une équipe jeune et enthousiaste, vous serez chargé du développement d'automates à microprocesseurs. Vous bénéficierez d'une **large autonomie.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à
P. JACQUES qui vous garantit une totale discrétion,
HYPERBAR, 11, rue Denis Papin
78190 TRAPPES Z.I.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche

un(e) Chargé(e) d'Etudes Marketing

pour assurer la mise en œuvre et la réalisation des études ainsi que le suivi de celles qui sont sous-traitées auprès des cabinets.

Le suivi technique et les suggestions feront partie de sa mission.

Formation supérieure scientifique (économie - statistiques) complétée par la connaissance des études psychosociologiques et des techniques d'études de marché acquise en plusieurs années dans un cabinet d'étude.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence JH/5407 à
CNCA - Recrutement Carrières - 75710 Paris Brune

LEVI TOURNAY

ETABLISSEMENT FINANCIER
filiale d'un important groupe bancaire recherche

NÉGOCIATEUR D'OBLIGATIONS FRANÇAISES

Le candidat aura une expérience reconnue sur le marché primaire.
Merci d'adresser votre CV, photo, sous référence 8146 (mentionnée sur l'envoi), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.
Une totale discrétion est assurée.

PARIS SERVICE CONTENTIEUX

JURISTE CONFIRMÉ

Ce poste implique la prise en charge et le suivi des dossiers judiciaires traditionnels, et touchant au contentieux bancaire nouveau, ainsi que des contacts avec les Agences, les autres Services du Siège, les Conseils de la banque et les autres établissements bancaires.

Le candidat devra posséder une formation supérieure (Droit privé) et justifier d'une expérience certaine des procédures judiciaires y compris internationales, acquises dans un cabinet d'avocat, de syndic ou dans une grande entreprise.

La pratique de la langue anglaise est requise ; une connaissance des opérations bancaires serait appréciée.

Merci d'envoyer lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 321 S à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

bleu

Après une carrière opérationnelle le conseil

Il y a 15 à 20 ans vous sortiez à bon niveau d'une Université ou d'une des Grandes Ecoles de notre pays (X - Centrale - Mines - HEC - Arts et Métiers, etc...) ; peut-être avez-vous même complété votre formation aux USA. Depuis vous avez fait dans une ou plusieurs sociétés importantes une carrière passionnante à moins que ce ne soit en tout ou partie dans un des Corps de l'Etat.

Aujourd'hui vous voyez le moment venu de prendre quelque peu vos distances par rapport à l'action tout en continuant à travailler avec ceux qui ont la difficile tâche de diriger les entreprises. Vous souhaitez participer à leur réflexion sur le devenir de leur affaire, les aider à mettre en place des plans de progrès prenant largement en compte les problèmes sociaux et humains. Vous aurez le sentiment de contribuer à l'évolution du cadre de vie professionnel et par là même d'apporter votre contribution à la rénovation de l'Entreprise dans un monde en pleine mutation.

C'est avec cette approche humaniste qu'intervient, depuis bientôt vingt ans, notre équipe de Conseillers. Nous menons nos interventions conjointement dans les domaines économiques et humains, dans les secteurs public, parapuplic et privé. Pour appuyer notre action de conseil, l'animation de séminaires de réflexion et/ou de formation est un de nos outils essentiels.
Toujours passionnés par ce nouveau métier que nous avons découvert après bien des années en entreprise, nous souhaitons aujourd'hui élargir l'Equipe et partager notre savoir-faire. Avez-vous envie de *vous joindre à nous ? Les consultants du Cabinet de recrutement CLEAS vous présenteront notre métier,* sans en omettre les côtés ingrats. Ecrivez-leur sous référence 8439 LM.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine 75017 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Société de tout premier plan, développant des techniques de pointe, filiale d'un important groupe industriel, recherche

Jeunes ingénieurs électrotechniciens

formation ENSIEG, ENSEEIHT, ENSEM, ESE, ESTP.

Nous vous proposons de prendre en charge l'étude et le développement d'équipements industriels.
Nous vous offrons de puissants moyens informatiques en calcul scientifique, de larges possibilités de formation complémentaire, d'intéressants développements de carrière au sein de la société et de sa maison-mère.

Lieu de travail : proche banlieue Sud. A terme, des postes peuvent être proposés en province ou à l'étranger.

Merci d'adresser dossier de candidature, sous réf. 4361 (mentionnée sur l'envoi), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system



LEADER PRESTIGIEUX DU MAGNÉTIQUE

recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Intelligents, de formation électronique, parlant anglais et ayant une vocation commerciale affirmée.

Pour devenir
après formation interne :

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Chargé de suivre une clientèle industrielle sur le plan technique et commercial en liaison avec les départements marketing produits aux Etats-Unis.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Ayant le sens des relations humaines pour promouvoir les contacts industriels de bon niveau dans le cadre de la commercialisation de produits de technologie très enrichissante.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à AMPEX
Courcelior 1-2, rue Cumonsky, 75017 PARIS.

TECHNIQUE ET CONSEIL INDUSTRIEL AUPRES DES ENTREPRISES CHIMIQUES FRANCAISES...

Nous sommes un important Groupe Chimique International, leader mondial dans une large gamme de produits techniques utilisés dans tous les secteurs industriels.
Notre développement nous conduit à rechercher un :

INGENIEUR COMMERCIAL

Débutant ou 1ère expérience

Ingénieur diplômé d'une grande école (option mécanique), vous avez éventuellement aussi une formation commerciale. Nous vous proposons de développer nos *produits d'abord en France.*

En tant que Responsable France vous assurerez les relations avec les clients transformateurs, en analysant leurs besoins et en leur proposant les solutions les plus adaptées, *depuis la conception jusqu'à la réalisation industrielle* et la négociation vente des produits que vous aurez préconisés.

Fort potentiel, goût du travail en équipe, capacité d'innovation et passion de la technique sont vos atouts. *Vous y ajoutez la pratique courante de l'anglais, voire* de l'allemand.

Pour ce poste basé à Paris des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV, photo et prétentions,
sous réf. 94598 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.



FIELD SERVICE ENGINEERS

SYSTEMES D'IMAGERIE MEDICALE ASSISTES PAR ORDINATEUR

Paris

General Electric, un des leaders mondiaux de systèmes d'imagerie médicale (scanners, tomographes assistés *par ordinateurs, systèmes de résonnance magnétique)* connaît un développement remarquable en France.
Assurer la maintenance de ces systèmes de haute tech*nologie en environnement hospitalier, développer des* relations étroites avec nos clients («des grands patrons») nécessite des personnalités solides et très disponibles.
Votre profil : *formation supérieure en électronique,* complétée par 2 à 3 années de service chez un constructeur de mini-micro ou sur site informatique complexe, *très à l'aise en anglais lu, parlé, écrit.*
Notre proposition : une formation complète en Europe et aux USA, une rémunération à la mesure de vos ambi*tions, une voiture de fonction et la possibilité de déve*lopper votre carrière au sein d'un des plus grands groupes industriels mondiaux.

Aussi si vous voulez évoluer dans un environnement particulièrement stimulant, adressez votre dossier de candidature à Ph. Hugon - GENERAL ELECTRIC - 42, avenue Montaigne - 75008 PARIS.

DESSEIN



U.S.A.

Jeunes auditeurs

L'ORÉAL

Vous avez 2 ans d'expérience dans un *Cabinet d'Audit.*
Vous êtes de formation **H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO., SC. PO...**
Vous pratiquez deux langues étrangères dont l'anglais obligatoirement.
Vous souhaitez trouver un nouveau champ d'action qui vous permette de construire une carrière dans une entreprise française internationale.

L'OREAL vous propose, *dans un premier* temps, de vous associer à sa jeune équipe d'auditeurs internes basée à Paris; vous intervenez alors sur les 5 continents dans les domaines de l'entreprise : marketing, commerce, industrie, finance...
La connaissance des réalités économiques et humaines de la société permettra votre évolution professionnelle prévue dans un deuxième temps vers les secteurs d'activités les mieux adaptés à vos capacités.

Si vous souhaitez connaître davantage L'OREAL et l'audit opérationnel tel que nous le pratiquons, vous pouvez écrire à : Direction des Ressources Humaines, réf. 945, 41 rue Martre, 92117 Clichy Cédex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

média-system

L'OREAL, LA VOLONTE DE LA PERFORMANCE.

BELIN

Surgelés

Chef de produit

Evry - 175 000 F+

Choisissez le bon créneau

BELIN ; vous connaissez bien sûr nos biscuits *sucrés, snacks, etc., mais BELIN, c'est aussi toute* une gamme de produits surgelés qui se développe sur un marché en pleine expansion.

Pour optimiser ce développement, nous recherchons un **Chef de produit.**

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure commerciale (ESCAE ou équivalent), vous avez une expérience réussie de quelques années dans *une fonction marketing ou commerciale de préfé*rence dans le secteur des produits surgelés.

Marchés, produits, circuits de distribution n'ont plus de secret pour vous.

Bien sûr, vous êtes un homme d'études ; vous *devrez analyser les marchés (en terme de volume,* créneaux, concurrence...), gérer et développer *notre gamme de produits.*

Mais, avant tout, vous êtes un homme de terrain : vous assurerez l'interface entre les services études, production et commerciaux et participerez à l'élaboration de la politique de communication.

*Si vous souhaitez franchir un nouveau cap profes*sionnel, rejoignez-nous.

Nous saurons vous proposer les moyens et les opportunités de carrière que vous souhaitez.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Biscuits BELIN - Bernard FRANOT - B.P. 93 - 91003 EVRY Cedex.

MEDIA PA

responsable export

PAP DE COUTURIER

Nous sommes un des grands de la couture Française, et recherchons pour notre société de diffusion PAP féminin, un professionnel de l'export. Sous l'autorité du Directeur de l'exportation, ce nouveau collaborateur est responsable du développement des ventes sur une zone géographique : EUROPE et grande exportation. Il anime les équipes existantes (agents et représentants), met en place, après étude des marchés, les structures adaptées au potentiel de chaque pays. Ce poste convient à un jeune cadre ayant 3 ans minimum d'expérience de ventes à l'exportation de produits de consommation. La connaissance d'une distribution sélective d'un produit de marque haut-de-gamme sera un atout, mais nous serons très attentifs aux qualités humaines et à la capacité d'intégration à une équipe très homogène. Ce poste, basé à PARIS, nécessite 60 % du temps de travail en déplacement. La pratique de l'Anglais est indispensable.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 367.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Organisation et Publicité



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable assurance-qualité

240.000 F

Micro-électronique - région de Fontainebleau - Des moyens de production très sophistiqués, l'utilisation de toutes les filières technologiques permettant de faire du "sur mesure", une politique rigoureuse de qualité mais surtout le caractère entreprenant d'un personnel jeune ont hissé en quelques années cette unité de production, filiale d'un important groupe industriel français, au rang de leader européen dans le domaine des circuits hybrides. Dépendant du responsable de l'unité vous assurerez outre l'animation d'un service comptant plus de quarante personnes et la gestion d'un budget important, la qualité des produits fabriqués. Dans cette mission difficile compte-tenu des normes qualité en vigueur et du caractère souvent limité des séries votre succès sera étroitement lié au dialogue que vous instaurerez avec les clients et le personnel de fabrication. Ce poste évolutif conviendrait de préférence à un ingénieur âgé d'au moins 30 ans ayant acquis une expérience significative en contrôle, méthode ou assurance qualité dans l'électronique (composants, modules, équipements etc...). La rémunération annuelle prévue fonction du savoir-faire acquis et des qualités d'animateur pourra atteindre 240.000 francs. Ecrire à J. SCARINOFF en précisant la référence A/2521M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Marketing executive

Paris

The IRISH EXPORT BOARD is the government-sponsored organisation promoting and developing Irish Exports, with its Head Office in Dublin. We are looking for a senior experienced marketing executive to join a small dynamic team of Paris-based marketing executives who have been developing the French market for Irish products for the past fifteen years. The work will involve helping Irish companies to devise and implement marketing plans to penetrate and develop the French market and will include market research and contact both with specific sectors of the French market and with Irish exporters. The ideal candidate will be aged over 27, perfectly bi-lingual in French/English and with a minimum of four years experience in marketing, market research or sales which has given him/her a thorough understanding of a number of market sectors. The salary scale for this position is 140,000 - 200,000 (francs). Starting salary will depend on age, experience and qualifications. Applications will be directly sent to our client. Please send a detailed curriculum vitae in English quoting reference B/5802M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

BANQUE PRIVÉE

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL

recherche pour son siège central à Paris

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

clientèle entreprises

CLASSE IV - V

De formation supérieure ou I.T.B. complétée d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans le suivi des engagements, le candidat retenu devra faire preuve d'une réelle qualité d'appréciation des risques et de la connaissance approfondie des mécanismes bancaires.

Son sens des contacts devrait lui permettre de se voir confier à terme la responsabilité d'un groupe de clientèle dont il assurera le suivi.

La maîtrise de la langue espagnole et le goût du travail en équipe sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

Ecrire lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous nº T 045.728 M, RÉGIE PRESSE, 7, rue de Monttessuy, PARIS (7e).

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

recherchent pour leur **Centre Informatique de Saint-Cloud** équipé de deux ordinateurs **IBM 3081 - MOD. K sous MVS - XA**

2 ingénieurs système

- L'un, chargé de l'analyse des incidents système, du suivi et de l'application des solutions retenues.
- Le second, ayant pour mission l'optimisation et l'amélioration des performances du système par analyse journalière des statistiques d'utilisation.

Si vous êtes diplômé Ingénieur ou Universitaire supérieur, soit débutant avec une solide formation informatique, soit possédant une première expérience informatique dans la fonction système, et dans un environnement IBM de haut de gamme, envoyez sans tarder: C.V. + photo + salaire actuel sous réf. 37.37/IM/598 à ADEQUATION 62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.

AVIONS MARCEL DASSAULT BRÉGUET AVIATION

CHEFS DE GROUPE INFORMATICIENS

190 000 F

Proche banlieue Nord accessible par le métro

Une société française, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, qui réalise des équipements complexes associant l'électromécanique, l'électronique, l'optoélectronique et l'informatique, recherche DES CHEFS DE GROUPE INFORMATICIENS. Sous l'autorité du Chef du Bureau d'Etudes Informatiques, ils participeront au choix des grandes options techniques : systèmes d'exploitation langages, politique de tests,... Pouvant être impliqués dans plusieurs projets, ils seront responsables de la rédaction des spécifications fonctionnelles de leurs projets et élaboreront avec le responsable du Bureau d'Etudes Informatiques, les devis et plannings de réalisation. Pour mener à bien leurs projets, ils disposeront d'une équipe de 4 à 6 ingénieurs ou analystes-programmeurs qu'ils piloteront jusqu'à la recette sur le site puis pendant la période de maintenance. Ils pourront aussi être sollicités pour apporter un appui au service commercial ou pour améliorer les méthodes de travail et la productivité du bureau d'études. Les candidats retenus, âgés d'au moins 28 ans, de formation Ingénieur type ESE, ISEP, INSA,... option informatique ou ayant acquis une pratique en informatique, posséderont au moins 4 ans d'expérience acquise dans la réalisation de systèmes temps réel chez un constructeur d'ordinateur, au sein d'une société d'engineering, ou dans les services informatiques d'un grand groupe industriel mettant en oeuvre des technologies de pointe.

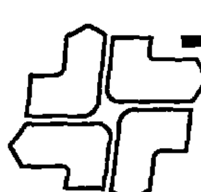
Ecrire sous référence 692/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.

Discrétion assurée.

AFCOREM



Pour le leader de la distribution pharmaceutique, une avance technologique à la hauteur de ses chiffres.

10 milliards de F. de CA 70 établissements employant près de 5000 personnes 15000 Clients

Dans le cadre d'une informatique s'appuyant sur un complexe de grands ordinateurs IBM et un réseau de mini-ordinateurs, nous recherchons :

INGENIEUR DEBUTANT

Désireux de se tourner vers l'informatique, il aura si possible une première expérience dans ce domaine.

Nous lui proposons de compléter sa formation d'informaticien, afin de définir et de résoudre des problèmes dans le domaine de la Direction Comptable, il interviendra également sur des projets dans les domaines fournisseurs et/ou budget. réf. 02

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Ayant 3 ans d'expérience et si possible des connaissances de base de données et/ou MVS. CICS.

Nous vous proposons de participer, dans un environnement technique intéressant, au développement d'une application clients très importante. réf. 03

ANALYSTE-PROGRAMMEUR EXPERIMENTE

Pour assurer l'étude et le désir d'une application clients sur mini-ordinateur PDP 11/44. réf. 04

Nous vous remercions d'adresser CV, lettre manuscrite + photo en mentionnant la référence du poste choisi à OCP Répartition - Service Recrutement - 24, Rue des Ardennes - 75019 PARIS.

OCP RÉPARTITION



SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, 91 MASSY

recherche

ingénieur-technico-commercial

(réf. 932)

Formation aéronautique, électronique ou électrotechnique pour promotion de matériels d'essais, de mesure, embarqués, auprès d'une clientèle aéronautique et terrestre en France et à l'étranger.

L'anglais parlé et écrit est indispensable.

Déplacements en France et à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et prétentions (en précisant la référence du poste) à Direction des Affaires Sociales - B. P. 74 91301 MASSY Cedex

Publicités Réunies

BANQUE INTERNATIONALE QUARTIER ÉTOILE

recherche POUR SON DÉPARTEMENT INTERNATIONAL

UN (E) COLLABORATEUR (TRICE)

dont la fonction consistera à assister le responsable du département (Euro-crédits, Euro-émissions, forfait).

Le candidat devra justifier d'une formation supérieure, d'une expérience de plusieurs années dans le domaine des opérations internationales et de bonnes notions des crédits documentaires et des règles et usances du commerce international.

Ecrire sous nº T 045.741 M - RÉGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

GROUPE FINANCIER

cherche

COMPTABLE

ENVIRON 27 ANS.

Niveau B.T.S.

Expérience de 2 à 5 ans en entreprise et/ou en cabinet.

Bon niveau en anglais apprécié.

Envoyer C.V. et prétentions à : SECURILEASE 264, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS. A l'attention de F. MICHAUX.



PME

spécialisée dans la commercialisation de pièces détachées pour machines agricoles, située dans la banlieue Nord Ouest de Paris et filiale d'un Groupe britannique, recherche son

Responsable Administratif

Agé d'environ 35 ans, le candidat, adjoint direct du Directeur Général, animera une équipe de 4 personnes et prendra en charge les fonctions comptable, achats et administration générale; la Société est équipée d'un micro-ordinateur qu'il sera amené à utiliser.

Ce poste implique une expérience concrète des fonctions précitées et requiert une grande disponibilité, le sens des responsabilités et de bonnes capacités d'adaptation.

Une connaissance satisfaisante de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. 8454 à Frédérique CHEMARIN - MULTICONSULT - RECRUTEMENT 83, avenue Marceau - 75116 PARIS

LEVI TOURNAY

A.J.F. & ASSOCIÉS

Membre du Peat Marwick International.

Société de conseils juridiques et fiscaux à clientèle internationale recherche



ayant au moins 5 ans d'expérience.

Connaissance de l'anglais.

Contacter Mr G. de Brondeau au 796.20.79 Tour Fiat - Cedex 16 - 92082 PARIS LA DEFENSE

ÉT. PUBLIC, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DE LA POLITIQUE FINANCIÈRE

diplômé d'une grande Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP...) ou d'une grande Ecole d'Ingénieurs

- Connaissances juridiques souhaitées.
- Expérience indispensable d'au moins 5 années dans le domaine de la gestion.

Adresser c.v., photo et prétentions : C.S.T.B. 4, avenue du Recteur-Poincaré 75016 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

DARTY

INGENIEUR EN ORGANISATION

Senior

Un développement aussi important que celui de DARTY nécessite de s'appuyer sur des systèmes d'organisation particulièrement performants. DARTY PARIS ILE-DE-FRANCE renforce son équipe d'Organisation et crée un poste d'ingénieur en organisation senior.

Il participe à l'ensemble des tâches du service, qui intervient dans tous les domaines de l'entreprise : achats, ventes, logistique, etc... Intermédiaire entre la direction générale et les services demandeurs, il conçoit et met en œuvre des solutions aux problèmes posés à court, moyen ou long terme (étude des postes de travail, organisation du SAV, gestion de la chaîne produits, aide à la décision...) et assure la liaison et la coordination avec les services informatiques du groupe, chaque fois que les solutions *proposées exigent des développements informatiques spécifiques.*

Ce poste s'adresse à un diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP), *ou à un jeune Ingénieur (AM, ISTO ou équivalent...). Agé d'environ 30 ans,* une première expérience de 3 à 5 ans minimum en cabinet d'organisation ou en entreprise lui permet de prendre immédiatement en charge des projets importants. Il doit être rigoureux, tenace et savoir efficacement gérer son temps. C'est aussi un homme de contact et de terrain qui fait preuve d'imagination concrète.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 2344 V, à :

EGOR DISTRIBUTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPE

RESPONSABLE D'EXPLOITATION 200.000 +

Société industrielle française de taille internationale, dans le domaine de l'électronique, notre vocation est la réalisation complète de matériels, de leur conception à leur mise en œuvre. Nos applications (gestion et informatique industrielle) sont traitées sur gros systèmes IBM qui communiquent entre eux et sont connectés à plus de 600 terminaux.

Pour nous, l'informatique est un outil de communication

Avec l'appui d'une équipe de 30 personnes, vous gérerez et optimiserez nos traitements informatiques. Vous aurez le souci de rendre le meilleur service aux utilisateurs et pour cela vous analyserez, réorganiserez les circuits d'information. Vous assurerez en toute responsabilité la gestion de votre service, et participerez aux décisions concernant l'avenir de l'informatique de notre Département.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez l'esprit industriel et le sens de la gestion et de l'organisation. Vous connaissez **IBM et MVS,** et avez mis en œuvre depuis **5-7 ans** vos compétences techniques et vos qualités de manager dans un poste à responsabilités. De nombreuses opportunités de carrière au sein de notre Groupe vous seront offertes.

Veuillez adresser votre candidature, lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle s/réf. 22100/M à Christine DEFECHE qui l'étudiera avec rapidité et discrétion. Sélé-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

séié CEGOS
INFORMATIQUE

Publival

ELECTROMECANIQUE

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Cette Société (86 personnes, 28.000.000 de francs de C.A.) étudie, fabrique et commercialise une gamme complète et originale de systèmes de contrôle et de régulation.

Leader sur son créneau, ses performances et son développement la conduisent à créer un nouveau poste d'Ingénieur Technico-commercial.

Il développe la prospection, assure les réponses aux appels d'offre, négocie les commandes *et en suit la réalisation. En relation avec les* clients et le bureau d'études, il participe à la définition et à la conception des produits.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Electromécanicien de formation supérieure. Son expérience de quelques années s'est déroulée dans le secteur de la mécanique (en bureau d'études ou en production par exemple).

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 10622 G, à

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPE

Chef de projet

SEITA
Direction des Systèmes d'Information

Le Département Etudes de la Direction des Systèmes d'Information est le Conseil en Informatique des Directions fonctionnelles, opérationnelles et commerciales de la SEITA. Nous sommes équipés d'un ordinateur central (avec langages de 4ème génération) et d'un réseau, basé sur Transpac, de plus de 150 mini et micro-ordinateurs.

Intégré dans une équipe, vous concevrez, développerez et mettrez en place des applications spécifiques, dans des domaines variés, utilisant de nombreuses gammes de matériels interconnectés.

Vous êtes ingénieur et depuis au moins 3 ans comme Chef de Projet vous maîtrisez BASES DE DONNEES et TEMPS REEL.
Vous aimez la technique, mais estimez que rencontrer les besoins des utilisateurs est la pierre angulaire de votre mission.

Nous vous offrons, à terme, une évolution très large de carrière au sein de la SEITA.

La SEITA, Société Nationale à vocation industrielle et commerciale employant 8 500 personnes, réparties en 40 établissements, conduit dans le cadre d'un schéma directeur décidé au plus haut niveau, une politique de développement en informatique, bureautique, télécommunication et robotique.

Merci d'adresser votre candidature à Christine DEFECHE (lettre manuscrite, C.V., prétentions), qui l'étudiera avec rapidité et discrétion, sous référence 22101/M à Sélé-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204 rond point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

séié CEGOS
INFORMATIQUE

Publival

Responsable des études marketing

Des études qualitatives comme des quantitatives, vous en menez depuis des années. Vous avez même dirigé les équipes de chargés d'études en cabinet.

Une institution financière de premier plan vous propose de poursuivre votre carrière en son sein, vous animerez une dizaine de professionnels et gérerez un lourd budget.

Ce poste basé à Paris est disponible immédiatement. Les candidatures seront étudiées confidentiellement par CLEAS. Ecrire sous référence 8436 LM.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine - 75017 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

JE PENSE, J'AGIS, JE VIS...

Penser, agir, vivre à TELESYSTEMES c'est développer mes connaissances et prendre mes responsabilités au sein d'une équipe.

Notre stratégie et notre structure nous *permettent d'être à l'écoute permanente du* marché et d'y être adapté.

Nos métiers : la gestion temps réel, la communication électronique et l'information automatisée font de nous, en 1984, le leader *en systèmes et services télématiques.*

Notre croissance, ce sont les 200 ingénieurs qui nous rejoignent cette année.

Vous êtes l'un d'eux :
- **spécialiste Bull DPS7. DPS8. Mini 6...**
- ***IBM grands et moyens systèmes.***
- **Micro...**

C'est vous qui confirmerez notre avance technologique en vidéotex, carte à mémoire, bureautique, réseaux...

...C'EST L'HARMONIE

Harmonie de la vie privée
et de la vie professionnelle.
Harmonie avec les clients TELESYSTEMES.
Harmonie du savoir-faire et de la rigueur.
Harmonie née de la collaboration de tous.
Ainsi, naissent les produits et services TELESYSTEMES : *harmonieux parce que* conçus et appliqués dans l'équilibre.

Prenez contact en écrivant à :
TELESYSTEMES S.A.
Service Gestion et Recrutement
115, Rue du Bac 75007 PARIS
Tél : (1) 544.38.98.

telesystemes
DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.

GEMAP-OUEST

OPPORTUNITE POUR UN JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé de l'enseignement supérieur (M.B.A. apprécié), vous maîtrisez parfaitement l'anglais et bénéficiez d'une expérience acquise durant quelques années dans :

- le service de contrôle de gestion d'une banque ou d'une industrie de service,
- le département organisation-conseil d'un Cabinet d'Audit.

Nous vous proposons de participer, au sein du service de planification et de contrôle de gestion, *à l'élaboration et au suivi des budgets* de la Banque.

Cette première affectation vous donnera de nombreuses opportunités d'évolution dans la Banque et son groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. PM 10 à :

Banque Indosuez
Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles – 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

SOURCES

ASIE-AUSTRALASIE: NEGOCIEZ LES FINANCEMENTS INTERNATIONAUX

Votre première expérience de 7 à 10 ans au sein d'une Banque à vocation internationale vous a permis de maîtriser les techniques des financements internationaux (export et euro) dont vous êtes depuis 3 ans un spécialiste. Vous parlez anglais couramment et êtes disponible pour des déplacements à l'étranger.

Nous vous proposons la responsabilité de l'étude, de la négociation et du montage de crédits internationaux. Vous assurerez ainsi les relations avec :

- l'administration (DREE, COFACE, BFCE,...),
- *les exportateurs nationaux ou étrangers,*
- les banques...

Vous négocierez les conventions de crédits acheteurs et financiers avec les emprunteurs.

Nous vous offrons l'opportunité de développer vos compétences : adressez votre dossier de candidature, sous réf. GC 48 à

Banque Indosuez,
Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles - 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

SOURCES

Vos 35 ans et votre diplôme d'ingénieur mécanicien (AM, Centrale ou équivalent) associé à une dizaine d'années d'expérience en production (fabrication ou méthodes) dans le domaine de la mécanique de petite ou moyenne série font de vous

Notre patron des méthodes

Vous serez le «moteur technique» (productivité, organisation, investissement...) d'une usine de 160 *personnes,* travaillant dans le cadre d'une activité soumise aux règles de l'Assurance Qualité et équipée de tours à commande numérique et conventionnels.

Nous, Département Robinetterie Nucléaire de SEREG, filiale industrielle du groupe SCHLUMBERGER, vous offrons de larges responsabilités et un avenir à la mesure de votre talent.

Envoyez CV + photo + rémunération actuelle à Ph. ALBERT, Chef du Personnel, SEREG SCHLUMBERGER, 362 rue du Général Leclerc 95130 Franconville.

SEREG
Schlumberger



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Un Groupe réputé de PRESSE et d'EDITION de taille moyenne (siège à Paris) recherche :

Direction Administrative des Ventes

Ce poste couvre la logistique de la Direction Commerciale sur les plans : Expéditions - Distribution - Facturation - Relations NMPP - Recouvrements - Statistiques.
Une expérience de gestionnaire de service commercial au sein d'un centre de profit est indispensable.
La connaissance du milieu de la Presse serait un plus.
Ce poste sera confié à un Cadre de 30 ans minimum, doté des qualités requises de rigueur, organisation et sens du suivi des affaires. *Réf. M 1098*

D.G.A. en PME

Pour l'une de ses principales filiales (70 M.F. de C.A. - 60 personnes), un homme (ou une femme) d'organisation et de terrain, âgé d'environ 40 ans (± 5 ans), qui aura la charge d'assurer le fonctionnement de la société, sous l'impulsion d'un Président actif.
A la fois préoccupé de gestion et de développement des produits *(existants ou nouveaux)*, doté d'une forte capacité de travail, sachant mettre la main à la pâte, c'est un entrepreneur imaginatif principalement tourné vers l'efficacité.
Il a acquis l'essentiel de son expérience en PME.
Son accès au capital est prévu. *Réf. M 1099*

Secrétariat Général et Direction du Personnel

De formation supérieure, il (ou elle) aura acquis une expérience réussie en entreprise, dont plusieurs années en PME.
Ses missions incluent :
- la fonction Personnel (politique sociale, ressources humaines et gestion de 150 salariés)
- *le juridique (contrats, contentieux, assurances)*
- les services intérieurs.

Ce poste sera confié à un Cadre de 30 ans minimum présentant outre une compétence professionnelle, une personnalité dynamique et réalisatrice. *Réf. M 1097*

Envoyer votre CV sous la référence du poste choisi aux consultants chargés de ces recherches. Discrétion absolue et réponse assurées.
PLEIN CADRE 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

INSTRUMENTAL COLOUR SYSTEMS

Leader Mondial dans les techniques informatiques de contretypage de couleurs

recherche

UN CHEF DE VENTE

POUR SA NOUVELLE FILIALE FRANÇAISE
Expérience commerciale confirmée et connaissances informatiques souhaitées, anglais courant.

- Rémunération : fixe + primes.
- Position cadre.
- Voiture de fonction.

Envoyer c.v. complet et prétentions à :
I.C.F., 1, rue Jules-Juillet, 60100 CRÉTEIL.

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, *Organisme de tutelle et de contrôle des Banques et Etablissements du Groupe (métropole et outre-mer) recherche*

Jeunes diplômés grandes écoles

(ou équivalent : double diplôme universitaire).

Après une première période au cours de laquelle ils bénéficieront d'une solide formation aux techniques bancaires, ils seront intégrés dans des équipes jeunes et homogènes mettant en œuvre - lors des missions d'inspection des Banques et Organismes affiliés - des méthodes évoluées d'audit.

Au cours des premières années de carrière, ils effectueront, en province, des déplacements d'environ 3/4 mois chacun, alternant avec des séjours plus brefs à Paris.

Ces fonctions, impliquant des contacts variés avec des interlocuteurs de haut niveau, nécessitent de réelles qualités relationnelles et peuvent conduire à terme, à d'importantes responsabilités au sein du Groupe.

Les candidatures manuscrites, accompagnées du curriculum vitae détaillé avec photo et numéro de téléphone si possible, sont à adresser sous référence M2 à Mr CASTETS.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17

Kellogg's

Kellogg's France est la filiale d'un des premiers groupes alimentaires internationaux. La croissance de la *société et le souci d'un renforcement de nos structures nous conduisent à créer la fonction de*

Controller

Vous aurez pour mission d'optimiser le système de contrôle interne adapté au développement permanent *de notre activité.*

Secondant notre Directeur Financier, vous devrez :
- améliorer et mettre en place les procédures.
- *assurer la réalisation de nouvelles applications informatiques.*
- affiner les mécanismes en matière de prévision budgétaire.
- participer à l'élaboration des budgets trimestriels, annuels et des objectifs à 5 ans
- procéder à l'analyse des écarts.
- effectuer des études ponctuelles.
- assister les auditeurs et les contrôleurs internes du groupe.

A 28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur + DECS, vous avez acquis la maîtrise des méthodes de gestion anglo-saxonne au cours d'une expérience de 2/3 ans dans un cabinet d'audit ou dans une direction financière. En outre, vous parlez anglais couramment et vous êtes ouvert à l'informatique de gestion. Enfin, vous êtes apprécié pour votre sens de l'organisation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 31705 à Rudolph von Raesfeldt TEG - 18 place Henri Bergson - 75008 PARIS.

division de SYSTEMA

The Executive Group (France) *Management*

DESSEIN

---

consultants

chimie industrielle

metra Conseil International est la filiale conseil du Groupe **sema-metra** *l'un des tout premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie (2200 personnes).* La Division Chimie de cette filiale ayant développé ses interventions auprès de groupes et d'organisations dans le domaine de la chimie, de la parachimie et des engrais, veut renforcer son équipe par 2 nouveaux consultants, **chef de projet** et **junior.**

Votre formation d'ingénieur chimiste (PC, ENSCP, ENSIC, ...) a été complétée par un MBA ou une formation type IAE, Sciences Eco, ou INSEAD et vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et *d'une deuxième langue (allemand, de préférence).*

Après une première expérience dans l'industrie, vous êtes tenté par le conseil, à condition de pouvoir y développer vos capacités de jugement et de négociation avec une large autonomie. Vous cherchez aussi à valoriser vos compétences techniques en rejoignant une équipe dynamique travaillant dans le monde entier.

Prenez rapidement contact avec Marie Christine GILLES qui répondra à vos questions et adressez lettre manuscrite, CV. et prétentions sous réf. D020/M à Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Juriste confirmé spécialiste du droit immobilier

Le Groupe de la Compagnie Bancaire recherche pour l'une de ses filiales, un JURISTE de haut niveau.

De formation Maîtrise ou Doctorat en Droit, doté d'une expérience de 5 à 10 ans en Droit Immobilier (*construction, promotion, urbanisme*), acquise si possible dans un cabinet d'avocats, il prendra chez nous des responsabilités immédiates pour le montage juridique d'opérations immobilières importantes et la conduite du contentieux civil et administratif.

Nous donnerons la priorité à un homme ou une femme d'environ 35 ans doté(e) d'une forte personnalité, ayant l'expérience et le goût du contentieux ainsi que le sens du contact.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 536M à Jean Morel, Compagnie Bancaire — Service Orientation Recrutement
5 avenue Kléber — 75016 Paris.

compagnie bancaire

Nous sommes une P.M.E. d'un millier de personnes dans le domaine des services.
A la suite d'une réorganisation, notre directeur recherche un

Jeune financier futur n°2 Paris

Nous vous confierons la responsabilité des prévisions économiques, *de la politique et des plans de financement, du contrôle budgétaire* ainsi que la gestion de la trésorerie, en liaison étroite avec les banques.

Ce poste conviendrait à de jeunes professionnels de la finance, rompus aux techniques de gestion et de financement et aux relations efficaces avec les banques depuis au moins cinq années.

Une formation commerciale supérieure vous permettra de devenir rapidement le bras droit de notre directeur général.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (*lettre + CV + photo*), *réponse et discrétion. Merci d'écrire sous* référence B312/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Bernard Julhiet Psycom — Membre de Syntec

La filiale informatique de la S.E.P. située à RUNGIS recherche un

CHEF DE PROJET

pour conduire la mise en œuvre de la gestion des marchés définie dans le schéma directeur informatique.

Formation MIAGE ou équivalent.

5 ans environ d'expérience dans un environnement industriel.

Connaissance appréciée de MERISE et des systèmes Sperry-Univac 1100.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions à :

SEPT INFORMATIQUE
14, rue du Séminaire
94516 RUNGIS CEDEX

HAVAS CONTACT

Filiale Groupe Multinational
Equipements automobile
recherche

INGENIEURS D'ETUDES

Diplômés d'une école d'ingénieurs (A.M., ENI, ENSI, ETACA, etc)

Débutants ou ayant déjà une première expérience de bureau d'études industrielles.

Les candidats retenus se verront offrir de réelles possibilités d'évolution dans le groupe.

Lieu de travail : banlieue Nord-Est de Paris ou Région Ouest

Envoyer lettre manuscrite, CV, prét. et lieu de travail souhaité sous réf. 94586 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénieur d'études

MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE

*Animer et diriger une équipe de techniciens pour étudier et déve-*lopper des produits nouveaux de contrôle d'accès et de sécurité ainsi que leurs interfaces avec des systèmes informatiques et micro-*informatiques.*

Filiale du Groupe LYONNAISE DES EAUX, la Société **UNIDEL SÉCURITÉ** est le leader incontesté de la sécurité industrielle en *France et déjà bien présente à l'exportation.*

Ingénieur, mais également Entrepreneur et *Organisateur,* vous bénéficiez d'une expérience de 5 ans acquise dans un des milieux de l'Automatisme, de la *Télétransmission* ou de la micro-informatique, en études labo et développements de produits.

Votre lieu de travail sera RUEIL-MALMAISON.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence US/JPB à :

UNIDEL sécurité
33, avenue du Maréchal-Joffre
92000 NANTERRE

bleu

120000 F/an +

LABORATOIRE DE RECHERCHE RECRUTE UN(E)

INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

diplômé ESE, ENSEEIHT, ou équivalent

pour mener à bien un projet d'automatisation d'une *filière* de l'industrie alimentaire.

Débutant accepté.

Adresser lettre + C.V. + photo à : A. GERVAIS, Laboratoire de Génie des procédés alimentaires, INRA, 78350 Jouy-en-Josas.

---

chef de projet informatique

DEVELOPPEMENT D'UN PROJET DE DISTRIBUTION COMMERCIALE
SUPERVISION DU CENTRE INFORMATIQUE

Nous sommes une entreprise renommée pour être un des leaders dans sa branche (CA : 1,2 milliards - 1700 personnes), filiale d'un groupe industriel français aux activités internationales. Nous projetons de revoir l'informatique d'une de nos divisions commerciales.

Nous recherchons un ingénieur chef de projet de 29 ans minimum expérimenté dans la conception et l'installation de projets informatiques décentralisés importants avec exploitation de réseaux. Il sera chargé de tous les développements informatiques et de la supervision de l'exploitation.
Il pourra par la suite faire évoluer sa carrière au sein du groupe.

Le poste est à pourvoir en **banlieue Sud-Paris.**

CORT

M. PERCHE vous remercie de lui adresser votre C.V. avec photo en indiquant votre rémunération actuelle, sous réf. 3010-M à CORT, 65 avenue Kléber 75116 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

OFFRES D'EMPLOIS · OFFRES D'EMPLOIS · OFFRES D'EMPLOIS · OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEUR PHYSICIEN (H ou F)

140 000 F — **Proche banlieue Nord accessible par métro**

Une société française, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, qui réalise des équipements complexes associant l'électro-mécanique, l'électronique, l'optoélectronique et l'informatique, recherche UN INGENIEUR PHYSICIEN. Dans le cadre d'une équipe *d'Ingénieurs de formation pluridisciplinaire, qui est destinée à aborder* les problèmes de traitement d'images en particulier pour ce qui concerne la radiographie X industrielle, il participera aux études de faisabilité et aux études théoriques et concrètes de capteurs (CCD, capteurs à gaz,...) qui devront déboucher dans quelques mois sur la production d'équipements répétitifs en petite série. Le candidat retenu, âgé d'au moins 24 ans, de formation Ingénieur grande école ESPCI, ESE, INSA *Lyon,... spécialité Physique (avec orientation vers la mesure ou les* techniques nucléaires) avec si possible des connaissances en traitement de signal, possèdera 1 à 2 ans d'expérience acquise dans un grand groupe d'électronique ou d'instrumentation. Il possèdera le goût de la recherche appliquée dans le respect des contraintes industrielles (budgets, plannings,...). Ce poste pourrait également convenir à un débutant à haut potentiel.

Ecrire sous référence 694/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

INGENIEURS D'AFFAIRES INSTRUMENTATION
INGENIERIE

Société d'ingénierie, filiale d'un puissant Groupe industriel spécialisé dans l'Etude et la Réalisation d'ensembles de Protection Incendie de GRANDS RISQUES INDUSTRIELS (offshore, pétrochimie, sidérurgie...) recherche dans le cadre de son développement, des INGENIEURS, de formation électro-mécanique ou instrumentation possédant si possible une première expérience réussie de suivi de *projet.*

Ils seront chargés, dans le cadre d'une équipe pluridisciplinaire, du suivi d'avant projets et de projets sur les plans technique (conception), financier (détermination des prix) et commercial (négociation).

Déplacements de courte durée en France et à l'Etranger prévus.

La connaissance de l'ANGLAIS est indispensable.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis *par notre Conseil.*

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1208 M.

Jean-Claude Maurice S.A.
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

AFCOREM

unicrédit
banque du Groupe CREDIT AGRICOLE

souhaite intégrer pour son Département de l'Exploitation/ Service Gestion des Opérations Internationales

un Cadre de haute technicité H/F

pour lui confier des responsabilités hiérarchiques et opérationnelles en liaison avec le développement des opérations internationales du Groupe Crédit Agricole (secteur grandes entreprises).

Ce cadre aura :
- un diplôme d'études supérieures (CESB apprécié)
- *une connaissance approfondie de l'ensemble des opérations de services et de crédits avec l'étranger*
- la maitrise de la règlementation des changes
- une bonne connaissance de l'anglais.

Il devra justifier d'expériences réussies dans ce domaine, de préférence au siège d'une banque moyenne.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à
UNICREDIT
Melle Bellier, 128/130 Bd Raspail 75006 Paris

LEVI TOURNAY

Nous sommes un groupe de sociétés de crédit et de caution *pour le financement des investissements d'entreprises.* Nous cherchons pour l'une de nos sociétés, constituée en banque de crédit à long et moyen terme et en *SICOMI* (Paris),

un juriste.

Au sein d'une structure légère (15 p.) il monte les contrats de crédit-bail immobilier, gère le pré-contentieux et le contentieux, et d'une façon plus générale, apporte son assistance juridique aux autres services.

Nous souhaitons rencontrer un juriste ayant acquis son expérience *dans l'immobilier (promotion immobilière, SICOMI, administrateur de* biens) ou chez un conseil juridique.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4520 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, *RUE ROYALE* - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieurs informaticiens
Venez renforcer notre potentiel technique.

Depuis 14 ans notre *Société d'Ingénierie* est *orientée* vers les techniques informatiques de pointe.

Les candidats recherchés sont de formation grande école ou universitaire, débutants ou confirmés et possèdent une compétence sur matériel :
- MITRA, PDP, VAX, MINI 6, SOLAR, MICRO 8 et 16 bits.
  Gros Systèmes IBM ou BULL.

La taille humaine de notre entreprise et le dynamisme de nos structures sont le garant de réelles possibilités de carrière pour des candidats de valeur.

Vos dossiers de candidature seront étudiés par : Marie France BURQ - **EUROSOFT** - 38, bld Henri Sellier - 92150 SURESNES.

EUROSOFT-SYSTEMES

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

Exprimez dans la presse les talents d'un leader

Promouvoir un leader dans la presse est un enjeu passionnant. C'est ce que vous propose Hewlett-Packard France, 3ème exportateur de matériel informatique, 2,4 Milliards de francs de CA, 2400 personnes.

Attaché de presse

Au sein de la direction communication du groupe informatique, la mise en oeuvre du plan nécessite d'une part l'identification et la formalisation des thèmes rédactionnels avec les grandes directions opérationnelles et les chefs de produit, d'autre part, l'organisation et *l'animation des réunions avec la presse.*

Si vous êtes un professionnel vous savez ce que cela implique.

Dans l'idéal, la promotion des produits techniques auprès du grand public vous est familière.

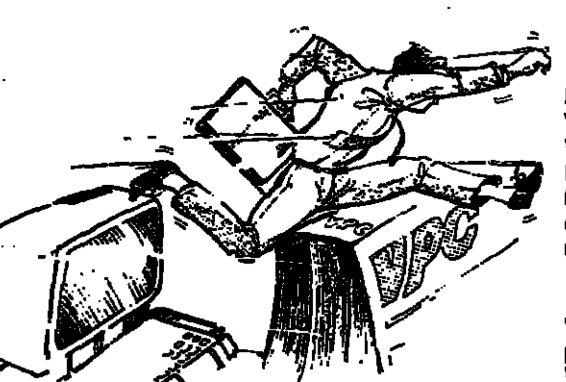
Nous imaginons bien pour ce poste une formation supérieure de type scientifique. Elle sera le meilleur garant de votre évolution dans un environnement professionnel particulièrement motivant. Un dernier point, une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire

Merci d'envoyer votre dossier de candidature - CV, photo, prétentions - sous réf. BDG/1/M à Hervé Gallon, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

HEWLETT PACKARD — **Un partenaire de la vie économique française.**

média-system

Un crack de la V.P.C.



La vente par correspondance, c'est votre métier.
Vous êtes actuellement N°2 ou N°3 chez un grand spécialiste.
Venez nous rejoindre.
Devenez le pionnier et le patron de notre nouveau circuit de distribution.
Nous sommes une grande société internationale
qui démarre la V.P.C. en France. Une opportunité d'avenir pour
un vrai battant du marketing, sérieux et créatif.

Votre candidature sera traitée de manière strictement confidentielle
par notre Conseil en Recrutement.
Veuillez adresser votre C.V. sous référence M.5 à l'attention personnelle de
V. de LANGLE - 23, rue de Berne - 75008 Paris.

IBM Europe

recherche un(e) candidat(e)
- parfaitement bilingue anglais écrit et parlé. Autres langues appréciées.
- Ingénieur Grande Ecole incluant Informatique et Télécommunications.
- Expérimenté(e) dans au moins l'un des secteurs : Commutation, Satellite et Fibres Optiques, Communication/Transmission vocale.
- Très orienté(e) Projets, Etudes à long terme, Plans stratégiques et Opérationnels.

Le poste est celui de chef de projet

INGENIEUR TELECOM

Vos missions concernent les réseaux de télécommunications internes européens de notre Société. Elles allient des responsabilités de coordination internationale (hommes et projets), de définitions techniques et d'adaptation de systèmes complexes de transmission et de traitement de la voix et des données. Actualiser, définir, prévoir, structurer, planifier, contrôler, convaincre : la plupart de vos activités techniques et de gestion relèvent de cette terminologie.
Votre prise de fonction comportera, pendant 2 ou 3 ans, des étapes longues de formation hors de France.
Rémunération à la hauteur de vos responsabilités. Carrière : largement ouverte, à votre dimension.
Nous avons confié à SCRIBE - 4, avenue Hoche 75008 PARIS, le soin d'étudier votre candidature. Nous vous remercions de lui adresser les éléments indispensables sous référence ITL.

Organisation et Publicité

INTERTECHNIQUE
AERONAUTIQUE-ESPACE-INFORMATIQUE

RECHERCHE :

Pour son département Télémesure et Systèmes :

Pour assumer les fonctions de chef de service qualité de l'établissement des ULIS (91943) :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
(réf. UL-35)

ayant quelques années d'expérience
si possible dans le même domaine.
Il sera rattaché au Directeur de la qualité du siège social.
Connaissance de l'anglais appréciée.

Adresser c.v. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel,

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

FILIALE INFORMATIQUE
recherche pour son Siège
situé Porte de Versailles (Paris 15e)

son Comptable Fournisseurs (H/F)

Le candidat devra avoir :
2 ans d'expérience minimum,
une bonne connaissance du N.P.C.
et de l'outil informatique.
Poste à pourvoir rapidement.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo
et prétentions sous réf. 8204 à

Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 qui transmettra



THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.
recherche pour sa

gestion titres
Gradé (e)
classe III ou IV

Expérience de 4 à 5 ans en administration, comptabilité et fiscalité des titres et SICAV.

Formation B.P. banque et bourse et connaissance de l'anglais souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée au Service Recrutement, 41 rue Cambon, 75001 Paris.

média-system

volvic
CHEF DE SERVICE DE PRODUCTION

Pour préparer la réalisation de nouveaux projets, nous souhaitons intégrer un INGENIEUR DIPLOME (A.M., AGRO...) ayant une expérience du conditionnement de produits de grande consommation.

Après avoir fait ses preuves en PRODUCTION, il se verra rapidement confier *un service important dans une de nos Usines.*

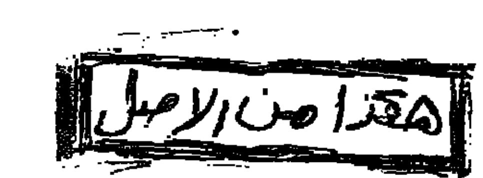
L'entreprise est dynamique et en forte expansion et offre de réelles perspectives d'évolution à un candidat à fort *potentiel* et *géographiquement mobile.*

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1238 M à :



Jean-Claude Maurice S.A.
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

AFCOREM



AGRO-ALIMENTAIRE

1000 personnes

Dans un premier temps,
seconder le Directeur du Contrôle Financier dans le domaine de l'organisation, du contrôle interne...
Dans un second temps,
après avoir acquis *une connaissance suffisante de l'Entreprise, établir le* nouveau plan informatique.
Ensuite,
prendre en charge la réalisation de ce plan pour évoluer vers une fonction plus large dans l'une des Directions Fonctionnelles de l'Entreprise.
est la mission que nous voulons confier à l'

Adjoint du directeur du contrôle financier

HF

Vous avez au moins 30 ans, une formation commerciale supérieure et vous justifiez d'une expérience significative en tant que contrôleur de gestion ayant participé à l'élaboration et à *la mise en place d'un plan informatique* (indispensable).

Lieu de travail : **Paris.**

Si vos compétences cadrent avec ce profil et qu'elles sont valorisées par une ambition certaine, *adressez-nous rapidement votre CV + lettre manuscrite +* rémunération actuelle + photo sous réf. 031 A au 20 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris.

CANEVA



Ingénierie informatique (300 personnes)

Jeunes ingénieurs

Débutants ou première expérience.

Au sein d'équipes de haut niveau le Département Gestion et Communication vous propose la maîtrise de techniques de pointe : télécommunication, réseaux locaux, bases de données, micro-processeurs, gestion technique et administrative.

Adresser C.V. - *lettre manuscrite* - photo à GIXI.
Direction du Personnel Z.A. de Courtaboeuf
B.P. 110 - 91944 Les Ulis Cédex.

GROUPE CISI

média-system

Dans le cadre du Développement de ses techniques d'intervention sur les marchés, une

BANQUE INTERNATIONALE

en forte expansion recherche **UN CONCEPTEUR D'ARBITRAGE**

VOTRE INTERET :

LES MARCHES MONETAIRES ET FINANCIERS

Vous avez une formation supérieure et êtes fortement intéressé par les marchés. Vous êtes sensibilisé à ce qu'apportent les outils informatiques. Vous parlez anglais, *êtes actif et efficace, et avez une bonne communication.*

Vous analyserez et étudierez la mise en place de nouvelles modalités d'intervention de la banque sur les marchés.
Vous travaillerez en étroite collaboration avec les opérateurs dont le rôle est d'exploiter à la table d'arbitrage les solutions proposées, à moins que vous ne souhaitiez le faire vous-même.

Une expérience sur les marchés d'une année ou plus, ou une formation *d'actuaire ou ayant trait à l'actuariat serait un plus pour ce poste.*

Vous vous intégrerez au sein du **DEPARTEMENT TRESORERIE,** dans une équipe efficace (10 personnes) et jeune (moyenne d'âge 32 ans) qui utilise les *équipements les plus performants.*

Le lieu de travail est **PARIS** proximité **OPERA.**
La rémunération tiendra compte des compétences déjà acquises et à terme des résultats obtenus sur le poste concerné.
Renseignements 260.42.04.

Ecrire sous la référence BCAm *avec C.V. et* photo *+ lettre à*
Cabinet SC
37, rue de Lille - 75007 PARIS.

BC — *Au service de l'Homme et de l'Entreprise*



Cette entreprise dynamique (1000 personnes, C.A. 386 millions en 1983) exerce son activité dans l'aéronautique, le spatial, les matériels militaires *(terre et marine) à partir de systèmes et équipements* **hydrauliques, électrohydrauliques et mécaniques qu'elle conçoit et fabrique. Son expansion la conduit à rechercher un**

INGENIEUR DE VENTE EXPORTATION

pour sa division systèmes d'armement, principalement tourelles *pour véhicules blindés. Gestionnaire de ses dossiers de la pros*pection **à l'après-vente, le titulaire du poste est totalement responsable face à ses clients (fabricants et organismes officiels** *Trente ans minimum, de formation supérieure technique (méca*nique...) **ou commerciale alliée à une expérience de la vente de biens industriels, le candidat retenu sera familier des marchés inter***nationaux, disposé à des déplacements, environ 1/3 de son temps,* **réellement bilingue français anglaiset parlera si possible une autre langue.**

Ecrire à Antoinette Leclercq sous référence 1106 M.



17, rue de la Rochefoucauld 75009 PARIS. Tél. [illegible]

EXPERTS EN FABRICATION

de Prêt-à-porter féminin

Des occasions intéressantes dans les fabriques de divers pays

Liz Claiborne, Inc. est un fabricant important, établi aux Etats-Unis, de vêtements, ensembles et robes de meilleure qualité. Son succès et son expansion continus ont créé le besoin d'experts dans la fabrication possédant des connaissances techniques approfondies et une vaste expérience de la supervision étroite des opérations de production de vêtements.

Il vous faudra être capable de donner des instructions au personnel sur la façon de couper et de coudre et sur des centaines d'autres détails qui entrent dans la fabrication d'articles de qualité répondant à nos standards élevés de qualité. Les patrons et spécifications sont préparés aux Etats-Unis mais vous devez connaître à fond les équipements de fabrication et leurs capacités ainsi que les propriétés des tissus utilisés et les autres aspects de la technologie des matériaux tissés.

L'anglais en tant que seconde langue est nécessaire et vous devez être d'accord pour voyager fréquemment, avec la possibilité de changement de résidence.

Nous offrons un salaire très généreux basé sur l'expérience passée, d'excellents avantages sociaux et un brillant avenir dans notre société en pleine croissance. Faites votre demande en toute confiance en adressant votre curriculum vitae ou une lettre indiquant votre expérience et vos salaires passés à:

Director of Human Resources
Liz Claiborne, Inc.
4 Emerson Lane
Secaucus, New Jersey 07094
USA



ACHETEUR PRINCIPAL

Ce cadre sera l'interlocuteur privilégié des différents départements de la Société en matière d'achats.
Il sélectionnera les fournisseurs, négociera les contrats d'achats de toutes les fournitures générales et prestations de services de BMW France.
Il aura la responsabilité du bon fonctionnement administratif du service : traitement des demandes d'achats, paiement des factures, extension du fichier des fournisseurs.
En outre, cet acheteur sera amené à participer directement au développement des achats de BMW AG Munich en France et au Bénélux.
Nous recherchons pour ce poste évolutif un candidat de valeur ayant déjà acquis une expérience professionnelle en matière d'achats et possédant une formation ESAP, Ingénieur, Ecole de Commerce...
Connaissance de l'allemand indispensable et de l'anglais souhaitée.
Résidence en Région Parisienne.
Adresser votre lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à :

BMW France
J.F. Guthmann Direction du Personnel
3, avenue Ampère - 78390 Bois d'Arcy

PME filiale d'un groupe important
recherche pour **banlieue Parisienne** un

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

connaissant le marché des matières plastiques et des matériaux composites

INGENIEUR DE FABRICATION

connaissant les matières plastiques, les maté*riaux composites et leur production, ayant* l'expérience d'un petit atelier de fabrication.

Ces 2 ingénieurs âgés de 30-35 ans doivent être dynamiques et motivés pour participer au déve*loppement d'un matériau nouveau particulière*ment performant.

Adresser C.V. et prétentions sous la référence 4481 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR
13 rue Royale 75008 PARIS
(qui transmettra)



FILIALE DE BANQUE NATIONALISÉE A VOCATION INTERNATIONALE

recherche

CAMBISTE

Possédant expérience trésorerie et changes.
Anglais indispensable.
Envoyer c.v. manuscrit, photo et prétentions sous n° 7.938 *le Monde* Pub., serv. annonces classées, 5, rue des Italiens, Paris-9e.

BANQUE D'AFFAIRES CHAMPS-ÉLYSÉES

recherche

pour son **SERVICE D'ÉTUDES FINANCIERES**

UN RESPONSABLE DES ÉTUDES

Le poste :
- Animer une équipe d'analystes spécialisés par secteur et principalement orientée vers les sociétés françaises ;
- Participer à la stratégie d'investissement de la Banque en liaison avec les gérants de portefeuilles ;
- Participer aux études et analyses dans le cadre d'émissions et d'introductions ;
- Possibilités d'évolution de carrière.

Le candidat :
- Formation supérieure économique et financière ;
- Anglais courant ;
- 3 ans d'expérience minimum dans la fonction d'analyste financier ;
- Membre de la S.F.A.F.

Envoyer *lettre manuscrite* avec C.V, photo et prétentions sous réf. 10318 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

responsable administratif et financier

proche banlieue PARIS OUEST **F 200.000 ±**

Une société française en expansion, filiale d'un groupe anglo-saxon, dans le matériel de réfrigération, recherche son RESPONSABLE ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE.

Relevant de la direction générale, il sera responsable de : l'élaboration des budgets et du suivi, de la comptabilité générale, des stocks, de la trésorerie, de l'établissement *des états mensuels anglo-saxons pour le groupe et du tableau de bord* pour la direction générale, des déclarations sociales et fiscales, de la mise en *place du système informatique et de tous les problèmes administratifs de la* société.

Ce poste conviendra à un jeune candidat, ambitieux mais ne craignant pas de mettre la main à la pâte, pratiquant l'anglais, formation Sup de Co + DECS ou l'équivalent, ayant acquis au moins 3 ans d'expérience dans une fonction similaire avec utilisation de moyens informatiques.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo retournés) et prétentions, sous référence 21600-[illegible]

CLA RECRUTEMENT
11 AV. DELCASSE - 75008 PARIS

CLA

Jeune fiscaliste

Filiale d'un important groupe de rayonnement international, CORNING FRANCE est leader sur le marché des verres spéciaux.

Nous recherchons un fiscaliste diplômé d'études supérieures de droit fiscal, débutant ou première expérience, ayant une bonne connaissance de l'anglais. Nous lui confierons les déclarations, les *vérifications* et l'optimisation *des différentes* charges fiscales de l'entreprise ainsi que les relations avec l'administration en coordination avec les autres services de la Société.

Ce poste peut conduire un candidat de fort potentiel ayant, en outre, des compétences comptables et informatiques vers une *évolution de carrière dans la fonction financière ou le contrôle* de gestion.

Lieu de travail : Sud Seine-et-Marne (proximité de *Fontainebleau*).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. FM à **CORNING FRANCE** - Direction du Développement du *Personnel* - *44, av. de Valvins* - 77210 AVON.

CORNING FRANCE

MEDIA PA

Juriste dynamique

Un groupe industriel français de dimension internationale recherche pour sa Direction Administrative et Financière :

LE RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

Il doit être pour la Direction un véritable conseil interne faisant preuve d'initiatives pour toutes les questions relatives au Droit des Sociétés.

Il suit les problèmes juridiques quotidiens (organisation et convocation aux Assemblées Générales, conseils, formalités diverses...) et prend en charge tout ce qui concerne les assurances.

Diplômé d'Etudes Supérieures (DESS, Doctorat Droit des Affaires), il peut se prévaloir d'une expérience d'au moins cinq ans, à un poste similaire (juridique plus assurance), si possible au sein d'un groupe comprenant de nombreuses sociétés.

Sa réussite dépendra de sa capacité à résoudre avec *rapidité et efficacité* les problèmes et plus globalement de son esprit de décision.

Poste basé à *Paris Ouest*.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 405 195 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE WIRELINE ET LOGGING
(diagraphies électriques appliquées à la recherche de pétrole)

recherche

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

avec au moins 5 ou 6 ans d'expérience dans l'utilisation des techniques de wireline et logging, et dans le service commercial pour l'intégrer à son groupe.

Condition requise : être parfaitement bilingue français/anglais.

Lieu de travail : France et Europe.

Envoyer c.v. et prétentions à Havas D 232.829 palais des Pyrénées, 64000 PAU.

SIEMENS

dans le cadre de notre expansion nous recherchons, pour notre DIVISION COMPOSANTS service composants opto-électroniques

des Ingénieurs Technico - Commerciaux

Ils seront chargés de la promotion et de la vente de nos produits sur l'ensemble du territoire français.

Ces postes, basés à Paris, conviendraient à *des jeunes ingénieurs électroniciens*, ayant 5 années minimum d'expérience dans la vente de composants opto-électroniques ou autres produits électroniques.

La connaissance de l'anglais ou de l'allemand est indispensable (lu, parlé, écrit).

Les candidats intéressés adresseront leur dossier avec C.V. détaillé et prétentions, en précisant la référence 769/M à

Département du Personnel
B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 01

Siemens S.A.

ATM PESTY

Filiale Française d'un groupe multinational fabriquant et commercialisant en France et à l'étranger du matériel médical de pointe

recherche

1 CREDIT CONTROLLER

Sous la responsabilité du Chef Comptable et avec l'aide d'une assistante, sa mission est :

1 - La gestion des risques
- COFACE
- CREDIT

2 - Le recouvrement des créances clients - Relances

3 - La mobilisation de créances
- C.E.P.M.E.

Il devra avoir, une formation supérieure, une expérience dans ce domaine (Expérience bancaire appréciée), être familiarisé avec l'outil informatique et un bon niveau d'anglais.

Envoyer C.V. et prétentions à
ATM PESTY - Z.I. de Coignières Maurepas
BP 186 - 78313 MAUREPAS Cedex

pmp

Pour conseiller des Institutionnels européens sur leurs placements boursiers en Asie nous recherchons des Diplômé(e)s de l'Enseignement Supérieur.

La connaissance de l'anglais est impérative, le goût du contact et de la performance sont nécessaire. Une formation sera assurée.

Faire offre avec c.v., photo et prétentions sous réf. 17.584 à PROIM, 20, rue Drouot, 75009 PARIS.

Le C.I.R.C.E., Centre de Calcul national du C.N.R.S. (Matériels type IBM et BULL)
recrute

ANALYSTES ou ANALYSTES PROGRAMMEURS

pour la mise en place et divers développements sur un nouvel ordinateur Bull sous MULTICS.

Les postes sont à pourvoir dans les domaines des Télécommunications et Réseaux, systèmes d'Exploitation, Assistance Technique.

Une expérience sur matériel Bull sera appréciée.

Diplômé mini. : *Doctorat d'Etat, Ecole d'Ingénieur, Maîtrise.*

Dégagés OM. Nationalité Française.

Adresser C.V. et prétentions en précisant les centres d'intérêt au Secrétariat du C.I.R.C.E. - BP 63 - 91406 ORSAY Cédex.

Participez au développement de l'une des toutes premières banques françaises en tant que

Responsable Clientèle

des BANQUES, ASSURANCES, ETABLISSEMENTS FINANCIERS.

Il lui sera confié la responsabilité commerciale auprès de ces entreprises ainsi que *le rôle d'interface avec la* Direction Financière et le montage d'opérations de placements.

A 30 ans environ, il devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans la fonction et posséder (si possible) une formation supérieure.

A terme, les perspectives de carrière sont très ouvertes, soit vers les services du siège social, soit vers l'exploitation.

Merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et prétentions, en rappelant la réf. 49359 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, *qui transmettra en toute discrétion.*

UNE DES PLUS IMPORTANTES COMPAGNIES D'ASSURANCES ETRANGERES, IMPLANTEE EN FRANCE
recherche son

RESPONSABLE ORGANISATION

- Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur *(Ingénieur, Maîtrise ou équivalent)*.
- Vous avez une première expérience réussie de l'organisation de quelques années.
- La connaissance de l'Assurance, de la Comptabilité et le dynamisme seront des atouts importants.
- Nous pouvons vous proposer au sein de cette Compagnie un travail intéressant et une rémunération motivante.

Nous vous remercions d'écrire avec photo et prétentions *sous réf. 603* à :

J.F. ALLIX - 17, rue de la Baume
75008 PARIS - 359.77.55

HLA conseil

BANQUE
fonction inspection/contrôle

Vous avez acquis en 4 ou 6 ans d'expérience une solide pratique des opérations bancaires.

La fonction Inspection/Contrôle vous paraît une étape nécessaire avant d'assumer des responsabilités élargies.

Nous vous proposons de l'exercer dans nos Agences et Filiales.

Afin que nous élaborions un «véritable» plan de carrière, adresser votre C.V. ss réf. 3118/MI à : M. BOTREL - 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

Organisme à caractère social
recherche
dans le cadre de ses développements en cours sur matériel BULL DPS 8 en DM 4 - TP

1 ANALYSTE

Ayant l'habitude du matériel et des applications de secteur tertiaire.
Enseignement supérieur apprécié.

1 ANALYSTE PROGRAMMEUR

Niveau IUT + 2 ans d'expérience.

1 ADMINISTRATEUR

De bases de données expérimenté.

1 CHEF DE POSTE EXPLOITATION

Connaissant également JCL et utilitaires.

Envoyer curriculum vitae à : G.I.A.
14, rue Avaulée, 92240 MALAKOFF.

SKF
recherche
pour renforcer son équipe *d'assistance technique* au sein de la Direction Commerciale

JEUNES INGÉNIEURS
A. & M. ou équivalent

attirés par responsabilités technico-commerciales (assistance technique et promotion des produits).

Formation assurée.

Evolution possible vers des responsabilités de vente.

Goût des contacts, sens de la négociation et mobilité seront des qualités appréciées.

Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo sous référence CT à la Direction du Personnel
SKF - 1, avenue Newton
B.P. 72 - 92142 CLAMART CEDEX.

Emplois et Entreprises

Vous êtes excellent vendeur (H. ou F.) : Devenez (sans investissement) un de nos

DISTRIBUTEURS
INDÉPENDANTS

Nous vous offrons :
- Des produits très au point, à taux de réapprovisionnement élevé ;
- Un gros marché potentiel : PMI/libéraux ;
- Un portefeuille initial de clientèle ;
- Une formation et un soutien permanents ;
- Une logistique complète (obtenez les commandes, nous faisons le reste) ;
- Des commissions substantielles.

Nous vous demandons :
- *Un engagement total pour le long terme ;*
- De savoir être votre maître et réussir (comme 700 pers. déjà, dans le monde).

Vraiment intéressé ? Envoyez-nous lettre, c.v. et photo : nous vous inviterons à une réunion d'information (maintenant : Nord, Normandie, R.P. ; ensuite : reste France).

PCM PCM Systèmes de Gestion
22, rue Louis-Blanc
75481 PARIS CEDEX 10
Filiale de SAFEGUARD (U.S.A., G.-B., CANADA).

Chargé des relations extérieures HF

Organiser les collectes de sang secteurs : voie publique et facultés/grandes écoles.
telle est la mission que nous souhaitons vous confier.
Vous êtes titulaire d'une licence en sciences humaines ou économiques.
Vous avez 28-30 ans minimum et vous aimez les contacts.
Votre expérience vous permet de justifier de votre dynamisme, de votre esprit de méthode et de rigueur, et de votre coopération au sein d'une équipe.
Vous possédez un véhicule personnel ; de plus, vous êtes libre rapidement. Possibilités de vacances au mois d'Août.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Marie-Françoise Sauzedde, 6 rue Alexandre Cabanel, 75015 Paris.

CTSN LE CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE
Association reconnue d'utilité publique

média-system

ORGANISME INTERPROFESSIONNEL DE PROMOTION

recherche

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES MI-TEMPS

Pour suivre, exploiter, animer un panel distributeurs de stands de fromage à la coupe.

En plus de l'aspect technique de suivi et de contrôle du panel, la personne recrutée aidera les entreprises co-souscriptrices à exploiter les résultats du panel.

Cette fonction conviendrait à un (e) diplômé (e) d'études supérieures commerciales ayant une expérience de l'exploitation de panels de distributeurs.

Horaires à définir, courts déplacements.

Adresser lettre man. et prétent. sous n° T 45.739 M, RÉGIE PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DE PRODUITS CHIMIQUES LEADER DANS SA SPÉCIALITÉ

recrute

pour le Laboratoire de Recherche et Développement de sa branche CHIMIE ORGANIQUE, surtout orienté vers les RÉSINES, LA POLYMÉRISATION et la CHIMIE FINE.

3 INGÉNIEURS
GRANDE ÉCOLE DE CHIMIE

Formation complémentaire appréciée (Doctorat ou spécialisation, en particulier Chimie Macromoléculaire).

Sous l'autorité du Directeur du Laboratoire, ils animeront des équipes de Recherche Appliquée.

Quelques années d'expérience seraient souhaitables.
Les débutants ne sont cependant pas exclus.
Anglais ou allemand indispensable.
Lieu de travail : RÉGION COMPIÈGNE.

Adr. C.V. et prét. sous réf. CRD. N° 08908, AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

AUDIT

POUR FAIRE FACE A SON DEVELOPPEMENT
Bernard Montagne, André Amic et associés

recherchent pour
LEURS BUREAUX DE PARIS ET DE LYON

CHEFS DE MISSION

Expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'audit.
Diplôme d'expertise comptable en préparation.
Langues étrangères indispensables.
(Anglais, Allemand, Espagnol, Italien)

AUDITEURS DÉBUTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles ou Universités).
D.E.C.S. et langues étrangères appréciées.

Adresser C.V. et photo à :
BERNARD MONTAGNE, ANDRÉ AMIC et ASSOCIÉS, 128, bd Haussmann, 75008 PARIS.

IMPORTANTE BANQUE ETRANGERE

Paris 2e recherche
pour sa Direction de la

CLIENTELE PRIVEE
CLASSE IV - V HF

ayant une expérience bancaire d'environ 5 ans et une bonne connaissance des **OPERATIONS TITRES ET BOURSE**, pour participer à la tenue des comptes gérés et assurer le secrétariat financier du service (suivi des dossiers, établissement des statistiques, mise à jour de la documentation, etc...).

Ce poste demande une formation Bac + 2 mini. et / ou bancaire (BP 3) ainsi que des qualités de contacts dans le cadre des relations avec la clientèle et les agences.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s / réf. 11557 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL LEADER DANS SON DOMAINE

recherche pour ses établissements de la région parisienne (600 personnes) un

PATRON DU PERSONNEL ET DES RELATIONS HUMAINES

Sa mission :
- Assurer la conception et la mise en place d'une gestion dynamique du personnel dans un secteur en pleine mutation technologique ;
- Gérer la politique sociale et humaine ;
- Mener des actions de motivation.

Son profil ;
- Formation supérieure ;
- Pratique d'au moins 5 ans acquise de préférence en milieu industriel.

Si vous désirez élargir vos responsabilités, envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo) qui restera confidentiel à : J.-C. H. consultant, 54, rue Beaubourg, 75003 PARIS.

ETABLISSEMENT (120 personnes) proximite Defense, appartenant à un groupe francais cree un poste de

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE H/F

En relation avec le siège vous assurerez l'ensemble des tâches comptables, administratives et financières de l'établissement.

Une expérience de 5 ans minimum est indipensable pour aborder cette fonction. Un DECS serait apprécié.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 94640 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opera 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

Important organisme d'assurances, équipé d'un réseau de 70 mini/6 recherche pour Paris 18ème :

analyste programmeur

Formation DUT informatique ou equivalent

Expérience minimum souhaitée (COBOL) pour :
- réalisation d'applications nouvelles
- assistance aux utilisateurs d'une informatique distribuée.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions + *disponibilité sous* N° 94682 a CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opera 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE FRANCAISE
à vocation internationale
ayant son siège à Paris
recherche pour son service
emissions internationales

UN CADRE

De formation universitaire grandes écoles ou concourts sanctionnés par diplôme ITB.
Au sein d'une équipe de 8 personnes il devra apporter un concours actif aux différentes interventions et démarches du Service (*marché primaire, marché secondaire*).
Anglais courant indispensable.
Déplacements en province et à l'étranger à prévoir.
Possibilité d'évolution pour élément de valeur.
Disponibilité rapide souhaitée.

Envoyer C.V., prétentions et photo sous réf. 94830 à
CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

Société anonyme, branche publicité, effectif 30 personnes chiffre d'affaires + de 300.000 KF, filiale d'un des plus importants groupes français, recrute :

CADRE COMPTABLE
POSITION 3 A
ADJOINT CHEF COMPTABLE

cellule comptable 6 personnes sur informatique.

PROFIL DU CANDIDAT :
- 30/40 ans ;
- Expérience poste similaire 3 ans minimum ;
- Connaissance parfaite du bilan, compte de résultat, nouveau plan comptable et consolidation au niveau du groupe ;
- Fiscalité, lois sociales, gestion du personnel et paie ;
- Gestion de la trésorerie ;
- Gestion des immobilisations et titres de participation ;
- *Gestion des marges commerciales ;*
- Connaissance de l'informatique (micro);
- Autorité et sens des responsabilités.

Poste d'avenir.

Envoyer c.v. n° 289.331 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS qui trans.

IMPORTANTE SOCIETE REGION SUD DE PARIS
recherche

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES
A.M. - I.N.S.A. ou EQUIVALENT.
Expérience 10 années B.E. construction matériels de levage exigée.

INGENIEURS INDUSTRIALISATION ET METHODES
A.M. - I.N.S.A. ou EQUIVALENT.
Expérience 10 années exigée de la fabrication moyenne série d'appareils de travaux publics ou similaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions
s/réf. 1291 à
SIETAM
42/48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON

IMPORTANTE MUTUELLE
recherche pour sa division
Méthodes-Plannings

ANALYSTE ORGANISATION ET MÉTHODES

Le poste requiert :
- Un esprit rigoureux et synthétique ;
- Des contacts aisés ;
- Une formation supérieure BAC + 2 ans min. ;
- Une expérience en organisation administrative et/ou en informatique.

Adresser c.v. et prétentions sous référence PLA 404 M à :

SSCI — S.S.C.I. départ. Recrutement
47, r. de la Chaussée-d'Antin
75009 PARIS.

Le CENTRE d'ETUDES et de RECHERCHES de l'INDUSTRIE des LIANTS HYDRAULIQUES (CERILH), recrute

chefs de projets de recherches
Chimie-Physique ou Physico-Chimie des surfaces
Docteurs ès sciences ou Ingénieurs Grandes Ecoles, *expérience Recherche de 8 à 12 ans.*

Ecrire ou téléphoner au :
CERILH
23, rue de Cronstadt - 75015 PARIS
(Tél. 531.18.10)
à l'attention de Monsieur MAZEAUD

SYSIN S.A.
Société d'Informatique
Spécialisée dans les systèmes temps réel, le controle de process et les télétransmissions

Ingénieur logiciel

De formation supérieure, vous possédez des connaissances approffondies sur les microprocesseurs.
Intégré à une petite équipe, vous avez une grande fatulté d'adaptation et le goût des contacts.
La fonction vous amènera à assumer la responsabilité totale de projets.
Une expérience d'au moins 2 ans est *indispensable.*

Adresser votre dossier complet de candidature, C.V., prétentions + lettre manuscrite au Service du Personnel SYSIN B.P. 43 78370 PLAISIR.

IMPORTANTE BANQUE ETRANGERE
Paris 2e *recherche*
pour sa Direction de la

CLIENTELE PRIVEE
CLASSE IV - V *HF*

ayant une expérience bancaire d'environ 5 ans et une bonne connaissance des OPERATIONS TITRES ET BOURSE, pour participer à la tenue des comptes gérés et assurer le secrétariat financier du service (suivi des dossiers, établissement des statistiques, mise à jour de la documentation, etc...).

Ce poste demande une formation Bac + 2 mini. et/ou bancaire (BP 3) ainsi que des qualités de contacts dans le cadre des relations avec la clientèle et les agences.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions s/réf. 11557 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Cherchons
PROFESSEUR DE MATHS
pour collège sous contrat d'association, pour rentrée scolaire 84-85. Collège de Juilly, JUILLY par Dammartin en Goele 77230

M.I.D.
Sté micro-informatique
recherche
Ingénieurs grande école diplômés école supérieure de commerce. Débutants ou quelques années d'expér. Dégagés O.M. Env. C.V., photo et prét. à : M. LAMARRE, M.I.D., 96, boul. Richard-Lenoir, 75011 Paris.

LE GROUPE E.S.G.
recherche
PROFESSEURS TOUTES MATIÈRES
VACATAIRES 3 à 10 h/sem.
NIVEAU DOCTORAT EXPERT. COMPTABLE GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT
EXPÉRIENCE ENSEIG. SUP. et/ou en entrep. nécessaire
Env. C.V. à :
L'E.S.G.
137, avenue Félix-Faure, 75016 PARIS.

Sté d'expertise comptable LA DÉFENSE recherche
1 EXPERT COMPTABLE
ou MÉMORIALISTE pour animation d'équipes et participation à des missions de commissariats importantes.
COLLABORATEURS
(BTS + expérience)
pour gestion de clients, de surveillance et missions de commissariats.
Env. C.V. et prét. s/réf. 11563 à P. LICHAU S.A., B.P. 220-75-063, PARIS CEDEX 02, qui transm.

Société recherche
JEUNE INGÉNIEUR DÉBUTANT
ayant de très bonnes connaissances en résistance des matériaux et informatique, anglais indispensable. Poste à pourvoir en région parisienne. Contrat à durée déterminée jusqu'à fin novembre 1984 avec possibilité de transformer ce contrat en contrat à durée indéterminée après cette période. Envoyer c.v., prétentions n° MO 75.418 Bleu, 7, rue Lebel, 94307 Vincennes, Cedex, qui transmet.

Importante administration recherche pour Paris
CHARGÉ(E) D'ENQUÊTES DÉBUTANT(E)
(CADRE A), 92.000 F/AN
Diplômé(e) d'une école d'ingénieurs ou ayant un diplôme du 3e cycle en *Economie ou en Statistiques.* La personne recherchée sera chargée d'organiser et de dépouiller des enquêtes d'opinions, du contrôle des entreprises d'enquêtes et de la présentation des dossiers. Elle aura également la responsabilité d'une équipe de 3 pers. Nombreux avantages sociaux.
Ecrire avec c.v. à Axial Pub. (réf. 7.151) 27, rue Taitbout, 75009 PARIS, qui transmettra.

ENTREPRISE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS
JOURNALISTE
Spécialiste des questions économiques industrielles et plus particulièrement énergétiques. Adresser candidature avec référence à : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

Organisme important recherche pour Paris ou agence de Versailles
FUTURS CADRES COMMERCIAUX
- Dynamiques et ambitieux.
- Goût du contact ht niv.
- Excellente présentation.
- *Sens des responsabilités.*

Téléph. : 500-24-03 poste 43.

GENIOUS SYSTEMES rech.
INGÉNIEURS
LOGICIEL T.R., SOLAR, PDP, 68000, 80/86...
pour grands projets.
tél. : 605-35-80.

Grande Ecole de Gestion Paris recherche PROFESSEURS
- d'Economie d'entreprise.
- de Techniques Comptables

ayant EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE et d'ENTREPRISE.
Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à Arma, 47, rue de Liège, Paris-8e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT
QUARTIER LA DÉFENSE
recherche
AUDITEUR INTERNE
30 ans minimum
pour contrôle succursales FRANCE.
Expérience d'un poste similaire indispensable.
Adresser c.v. et prétentions sous n° 21.964, référence à porter sur l'enveloppe à La Publicité Française, 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE (740 pers., C.A. 280 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale,
recherche pour son service
ÉTUDES AVANCÉES
INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU
(thèse de 3e cycle : mathématique ou informatique, grande école scientifique). Possédant 5 à 6 ans d'expérience en informatique, spécialement dans le domaine de l'analyse de langages évolués.
La maîtrise d'UNIX, C et PASCAL est indispensable.
Env. c.v., photo et prétentions à n° 3.949 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, Paris-11e.

CORTICAL S.A.
STÉ A FORTE CROISSANCE
spécialiste SGDB
relationnel sur micro
recherche
ENSI ou ÉQUIVALENT
1 an expér. analyste et programmation D BASE II
110.000 +
Forte possibilité d'évolution.
Disponible immédiatement.
Tél. 747-99-03 M. PERONNIN.

RECH. DEMARCHEURS PUBLICITAIRES pour revue économique Nord-Sud. Rémunération par commission 40 %. Adresser C.V. et photo à : Edition DETI-Presse, B.P. 57, 93800 Epinay-sur-Seine.

LE CLAP
recherche
POUR ILE-DE-FRANCE
CONSEILLER PÉDAGOGIQUE
A TEMPS PLEIN
Assurer la formation des moniteurs d'alphabétisation et participer au travail de production pédagogique. Expérience de la formation de formateurs et de l'enseignement d'une langue. Connaissance de la vie associative et de l'immigration.
Envoyer candidatures avec c.v. avant le 8 juin 1984 au : CLAP Ile-de-France, tour Rémini, 8, av. de Choisy, 75643 PARIS Cedex 13.

Centre d'aide et d'accueil aux toxicomanes des Hauts-de-Seine *recherche*
UN PERMANENT
Préférence formation éducateur spécialisée ;
Expériences travail social et entretien.
Env. C.V., 9 av. Beau-Séjour, 92500 Rueil-Malmaison.

SERVICE
ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES
recherche
INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
pour assurer des dével. :
- CAO
- LOGICIEL DE BASE
- LOGICIEL D'APPLICATION
- TRANSMISSION

Ecrire ou téléphoner au : 78-80 avenue Galliéni, Tour Galliéni 1, 93174 BAGNOLET CEDEX
Téléph. : 360-13-54/55/56.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche
UN OPÉRATEUR PUPITREUR CONFIRMÉ
sur SPERRY, S. 80.
Programmation COBOL souh.
Adr. C.V. et prétentions sous n° 45.750 M, RÉGIE PRESSE
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

ÉCOLE PRIVÉE HORS CONTRAT
Région sud de Paris
recherche
pour la rentrée scolaire 84-85.
PROFESSEURS HISTOIRE-GÉO.
Ecrire sous n° T 45.738 M, RÉGIE PRESSE,
7, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

NATHAN RECRUTE
2 VRP (93-94, prof. ou non) se présenter MARDI 29 MAI, ou écrire + C.V. à C.F.D., 12, r. de Tournon, 75006 Paris.

G.I.E.
secteur
ÉCONOMIE SOCIALE
recherche
CHARGÉ(E) D'ÉTUDES
Niveau études supérieures.
Connaissances mutualité et prévoyance appréciées.
Env. lettre manuscrite + C.V. + photo à M.E.T.O.D.E.S., 22, r. d'Aumale, 75009 Paris.

Société holding, d'un important groupe de négoce international de Paris, recherche pour son nouveau département d'assistance et d'inspection de ces filiales
JEUNES COLLABORATEURS
(H.F.)
ayant une bne format. compt. (D.E.C.S.). 2 à 3 ans d'expér. d'une bne connais. de l'angl. Déplacements à prévoir.
Ecrire avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référ. 8168 à Média-System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris.

Nouvelle salle de Paris, 15e
recherche
PROFESSEURS DANSES MODERNES SMURF
Tél. : 557-09-29, pr r.-v.

LE GROUPE ESG
recherche
PROFESSEURS
Toutes matières. Vacataires 3 à 10/semaine. Niveau Doctorat expertise comptable, Grandes Ecoles ou équivalent. Expérience enseigt sup. et-ou en entreprise, nécessaire.
Envoyer C.V. à : L'ESG-137, avenue FÉLIX-FAURE, 75015 PARIS.

Le service du personnel de l'Institut National de la Recherche Agronomique recrute sur concours
L'ADJOINT AU RESPONSABLE
DE SA DIVISION DE GESTION DES PERSONNELS *CONTRACTUELS*
Les candidats doivent être au moins titulaires d'une maîtrise de droit ou de gestion.
Poste basé à Paris.
Salaire annuel brut minimum : 110.000 F
Adresser lettre de candidature, accompagnée d'une photographie et d'un curriculum-vitae avant le
1er JUIN 1984 à :
INRA
M. Le Chef du personnel
149, rue de Grenelle
75341 PARIS CEDEX 07.

IMPORTANTE MUTUELLE D'ASSURANCE
engage
GESTIONNAIRE
Sinistres, risques d'entreprises.
MAITRISE EN DROIT
Il ou elle suivra les dossiers y compris le contentieux devant les tribunaux.
Expérience professionnelle, même courte, appréciée.
Situation stable.
Ecr. lettre manuscr., plus C.V. à Monsieur *SOUBEYROUX,* M.A.T.M.U.T., 13, rue des Petits-Hôtels, 75010 PARIS.

Ville de Garges-lès-Gonesse 95140 (plus de 40.000 habitants) recherche
CADRES
pour différents secteurs (niveau attaché ou ingénieur)
COLLABORATEUR
pour cabinet du Maire
Adr. candidature et C.V. à : Monsieur LE MAIRE.

Agence de voyages Etoile RECRUTE URGENT
COMPTABLE 2e ÉCH. QUALIFIÉ (E) EXPÉRIMENTÉ (E)
Dont si poss. 1 1/2 à 2 ans cabinet
- *Référence exigée.*
- 30 ans minimum.
- Formation N.P.C. assurée.

Env. C.V. + lettre manusc. + prét. + photo à :
OHSHU EXPRESS FRANCE
90, av. Champs-Elysées, 75008 PARIS.

Sté d'étude d'investissements internationaux située à PARIS recherche
EXPERT-COMPTABLE
ou ÉQUIVALENT
2 à 4 ans d'expérience.
Pour assister équipe d'investisseurs, effectuer analyses de projet et établir système administratif.
Langue maternelle anglaise
Salaire à négocier.
Env. C.V. à MICHAEL RULE
29, r. La Boétie, 75008 PARIS.

Revue mensuelle
recherche
CORRECTEUR-PRÉPARATEUR (H. ou F.)
Plein temps. Salaire à débattre.
Adresser C.V. détaillé et prétentions :
GAULT MILLAU
Attention Dominique Migeon, 210, rue du Fg-Saint-Antoine, 75012 PARIS.

---

roussel uclaf
Distrivet - Direction des Ventes
Santé animale - France
recherche
un(e) technicien(ne)

pour assurer :
- Le calcul des objectifs commerciaux.
- Le calcul de *la répartition et du suivi des quotas des Agents.*
- Le suivi des statistiques commerciales.
- *Le suivi des frais de route des Agents.*

Ce poste conviendrait à une personne titulaire d'un DUT Techniques de Commercialisation ou à une personne ayant déjà une expérience dans cette activité.

Adresser lettre *manuscrite,* C.V., photo + prétentions au : Service du Personnel
163, avenue Gambetta
75020 PARIS

secrétaires

SECRETAIRE DE DIRECTION

Une société d'ingénierie, très dynamique et en forte expansion recherche la secrétaire de direction de haut niveau qui assumera la responsabilité du secrétariat de l'adjoint à la direction générale, *responsable des services financiers.*

Elle sera une véritable assistante, excellente sténo-dactylo, méthodique et sachant organiser le secrétariat avec efficacité. Elle sera capable de travailler en anglais.

Lieu de travail : Annecy.

Si vous estimez avoir le profil correspondant à ce poste, voulez-vous transmettre votre dossier de candidature (C.V. et photo) en indiquant votre rémunération actuelle, qui sera examiné avec toute la discrétion souhaitable, sous la référence : PR-528 à :

ROLAND DERKUM CONSEILS
48 rue de Margnolles
69642 Caluire cedex

Société Commerciale Paris
recherche
SECRÉTAIRES DE DIRECTION COMMERCIALE
B.T.S. ou expérience équivalente.

Envoyer candidature et c.v. sous n° T 045.775 M
RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE 26 ANS
Licence Droit Public, Maîtrise Droit Privé.
Stage informatique de gestion.
Expérience cadre établissements publics
(Gestion, comptabilité).

Cherche poste à responsabilité.
Ecrire s/n° 3403, le *Monde* Pub. service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE FEMME 28 ans
BAC G3, anglais courant
10 ans d'expérience :
- *Comptabilité analytique.*
- *Statistiques.*
- *Gestion du personnel.*
- *Déclarations sociales et fiscales.*

Cherche place responsabilité
LIBRE RAPIDEMENT.

Ecrire sous n° 6.624, *le Monde,* pub.,
SERVICE ANNONCES CLASSÉE
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

HEC, 30 ans, solides références.
CHERCHE
Direction générale à l'étranger ou création filiale.
Ecr. s/n° 3336 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DE DIRECTEUR
H. 41 a., droits et sciences-Po.
- Grande expérience PME.
- Excel. gest. et commerc.

Anglais, espagnol courant.
Cherche poste à respons.
Tous secteurs d'activités.
Ecr. s/n° 6626 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H., *maîtrise droit des affaires, DEA droit des affaires et droit économique. Cherche 1er emploi.*
T. 364-79-20.

J. F., maîtr. d'adm. éco.-soc. *Rech. emploi adm. Fonct. du pers. Autres propos. sér. envisag.* Lib. de suite. 952-12-76.

J. F. 25 a., LICENCE INFORMATION COMMUNICATION, lic. *espagnol* + angl., allem. Exp. organis. *manif. sur* médias. Rédac. articles presse. Rch. poste (même tempo.). Serv. int./ext., sect. pub. ou privé.
Mlle Ledantec, *29, r. des Bois,* 93390 Clichy-sous-Bois.

ACTUAIRE (IAF)
FINANCIER INFORMATICIEN 40 ans, actuellement conseil, spécialiste banque et bourse, rech. poste sal. même sect. Ecr. n° 94.853 Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

CADRE COMMERCIAL
32 ans, ÉCOLE DES CADRES, 7 ans expér. prof. dans sect. auto (exports marketing, commerciale) sens créativité
GDE DISPONIBILITÉ
recherche
situation dans PME (Paris, province, étranger), désirant dével. potentiel commercial. Tél., H. Chevalier, 525-06-16. 46, bd Exelmans, 75016 Paris.

Age 37 ans
CADRE TECHNIQUE. BAT.
Coord. chantier. BET, 15 ans exp., 1 an d'exp. étranger, anglais. Cherche place stable. Etud. ttes propositions.
Ecr. s/n° 6828 *le Monde Pub.,* service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrét. direction très expérimentée, sténo., dactyl., magnétoph., etc. Cherche travail MATIN. Tél. 296-33-62.

J. F. secrétaire dactylo, étud. univers., dipl. arts graph., expér. édition, rech. emploi mi-temps, édit., pub., presse. Mme Morvant, 92, av. de la République, 75011 Paris.

villégiature

CENTRE VACANCES
6-13, 13-18 ans, ts sports, ski été, vidéo, Lac de Garde, séj. ling. AUTRICHE.
Tél. (29) 41-46-53, le soir.

BRETAGNE-AQUITAINE
LANGUEDOC-MÉDITERRANÉE
ESPAGNE
2.000 belles villas à louer.
Catalogue gratuit.
Location : unité semaine
Jean Jacq sélection SARL
Centrale européenne 16, rue du Fg-de-Pierre F 67000 Strasbourg. T. (88) 32-77-10.

LOCATION CAP-D'AGDE
LANGUEDOC-MÉDITERRANÉE
LOGEMENTS SÉLECTIONNÉS
TARIF SANS SURPRISE
3e SEMAINE GRATUITE
Ecrire AGENCE MERCURE
34300-CAP-D'AGDE (C).

ST-TROPEZ/RAMATUELLE
Splendide villa neuve 450 m² habitables, terrain 5.000 m², proximité plages, vue et site exceptionnels. Vendue sous-valeur. Pour tous renseignements : *OFFICE FRANKLIN* 42, boulevard Gambetta, 06000 NICE (93) 88-04-41.

formation professionnelle

RENAULT Automation

STAGES AUTOMATISMES MICRO-ÉLECTRONIQUE
SIRTES (Renault Automation)
vous propose :

Initiation pratique à l'électronique 18 au 22 Juin 84 – 1er au 5 Sept. 84

Initiation pratique aux circuits intégrés logiques. 25 au 29 Juin 84 – 8 au 12 Oct. 84

Initiation pratique aux microprocesseurs et leurs programmation. 17 au 21 Sept. 84

Interfaces des systèmes à microprocesseurs 13 au 15 Juin 84 – 16 au 18 Oct. 84

Maintenance des systèmes à microprocesseurs 17 au 21 Sept. 84

Mise en œuvre d'un automate programmable : approche technico-économique avec applications pratiques 18 au 19 Sept. 84

Les automates programmables : programmation sur S.M.C. 25 au 29 Juin 84 – 10 au 14 Sept. 84 – 19 au 23 Nov. 84

Assistance de production et de maintenance avec l'automate programmable 25 au 28 Sept. 84

C.U.C.E.S. UNIVERSITÉS

propose : session spécialisée

MIEUX COMPRENDRE LES RELATIONS FORMATION-EMPLOI

– Bilan des recherches.
– Méthodologie à développer.

PUBLIC : chargés de mission, responsables de formation, chefs du personnel.

S'adresser : C.U.C.E.S. UNIVERSITÉS, B.P. 3098 54013 NANCY CEDEX (8) 351-44-36 (Mme DELAU).

LE CIFFOP

Centre Interuniversitaire de Formation à la Fonction Personnel, dépend de l'université PARIS II – ASSAS. Il est dirigé par Madame Nicole CATALA, professeur des universités et «parrainé» par les Directeurs des Affaires Sociales et Industrielles des entreprises suivantes : PSA, THOMSON–BRANDT, SNIAS, ELIDA–GIBBS, SNPE.
Il dispense un enseignement de troisième cycle, sanctionné par un DESS de gestion de personnel et des relations du travail.
Créé en 1971 par un groupe d'universitaires et de directeurs de personnel, il a formé depuis treize ans plus de trois cents professionnels de cette spécialité.
La promotion 1984 a édité un curriculum-vitae collectif qu'elle renvoie aux entreprises. Celles qui ne l'ont pas encore reçu peuvent en faire la demande au Secrétariat du CIFFOP – 83 bis rue Notre Dame des Champs – 75006 PARIS – Tél.: 329.84.86

Vous avez dit BTS ?
Nous préparons *au BTS INFORMATIQUE*
– COURS ANNUEL
– PERFECTIONNEMENT

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118-130, av. Jean-Jaurès, Paris-19e.
Tél. 205-24-63, Mme Edon.

traduction demande

Ingénieur espagnol, 26 ans, spécialisé traductions techniques français-espagnol, allemand-espagnol, secteur énergie, bonne conn. anglais, rech. emploi. Tél. : 654-15-91.

Interprète/traductrice exécute et tape ttes traduct. Anglais, Allem., tarif S.F.T. Après 20 h 30, 589-53-93.

propositions diverses

Vous avez une idée à exploiter dans un domaine que vous connaissez bien : Gestion, Juridique, Fiscal, Renseignements, Informatique, Marketing téléphonique. Pour vous réaliser venez nous rejoindre CEEGI-Conseil 526-59-13.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 – 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 402 – 09 PARIS.

Primes à la création d'emploi. Droit social et du travail social consult. Téléph. : 236-30-64.

capitaux propositions commerciales

Wir sind der grösste Produzent von 5 l Benzinkanistern aus Kunststoff in der Bundesrepublik Deutschland und suchen eine

ständige Vertretung in Frankreich.

Sie beherrschen die deutsche Sprache und haben Kontakte zur Mineralölindustrie, zum Kfz-Handel sowie zu Grossverbrauchermärkten.

Wenn Sie an einer Zusammenarbeit interessiert sind, so setzen Sie sich bitte mit uns in Verbindung.

Dietrich Kunststoff-Verpackungen
Rossfelder Strass 36
D-7180 Crailsheim.
Tél. : 19-49 7951/3644.

Nous sommes le plus grand fabricant de jerrycans d'essence en matière plastique en République fédérale d'Allemagne et recherchons pour place stable

UN REPRÉSENTANT EN FRANCE.

Il connaît la langue allemande *et a des contacts* avec les Industries Pétrolières et avec les grandes firmes touchant cette industrie.
Si ce poste vous intéresse, prenez contact avec nous à

OFFRE EXCEPTIONNELLE

IMPORTANTE FIRME BELGE DE DISTRIBUTION TEXTILE

est à remettre, faute de successeurs.

Cette entreprise en pleine expansion, avec d'excellents résultats, dispose d'une très bonne organisation de vente et d'un réseau de 1.200 clients, répandus dans tout le pays.

Ecr. s/no 7.946 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris. qui transmettra.

PROPOSE INVESTISSEMENT SPÉCULATIF. Nombreuses *possibilités.* 236-12-30.

travail à domicile

Dame exp. tape thèses, mémoires, rapports, romans, etc., Tél. : (4) 409-41-94.

J'exécute toute votre frappe à domicile : rapports, thèses, *mémoires, etc. sur IBM.* Tél. : 867-80-21.

Artisane effectue tous travaux de traitement de texte et dactylographie. T. 061-44-49.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien *indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro* de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt

ARCHIVES rénov. de luxe, dupl. s/jdin à la franç., gd liv. + mezz. + 2 ch., park. SIGEDIM 296-63-33.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU. CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate. 3-4-5 P. et DUPLEX. Vis. témoin ts jours 14-19 h, sf mercredi et dimanche.

104, RUE MOUFFETARD 4 pièces, 560.000 F, 2 pièces 280.000 F. Tél. : 326-98-66.

VAL-DE-GRACE
2 p., entrée, cuis., s. de bns, chauff. ind. IMPECCABLE, 460.000 VERNEL 526-01-50.

6e arrdt

Prox. Bon Marché. 703-32-44.
3 P., ASC., TERRASSE.

CH.-MIDI, 60 m², ASC. Et. élevé, soleil. 703-32-31.

7e arrdt

UNESCO
7 P., imm. pierre de T., expos. Sud, étage élevé. BRANCION SARL, 575-73-94.

8e arrdt

SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE 110 m² séjour + 3 chambres, 4e étage, asc., charme, soleil. GARBI 567-22-88.

COURCELLES-LA BAUME beau dble living, 2 ch., 144 m², 5e ét., parking. 2.100.000 F. DORESSAY – 624-93-33.

10e arrdt

80 m² RÉPUBLIQUE
Beau 3 pièces, immeuble pierre de taille, sur rue et cour verte, *4e étage, soleil, calme.* 650.000 F. Tél. 607-93-04.

11e arrdt

AV. PARMENTIER, rare bel imm. Pierre de T., rav., vaste 4/5 P. en 2 appts, gd balc., pl. sol. T. 760.000. 347-57-07.

12e arrdt

MÉTRO NATION
Immeuble réc., 3 p. cft, 74 m², balc. 15 m², prkg ss-sol. 770.000 F. Tél. 883-68-68 +.

13e arrdt

PLACE D'ITALIE
Part. vend studio 30 m². Tour Rubis, équipé, tt cft, cave, parking, 290.000 F. Ap. 20 h. 589-42-46.

GOBELINS 2 P. 50 m², 5e ét., bel imm., ancien. SIGEDIM 296-63-33.

14e arrdt

PLAISANCE
110 m² CHARMANT DUPLEX ATELIER D'ARTISTE. GARBI 567-22-88.

MAINE/ALÉSIA
Très grand studio tt cft imm. *récent, standing,* 395.000. VERNEL 526-01-50.

15e arrdt

2 P. + STUDIO IND.
PETITE MAISON, RÉCENT JARDIN, CALME. 567-60-78.

16e arrdt

EXELMANS
Dble liv., 2 chbres, terr. 930.000 F. BRANCION. 575-73-94.

Pierre DAMON pour groupe international, recherche luxueux APPARTEMENTS 150 à 500 m² et HOTEL PARTICULIER, 8e, 16e. 562-20-23 (disc. ass.).

EXELMANS 2 PIÈCES
spacieux, TT CFT, SOLEIL, ÉTAT IMPECC., 595.000 F. VERNEL 526-01-50.

19e arrdt

RUE MANIN, 2 PIÈCES
cuisine, bains, 6e, ascenseur, chauffage central 636-12-88.

92 Hauts-de-Seine

NANTERRE, Appt 3 P., bns, cft, *4e ét.,* asc., park. Vue splend. 637-04-18, le soir.

PARC DE SCEAUX, Récent beau 4 P., tt cft, étage élevé. 650.000 F. 824-63-66.

NEUILLY magnifique 3 P. 2 dress., cuisine luxe amén., bains, 100 m², 3e ét. s/jard., park., imm. standing. Px total 1.650.000 F. Vis. lun., mar. 13 h 30/19 h. 19, BD VICTOR-HUGO.

94 Val-de-Marne

CHATEAU DE VINCENNES (près Cour Marigny) studio refait neuf dans imm. rénové, 1er ét. sur rue et jardin. 230.000 F. Tél. 656-77-26.

Province

HOULGATE
20 mètres de la plage vue sur la mer
APPARTEMENT DE 40 m²
SITUÉ AU 1er ÉTAGE
Très ensoleillé, particulièrement impecc., de villa de caractère. 2 p., s. de bains, w.-c., coin cuis. éq., 5 portes-fenêtres, cheminée, chff. rad. élec., ent. neufs, porte blindée Fichet, petite cave, très faibles charges.
Prix 310.000 F.
Tél. : 16 (3) 982-25-53 ou 961-12-77
Visible le dimanche 27/5 avec le propriétaire de 11 heures à 18 heures.

DEAUVILLE MAIRIE
2 P., 67 m² + balcon, imm. 1976. 2e ét., ascenseur. ETAT EXCEPTION. *LITTRÉ 544-44-45.*

LAMORLAYE, résidence Claire. Appts neufs 2-3-4 P., gd liv., haut stand. en construction. 6.500 F le m², TTC. Visite sur RV, tél (4) 421-54-79 ; (4) 421-59-27.

appartements achats

Particulier cherche grand appartement à PARIS, 200-400 m², spacieux, préférable dans immeuble ancien, discrétion garantie.

Veuillez contacter :

Bruno Bischofberger
Bühlstrasse 7, 8700 Küsnacht, Suisse.

Tél. 1941-1-910-43-62.

POUR VENDRE ÉTUDE RIVE GAUCHE. 22e année, FNAIM et ORPI. 122, bd Raspail. 6e. 222-70-63. ouv. le samedi.

Recherche 1 à 3 pièces PARIS. Préfère rive gauche, *avec ou sans travaux.* PAIE COMPTANT chez notaire, 873-20-67 même le soir.

maisons de campagne

A SAISIR GOLF-JUAN MAISON A RESTAURER
vue mer. except., 880.000 F. MICHEL BERNARD 502-13-43.

locations non meublées offres

Paris

Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS *garanties disponibles.* OFFICES DES LOCATAIRES Tél. 296-58-46.

RICHELIEU/TRINITÉ
Pierre de taille, appts rénovés neufs, chff. ind., asc., 4-5 p., 145 m² 9.000 F net ; 3-4 p. 95 m² 6.750 F net. Studios, 2.250 et 2.812 net. Renseignements : 524-60-14.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. 889-89-66. 283-57-02.

Pour membres personnels, dirigeants et employés mutés, import. sté inform. mondialement connue rch. 2 à 8 P. Meme loyer élevé. VILLAS. Paris et environ . 504-48-21. Poste 40.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 285-11-08.

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS
APPARTS STANDING UNIQUEMENT
562-78-99.

Deux personnes cherchent à louer 2 ou 3 pièces pour 1 ou 2 ans à partir du mois de sept. 84. Tél. : 606-71-06 le soir.

pavillons

CLAMART, centre sur 560 m², *sup. pav., récent,* piscine, maison sec., 245 m² hab. 2.100.000 F. Tél. 644-48-83.

villas

LE PERREUX S/MARNE
TRÈS AGRÉABLE MAISON
Conception récente. Séjour 45 m² + 4 chbres, calme, soleil. Très *belle* affaire.
DEMICHELI
873-50-22 et 47-71.

ST-GERMAIN proche, maison de caractère, séjour 80 m², 5 ch., terrain arborisé. Px 1.600.000 F. 878-67-90.

propriétés

PRÈS DU BOIS DE VINCENNES
400 mètres, RER, BELLE MAISON s/600 m² terr. Séjour 60 m², 4/5 chbres. PARFAIT ETAT
DEMICHELI
873-50-22 et 47-71.

VIVEZ DANS UN CHATEAU, à 1 heure de Paris Ouest. Magnifique parc, tennis, équitation, 130 m², boiseries, 390.000 F. 130 m² + combles, 3e étage 250.000 F. Grands studios : 120.000 à 150.000 F. Tél. : 326-98-66.

terrains

Rech. terrain bâtir, banlieue sud Paris, même avec petite maison. Tél. 938-87-27.

viagers

Etude LODEL, 35, bd Voltaire, Paris XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers, expérience, discrétion, conseils.

bureaux

Locations

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES
140 A 340 F PAR MOIS
CIDES – 723-82-10.

VOTRE SIEGE SOCIAL RC 160 F, SARL 180 F. Construction rapide de Sté GSMP, 4, rue des Deux-Avenues, 13e. 586-85-11. 54, r. de Crimée, 19e. 607-62-00.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social. Tél., télex, secrétariat, salles de réunion av. vidéo, bar, etc. Loc. courte ou longue durée.
ACTE 562-66-00.

CRÉATEURS d'entreprise !
disponible à Paris et Province
SIÈGES SOCIAUX
et adresses commerciales
loc. bureaux meublés, secrét., télex.
CONSTITUTIONS STÉS
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC 293.60.50+

VOTRE SIÈGE à PARIS-17e Domiciliation RM, RC, SARL. Constitution Sté 763-47-14.

ARTISAN 100 F, RC 180 F. Constitution SARL 2.000 F. SDM, 21, rue Fécamp (12e). 340-24-54. 8, r. du Fg-Poissonnière, 9e-10e. 770-51-66.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL, RC, RM. Constitution de Sociétés Démarches et tous services *Permanences téléphoniques*
355-17-50.

BOURG-LA-REINE RER
burx mod. 80 à 200 m² à partir 4.000 F/mois, 660-44-66.

locaux commerciaux

Ventes

Cause départ retraite, particulier vd librairie-papeterie, presse et divers. Chiffre d'affaires 1.530.000. Magasin mod. 95 m², façade 12 m, réserve 70 m², très bel appartement 5 P., 90 m², garage, cour. Prix 700.000 à débattre. Tél. 921-33-74.

BUTTES-CHAUMONT
Vd loc. occup., imm. rénové. Rap. 48.000 F/an, 420 000 F. 808-45-89 ou 227-47-43.

fonds de commerce

Ventes

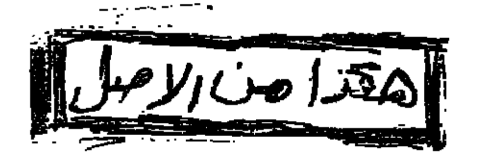
AIX-EN-PROVENCE
Part. vend à part. Fonds de commerce plein centre, rue semi-piétonne très commerçante. *Local de caractère bien aménagé,* 3 niveaux. R-d-ch. + cave aménagée + réserve (toilettes). Ecr. à Eurosud no 182305, 2, rue de Breteuil, Marseille 13001.

boutiques

Ventes

18e MURS de BOUT. occ. bon rapport. 280.000 F. Tél. 637-04-18 LE SOIR.





INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

L'ASSOCIATION DE GÉRONTOLOGIE DU TREIZIÈME ARRONDISSEMENT

Innover pour les vieux

Il y a bientôt vingt ans que l'Association de gérontologie du treizième arrondissement de Paris existe. Pour célébrer cet événement, la Fondation nationale de gérontologie lui consacre un numéro spécial de Gérontologie et société *(1). Excellente initiative aux yeux de ceux qui considèrent l'association comme* « fleuron et vitrine de l'action gérontologique », *suivant les termes dont M. Paul Paillat, de l'Institut national d'études démographiques (INED), aime à la saluer dans son éditorial :* « Ce qui fut expérience à l'origine devient une référence. »

Il est vrai que l'association a su innover dans ses principes et dans ses actions. S'adressant à des personnes âgées, sans critères de psychiatrie elle est centrée, toujours selon M. Paillat, *sur une « homogénéité territoriale, ce qui lui valut d'être considérée comme secteur pilote par l'Organisation mondiale de la santé »* Prônant *« l'idée d'une concertation entre le public et le privé, entre l'hôpital et le quartier »,* avec *« le souci de laisser la parole aux intéressés »,* menant son action dans un *« esprit d'équipe maintenu en dépit des différences de compétence et de qualification »,* l'association est devenue *« une sorte de laboratoire vivant dont toute la gérontologie profite ».*

Dans ce numéro réalisé non *« sur »* mais *« par »* l'association et ses animateurs, comme le souligne le docteur Pierre Guillet, secrétaire général de l'association, *« on trouvera pêle-mêle des articles de réflexion sur le vieillissement et des articles décrivant le fonctionnement »* des structures qui la composent.

Aujourd'hui, une cinquantaine de médecins, psychologues, infirmiers, assistantes sociales, arthérapeutes, kinésithérapeutes, diététiciennes, etc., exercent dans les différentes instances de l'association. Autant de lieux de parole, d'écoute, d'échanges, de réflexion, de remise en cause et d'innovation.

Le Centre d'information, ouvert *« aux personnes âgées et à toute personne* [voisins, famille] *ayant besoin de renseignements »,* organise des conférences-débats et des matinées d'information. Les permanences sont tenues par des membres de l'association ou par des retraités dans le cadre de leur activité « échec à la solitude ». Deux centres de jour, *« destinés à prévenir, réduire ou éviter les hospitalisation »* s'offrent les services *« concertés »* d'une équipe pluridisciplinaire (infirmières, médecins, psychologue, ergothérapeutes, etc.) capable de répondre aux besoins *du corps et à la faculté d'adaptation à la vie en société »* et *« de prévenir ainsi une détérioration prématurée ».*

Une équipe mobile médicale à domicile et un service de soins à domicile complètent l'équipement de l'association. Les actions des uns et des autres se coordonnent à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation pour s'ouvrir sur l'ensemble de la population, dans la perspective d'une *« autre politique de la vieillesse, visant à la pleine intégration et participation des personnes âgées à la société ».*

Cette volonté se retrouve, en permanence, dans les propos des animateurs à travers une vingtaine d'articles et de témoignages expliquent la conception qu'ils se font de leur travail et du vieillissement. L'association, innovatrice depuis sa création, est devenue officiellement, en 1981, *« coordonateur »* de *l'action gérontologique pour le* treizième arrondissement. A la lumière des *« réalisations déjà facilitées »* par cette instance encore récente, elle plaide en faveur de ce *« mouvement amorcé »* pour qu'il ne soit pas stoppé dans son élan par manque de crédits. *« Ce n'est qu'au bout de plusieurs années,* concluent les animateurs, *que l'on pourra mesurer les résultats de cette opération, en raison des changements de mentalité qu'elle doit apporter dans les esprits et les habitudes de chacun. »*

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Association de gérontologie du treizième arrondissement de Paris – numéro spécial de *Gérontologie et Société*, 1984, 120 pages, 60 F. Fondation nationale de gérontologie, 49, rue Mirabeau, 75016 Paris, tél. : 525-92-80.

★ Association de gérontologie du treizième arrondissement, 49, rue Bobillot, 75013 Paris. Tél. : 588-88-14.

Centre de jour « Bach », 155, boulevard Vincent-Auriol. Tél. 584-39-01.

Centre de jour « Boussingault », 81, rue Vergniaud. Tél. : 589-09-59.

Equipe mobile médicale à domicile et service de soins à domicile, 4, rue du Docteur-Hutinel, tél. : 586-07-07.

En marge de l'Association de gérontologie, mais en filiation directe, s'est créée l'association La maison ouverte, 21, rue Cujas, 75005 Paris, qui vise à *« renouveler l'esprit des clubs de personnes âgées ».*

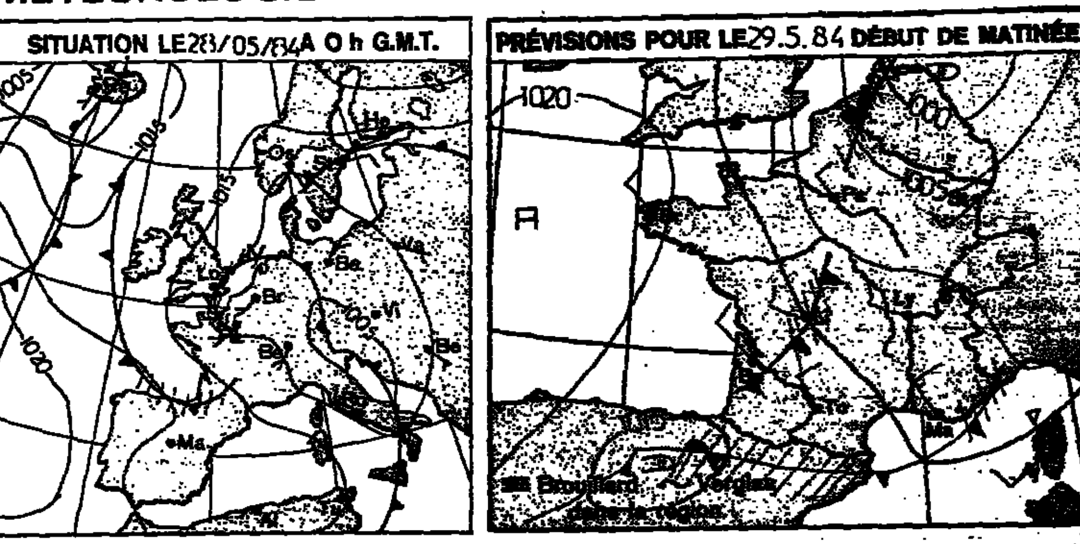
SORBONNE

INSCRIPTIONS. – Les étudiants qui désirent s'inscrire en première année de premier cycle à l'Université de Paris IV-Sorbonne, pour l'année universitaire 1984-85, doivent *retirer un dossier de demande préalable* d'inscription au service de la scolarité de l'université pour la seule discipline des langues étrangères appliquées. Ces dossiers doivent être remis au service de la scolarité avant le 1er juin. Les étudiants seront informés de la décision prise par l'université avant le 30 juin.

Les dossiers d'inscription en sciences humaines, lettres et arts et langues vivantes étrangères seront distribués à partir du 4 juillet selon un calendrier affiché en galerie Richelieu.

★ Galerie Richelieu : entrée, 1, rue Victor-Cousin, Paris 5e.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 28 mai à 0 heure et le mardi 29 mai à 24 heures.

Le système dépressionnaire sur l'Europe est en voie de comblement. Il dirigera sur la France de l'air frais progressivement moins instable.

Mardi : au lever du jour encore des températures assez basses pour la saison : 6° à 8° sur la plupart des régions, 10° près de la Méditerranée. Au nord-est de la Seine, persistance d'un temps couvert avec des pluies passagères. Mauvais temps également sur les régions pyrénéennes et de la Corse au sud des Alpes. Des résidus orageux sur le Massif Central. Sur toutes les autres régions début de journée brumeuse.

Au cours de la journée, lente amélioration. Des menaces d'ondées uniquement sur les Pyrénées, la Corse et en bordure des frontières du Nord-Est. Partout ailleurs de belles éclaircies vont se développer. Les températures atteindront 13 à 15 degrés sur la moitié nord et 17 à 20 degrés sur la moitié sud.

Sur la basse vallée du Rhône, un peu de mistral toute la journée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 28 mai, à 8 heures, était de 1 009 millibars, soit 756,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 mai; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 mai) : Ajaccio, 19 et 12; Biarritz, 14 et 10; Bordeaux, 14 et 7; Bourges, 12 et 4; Brest, 11 et 7; Caen, 11 et 7; Cherbourg, 10 et 7; Clermont-Ferrand, 13 et 4; Dijon, 14 et 5; Grenoble-St.-M.-H., 19 et 8; Grenoble-St-Geoirs, 16 et 7; Lille, 14 et 5; Lyon, 17 et 7; Marseille-Marignane, 18 et 11; Nancy, 16 et 6; Nantes, 13 et 5; Nice-Côte d'Azur, 21 et 12; Paris-Montsouris, 12 et 5; Paris-Orly, 12 et 5; Pau, 14 et 9; Perpignan, 18 et 13; Rennes, 13 et 7; Strasbourg, 14 et 7; Tours, 13 et 5; Toulouse, 15 et 8; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 10 degrés; Amsterdam, 16 et 7; Athènes, 24 et 16; Berlin, 23 et 11; Bonn, 15 et 6; Bruxelles, 16 et 7; Le Caire, 31 et 18; îles Canaries, 24 et 13; Copenhague, 18 et 11; Dakar, 27 et 23; Djerba, 37 et 19; Genève, 16 et 6; Jérusalem, 25 et 13; Lisbonne, 19 et 11; Londres, 10 et 9; Luxembourg, 15 et 7; Madrid, 19 et 5; Moscou, 25 et 15; Nairobi, 26 et 9; New-York, 24 et 18; Palma-de-Majorque, 20 et 7; Rome, 21 et 8; Stockholm, 17 et 11; Tozeur, 37 et 18; Tunis, 29 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 29 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 27 mai :

DES DÉCRETS

● Portant application de l'article L. 123-1 du code du travail (égalité professionnelle entre femmes et hommes).

● Pris pour l'application de l'article L. 19-111 de la loi du 29 décembre 1983 portant loi de finances pour 1984.

● Modifiant l'article R. 421-6 du code de l'aviation civile (qualifications professionnelles spéciales).

DES ARRÊTÉS

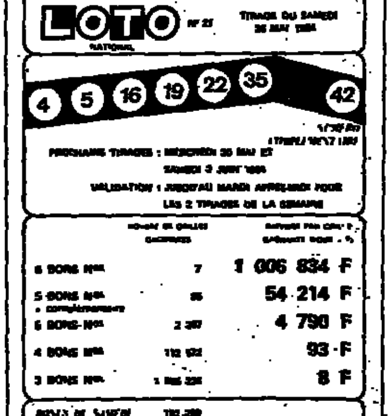
● Relatif aux programmes des classes de *mathématiques* supérieures et mathématiques spéciales M, M', P et P'.

● Fixant les dates des épreuves des concours d'entrée à l'Ecole *normale* supérieure et à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles (section des sciences, groupe D) en 1984.

DES LISTES

● Des candidats autorisés à prendre part au concours ouvert en 1984 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure (section des sciences, groupe D).

● Des candidats autorisés à prendre part au concours ouvert en 1984 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles (section des sciences, groupe D).



ASSOCIATIONS ET MUNICIPALITÉS. – Ce colloque du Groupe de recherche pour l'éducation permanente devrait faire avancer la réflexion sur ce sujet à l'heure où de nouveaux rapports s'établissent, délimitant des compétences *et des obligations réciproques.* Il aura lieu les 4, 5 et 6 juin à l'Institut populaire de Marly-le-Roy.

★ *GREP, 13-15, rue des Petites-Écuries, 75010 Paris, tél. : (1) 824-50-36.*

PARIS EN VISITES

MERCREDI 30 MAI

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie du métro Pont-Marie, Mme Senant.

« Avec Boileau et Racine », 15 heures, métro Cité, Mme Lemarchand.

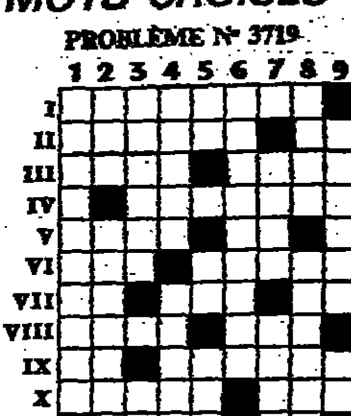
« Médecine et hospitalité », 15 heures, parvis Notre-Dame, entrée Hôtel-Dieu, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Atelier d'un tourneur d'étais », 15 heures, guichet métro Arts-et-Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Autour de Saint-Séverin », 14 h 30, métro Maubert-Mutualité (Résurrection du passé).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3719



HORIZONTALEMENT

I. *Liquide* versé dans un pot. – II. Quand elle est bonne, c'est une vraie poire. Possessif. – III. Un coin perdu. Est recommandé pour accompagner la bière. – IV. Une fille qu'on ne voit jamais courir. – V. Traverse les Grands Causses. Cri d'horreur. – VI. Mot pour annoncer qu'on va faire une passe. Où il n'y rien à prendre. – VII. Est souvent en première ligne. Pour Ezéchiel, symbolisait les ennemis de Dieu. Préposition. – VIII. Pas facile à avaler. Ne représente qu'un petit effort. – IX. Qui a fait son apparition. Qui ne fait pas avancer. – X. Inscription sur un effet. Élément d'un cercle. – XI. Unité de volume. Article.

VERTICALEMENT

1. Une femme qu'on voit parfois piquer un fard. – 2. Juge d'Israël. Nom qu'on peut donner à tout ce qui est comestible. – 3. Tout le monde descend quand elle devient civile. Note. – 4. Prénom de femme de lettres. Est souvent mis à la porte. – 5. Ne se déplace pas sans mal. Négation étrangère. Baie du Japon. – 6. Font fuir des solitaires. – 7. Parfois de bœuf pour une entrée. *Monnaie étrangère.* – 8. Un *descendant* du Prophète. Grosse, peut être assimilée à l'huile. – 9. Ne se consomment pas dans un bar. Lettre étrangère.

Solution du problème n° 3718

Horizontalement

I. Électrothérapie. – II. Xi. Ru. Eosine. – III. Pelotons. CCP. Da. – IV. Égout. Prières. – V. Respiration. ABC. – VI. Ai. Ego. Écru. – VII. Canotiers. Thiol. – VIII. Oignons. OEA. Sua. – IX. Est. Endormit. – X. Pas. Emploi. Héli. – XI. Tu. Smala. STO. Lô. – XII. Attestation. Pan. – XIII. Béat. Ath. Np. Or. – XIV. Luxons. Onde. – XV. Erine. Habitudes.

Verticalement

1. Expert-comptable. – 2. Liège. Ai. Auteur. – 3. Losanges. Taxi. – 4. Croupions. Séton. – 5. Tutti. Totems. Ne. – 6. Rein. Matas. – 7. Nuages. Plat. – 8. Tes. Tor. Elath. – 9. Ho!. Pi. Sono. Ob. – 10. Escroc. Edison. – 11. Ricin. Tao. TNP. – 12. ANPE. Eh!. Rho. Ou. – 13. PC. Racisme. Pond. – 14. Débrouillarde. – 15. Emasculation. Es.

GUY BROUTY.

Le Monde

économie

LOGEMENT

AU CONGRÈS DE MONTPELLIER

L'insuffisance des loyers ne permet pas un bon entretien des immeubles

estiment les responsables des HLM

De notre envoyée spéciale

Montpellier. – *Le quarante*-cinquième congrès du mouvement HLM, qui a débuté à Montpellier le 25 mai, prend fin ce lundi 28 mai, avec le discours de clôture de M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement. Durant trois jours et demi, les congressistes représentant les cinq « familles » HLM (1) ont débattu studieusement du thème retenu : « *Les HLM* dans une société en mutation ».

Mais ce thème qui recouvre les soucis habituels des bâtisseurs sociaux – maintien de l'effort financier de l'Etat en faveur de la construction locative aidée, amélioration des conditions de financement, sauvegarde du patrimoine, *nécessaire rigueur de gestion* d'organismes en difficulté pour répondre aux besoins de logement de familles aux ressources amoindries – n'était que le thème apparent de ce congrès.

Sous-jacent, abordé par tous les responsables d'organismes possédant un patrimoine locatif, c'est-à-dire les *offices* publics *et les sociétés* anonymes, les autres étant spécialisés dans l'accession à la propriété, le thème réel du congrès portait sur le niveau des loyers et leur évolution, unanimement jugée insuffisante pour assurer l'entretien des immeubles : la hausse autorisée en 1983 – lutte contre l'inflation oblige – aura à peine atteint 5 %, sauf travaux d'amélioration. Unanimement, ces propriétaires bailleurs sociaux, quelle que soit leur appartenance politique (et elle couvre tout l'éventail des partis), estiment qu'en aucun cas la hausse des loyers ne devrait à l'avenir être inférieure à la hausse du coût de la vie.

Autre point de convergence : la négociation sur les loyers doit se déplacer du plan national vers le plan local. Rien ne s'y oppose formellement dans la loi Quilliot, sauf si des « *circonstances économiques graves* » conduisent le gouvernement à réglementer nationalement les loyers. Ce qui est le cas depuis le 22 juin 1982, date d'adoption de la loi.

L'expérimentation doit s'engager dans soixante-dix mille logements HLM pour le remplacement de l'allocation-logement (versée aux locataires des immeubles construits avant 1977) et de l'aide personnalisée au logement (APL) (versée aux locataires des immeubles construits ou réhabilités depuis cette date) par une aide unique. Le projet devrait être l'occasion d'une réelle remise en *ordre des loyers HLM, dont le montant*, au fil du temps, des circonstances, du manque de rigueur des gestionnaires, n'a *plus parfois qu'un* lointain rapport avec le service rendu et la prestation fournie. Cette expérimentation doit être menée dans le droit fil de la loi Quilliot, grâce à la négociation entre organismes et associations de locataires. Ce n'est que faute d'accord que les pouvoirs publics trancheront.

Malheureusement, *les* motivations des différents partenaires, au seuil de cette négociation, sont sinon *divergentes, du moins fort éloignées* des unes des autres. Les organismes ont pour objectif d'assurer, à terme, leur équilibre financier, qui, pour certains, est déjà fort compromis. Les associations de locataires se doivent de défendre l'intérêt de leurs mandants, qui est de ne pas accepter de hausses de loyer injustifiées. Les pouvoirs publics doivent impérativement stopper l'hémorragie budgétaire causée par l'APL. Le nombre de ses bénéficiaires a augmenté bien au-delà des prévisions, à la fois en raison du tassement des revenus (que la loi de 1977, qui avait créé l'APL *n'avait pas prévu*) *et de la* politique des organismes d'HLM, qui réhabilitent et conventionnent de préférence les immeubles où les bénéficiaires de l'APL sont les plus nombreux.

Participation sans soutien

Ces objectifs paraissent difficilement conciliables. Pour l'instant, *deux organisations nationales de* locataires sur quatre, la Confédération générale du logement (CGL) et la Confédération syndicale des familles (CSF) ont signé l'accord national permettant la négociation. La Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV) s'y est refusée, car la remise en ordre des loyers n'est pas simultanément accompagnée d'une remise en ordre des financements, d'une part, et des méthodes de gestion, d'autre part, l'une et l'autre jugées indispensables par ses responsables.

Quant à la Confédération nationale du logement (CNL), de *loin* la plus représentée dans le parc HLM, elle n'a pas signé l'accord national, mais, localement, ses membres prendront part à la négociation : une sorte de participation sans soutien.

La liste des organismes où se déroulera cette expérience sera bientôt connue, mais il serait naïf de penser que les choses pourront aller très vite et très au fond.

La transparence de la gestion que suppose la négociation ne s'improvise pas, la comptabilité des organismes étant actuellement mal adaptée à une information claire des locataires sur les différents postes de *dépenses. Il y a peu de chances que* les associations de locataires acceptent facilement de reconsidérer les loyers au-delà d'une amélioration de l'entretien des immeubles (qui ne représente que 15 % du budget des organismes, contre 55 % pour les remboursements d'emprunts et 30 % pour le fonctionnement). Or l'équilibre financier exige en outre la *reconstitution* de *fonds propres pour* assurer une masse d'autofinancement suffisante pour le lancement *de constructions neuves. Pourtant,* le temps presse, car l'Etat aura son mot à dire, et le budget de 1985 est déjà en cours d'élaboration. De plus, la révision des barèmes de l'actuelle APL en juillet prochain pourrait se traduire par un ralentissement de son évolution.

En 1977, la réforme du finance*ment du logement a été généralisée* bien avant qu'on ait pu en apprécier les effets. Cette réforme, élaborée dans la *perspective* d'une continuation de la croissance du revenu des ménages, montre, sept ans après, qu'elle n'était pas adaptée à un renversement de conjoncture. Une mise en place prudente aurait évité en partie, on le voit aujourd'hui, d'avoir à inventer de nouveaux palliatifs. Menée trop subtilement, la remise en ordre des loyers HLM risque de n'être qu'un leurre générateur de nouveaux effets pervers qu'on ne constatera que trop tard...

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Offices publics, sociétés anonymes, sociétés de crédit immobilier, sociétés coopératives et associations régionales d'organismes d'HLM.

AFFAIRES

DIVORCE ENTRE LUSTUCRU ET RIVOIRE ET CARRET

Lustucru et Rivoire et Carret, deux géants français des pâtes alimentaires, vont cesser de mettre... leurs œufs dans le même panier.

La querelle juridique engagée depuis 1981 entre les familles *Cartier-Millon (Lustucru)* de Grenoble et Cohen-Skalli (Rivoire et Carret) de Marseille a trouvé son épilogue devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence, qui a annulé le protocole d'accord qui les liait et qui avait été signé en 1967.

Lustucru, qui a annoncé cette décision le 25 mai, a indiqué qu'elle retrouverait son indépendance juridique totale et qu'elle allait poursuivre son expansion : sa production en 1984 doit atteindre quelque 100 000 *tonnes de pâtes et de* riz (Taureau ailé).

Entre Lustucru et Rivoire et Carret (deux sociétés employant chacune six cents à sept cents personnes), les dissensions ont débuté très vite après la constitution en 1968 d'une holding commune. La famille Cartier-Millon avait mal pris que les Carret cèdent, sans leur demander leur accord, leurs parts à la famille Cohen-Skalli, un des premiers semouliers de France.

Le climat s'est encore détérioré quand Rivoire et Carret s'est lancée en 1977 sur le mar*ché des pâtes aux œufs frais, une* spécialité de Lustucru depuis 1921. Plus généralement, le désaccord portait ensuite sur les choix stratégiques de la holding.

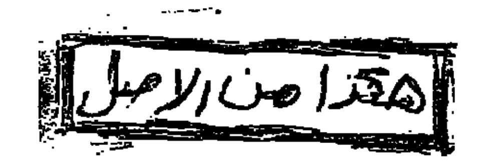
LA FÉDÉRATION DES TRAVAUX PUBLICS DÉNONCE « LA CASSE » DONT L'ÉTAT EST « RESPONSABLE »

Depuis trois ans, le rythme moyen annuel de régression de l'activité des travaux publics est de 5 % environ, note la Fédération nationale des travaux publics dans sa dernière enquête. On peut, ajoute-t-elle, estimer à un peu plus de 356 millions le nombre d'heures de travail effectuées par le personnel ouvrier, soit un recul de 9 % par rapport à 1982.

Si les travaux électriques publics et industriels ne régressent que de 1,5 % en moyenne annuelle depuis *1983, en revanche, pour les ouvrages* d'art, les fondations spéciales et les travaux souterrains, le recul atteint 7 à 8 %, voire plus de 15 % pour les travaux maritimes et fluviaux.

« *Ce marasme profond qui s'observe tant globalement qu'individuellement depuis maintenant trois années attaque en profondeur le tissu productif d'une profession nécessaire au développement du pays* », indique la Fédération. « *La place considérable, voire exclusive, jouée par la puissance publique, tant directement qu'indirectement, lui confère la responsabilité de la casse. Certaines spécialités sont d'ores et déjà sacrifiées, d'autres ont besoin au plus vite d'un redémarrage sur le marché intérieur, tant pour réaliser les équipements du pays que pour être encore considérées, à l'extérieur, comme les leaders dans leur domaine.* »

● **Levi-Strauss va fermer 10 % de ses usines.** – Le groupe américain Levi-Strauss, spécialiste des jeans, va réduire de 10 % ses capacités de production aux Etats-Unis et en Europe. La hausse du dollar et la morosité du marché ont provoqué une chute de 70 % des bénéfices du groupe au premier trimestre, par rapport à l'an dernier. Sur l'année à venir, les profits seraient réduits de moitié. Levi-Strauss veut multiplier ses dépenses de publicité et, parallèlement, réduire ses coûts.



SOCIAL

Peugeot : aide au retour

M. Jacques Calvet, président d'Automobiles Peugeot, a signé dimanche 27 mai avec l'Office national d'immigration une convention pour la réinsertion, dans leurspays d'origine, des immigrés licenciés de l'entreprise. La société – dont Peugeot est la filiale – compte quelque 15 000 travailleurs de nationalité étrangère.

Cette convention, identique à celle signée il y a quelques jours par Citroën, avait été annoncée au comité d'entreprise le 23 mai. Elle assure aux bénéficiaires une prime de déménagement (de 10 000 francs au maximum), un titre de transport et une prime de réinsertion (20 000 francs au maximum).

Elle s'adresse aux travailleurs, « volontaires pour le retour », licenciés depuis moins de six mois, et elle s'ajoute aux aides prévues par l'entreprise et par l'UNEDIC. En échange, les bénéficiaires devront rendre définitivement leurs cartes de séjour et de travail. La somme des aides diverses variera, selon les situations individuelles, de 70 000 à 100 000 francs.

Les salariés de Facto-France Heller veulent garder leur patron

« Facto-France, Pierre Jude président ! » : des banderoles ont fait *inopinément* leur apparition sur le plateau de l'émission « Champions », de TF1, dimanche 27 mai. C'est le moyen qu'ont trouvé des salariés de Facto-France Heller pour faire connaître au grand public un conflit qui dure depuis le 21 mai, et qui risque de mettre en péril l'existence de cet établissement financier de la tour Montparnasse, spécialisé dans le recouvrement de factures, et jusqu'à aujourd'hui florissant (croissance annuelle de 20 % ; bénéfices, après impôts, de 20 millions de francs en 1983).

Le conflit a éclaté, il y a une semaine, quand les actionnaires *majoritaires* de la société, la Banque japonaise Fugi Bank (50 %), la Compagnie financière de Suez (33,3 %) et le groupe CIC (16,6 %) ont décidé de limoger M. Pierre Jude, président et fondateur de l'entreprise. Aux employés venus le voir à plusieurs reprises, M. Peyrelevade, président de la Compagnie financière de Suez, a déclaré que M. Jude avait outrepassé ses fonctions en accordant une augmentation salariale de 6 % pour 1984 au lieu des 5 % recommandés par les pouvoirs publics. Pour les salariés, les problèmes actuels viendraient en fait d'une lutte d'influence vieille de trois ans entre leur président et son directeur général, M. Michel Aussavy, dont les méthodes de gestion sont vivement critiquées. Interrogé, M. Pierre Jude a affirmé n'avoir aucune raison de se démettre de ses fonctions et a déclaré que *« ce n'était pas la première fois que l'on essayait de s'emparer de son entreprise d'une manière ou d'une autre ».*

Cette grève risque d'avoir des conséquences graves pour Facto-France Heller. Bien que seulement cent cinquante des salariés sur quatre cent vingt aient arrêté de travailler, ce sont des services-clés qui sont touchés, dont le service des règlements et celui du recouvrement des créances. Les salariés ont déclaré qu'ils ne cesseraient leur grève qu'avec l'assurance que M. Jude serait maintenu dans ses fonctions et que M. Aussavy serait, lui, limogé. Un conseil d'administration devrait se réunir le 4 juin pour statuer sur ce problème. En attendant, certaines des six cents entreprises clientes de Facto-France Heller pourraient avoir des problèmes de financement à court terme.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,3960	8,3990	+ 75	+ 95	+ 95	+ 125	– 10	+ 110
$ can.	6,4850	6,4900	+ 68	+ 93	+ 93	+ 132	+ 27	+ 135
Yen (100)	3,6195	3,6225	+ 168	+ 182	+ 336	+ 362	+ 1048	+ 1114
DM	3,0770	3,0790	+ 160	+ 170	+ 321	+ 336	+ 918	+ 970
Florin	2,7290	2,7310	+ 137	+ 147	+ 280	+ 294	+ 802	+ 851
F.B. (100)	15,0950	15,1050	– 28	+ 40	+ 8	+ 139	– 154	+ 198
F.S.	3,7300	3,7330	+ 242	+ 258	+ 501	+ 522	+ 1477	+ 1549
L (1 000)	4,9716	4,9745	– 123	– 97	– 266	– 227	– 916	– 804
£	11,6055	11,6085	+ 297	+ 350	+ 526	+ 602	+ 1271	+ 1481

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	10 1/4	10 5/8	10 11/16	11 1/16	10 1/8	10 1/2	12 1/4	12 5/8
DM	5 3/16	5 9/16	5 7/16	5 13/16	5 11/16	6 1/16	6 1/8	6 1/2
Florin	5 3/8	5 7/8	5 3/4	6 1/8	5 7/8	6 1/4	6 1/4	6 5/8
F.B. (100)	11 1/2	12 1/2	11 3/8	12 1/16	11 7/16	12 1/8	12 3/8	12 3/4
F.S.	7/8	1 3/8	3 7/8	4 1/4	3 15/16	4 5/16	4 1/4	4 5/8
L (1 000)	14 1/2	15 1/2	14 5/8	15 5/8	14 3/4	15 3/4	15 7/8	16 7/8
£	Non coté		8 5/8	9	8 3/16	8 9/16	8 1/16	8 7/16
F. franç.	11 5/8	12 1/8	11 13/16	12 5/16	12 5/8	13 1/8	14 1/16	14 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

A L'ISSUE DE SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La Fédération nationale de la mutualité française réclame un « code de bonne conduite »

Lors de son assemblée générale annuelle, le 26 mai, la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) a voulu serrer les rangs pour mieux affronter les effets de la crise *économique et des mesures de* contrôle des dépenses sociales, et faire face à une concurrence plus vive des compagnies d'assurances. S'inquiétant de leurs progrès et leur reprochant de sélectionner leur clientèle, au moins par le biais des tarifs et d'accepter de financer les *dépassements* d'honoraires *médicaux* ou dentaires, ce qu'elle juge contraire à l'esprit de solidarité de la protection sociale, l'assemblée générale de la FNMF a réclamé, dans sa résolution finale, un « code de bonne conduite » portant sur la forme des contrats, les garanties offertes et les niveaux de remboursement. A défaut, la mutualité revendiquerait l'exclusivité de la protection sociale complémentaire.

Pour justifier ses revendications et jouer un rôle de « structure témoin » en matière de santé (qu'il s'agisse de *prévention* ou d'expérience nouvelle de soins), la FNMF a décidé de rationaliser ce secteur.

Les unions départementales réunissant tous les adhérents et tous les groupes locaux doivent devenir le « pivot » de l'organisation : dans leur ressort, elles définiront la politique de la mutualité, dont elles seront le seul porte-parole, préciseront les actions à mener et les investissements à prévoir. La fédération va créer un « label FNMF » qui imposera de ne pas chercher à concurrencer d'autres groupes mutualistes.

Pour que les services offerts (cliniques, centres de santé ou cabinets dentaires) répondent mieux aux besoins, la fédération va s'efforcer de coordonner les initiatives locales.

Malgré ces critiques, le « pacte d'union » préparé depuis plus d'un an, qui réunit l'ensemble de ces dispositions, a obtenu la majorité des deux tiers, qui était demandée (78,7 %).

M. René Teulade, président de la Fédération nationale de la mutualité française depuis 1979, a été réélu sans difficulté (89,5 % des voix), aucun candidat ne s'étant d'ailleurs présenté contre lui.

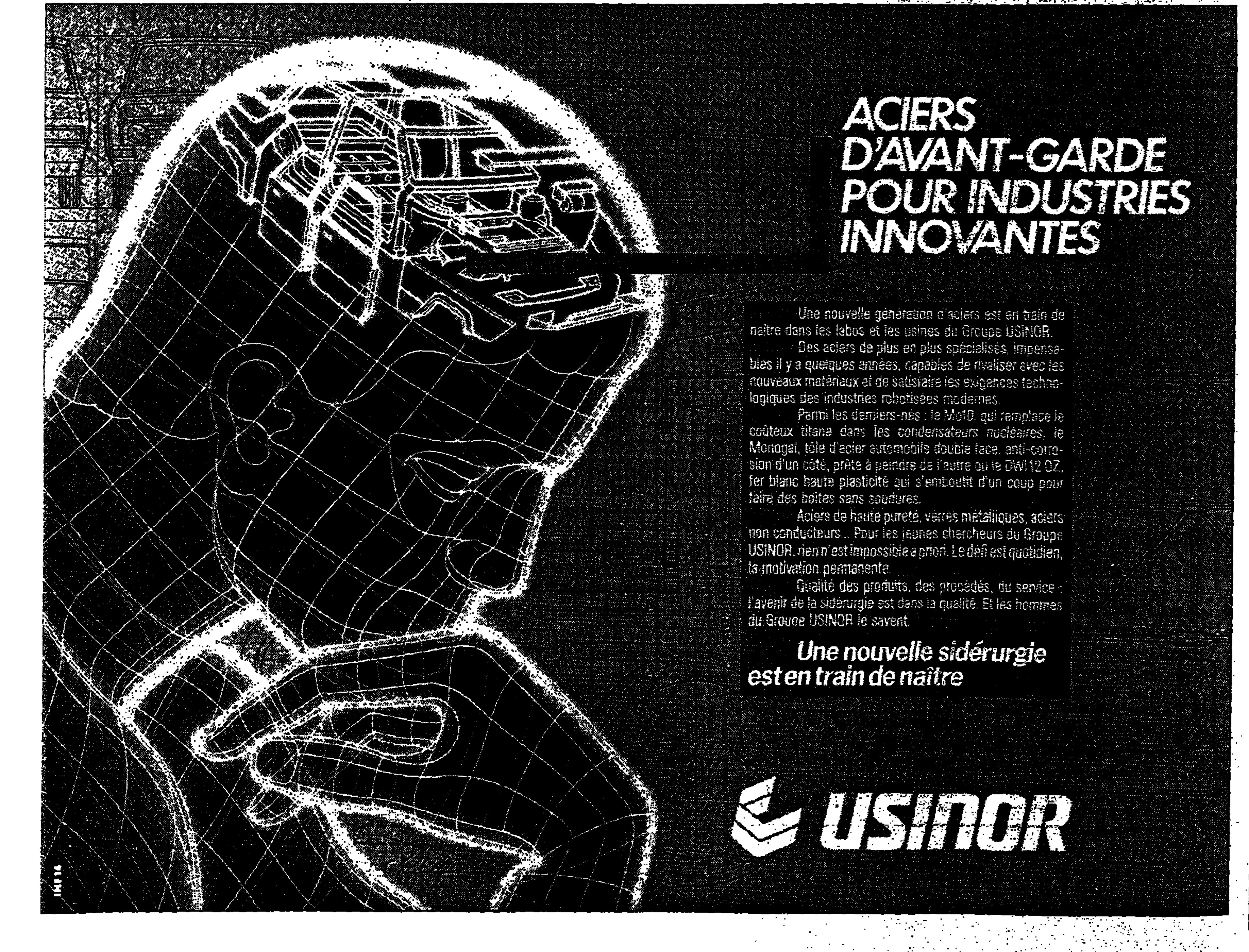
GUY HERZLICH.

LA CGT PROPOSE A FO UN « RASSEMBLEMENT » POUR LA « DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC »

Mme Thérèse Hirszberg, secrétaire générale de la Fédération des fonctionnaires CGT, a fait parvenir une lettre aux fonctionnaires FO, réunis en congrès du 22 au 24 mai derniers à Royan, afin de les inviter *« au rassemblement pour la défense de leurs intérêts de salariés, et pour la défense du service public ».* Dans ce message diffusé le samedi 26 mai par l'Union générale des fonctionnaires CGT, Mme Hirszberg souligne que sa fédération assume ainsi *« une démarche sans précédent depuis la scission syndicale de l'après-guerre »*, l'histoire des relations entre les deux centrales ayant été, ajoute-t-elle, *« mouvementée, douloureuse même ».*

Mme Hirszberg insiste sur ce qui rapproche les deux organisations : *« les libertés fondamentales, le statut général, le service public, la défense des intérêts matériels et moraux des fonctionnaires ».* Elle justifie le geste de la fédération cégétiste par le fait que *« la situation dans la fonction publique est alarmante » : « pas d'application du droit de négociation collective sur les salaires,* pouvoir d'achat *« en chute verticale »*, perspectives *« draconiennes »* du budget 1985.

Invoquant précisément *« plusieurs grands congrès »* de ces derniers jours, dont celui de Royan, M. André Bergeron, secrétaire général de FO, a demandé le 23 mai à être reçu par le premier ministre à la tête d'une délégation de représentants du secteur public et nationalisé. De son côté, M. Jacques Pommatau, secrétaire général de la FEN, vient lui aussi d'envoyer une lettre à M. Pierre Mauroy, lui demandant *« très fermement »* l'ouverture des négociations salariales pour 1984.



AGRICULTURE

M. HÉNAFF DÉMISSIONNE DE LA PRÉSIDENCE DE LA FDSEA DU FINISTÈRE

Quimper. — M. Raymond Hénaff vient de démissionner de ses fonctions de président de la FDSEA du Finistère après que ses positions sur le problème laitier — opposées à celles du CDJA, lui-même très influent dans le département, et de la FNSEA — ait été mises en minorité, apprend-on, samedi, de bonnes sources.

Depuis plusieurs années, un conflit aigu existait entre M. Hénaff, soutenu jusqu'ici par la majorité des onze membres du conseil d'administration, et l'« aile libérale » de la fédération conduite par M. Jean-Jacques Riou, vice-président du CDJA, qui avait été récemment incarcéré à la suite de la mise à sac de la sous-préfecture de Brest.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les deux tendances se sont durement affrontées sur la question laitière, M. Hénaff proposant un système de répartition de la production et des quotas visant à ne pas pénaliser les petits producteurs et à promouvoir une politique d'installation des jeunes. Ces idées ont été rejetées par le conseil et M. Hénaff, ainsi qu'il s'y était engagé, a donné sa démission. Il conserve néanmoins son poste jusqu'au 5 juin, date de nouvelles élections à la fédération. — *(AFP.)*

Faits et chiffres

Énergie

● **Grève des plongeurs en mer du Nord.** — Des plongeurs de vingt plates-formes pétrolières et gazières en mer du Nord britannique ont entamé, samedi 26 mai, une grève de quarante-huit heures pour demander une augmentation de salaire (ils touchent 65 à 110 dollars pour une vacation de douze heures) et de meilleures conditions de travail. Ils protestent, notamment, contre le manque de sécurité sur les plates-formes. — *(AFP.)*

Social

● **M. Defferre accompagnera des syndicalistes d'Ugine-Aciers chez M. Mauroy.** — M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a promis, samedi 26 mai, aux élus syndicaux de l'usine Ugine-Aciers à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) qu'il *« les accompagnerait chez le premier ministre pour discuter de la fermeture de l'entreprise »*. Quelque cinq cent cinquante salariés sont touchés par cette mesure, décidée pour 1986 par le conseil des ministres.

Transports

● **Poids lourds : rabais sur les autoroutes.** — A la demande du gouvernement, la société Cofiroute accordera à titre exceptionnel, à compter du 28 mai prochain et jusqu'à la fin de l'année 1984, une réduction de 50 % aux abonnés conducteurs de poids lourds pour les parcours autoroutiers entre la Bretagne et la région parisienne.

« Cette mesure, commente le ministère des transports, *limitée dans le temps et dans l'espace, s'inscrit dans le cadre plus général des mesures mises à l'étude en liaison avec la profession pour favoriser l'emprunt des autoroutes par les poids lourds, afin de tirer le meilleur parti de ces grandes infrastructures rapides, économiques et sûres. »*

ÉTRANGER

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DU JAPON CONTINUE D'AUGMENTER FORTEMENT

La production industrielle du Japon a augmenté de 1,8 % en avril par rapport à mars et de 12,1 % en un an (avril 1984 comparé à avril 1983). Compte tenu du caractère soutenu des exportations et d'une sensible reprise de la demande intérieure, le MITI (ministère de l'industrie et du commerce extérieur) estime que la production industrielle devrait continuer à augmenter sensiblement pendant les prochains mois.

Après avoir baissé au cours de l'année 1982, la production industrielle du Japon était repartie au début de 1983.

● **0,2 % de hausse des prix en RFA.** — Les prix ouest-allemands ont augmenté de 0,2 % en avril par rapport à mars, a annoncé le 25 mai l'Office fédéral des statistiques. Sur les douze derniers mois écoulés, le taux d'inflation s'établit à 3 %. — *(AFP.)*

CONJONCTURE

Le dialogue Nord-Sud selon M. François Michelin

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Les organisateurs du congrès mondial des économistes de langue française ont eu un scoop. M. François Michelin, capitaine d'industrie, dont la discrétion est légendaire, avait accepté d'intervenir à la séance de clôture le 26 mai, dans l'amphithéâtre de la faculté de droit et de sciences économiques de Clermont-Ferrand.

Sa dernière intervention publique remontait à janvier 1978, lors d'une réunion du comité économique et social d'Auvergne.

Le patron de Michelin n'apporta ni chiffres ni prédictions sur l'avenir de son groupe. Il était là pour parler du dialogue Nord-Sud.

« Rien de plus méprisant que de donner de l'argent. »

« Je ne sais pas ce que c'est que le Nord, je ne sais pas ce que c'est que le Sud. Non pas que je n'aie pas le sens de l'orientation, mais je crois que c'est très dangereux, car il faut voir chaque pays et chaque ethnie en tant que tels. » Et d'ajouter : *« Qu'est-ce qu'il y a de plus injurieux que de parler de pays sous-développés comme si chaque pays n'avait pas son propre rythme de croissance. (...) Le temps dans le phénomène de croissance a une importance capitale.*

» Il a fallu cent cinquante ans pour faire l'usine dont j'ai la responsabilité, et nous voudrions faire croire à d'autres gens qu'ils peuvent avoir du jour au lendemain des choses équivalentes. Quelle erreur fondamentale ! »

Et, plus loin, tout aussi sévère : *« L'aide des pays dits riches représente 7 milliards de dollars, qui sont quasiment perdus parce que les gens qui ont prêté cet argent n'ont pas exercé leur devoir de propriétaire, sans qu'il s'agisse de quelque pouvoir politique que ce soit. »*

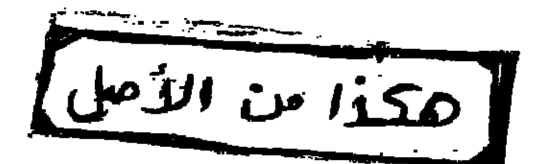
Pour M. François Michelin, il n'y a rien de plus méprisant que de donner de l'argent *« sans demander des comptes »*, et il fournit cet exemple : *« Un jour, trois hommes venus d'URSS m'ont demandé de construire une usine de pneus pour poids lourds. J'ai posé une question stupide : « Qui sera maître de » l'exportation ? » Ils m'ont dit : « Nous. » J'ai répondu : « Je n'ai » pas le droit de le faire, car si vous » venez chercher notre technique, » c'est qu'elle a fait ses preuves ; » faites avec l'ensemble du person- » nel de la maison. J'en suis res- » ponsable. J'ai, vis-à-vis d'eux » que cette technologie fait vivre, » un devoir de propriétaire, et je ne » peux construire quelque chose » dans un pays et voir ensuite » importer en France à des prix » défiant toute concurrence des » produits qui mettront en chô- » mage les gens qui ont besoin de » cette technologie. »*

Secret

Le secret fait-il partie de ce devoir de propriétaire ?

M. François Michelin resta fidèle à sa réputation le soir même, malgré l'entorse que pouvait laisser suggérer sa présence au journal télévisé régional. Il n'en sortit aucune information sur son entreprise, car le sujet avait été tacitement exclu. *« Les médias passent leur temps à faire du vedettariat, et c'est dangereux quand il y a toute une maison derrière »*, glisse-t-il au journaliste qui s'épuisait à sonder cet interlocuteur courtois, qui dit à un moment, avant un lourd silence : *« Vous savez, le secret est inhérent à l'homme. Si chacun savait ce que pense l'autre, la vie serait insupportable. »*

LLIBERT TARRAGO.



CONJONCTURE

LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE

Une bien mauvaise passe

par ALAIN VERNHOLES

Dix-sept milliards de francs de déficit du commerce extérieur pour les quatre premiers mois de 1984 : menée depuis quatorze mois déjà par MM. Mauroy et Delors, la nouvelle politique économique du gouvernement risque d'apparaître bien peu efficace. Car c'est sur le rétablissement prioritaire de la balance commerciale que fut décidée la phase 2 du plan de rigueur (1) – celle de mars 1983 – en même temps qu'était dévalué le franc pour la troisième fois depuis le début du septennat.

Beaucoup lui a été sacrifié. Le rééquilibrage du commerce extérieur, qui semblait chose presque faite à la fin de l'année dernière (moins de 1 milliard de francs de déficit au cours du dernier trimestre), apparaît maintenant lointain, à la limite problématique. Faut-il donc accepter davantage de sacrifices, c'est-à-dire une véritable austérité ? La question est maintenant posée au gouvernement.

La réponse ne pourra cependant pas être apportée avant un ou deux mois. Une première réflexion s'impose, en effet : analyses, prévisions et, plus encore, déclarations publiques, sont exagérément marquées par des statistiques immédiates dont l'interprétation est souvent périlleuse, parce que influencée par des facteurs exceptionnels dont on ne saisit qu'après coup l'importance. Ainsi, la réduction massive de nos stocks pétroliers durant la seconde partie de l'année dernière a diminué artificiellement nos importations d'une dizaine de milliards de francs. Les premiers mois de 1984 ont subi le contrecoup de la manœuvre qui n'était pas tout à fait innocente, et ce d'autant plus que la consommation d'énergie reprend, phénomène important et pour tout dire inattendu.

Dans un autre domaine, la vente de neuf Airbus en mars, pour une valeur variant entre 300 et 500 millions de francs l'appareil (2), a gonflé nos exportations de biens industriels dont l'excédent a atteint 9 milliards de francs, faisant apparaître inquiétante la baisse qui a suivi en avril (6,3 milliards de francs de surplus industriels).

On pourrait multiplier les exemples. Il est vraisemblable que l'amélioration de nos échanges commerciaux n'a pas été aussi rapide que pouvaient le faire croire les chiffres du dernier trimestre 1983. A l'inverse, les résultats du début 1984 sont peut-être *moins* mauvais qu'il ne semble. Il faudra donc attendre quelques semaines encore pour savoir dans quelle mesure il convient de s'inquiéter – un peu, beaucoup ou pas du tout, – pour savoir si nous évoluons vers un déficit de 20, 30 ou 40 milliards de francs cette année dans nos échanges extérieurs.

Mais la *question fondamentale* reste celle-ci : nos mauvais résultats ont-ils des causes conjoncturelles ou structurelles ? Les 17 milliards de francs de déficit accumulés au cours des quatre premiers mois de l'année s'expliquent-ils par une croissance économique moins forte qu'espérée à l'étranger ou par notre incapacité à profiter durablement de la reprise en Europe et dans le monde ?

La croissance prévue pour cette année dans les pays industrialisés s'annonce forte : 4 % dans l'OCDE (du fait surtout des Etats-Unis), 3 % en Europe. Du coup, la demande mondiale augmenterait de 5 % environ en cours d'année. Or, depuis le début de 1984, nos exportations plafonnent ou presque, après avoir augmenté très fortement en 1983 (la croissance à la verticale de nos ventes à l'étranger était due, il est vrai, en partie, à des ventes exceptionnelles de céréales).

Notre compétitivité, jugée excellente il y a encore quelques mois, et ce depuis la dévaluation de mars 1983, se serait-elle brusquement réduite, alors même que nos coûts salariaux progressent de plus en plus lentement ? La chose apparaît peu probable, même s'il est vrai que la compétitivité ne se mesure pas qu'en termes de prix mais également de qualité.

Revenons à des données plus sûres. La demande mondiale, qui a littéralement explosé l'année dernière dans beaucoup de secteurs (les biens intermédiaires surtout), s'est maintenant tassée, ce qui est un mouvement naturel. Nous en subissons le contrecoup avec notre sidérurgie, notre chimie, etc. Il est possible aussi, mais cela n'apparaît encore que dans les enquêtes de conjoncture, que l'activité marque un palier à l'étranger.

En Allemagne fédérale, les immatriculations d'automobiles ont, par exemple, stagné en avril, ce qui peut être effectivement un signe de ralentissement. Au contraire, la conjoncture en France, sans être brillante, est un peu meilleure que prévu, notre production industrielle progressant cahin-caha depuis le printemps 1983. Ainsi, au lieu de baisser, nos importations se maintiennent, ce qui est une surprise, et ce d'autant plus que nos fournisseurs étrangers ont tendance, depuis quelques mois, à augmenter fortement leurs prix.

Tel est l'état des lieux, difficile à décrire dans un environnement dominé par la reprise américaine, mais perturbé par des pays européens qui ne suivent pas à la même allure. La France, qui a fait le choix décisif en mars 1983 d'une croissance plus faible qu'à l'étranger pour redresser son commerce extérieur, souffre de ces retards. Peut-être la qualité de ses productions, de ses réseaux commerciaux et de ses services après-vente est-elle également en cause. Il s'agirait alors de raisons plus profondes, plus graves aussi, plus difficiles à corriger. En se redéployant sur l'Europe, notre commerce extérieur ne se heurte-t-il pas à des résistances plus profondes que quand il pénétrait les pays en développement ?

M. Delors a fondé sa stratégie sur un équilibre de nos paiements courants dès cette année, un équilibre qui dépend en très grande partie de notre commerce extérieur. Si le déficit commercial continuait à se creuser, le ministre de l'économie devrait modifier sa politique puisque, à plusieurs reprises, il a nettement déclaré que nous avions atteint les limites de notre endettement extérieur.

Le paradoxe dans l'affaire est qu'au moment même où notre balance commerciale donne des signes de faiblesse le chômage augmente à toute allure, une conjonction assez rare en vérité. C'est dire la difficulté qu'il y aurait à mener durablement une politique de plus grande rigueur dans la mesure où celle-ci aurait toutes les chances d'éteindre la faible croissance que nous connaissons, avec, en prime, une nouvelle détérioration de l'emploi et une crise ouverte plus que problable au sein de la gauche.

Une bien mauvaise passe.

(1) La phase 1 avait été lancée le 13 juin 1982 (blocage des prix et des salaires) avec comme objectif prioritaire la lutte contre l'inflation.

(2) Onze ont, en *fait*, été vendus, dont neuf Airbus destinés à l'Arabie Saoudite, à Chypre, au Royaume-Uni, à la Belgique, aux Pays-Bas, à la Suisse et à la RFA.

CORRESPONDANCE

Les activités des pêcheurs espagnols dans le golfe de Gascogne

Après l'article intitulé « Relaxe pour les pêcheurs espagnols poursuivis dans les eaux françaises » (le Monde *du 18 mai), M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, nous apporte les précisions suivantes :*

La cour d'appel de Bordeaux ne conteste en rien la validité du règlement communautaire du 30 septembre 1977, qui limitait les possibilités de pêche espagnole aux seuls détenteurs de licences, et cela au-delà des douze milles de nos côtes.

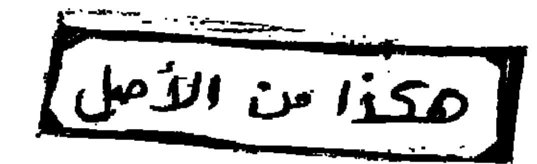
Cependant, les règlements communautaires, s'ils s'imposent d'eux-mêmes dans notre droit, ne peuvent pas définir des infractions et les sanctions pénales qui leur sont attachées, dès lors que le régime pénal reste de la compétence nationale.

Cela signifie que chaque fois qu'un règlement communautaire, créant des contraintes, est publié, un texte national doit nécessairement fixer le régime pénal auquel les infractions à ce règlement seront soumises. C'est ce que rappelle la cour d'appel de Bordeaux.

Il faut préciser qu'actuellement tous les règlements communautaires, et notamment le plan de pêche annuel arrêté en application de l'accord cadre de 1980, sont – pour la pêche des Espagnols dans notre zone économique – complétés au plan national par des textes publiés au *Journal officiel* de la République française. Ces textes rendent applicable aux infractions à ces règlements communautaires notre législation pénale sur la pêche des étrangers dans les eaux françaises.

Je vous apporte ces précisions car, contrairement à ce que certains commentateurs ont pu laisser entendre, le jugement de la cour d'appel de Bordeaux ne crée aucun doute juridique sur la légalité du régime de pêche des Espagnols dans les eaux françaises, qui repose sur l'accord cadre de 1980 et se trouve donc strictement limité aux bénéficiaires de licences exerçant leur activité au-delà des douze milles de nos côtes.

Je vous indique enfin qu'un projet de loi est en préparation, qui a notamment pour objet d'adapter notre législation à la nouvelle politique commune des pêches définie en 1983. Il devrait prévoir l'application directe de notre régime pénal aux infractions aux règlements communautaires, sans qu'il y ait besoin chaque fois de recourir à un texte national.



POUR MIEUX MAITRISER LE MARCHÉ PETROLIER

Des experts des pays consommateurs et producteurs recommandent des mesures concertées

Après la décision japonaise de ne plus envoyer de navires dans la partie nord du Golfe, la compagnie *suédoise* de navigation maritime SALEN a adopté une position similaire du fait des risques encourus par les équipages et du coût des assurances. Une mesure qui ne pénalisera guère la Suède qui importe 85 % de son pétrole de Norvège.

Alors que ce blocus de fait d'une *partie du Golfe* commence à inquiéter financièrement les pays exportateurs – et d'abord l'Iran – la *Middle East Economic Survey* publie dans son numéro du 28 mai le *compte rendu d'une réunion organisée* à Oxford, en Angleterre, d'experts des pays producteurs et consommateurs. Ceux-ci appellent au maintien de la stabilité du marché pétrolier établie en mars 1983 et préconisent une « *action menée par les gouvernements des pays producteurs et consommateurs d'une façon convaincante, décisive et coordonnée reflétant la convergence fondamentale des intérêts, plutôt que d'une manière décousue et secrète* ».

L'échec du dialogue Nord-Sud – il n'avait pu être limité aux seules questions énergétiques – l'avortement de nombreuses tentatives pour *mettre en place une structure de* concertation entre les deux groupes de pays (y compris cette réunion dite des gourous qu'avait appuyée M. Cheysson en 1981-1982 et qui avait *achoppé sur des questions de* personnes) donne quelque prix à ce document. Pour n'être pas historique, il n'en marque pas moins une évolution des mentalités. Car, pour *intervenir à titre privé*, le vice-président de l'AGIP italienne, M. Colitti, le président de l'Institut japonais de l'économie de l'énergie M. Ikuta, ou le président de l'Institut *français du pétrole*, M. Desprairies, et, côté producteurs, le directeur général adjoint de la Pemex (Mexique) M. Lajous, l'ancien secrétaire général de l'OPEP, M. Frank Parra, et son frère Alirio qui pourrait être nommé prochainement secrétaire général de l'Organisation, pour ne prendre que quelques exemples, ne seraient pas intervenus s'ils n'exprimaient pas l'opinion des responsables politiques ou industriels de leurs pays. Le texte affirme donc qu'« *une flambée des prix serait hautement nuisible aux intérêts des pays producteurs et consommateurs et peut être évitée par des mesures appropriées prises en temps voulu par les gouvernements et les compagnies des deux groupes de pays* ».

Parmi les dommages à craindre, les experts avancent, pour les pays *producteurs*, « *le risque après une panique d'achats, d'une panique de ventes conduisant à une baisse profonde* » et « *la dégradation de la place du pétrole résultant d'une reprise des politiques énergétiques provoquée par l'alerte* ». Pour les pays consommateurs, « *des dégâts financiers et économiques* » et « *une nouvelle vague prématurée et inutile d'investissements de protection antipétrole* ».

Le groupe d'experts conclut que certaines mesures « *prises promptement et ouvertement* » pourraient « *faire beaucoup pour faire avorter une crise* » : accords entre les Etats du Golfe membres de l'OPEP et les autres exportateurs de l'Organisation pour que ces derniers se substituent à eux pour la durée de la situation d'urgence ; décision formelle des gouvernements des pays consommateurs par leurs institutions propres – telles l'AIE et la CEE – de puiser dans leurs stocks dans la mesure requise pour rétablir la stabilité des prix ; soutien de ces mesures par les pays exportateurs non membres de l'OPEP et par les compagnies internationales.

Sans doute notera-t-on qu'aucun pays « dur » de l'OPEP n'est signataire de ce texte. Mais force est de constater que le moment est propice à l'ouverture d'un nouveau dialogue : un marché suréquilibré avec des producteurs qui ont perdu 40 % de leurs débouchés ; des pays modérés qui, depuis l'accord de Londres, ont repris le leadership de l'OPEP ; des politiques énergétiques des pays consommateurs qui ont montré leur efficacité et prouvé que chaque hausse de prix amène une réduction définitive d'une partie de la demande pétrolière. Mais les pays industrialisés, pour éviter qu'une réduction des approvisionnements du Golfe ne nuise à la reprise économique, devront aussi agir. Garantir par exemple les pays producteurs contre un effondrement des prix le moment venu. Ainsi apparaît l'amorce d'un nouveau dialogue pétrolier entre le Nord et le Sud.

BRUNO DETHOMAS.

Nouvel accord franco-chinois pour l'exploitation pétrolière en mer de Chine

Selon l'agence Chine nouvelle, un accord de « prédéveloppement » de la zone d'exploitation pétrolière South West Weizhou, dans le sud de la mer de Chine, a été conclu, samedi 26 mai, entre la Compagnie pétrolière occidentale de Nanhai et Total-Chine, filiale de la Compagnie française des pétroles.

Total-Chine et la Compagnie pétrolière occidentale de Nanhai ont déjà signé en 1980 un accord de développement concernant un secteur du golfe de Beibu, la Chine contribuant pour 51 % aux investissements et la société française pour 49 %. Jusqu'à aujourd'hui, quatorze puits ont fait l'objet de forages exploratoires dans ce secteur.

D'après *le Quotidien du peuple*, le plus grand journal chinois, l'approvisionnement en énergie pétrolière est de première urgence pour la Chine, dont la production pétrolière est actuellement stationnaire (*106 millions* de tonnes, mêmes résultats qu'en 1979, après une hausse en 1978 à 110 millions). Cette production est centralisée dans les régions de Daoing, dans le Heilongjiang (Nord), et de Renoiu, dans le Hubei (province autour de Pékin) ; 570 millions de tonnes de réserves supplémentaires auraient toutefois été découvertes en 1983. Actuellement, les autorités chinoises entendent intensifier la production au large des côtes.

Depuis 1980, 740 millions de dollars de capitaux étrangers auraient été investis dans ce secteur, les compagnies s'étant engagées à forer plus de cent vingt puits à titre exploratoire en trois ans.

POINT DE VUE

Barils de pétrole et baril de poudre

par NICOLAS SARKIS (*)

AVEC dix-neuf grands tankers touchés en l'espace de *moins d'un mois par des* missiles irakiens ou iraniens, la guerre du Golfe est entrée dans une nouvelle escalade qui menace aussi bien le commerce pétrolier mondial que la stabilité de l'*ensemble* des pays de la région.

Sur le front pétrolier tout d'abord, on enregistre d'ores et déjà une forte chute des exportations iraniennes. *Les compagnies japonaises, qui ont* avec l'Iran des contrats d'achat à terme de 200 000 barils/jour (10 *millions de tonnes/an*), *ont* suspendu tous leurs enlèvements, tandis que la plupart des autres acheteurs de pétrole iranien hésitent à envoyer des tankers au terminal de Kharg, *pour des raisons de sécurité ainsi que* pour des considérations de coût, la forte hausse des primes d'assurances et du fret maritime ayant ajouté plus d'un dollar par baril au prix du pétrole iranien. *Le* trafic pétrolier à partir des ports des pays arabes du Golfe est lui aussi perturbé, *bien que dans des proportions* bien moins dramatiques que pour les exportations pétrolières iraniennes.

Mais cela ne donne qu'un avant-goût de la situation qui serait créée par la poursuite des attaques militaires *contre des objectifs pétroliers*. Or, comme le président irakien Saddam Hussein l'a publiquement annoncé le 2 mai, l'Irak envisage d'imposer un véritable blocus contre l'île de Kharg en dirigeant ses missiles, aujourd'hui contre les tankers qui chargent du pétrole iranien, et *peut-être demain contre le terminal* lui-même.

Désorganisation du marché pétrolier

L'argent étant le nerf de la guerre et le pétrole étant en l'occurrence la source de l'argent, les autorités irakiennes estiment que le tarissement *des exportations iraniennes obligerait* Téhéran à accepter enfin un règlement négocié du conflit. Les dirigeants de la République islamique menacent pour leur part de paralyser le trafic pétrolier dans le Golfe et de « porter la bataille dans le monde entier », au cas où leurs propres exportations pétrolières seraient bloquées.

Il est, à première vue, surprenant que, face à cette montée des périls en plein milieu de la principale source des ravitaillements pétroliers mondiaux, de nombreux responsables occidentaux *n'aient jusqu'ici* manifesté qu'une inquiétude mesurée. Considérée sur le papier, la situation *semble, en effet, encore maîtrisable*. Les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie disposent chez eux de stocks suffisants pour près de cent jours de consommation et l'Arabie *Saoudite a constitué en dehors* du Golfe des réserves flottantes évaluées à 60 millions de barils, ce à quoi s'ajoutent près d'un million de barils/jour supplémentaires que l'Arabie Saoudite pourrait acheminer via la Petroline vers la mer Rouge. Tout cela permettrait de faire provi*soirement face à une perturbation* grave du transport pétrolier dans le Golfe. Par ailleurs, nombreux sont ceux qui estiment qu'entre la date à laquelle les quelque 8 millions de barils/jour qui passent par Ormuz seraient bloqués et celle à laquelle les derniers pétroliers chargés dans *le Golfe arriveront à destination, il* y aurait suffisamment de temps pour mettre en production les capacités *non utilisées dans d'autres régions*, comme l'Afrique, la mer du Nord ou les Caraïbes.

Mais s'il est vrai que le risque d'un déficit de l'offre pétrolière mondiale par rapport aux besoins est, globale*ment, minime sinon nul, il n'en* demeure pas moins que le tarissement plus ou moins complet d'envi*ron* 30 % *des exportations mon*diales provenant aujourd'hui du Golfe ne manquerait pas de désorganiser pour plusieurs semaines les échanges pétroliers mondiaux. Le problème se poserait alors en termes de logistique bien plus qu'en termes d'offre et de demande globales. Il est clair aussi *qu'une telle désorganisation, ou* même la simple amorce de désorganisation, ne manquerait pas de pro*voquer une flambée des prix. On l'a* bien vu en 1979-1980 quand une véritable psychose de pénurie a pro*voqué un triplement des prix bien* que, on le sait maintenant, l'offre pétrolière mondiale n'ait à aucun moment *été inférieure à la demande* à cette époque.

Sur le plan politique, ceux qui aujourd'hui continuent à faire tranquillement le décompte du nombre *de barils de pétrole qui peuvent ou ne* peuvent pas passer par le détroit d'Ormuz perdent de vue le fait que tout le Moyen-Orient est un véritable baril de poudre et que la guerre *atroce qui oppose depuis trois ans et* demi l'Irak et l'Iran est une manifestation on ne peut plus violente des antagonismes d'ordre idéologique, national, religieux et social qui déchi*rent cette partie du monde*.

La guerre Irak-Iran n'est pas en effet un conflit limité à un quelconque litige *frontalier, territorial ou éco*nomique ; elle est un choc frontal entre deux idéologies et deux systèmes politiques diamétralement opposés, dont l'un se réclame d'un *nationalisme moderniste et laïque et* l'autre du fondamentalisme religieux le plus absolu. Ce qui n'arrange pas les choses, c'est que cet affrontement entre les deux pays les plus *puissants du Golfe se déroule* dans une région formée d'un véritable conglomérat de petits Etats en pleine *mutation économique et sociale et* qui, de surcroît, ne possèdent pas moins de 60 % des réserves pétro*lières mondiales* et qui, pendant encore des décennies, continueront à occuper une place stratégique sur la scène énergétique internationale. Tout cela donne un cocktail bien *explosif*.

L'enjeu et les implications de la guerre du Golfe ne sauraient donc en *aucune façon être mesurés au seul* volume de pétrole qui pourra être exporté de cette région au cours des *prochaines semaines ou des pro*chains mois. La réalité est que cette guerre pourrait, si elle devait se poursuivre, entraîner des bouleversements politiques majeurs et, partant, *la remise en cause de tout le système* d'exploitation pétrolière au Moyen-Orient. Cela ne peut laisser indiffé*rents ni les pays étrangers, grands et* moins grands, qui s'inquiètent pour leurs approvisionnements pétroliers, ni les peuples de la région qui se demandent s'ils vont se réveiller demain sous un régime qui leur parle le langage de la fin du vingtième siècle, ou sous un régime rigoriste qui *tient coûte que coûte à sa propre* interprétation des paroles d'Allah.

(*) Directeur du Centre arabe d'études pétrolières.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

bail investissement

L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 24 mai 1984 sous la présidence de M. Maurice Gontier, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui se soldent par un bénéfice de F 130 763 996,57. Elle a décidé de distribuer un dividende de F 44, – par action en augmentation de 10 % sur celui de l'exercice précédent.

L'Assemblée générale extraordinaire réunie le même jour a donné au Conseil tous pouvoirs pour émettre, en une ou plusieurs fois, des obligations avec bons de souscription d'actions pour un montant maximum de F 400 000 000.

Le Conseil qui s'est tenu à l'issue de ces Assemblées a décidé de faire usage partiel de cette autorisation et d'émettre un emprunt obligataire de F 150 000 000, – avec bons de souscription d'actions.

⁂

Au cours des Assemblées, M. Maurice Gontier a prononcé l'allocution suivante :

Mesdames, Messieurs,

Le rapport du Conseil d'administration, dont lecture vient de vous être donnée, s'est attaché à retracer l'activité de votre société en 1983 ; il convient de le compléter par quelques commentaires sur son évolution en 1984.

BAIL INVESTISSEMENT a maintenu son effort commercial : sur les quatre premiers mois de l'année, les engagements nouveaux se sont élevés à 110 millions de francs soit près de 30 % de plus que l'an dernier pour la même période.

Les contrats de crédit-bail immobilier ont été les plus nombreux puisqu'ils représentent, en dix-sept opérations, 87 millions de francs. En pleine propriété, BAIL INVESTISSEMENT a engagé des acquisitions nouvelles pour 23 millions de francs.

Ainsi au 1er mai 1984 le total des engagements bruts de BAIL INVESTISSEMENT dépassait 2,7 milliards de francs et tout porte à croire que l'activité de 1984 sera au moins égale à celle de 1983. La gestion du patrimoine de BAIL INVESTISSEMENT continue à ne pas poser de problèmes particuliers, les locataires s'acquittant très généralement, avec régularité, du paiement de leurs loyers.

Pour permettre à la société de poursuivre sa politique d'investissement en pleine propriété tout en développant ses opérations de crédit-bail, il vous est demandé de l'autoriser à procéder à l'émission d'emprunts obligataires avec bons de souscription d'actions.

Cette formule lie l'apport de capitaux d'emprunts assurant le financement du crédit-bail à une augmentation modérée du capital destinée à couvrir l'acquisition du patrimoine. Elle accorde au souscripteur la souplesse dans la gestion de son placement tout en permettant à la société de conforter un patrimoine bien choisi par des financements adaptés.

Si cette faculté lui est accordée, votre société entend en faire usage dans les prochains jours et émettre un emprunt de ce type à hauteur de 150 millions de francs, chaque obligation de F 1 000 donnant au souscripteur le droit de souscrire une action nouvelle dans les années à venir. Ainsi BAIL INVESTISSEMENT entend poursuivre, avec tout à la fois dynamisme et prudence, un développement qui depuis quelque quinze ans lui a permis d'améliorer de façon importante et régulière le dividende distribué à ses actionnaires.



ALSACE – MOSELLE – INVESTISSEMENT (AMI)

Le 10 mai 1984 a été ouverte au public la souscription aux actions de la Sicav « Alsace – Moselle – INVESTISSEMENT AMI » au capital de F 50 millions, créée à l'initiative de RHIN et MOSELLE ASSURANCES FRANÇAISES – et de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE – SOGENAL.

Cette Sicav est destinée à la constitution :

1. d'un produit retraite (AVENIR-INVESTISSEMENT-RETRAITE AIR) ;
2. d'une épargne individuelle par souscription directe.

Ses placements sont orientés vers les valeurs mobilières françaises et étrangères.

Toutefois, afin de permettre la souscription d'actions par des compagnies d'assurances, caisses de retraite, sociétés mutualistes, fonds communs de placement d'intéressement, 50 % au minimum du portefeuille sera composé de valeurs françaises.

La répartition actuelle de son actif est la suivante :

76 % obligations (moitié taux fixes, moitié taux variables)
17 % actions françaises
7 % actions étrangères.
100 %

En tant que Sicav diversifiée, AMI adaptera la composition de son portefeuille en fonction de la conjoncture.



GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

L'assemblée générale ordinaire du Groupement foncier français s'est réunie le 21 mai 1984 à la tour Franklin, sous la présidence de M. Bertrand Balaresque, pour examiner les comptes de l'exercice 1983.

Le bénéfice d'exploitation, après dotation aux amortissements et aux provisions pour 1,168 million de francs, atteint 3,277 millions de francs, contre 1,207 million l'an dernier ; le bénéfice distribuable, après prélèvement de 1,842 million de francs d'impôt sur les sociétés, ressort à 1,595 million de francs, contre 0,764 million l'an dernier. L'assemblée a décidé de reprendre les versements de dividendes interrompus les deux années précédentes et a fixé à 12,50 F par action, assortis d'un avoir fiscal de 6,25 F, le dividende de l'exercice 1983.

Ces résultats ont pu être atteints grâce à une amélioration dans presque tous les domaines d'activité du Groupement foncier français, et notamment dans ceux des constructions nouvelles, de la gérance d'immeubles locatifs et des transactions.

Les perspectives générales d'évolution des différents secteurs du marché immobilier demeurent cependant médiocres, malgré l'intervention, utile, de certaines mesures destinées à en relancer le développement. Dans ce contexte, le Groupement financier français s'efforce de diversifier ses modes d'intervention, en suivant d'aussi près que possible l'évolution des besoins de sa clientèle institutionnelle.

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE

L'Assemblée générale réunie le 23 mai 1984 a approuvé les comptes de l'exercices 1983 faisant apparaître un bénéfice net de F 44 233 320 contre F 30 140 472 en 1982.

Compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, le total distribuable s'élève à F 51 423 585.

Le dividende global, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor, représente par action F 66, – contre F 45, – l'année précédente.

UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT (UIC)

L'assemblée générale, réunie le 25 mai 1984 sous la présidence de M. François Caries, a approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui font apparaître un bénéfice net de 30 051 404 F.

Elle a adopté à l'unanimité les résolutions qui lui ont été soumises et décidé la distribution d'un dividende de 11 F par action, payable le 4 juin 1984.

Dans son allocution, le président a notamment indiqué : « **La situation nette du groupe est près de 551 000 000 de F, contre 515 000 000 de F à la fin de 1982 ; la part de l'UIC, intérêts minoritaires déduits, s'établit à 507 000 000 de F, contre 477 000 000 de F un an plus tôt, ce qui représente 500 F par action, contre 470.** »

Après un exercice 1981 qui avait été décevant et un exercice 1982 où le redressement s'était amorcé, les résultats de 1983, sans encore retrouver le niveau atteint au cours des meilleures années de la société, commencent à s'en rapprocher : **par action et consolidés – en réintégrant les provisions libres – ils représentent 57,90 F, contre 48,50 F l'an dernier.**

Quant à l'exercice en cours, il a débuté dans de bonnes conditions : à fin avril, les résultats de l'UIC comme ceux de la SOFAL sont en amélioration sur ceux de l'an passé à la même époque ; le maintien de cette tendance devrait permettre un renforcement des fonds propres et une amélioration de la distribution.

CABINET DE LA S.C.P. GRANRUT-CHRESTEIL-BRILLATZ-BARSI

18, avenue Bugeaud 75116 PARIS

D'un jugement rendu par la Chambre du Conseil, 1re chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS, le 19 avril 1984 ;

A la requête de la Banque Interaméricaine de Développement, dont le siège est 808 Seventeenth street, N.W. Washington D C 20 577 (ETATS-UNIS D'AMERIQUE), dont le mandataire désigné en France est MM. Lazard Frères et Cie, 121, bd Haussmann, 75008 Paris.

Il est extrait ce qui suit :

Dit que la deuxième résolution votée par l'assemblée générale extraordinaire des porteurs d'obligations de 1 000 francs nominal 8 % émises en 1972 de la Banque Interaméricaine de Développement, lors de leur délibération du 22 mars 1984, ne rentre pas par son objet au nombre de celles que la loi du 24 juillet 1966 soumet à l'homologation du tribunal ;

Homologue, par contre, ladite délibération du chef de la première résolution votée ainsi conçue :

L'assemblée générale autorise la Banque Interaméricaine de développement à rembourser au pair le 10 novembre 1986 la totalité des obligations restant en circulation à cette date, et décide qu'en conséquence les obligations cesseront de porter intérêts à compter du 10 novembre 1986.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Ordonne la publication du dispositif du présent jugement conformément aux prescriptions de l'article 230 du décret du 23 mars 1967.

POUR EXTRAIT CONFORME
PARIS, LE 15 MAI 1984,
GUY BARSI.

(rectificatif au n° du 25 mai).

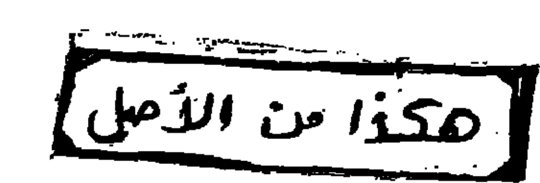
CODETEL

Réunis en assemblée générale ordinaire, le 23 mai 1984, sous la présidence de M. Jacques Caplain, les actionnaires de Codetel ont approuvé les comptes de l'exercice 1983.

Le résultat net s'élève à 117 107 996,58 F, contre 124 268 386,58 F en 1982. L'assemblée a décidé de distribuer une somme de 114 000 000 de francs, soit un dividende de 14,25 F identique à celui de l'an dernier, à chacune des huit millions d'actions qui constituent le capital. Le report à nouveau s'élèvera à 25 036 995,24 F.

L'assemblée générale a réélu en qualité d'administrateurs pour six ans M. Jacques Caplain, Indosuez Participations SA, la Caisse centrale des banques populaires et Lazard Frères et Cie.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée, a fixé au 12 juin 1984 la date de mise en paiement du dividende en échange du coupon n° 14. Il a également reconduit M. Jacques Caplain dans ses fonctions de président du conseil d'administration et M. Eric Dufoix dans ses fonctions de directeur général.



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 17-5-1984
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	390 854
dont :	
Or	258 980
Disponibilités à vue à l'étranger	36 781
ECU	79 782
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 310
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	14 695
dont :	
Concours au Trésor public	8 240
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	208 119
dont :	
Effets escomptés	90 993
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	76 725
5) DIVERS	8 043
Total	896 428
PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	188 953
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	13 377
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	11 628
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	84 630
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	15 136
5) ECU A LIVRER AU FECOM	75 298
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	303 915
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 817
8) DIVERS	15 806
Total	896 428

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	18 mai	24 mai
Valeurs franç. à revenu variable	1469,9	1438
Valeurs étrangères	3441,2	3408
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	212,1	207,5
Dont valeurs industrielles	219	213,1
Valeurs étrangères	465,6	461,1
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	184,3	180,3
Dont valeurs industrielles	191,6	188,4
Pétroles-Energie	181,6	179,7
Métallurgie	105	105,5
Chimie	206,5	199,2
Bâtim., mat. constr., trav. publics	120,6	117,4
Constructions mécaniques	123,6	120,9
Matériel électrique	196	190,8
Automobile et accessoires	131,1	124,3
Industr. de consom. non alim.	280,2	278,6
Agro-alimentaire	262,9	243,6
Distribution	110,9	109,5
Transports	171,3	172
Services	218,8	209,1
Assurances	165,5	165,8
Banques	218,2	215,2
Immobilier et foncier	163,6	164,7
Investissement et portefeuille	197	195
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	105,1	105,1
Emprunts d'Etat	106,8	106,8
Emprunts garantis et assimilés	104,8	104,8
Sociétés	105,9	106,9
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	92,1	92,1
Sociétés	100,7	100,7
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	176,3	174,3
Produits de base	180,3	178
Construction	121,6	119,5
Biens d'équipement	134,9	134,5
Biens de consom. durables	177,8	173,8
Biens de consom. non durables	249,8	246,5
Biens de consom. alimentaires	250	244,9
Services	144,2	143,7
Sociétés financières	206,2	204,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	151,9	149
Valeurs industrielles	181,4	178,9
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	145,5	145,3

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SANOFI. – L'offre d'achat lancée sur les titres de la firme américaine Dairyland Food Laboratories a reçu un accueil favorable. A ce jour, précise-t-on chez Sanofi, 99,7 % des titres ont été présentés, dont 80 % ont été acquis par Sanofi Inc, filiale américaine de Sanofi, et 19,7 % par Elf bio industries. Au premier trimestre 1984, Sanofi a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 2,80 milliards de francs, contre 2,43 milliards, à structure comparable, pour le trimestre correspondant de 1983.

Dairyland Food Laboratories (14 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1983) détient, sur le marché américain, une position de premier plan dans les arômes alimentaires produits par voie enzymatique ou fermentation et les additifs pour l'industrie laitière (coagulants et ferments).

PETROFINA. – Attribution gratuite de 1 405 967 actions sans valeur nominale portant jouissance 1er janvier 1983 (une pour dix), portant le capital de 19 282 976 568 francs belges à 22 797 894 068 francs belges.

LES RÉASSURANCES. – Emission à 130 F de 378 957 actions de 100 F, jouissance 1er janvier 1984 (trois nouvelles pour quatre anciennes), portant le capital de 50 527 600 F à 88 423 300 F.

BANQUE DE PICARDIE (BANQUE BRIÈRE). – Emission au pair de 80 000 actions de 160 F, jouissance 1er janvier 1984 (deux pour trois), portant le capital de 19 200 000 F à 32 000 000 de francs.

GUERIMAND VOIRON. – Emission à 450 F de 23 300 actions de 100 F, jouissance 1er janvier 1984 (une pour dix), portant le capital de 23 300 000 F à 25 630 000 F.

Cotation éventuelle au second marché de la Bourse de Lyon de 233 000 actions représentant le capital.

SOCIÉTÉ NORD FRANCE D'ENTREPRISES GÉNÉRALES ET DE CONSTRUCTIONS EN BÉTON ARMÉ. – Emission à 111 F de 144 582 actions de 50 F, jouissance 1er janvier 1984 (une pour une), portant le capital de 7 229 100 F à 14 458 200 F.

INTERTECHNIQUE « IN ». – Attribution gratuite de 71 750 actions de 100 F, jouissance 1er janvier 1983 (une pour sept), portant le capital de 50 225 000 F à 57 400 000 F.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1983)

	24 mai	25 mai
Valeurs françaises	114	112
Valeurs étrangères	94,9	92,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	24 mai	25 mai
Indice général	174,3	171,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 28 mai .... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	25 mai	28 mai
1 dollar (en yens)	231	232,15

BOURSE DE PARIS — Comptant — 25 MAI

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	1 951
5 %	....	1 571
3 % amort. 45-54	....	2 451
Emp. 7 % 1973	9785	..
Emp. 8,80 % 77	117 30	0 072
9,80 % 78/93	90 30	8 542
8,80 % 78/86	92 55	3 991
10,80 % 79/94	93 20	7 820
13,25 % 80/90	101 35	12 960
13,80 % 80/87	102 70	8 408
13,80 % 81/99	101 65	4 977
16,75 % 81/87	110 22	11 853
16,20 % 82/90	111 17	5 931
16 % juin 82	110 70	16 388
E.D.F. 7,8 % 61	....	5 167
E.D.F. 14,5 % 80-92	....	12 943
Ch. France 3 %	124 60	..
CNB Bques janv. 82	102 20	5 326
CNB Paribas	102 30	5 326
CNB Suez	102 30	5 326
CNI janv. 82	102 17	5 326

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations convertibles		
B.S.N. 10,50 % 77	2750	....
Carrefour 6,75 % 77	345	340
Interbail (obl. conv.)	257	....
Lafarge 6 % 72	358	351
Martel 8,75 % 70	1845	1825
Michelin 5,50 % 70	644	642
Moët-Hennes. 6 % 77	1860	1860
Pétr. (Fse) 7,50 % 79	280	276
Peugeot 6 % 70-75	368 50	....
Sanofi 10,25 % 77	....	....
SCREG	183	181
Télém. 7 % 74	170 20	170
Thom.-CSF 8,9 % 77	350	340
Actions au comptant		
Aciers Peugeot	48	47 70
A.G.F. (St Cent.)	363	353
A.G.P. Vie	5980	6000
Agr. Inc. Madag.	76	76
Allobroge	310	307
Amrep	....	....
André Roudière	144	143
Applic. Hydraul.	302	302 10
Arbel	31 50	30 20
Artois	532	520
At. Ch. Loire	13	12 90
Ausssedat-Rey	23 60	23 10
Bain C. Monaco	81 10	84 30
Banania	510	510
Banque Hypoth. Eur.	298	295
Blanzy-Ouest	360	350
B.N.P. Intercontin.	168 20	170
Bénédictine	1685	1698
Bon-Marché	130 60	127
Borie	295	....
Bras. Glac. Int.	855	....
Calif	490	491
Cambodge	238	247
C.A.M.E.	99	99
Campenon Bern.	170	166
Caout. Padang	410	393 60 o
Carbone-Lorraine	65 20	65 10
Carnaud S.A.	165	157 50
Caves Roquefort	901	881
C.E.G.Frig.	270 50	270 50
C.E.M.	29	29
Centen. Blanzy	788	790
Centrest (Ny)	115 90	115 90
Cerabati	60	59 40
C.F.F. Ferrailles	275	280
C.F.S.	800	782
C.G.I.B.	118	....
C.G.V.	128 10	129
Chambon (M.)	410	....
Chambourcy (M.)	1000	998
Champex (Ny)	112	111
Chim. Gde Paroisse	83	80
C.I. Maritime	430	447
Ciments (B)	133	133
Clause	521	521
Cochery	35 40	36 90
Cofradel (Ly)	411	413
Cogifi	251 50	254 50
Comindus	760	767
Comiphos	181	184 80
Comp. Lyon-Alem.	258	257
Concorde (La)	312	302
C.M.P.	17 15	17 10
Conte S.A. (Li)	56 50	56 50
Crédit (C.F.B.)	214	209
Créd. Gén. Ind.	529	535
Cr. Universel (Cie)	500	500
Créditel	136 20	136 10
Darblay S.A.	264 80	264 70
Darty Act. d. p.	820	815
De Dietrich	351	359
Degremont	140	139

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Delalande S.A.	627	672 d
Delmas-Vieljeux	720	730
Dév. Rég. P.d.C (Li)	124 60	125
Didot-Bottin	625	620
Dist. Indochine	465	465
Drag. Trav. Pub.	250	250
Duc-Lamothe	158	152
Eaux Bass. Vichy	1050	1049
Eaux Vittel	910	920
Ecco	2600	2600
Economats Centre	493 50	485
Electro-Banque	265	264
Electro-Financ.	480	479
Elf-Antargaz	174 70	175
E.L.M. Leblanc	800	800
Enelfi-Bretagne	130	129
Entrepôts Paris	261	261
Epargne (B)	1122	1159
Epargne de France	325	....
Epeda-BF	....	....
Escaut-Meuse	390	....
Eurocom	620	600
Europ. Accumul.	33	32 60
Eternit	375	370
Félix Potin	1100	1070
Ferm. Vichy (Ly)	107	....
Finalens	104 20	104 10
FIPP	127	....
Fnac	280	280
Focep (Châl. eau)	1000	....
Foncière (Cie)	196	198
Fonc. Agache-W.	139	144 60
Fonc. Lyonnaise	1810	....
Foncina	171 20	171
Forges Gueugnon	15	14 40
Forges Strasbourg	141 50	141 10
Forinter	1170	1170
Fougerolle	60 30	60 50
France I.A.R.D.	110	113 d
France (La)	820	820
Frankel	185	183
Fromageries Bel	835	821
From. Paul Renard	431	430
GAN	660	655
Gaumont	600	576
Gaz et Eaux	1391	1391
Genvrain	110	....
Gér. Arm. Hold.	26	26 90
Gerland (Ly)	730	722
Gévelot	255	250 10
Gr. Fin. Constr.	211	210 10
Gds Moul. Corbeil	76 80	....
Gds Moul. Paris	297	300
Groupe Victoire	753	750
G. Transp. Ind.	162	155 60
Hutchinson	22	....
Hydro-Energie	240	235
Hydroc. St-Denis	50	46 60 o
Immindo S.A.	213 60	213 60
Immivest	166 10	166 10
Immobail	326	326
Immobanque	515	522
Immob. Marseille	2421	2306 c
Immofice	420	391 c
Industrielle Cie	842	842
Invest. (Sté Cent.)	785	786
Jaeger	29 50	29 50
Lafitte-Bail	325	325 10
Lambert Frères	50 10	....
Lampes	127 50	127 50
La Brosse-Dupont	108	109 50
Labon Cie	....	....
Lille-Bonnières	318	319 50
Locabail Immob.	502	520
Loca-Expansion	209	210
Locafinancière	301	301
Locatel	342	350
Lordex (Ny)	108	118 50
Louvre	450	455
Luchaire S.A.	283 50	281
Machines Bull	34 25	34 50
Magasins Uniprix	50	50
Magnant S.A.	63	63
Maritimes Part.	148	150
Marocaine Cie	40 10	....
Métal Déployé	345	340
M. H.	98	98
Mic	301	....
Mors	280	275
Nadella S.A.	124	126
Naval Worms	126 80	126
Navig. (Nat. de)	62 50	65
Nicolas	326 40	338
Nodet-Gougis	98	99
OPB Paribas	136 50	139
Optorg	121	120
Origny-Desvroise	108	106
Palais Nouveauté	293	294
Paris France	91 10	91
Paris-Orléans	160	158
Part. Fin. Gest. Im.	296	295
Pathé-Cinéma	268	267
Pathé-Marconi	132	....
Piles Wonder	131 10	135
Piper-Heidsieck	351	350
P.L.M.	104 50	100 30 o
Porcher	186 60	173 60 o
Profils Tubes Est	4 22	4 05 o
Prouvost ex-Lain.R.	79 50	78
Providence S.A.	421	420
Publicis	1380	1340
Raff. Souf. R.	130	130 80

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Ressorts Indust.	59	60
Révillon	421	....
Ricqlès-Zan	126	126
Ripolin	43 20	....
Rochefortaise S.A.	100	93 o
Rochette-Cenpa	22	22 80
Rosario (Fin.)	130	130
Rougier et Fils	52	51
Rousselot S.A.	965	990
Sacer	48 60	42 95
Saclior	5	4 65 o
SAFAA	118	127 60 d
Safic-Alcan	250	250
SAFT	250	249
Saunier Duval	20 60	20 60
Saint-Raphaël	85 30	88
Salins du Midi	295	295
Santa-Fé	158	158
Satam	50	49 50
Savoisienne (M)	79	83 d
SCAC	139 80	139 80
Sellier-Leblanc	265 50	264
Semelle Maubeuge	195 10	203 d
S.E.P. (M)	170 50	171
Serv. Equip. Véh.	39	39
Sicli	32	32
Sicotel	270	280
Sintra-Alcatel	520	609
Sinvim	150	155
Siph (Plant. Hévéas)	236	235
SMAC Aciéroïd	184	180
Sofal financière	427	430
Sofio	215 80	215 80
Soficomi	476	476
S.O.F.I.P. (M)	90 50	....
Sofragi	830	832
Sogepal	244 40	....
Soudure Autog.	88	85
Sovabail	582	582
S.P.E.G.	176	176 30
Speichim	144	143
S.P.I.	342	341 80
Spie Batignolles	173	173
Stemi	288	286
Synthelabo	....	....
Taittinger	770	761
Testut-Aequitas	602	578
Thann et Mulh.	52 30	....
Tour Eiffel	335	336
Ufiner S.M.D.	183	185
Ugimo	228	228 20
Unibail	530	539
Unidel	93 10	93
U.A.P.	552	553
Union Brasseries	67 20	....
Union Habit.	265	289
Un. Imm. France	280	275
Un. Ind. Crédit	342	347
Usinor	3 35	3 20 o
U.T.A.	235	236
Vicat	238	239
Virax	67	67
Waterman S.A.	250	254
Brass. du Maroc	140 10	140 10
Brass. Ouest-Afr.	33 80	33 80
Étrangères		
A.E.G.	387	....
Akzo	300	295
Alcan Alum.	270	262
Algemeine Bank	1169	....
Am. Petrofina	600	....
Arbed	305	....
Asturienne Mines	110	108 50
Banco Central	110	105
Bco Pop Espanol	100	100
B. Régl. Internat.	31610	31110
Barlow Rand	107 10	....
Blyvoor	135 10	136 10
Bowater	39 80	....
British Petroleum	70	69 80
Br. Lambert	400	414
Caland Holdings	113 90	108 20
Canadian-Pacific	301 80	294 90
Cominco	343	343
Commerzbank	671	....
Dart. and Kraft	715	715
De Beers (port.)	79 50	....
Dow Chemical	300	289 50
Dresdner Bank	573	617
Femmes d'Auj.	67	....
Finoutremer	245	....
Gén. Belgique	318	325
Gevaert	545	....
Glaxo	115	116
Goodyear	278 50	250 o
Grace and Co	400	375
Grand Metropolitan	....	....
Gulf Oil Canada	133	130
Hartebeest	779	....
Honeywell Inc.	570	....
Hoogovens	176	....
I. C. Industries	445	....
Int. Min. Chem	330	....
Johannesburg	1250	....
Kubota	13 50	13 50
Latonia	229 40	227 10
Mannesmann	521	....
Marks-Spencer	39	....
Midland Bank Plc	53	52
Mineral-Ressourc.	86 30	84 60

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Nat. Nederlanden	704	702
Noranda	145 90	150
Olivetti	25 20	25 70
Pakhoed Holding	206	197
Petrofina Canada	....	....
Pfizer Inc.	316	312
Phoenix Assuranc.	62 10	63 15
Pirelli	11 56	12
Procter Gamble	489	486 50
Ricoh Cy Ltd	40 50	40 80
Rolinco	190	191
Robeco	200	196 10
Rodamco	432	430
Shell fr. (port.)	92	....
S.K.F. Aktiebolag	234	223
Sperry Rand	380 10	380 10
Steel Cy of Can.	176	....
Stilfontein	145	149
Sud. Allumettes	300	243
Tenneco	398	....
Thorn EMI	99 90	....
Thyssen c. 1 000	280	....
Toray indust. inc	17 95	18 45
Vieille Montagne	596	595
Wagons-Lits	350	350
West Rand	82 50	85
SECOND MARCHÉ		
A.G.P.-R.D.	1695	1698
C.D.M.E.	541	540
C. Equip. Elect.	243	247
Delta	333	330

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Dauphin O.T.A.	1695	....
Guy Degrenne	815	811
Merlin Immobilier	1700	1690
Métallurg. Minière	175 50	175
M.M.B.	267	264
Novotel S.I.E.H.	1674	1645
Om. Gest. Fin.	260	270
Petit Bateau	399	400
Petrofigaz	550	559
Poron	470	470
S.C.G.P.M.	251	254
Far East Hotels	1 05	1 06
Sofibus	207	203
Sovac	550	547
Zodiac	1280	1270
Hors-cote		
Alser	203	....
Cellulose du Pin	29 50	....
C. Sabl. Seine	116	....
Coparex	521	520
Dunlop	4 85	12 d
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	58	58
Pronuptia	150	150
Rorento N.V.	637	633
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	122 10	132 d
Total C.F.N.	51	....
Ufimex	276	....

SICAV 25/5

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	223 23	213 11
Actions-Investiss.	260 03	248 24
Actions sélectives	330 86	315 86
Aedificandi	345 25	329 59
A.G.F. 5000	243 45	232 41
Agfimo	365 69	349 11
A.G.F. Interfonds	346 10	330 41
Altefi	212 74	203 09
A.L.T.O.	177 79	169 73
Amérique Gestion	456 27	435 58
A.M.I.	214 21	204 50
Assoc. St-Honoré	11349 06	11292 60
Associc	22984 02	22984 02
Bourse-Investiss.	288 86	275 75
Bred Associations	2123 98	2117 63
Capital Plus	1277 34	1277 34
Columbia (ex W.I.)	631 09	602 47
Convertimmo	289 29	276 17
Cortexa	956 52	913 15
Credinter	371 51	354 66
Crois. Immobil.	367 20	350 55
Déméter	11899 61	11875 86 ♦
Drouot-France	316 75	302 39
Drouot-Investiss.	727 98	694 97
Drouot-Sécurité	186 26	176 86
Drouot-Sélection	104 71	104 71
Energie	234 61	223 97
Eparcourt Sicav	6140 93	6125 62
Epargne Associations	22341 84	22275 01
Epargne-Capital	5539 41	5484 56
Epargne-Croiss.	1289 72	1231 24
Epargne-Industr.	420 08	401 03
Epargne-Inter	631 28	602 65
Epargne-Oblig.	171 08	163 32
Epargne-Unie	831 59	793 88 ♦
Epargne-Valeur	330 80	315 80
Eparoblig	1151 54	1149 24
Eurocic	8502 62	8117 06
Euro-Croissance	397 47	379 45
Europe Investiss.	1037 05	990 02
Foncier Investiss.	633 65	604 92
Fonceval	145 43	138 84
France-Garantie	269 55	264 26
France-Investiss.	421 89	402 76
Fr.-Obl. (nouv.)	391 16	373 42
Francic	250 47	239 11
Fructidor	218 41	208 51
Fructifrance	433 32	413 67
Fructivar	61261 74	61108 97
Fructi-Associations	1026 57	1024 52
Gestilion	60631 95	60480 75
Gestion Associations	108 91	106 25
Gestion Mobilière	542 39	517 79
Gest. Rendement	467 56	446 36
Gest. Sél. France	378 47	361 31
Haussmann Oblig.	1216 13	1160 98
Horizon	682 30	662 43
I.M.S.I.	364 49	347 96
Indo-Suez Valeurs	589 60	562 86
Ind. française	12254 81	12014 52
Interoblig.	10626 74	10144 86
Intersélect France	289 87	276 73
Intervaleurs Indust.	409 91	391 32
Invest. net	11023 94	11001 94
Invest. Obligataire	12853 31	12827 65
Invest. Placements	754 80	720 57
Invest. St-Honoré	637 89	608 96

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Laffitte-crt-terme	110003 85	110003 85
Laffitte-Expansion	630 46	601 86
Laffitte-France	201 98	192 80
Laffitte-Oblig.	134 60	128 50
Laffitte-Placements	102887 31	102584 73
Laffitte-Rend.	193 40	184 63
Laffitte-Tokyo	904 57	863 55
Lion-Associations	11758 11	11758 11
Lionplus	51475 59	50965 93
Livret portefeuille	462 66	449 18
Mondiale Investissem.	334 66	319 48
Monecic	57913 14	57913 14
Multi-Obligations	442 37	422 31
Mutuelle Unie Sél.	105 58	100 79
Natio.-Assoc.	23851 12	23803 51
Natio.-Epargne	11888 89	11770 98
Natio.-Inter.	900 84	859 99
Natio.-Obligations	435 34	415 60
Natio.-Placements	58690 33	58690 33
Natio.-Valeurs	490 36	468 12
Oblifion	1063 81	1015 57
Obliscm	156 53	149 43
Pacifique St-Honoré	395 17	377 25
Paribas Epargne	11809 23	11762 18
Paribas Gestion	515 27	491 90
Patrimoine-Retraite	1179 07	1155 95
Phenix Placements	228 03	226 90
Pierre Investiss.	426 06	406 74
Placement crt-terme	55214 95	55214 95
Province Investiss.	270 73	258 45
Rendem. St-Honoré	11081 50	11026 37
Sécur. Mobilière	387 04	369 49
Sél. court terme	11173 76	11090 58
Sélec. Mobil. Div.	325 10	317 17
Sélection-Rendem.	168 34	160 71
Sélect. Val. Franç.	196 74	187 82
Sicav-Associations	1103 67	1101 47
S.F.I. fr. et étr.	443 43	423 32
Sicavimmo	496 80	474 27
Sicav 5000	217 50	207 64
Slivafrance	351 11	335 19
Slivam	307 50	293 56
Slivarente	208	198 57
Slivinter	333 39	318 27
S.I.-Est	929 44	887 29
S.I.G.	727 01	693 25
S.N.I.	999 50	954 18
Sofinvest	422 84	403 67
Sogepargne	338 70	323 34
Sogevar	823 08	785 76
Soginter	1051 34	1003 67
Soleil Investiss.	398 20	398 20
Technocic	1003 14	957 65
U.A.P. Investiss.	320 13	305 61
Uni-Associations	107 77	107 77 ♦
Unifrance	260 98	249 15 ♦
Unifoncier	683 90	652 89 ♦
Unigestion	618 98	590 91
Uni-Japon	1116 57	1065 94 ♦
Uni-Régions	1516 32	1447 56 ♦
Univrente	1686 68	1640 89 ♦
Univar	136 36	136 36 ♦
Univers-Obligations	1046 89	1012 47 ♦
Valorem	349 41	349 06
Valorg	1149 27	1148 12
Valrexi	124537 77	124413 36

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1800	4,5 % 1973	1810	1820	1840	+ 1 65
3570	C.N.E. 3 %	3700	3715	3715	+ 0 40
220	Accor	222	217	216	– 2 70
780	Agence Havas	775	768	768	– 0 90
535	Air Liquide	529	516	516	– 2 45
540	Als. Superm.	550	565	565	+ 0 90
93	A.L.S.P.I.	90	89 50	89 50	– 0 55
199	Alsthom-Atl.	213	201	199	– 6 57
290	Applic. gaz	284	275	277	– 2 46
415	Arjom. Prioux	448	428	425	– 5 13
910	Aux. Entrepr.	898	895	895	– 0 33
490	Av. Dass.-Br.	502	494	490	– 2 39
270	Bail-Equipem.	277	272	272	– 1 80
585	Bail-Investiss.	577	585	585	+ 1 38
495	Cie Bancaire	499	494	491	– 1 60
159	Bazar H.-V.	160	159 80	159 80	– 0 12
280	Béghin-Say	280 10	280 10	280 10	....
415	Bic	411	400	400	– 2 67
310	B.I.S.	319	311 20	306	– 4 07
1410	Biscuit (Gén.)	1400	1380	1376	– 1 78
1730	Bongrain S.A.	1680	1620	1820	– 3 57
670	Bouygues	670	657	658	– 1 79
2550	B.S.N.-G.D.	2595	2520	2510	– 3 27
1720	Carrefour	1699	1665	1675	– 1 41
980	Casino	1028	995	995	– 3 21
800	Cedis	621	612	611	– 1 61
365	Cetelem	357	354	354	– 0 84
695	C.F.A.O.	698	686	675	– 3 29
82	C.F.D.E.	79 60	79	78 20	– 1 75
405	C.G.I.P.	410	409	408	– 0 48
340	Charg. Réunis	342	338	337	– 1 46
28	Chiers-Châtil.	28	27 20	27 30	– 2 50
260	Ciments franç.	262	247	247	– 5 72
1300	C.I.T. Alcatel	1300	1300	1301	+ 0 07
690	Club Médit.	890	855	856	– 3 82
120	Codetel	122 50	122 10	122 10	– 0 32
225	Cofimeg	228	226	230	+ 0 87
275	Colas	275	271	270	– 1 81
159	Compt. Entrepr.	172	170 10	169	– 1 74
355	Compt. Mod.	356	351	350	– 1 68
630	Créd. Foncier	625	621	617	– 1 28
235	Crédit F. Imm.	239	239 90	239 90	+ 0 37
590	Crédit Nat.	615	622	622	+ 1 13
32	Creusot-Loire	31 20	30 90	30 20	– 3 20
105	Crouzet	102 10	101	101 50	– 0 58
1690	Damart-Servip	1700	1655	1655	– 2 64
880	Darty	940	920	902	– 4 04
650	Docks France	640	641	641	+ 0 15
104	D.M.C.	102 80	100 50	100	– 2 72
680	Dumez	686	693	691	+ 0 72
540	Eaux (Gén.)	548	538	538	– 1 82
265	Elf-Aquitaine	257 50	257 10	257 10	– 3 88
255	– (certific.)	265	245	245	– 7 54
2580	Essilor	2570	2500	2500	– 2 72
660	Esso S.A.F.	690	689	685	– 0 72
820	Eurafrance	840	830	830	– 1 19
720	Euromarché	717	717	717	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
885	Europe nº 1	884	670	671	– 1 90
850	Facom	840	808	808	– 3 80
770	Fichet-Bauche	762	761	760	– 0 26
194	Finextel	194 90	194 90	194 90	....
290	Fives-Lille	273	271	273	....
45	Fonderie (Gén.)	44 40	41 10	41 30	– 6 98
75	Fraissinet	74	74	74	....
385	Francarep	390	387	387	– 0 76
188	Gal. Lafayette	185 10	188 50	188 50	+ 1 83
920	Gén. Géophys.	913	911	911	– 0 21
285	GTM-Entrepose	257	263	263	+ 2 33
300	Guyenne-Gasc.	300	300	300	....
1540	Hachette	1495	1425	1425	– 4 68
325	Hénin (La)	329	328 90	327 10	– 0 57
92	Imétal	96 50	95	93	– 3 62
300	Imm. Plaine-M.	305	299	299	– 1 96
1230	Inst. Mérieux	1330	1350	1350	+ 1 50
390	Interbail	384	383	383	– 0 26
1520	Intertechnique	1495	1468	1465	– 2
141	J. Lefebvre	140 50	137	137	– 2 49
725	Lab. Bellon	734	725	725	– 1 22
365	Lafarge-Coppée	362	352	351	– 3 03
1880	Legrand	1929	1870	1876	– 2 74
1210	Lesieur	1218	1195	1195	– 1 88
285	Locafrance	298	302	295	– 1
645	Locindus	650	645	645	– 0 76
790	Lyonn. Eaux	779	757	750	– 3 72
225	Mais. Phénix	211 50	209 80	204	– 3 54
1145	Majorette (Ly)	1140	1125	1125	– 1 31
122	Manurhin	125	120	120	– 4
100	Mar. Wendel	105 10	104 70	104 60	– 0 47
1790	Martell	1820	1795	1782	– 2 08
1140	Merlin-Gerin	1110	1090	1085	– 2 25
1400	Matra	1519	1479	1480	– 2 56
810	Michelin	805	776	780	– 3 10
1590	Midi (Cie)	1615	1587	1587	– 1 73
220	Midland Bk S.A.	228	221	222	– 2 63
62	M.M. Penarroya	63	58	58	– 7 93
1570	Moët-Hennessy	1560	1511	1510	– 3 20
400	Mot. Leroy-S.	400 10	395	395	– 1 27
100	Moulinex	100 50	98 20	98 10	– 2 38
555	Mumm	555	560	559	+ 0 72
255	Navig. Mixtes	264 90	255	255	– 3 73
49	Nord-Est	52 70	51 30	51 20	– 2 84
340	Nordon (Ny)	341	341	341	....
104	Nouvelles Gal.	104 50	104 10	104 10	– 0 38
630	Occident. (Gén.)	621	616	617	– 0 64
295	Olida-Caby	310	295	295	– 4 83
795	Omn. F. Paris	785	780	780	– 0 63
153	Opfi-Paribas	160	154	154 10	– 3 68
2420	Oréal (L')	2470	2388	2394	– 3 07
81	Papet. Gascogne	79 10	79 50	79 50	+ 0 50
645	Paris-Réescomp.	650	655	655	+ 0 76
245	Pechelbronn	242 50	243	244	+ 0 61
820	Penhoët	637	629	628	– 1 41
780	Pernod-Ricard	781	760	761	– 2 56
280	Pétroles (Fse)	296	289 50	284 20	– 3 98

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
65	– (certific.)	68 50	66 20	66 20	– 3 35
103	Pétroles B.P.	109 30	107	107	– 2 10
235	Peugeot S.A.	232	227	225	– 3 01
45	Poclain	45	44 50	44 50	– 1 11
410	Pollet	410	409	408	– 0 48
126	Pompey	126	127	127	+ 0 79
330	P.M. Labinal	325	332	331	+ 1 84
1690	Presses Cité	1648	1635	1635	– 0 78
960	Prétabail Sic.	979	979	980	+ 0 10
250	Primagaz	257	253	251	– 2 33
150	Printemps	154	151 20	151	– 1 94
1570	Promodès	1605	1600	1590	– 0 93
295	Radiotechn.	295 50	295	288	– 2 53
108	Raffin. (Fse)	117	110	110	– 5 98
1160	Redoute (La)	1180	1160	1150	– 2 54
1070	Roussel-Uclaf	1125	1120	1115	– 0 88
1560	Rue Impériale	1505	1500	1500	– 0 33
160	Sade	150	150	150	....
1360	Sagem	1381	1390	1385	+ 0 28
380	St-Louis B.	389	389	388	– 0 25
510	Sanofi	515	512	510	– 0 97
320	S.A.T.	340	344	342	+ 0 58
665	Saupiquet Cie	680	666	666	– 2 06
91	Schneider	91	88 55	88 55	– 2 69
58	S.C.O.A.	58	58	58	....
186	S.C.R.E.G.	184	184	183 50	– 0 27
430	Seb	433	428	428	– 1 15
260	Sefimeg	262	260	263	+ 0 38
890	S.F.I.M.	857	825	825	– 3 73
67	S.G.E.-S.B.	66	65 30	65	– 1 51
860	Sign. Ent. El.	836	824	824	– 1 43
480	Silic	488	490	480	+ 0 40
305	Simco	305	303	303	– 0 65
140	Simnor	142 90	143	143	+ 0 08
1340	Skis Rossignol	1341	1330	1330	– 0 82
520	Sliminco	520	520	520	....
600	Sogerap	535	525	525	– 1 86
540	Sommer-Allib.	551	550	544	– 1 27
515	Source Perrier	514	513	514	....
425	Talcs Luzenac	431	431	431	....
1690	Tél. Elect.	1640	1585	1585	– 3 35
295	Thomson-C.S.F.	310	300	299	– 3 54
1980	T.R.T.	1930	1900	1900	– 1 55
295	U.F.B.	290	290	290	....
575	U.I.S.	579	576	576	– 0 51
270	U.C.B.	266	264	263	– 1 12
260	Valéo	263	255	254	– 3 42
65	Vallourec	67 90	67 90	67 90	....
2080	V. Clicquot-P.	2120	2075	2070	– 2 35
820	Vinipix	850	790	790	– 7 05
1030	Elf-Gabon	1120	1090	1091	– 2 58
220	Amax Inc.	236	230 10	228 10	– 3 34
290	Amer. Express	295	278 50	270	– 8 47
153	Amer. Teleph.	159 50	155	153	– 4 07
163	Anglo Amer. C.	174	173 50	173 50	– 0 28
1110	Amgold	1119	1134	1185	+ 5 89

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
585	BASF (Akt)	628	610	615	– 2 07
615	Bayer	637	628	626	– 1 72
590	Buffelsfont.	605	620	630	+ 4 13
31	Charter	31 40	31	31 20	– 0 63
420	[illegible]	426	400 10	401	[illegible]
285	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
71	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
1300	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
133	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
350	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
460	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
625	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
150	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
....	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
385	Ericsson	395	385 50	385 80	– 2 40
416	Exxon Corp.	428	408	401	– 6 30
340	Ford Motors	364	359 70	358	– 1 64
395	Free State	379	409	419	+ 10 55
198	Gencor	205	209	214	+ 4 39
325	Gén. Belgique	318	318 50	325	+ 2 20
520	Gén. Electr.	533	511	512	– 3 93
600	Gen. Motors	645	629	633	– 1 86
74	Goldfields	78 20	75 50	78	+ 2 36
....	GdMetropolitain	46	45 80	47	+ 2 17
200	Harmony	210	219 70	222 50	+ 5 95
35	Hitachi	37 80	36 45	36 20	– 3 72
630	Hoechst Akt.	660	648	645	– 2 27
79	Imp. Chemical	78 10	82	81	+ 3 71
110	Inco. Limited	110 50	107	107 20	– 2 58
1080	IBM	1085	1062	1062	– 2 11
74	Ito-Yokado	80 50	77 40	78	– 3 10

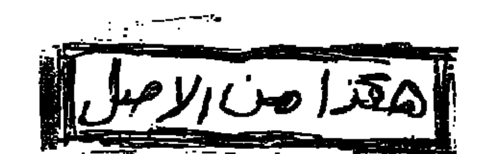
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
345	ITT	354	349 50	346 50	– 2 11
70	Matsushita	75 50	74 40	74 20	– 1 72
870	Merck	900	872	875	– 2 77
715	Minnesota M.	755	736	737	– 2 38
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
505	Royal Dutch	514	[illegible]	[illegible]	[illegible]
82	Rio Tinto Zinc	84 90	84 80	84 20	– 0 82
330	St Helena Co	330	345	351	+ 6 36
490	Schlumberger	496	480	482	– 2 82
93	Shell transp.	95 50	94 20	94 20	– 1 36
1410	Siemens A.G.	1480	1465	1455	– 0 34
139	Sony	148 50	144	144 50	– 2 69
215	T.D.K.	234 50	223	222	– 5 33
....	Toshiba Corp.	17 50	17 15	17 15	– 2
765	Unilever	782	776	777	– 0 63
625	Unit. Techn.	644	618	622	– 3 41
1200	Vaal Reefs	1220	1253	1284	+ 5 24
575	West Deep	591	620	625	+ 5 75
475	West Hold.	492	518	524	+ 6 50
370	Xerox Corp.	381	371	373	– 2 09
2 48	Zambia Corp.	2 50	2 43	2 48	– 0 80

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 25/5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 504	8 397	8 150	8 650
Allemagne (100 DM)	307 490	307 930	293	313
Belgique (100 F)	15 131	15 124	14 350	15 450
Pays Bas (100 fl.)	273 100	273 200	261	281
Danemark (100 krd)	83 930	83 930	79	87
Norvège (100 k)	108 220	108 100	100	107
Grande-Bretagne (£ 1)	11 699	11 610	11 300	12 100
Grèce (100 drachmes)	7 817	7 780	7 200	8 950
Italie (1 000 lires)	4 983	4 975	4 715	5 205
Suisse (100 fr.)	373 280	372 500	361	382
Suède (100 krs)	104 770	104 400	99	106
Autriche (100 sch)	43 760	43 790	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 483	5 486	5 350	5 900
Portugal (100 esc.)	6 050	6 010	6 800	6 800
Canada ($ can 1)	6 561	6 477	6 230	6 570
Japon (100 yens)	3 660	3 623	3 500	3 660

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/5
Or fin (kilo en barre)	102500	102500
Or fin (en lingot)	102300	102600
Pièce française (20 fr)	610	616
Pièce française (10 fr)	435	.....
Pièce suisse (20 fr)	611	613
Pièce latine (20 fr)	594	590
Souverain	745	743
Pièce de 20 dollars	4080	4140
Pièce de 10 dollars	2000	1980
Pièce de 5 dollars	1295	.....
Pièce de 50 pesos	3895	3860
Pièce de 10 florins	618	616



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 26-27 mai 1984 a été tiré à 418 802 exemplaires



DÉBUT DES NÉGOCIATIONS ENTRE LE PATRONAT ET LES SYNDICATS

Comment adapter le droit social

En engageant ce lundi 28 mai la négociation sur la « *flexibilité* » – « *une des plus difficiles et des plus importantes depuis quize ans* » pour le CNPF, – les organisations syndicales et patronales peuvent se retrouver d'accord sur un point, celui de l'urgence qu'il y a à améliorer les conditions d'emploi pour faire face au chômage (voir *le Monde* du 26 mai). Quand le taux de chômage atteint presque 10 % de la population active (9,8 %), quand en un seul mois, celui d'avril 1984, on enregistre 40 883 licenciements économiques, quand en un an, en données corrigées des variations saisonnières, on compte 292 300 chômeurs de plus avec une chute des offres d'emploi de 50 %, le feu est bel et bien dans l'écurie. Ce qui apparaît à cet égard incroyable, c'est qu'il ait fallu attendre dix ans pour se rendre compte que l'accord de 1969 sur la sécurité d'emploi déjà réajusté en 1974, était devenu inapproprié, dépassé. Un retard dans l'adaptation dont tout le monde est responsable.

Se retrouver sur un constat ne donne aucune garantie quant à une conclusion positive de la négociation. Les objectifs du patronat et les aspirations des syndicats apparaissent en effet antinomiques. On risque même de s'installer dans une guerre de tranchées. Le CNPF rassemble ses revendications derrière un maître mot, celui de la « *flexibilité* », qui ne peut qu'inquiéter les syndicats puisque est flexible ce qui « *plie aisément* ». Ce qu'il recherche, c'est un véritable « *new deal* » social pour obtenir « *l'adaptation du droit social* » aux mutations technologiques et aux conditions d'emploi des dix prochaines années. Souplesse pour l'embauche, levée des contraintes pour les licenciements – avec suppression de l'autorisation administrative préalable, – aménagement de la durée annuelle du travail, voilà autant d'objectifs qui apparaissent comme autant de provocations pour les syndicats.

M. Chotard a précisé que tous les dossiers seront sur la table.

La difficulté majeure dans cette importante négociation est que la crise économique et la montée du chômage font naître des aspirations contradictoires pour les chefs d'entreprise et les syndicats. Les premiers veulent avoir les mains libres pour s'adapter aux mutations et ajuster l'emploi aux seules contraintes de la concurrence. Les seconds mettent en avant la nécessité d'*une protection supplémentaire* des salariés. Ils ont besoin de garanties d'autant plus solides qu'ils sont faibles, notamment dans les PME. Une convention sociale bien protectrice, c'est pour eux une bonne cotte de maille. S'en défaire s'est s'exposer. Ainsi la CGT refuse-t-elle les bases de discussion du CNPF, M. Viannet confiant à *Sud-Ouest* que le droit de licenciement n'a pas besoin d'assouplissements mais de « *garanties accrues* ».

Ainsi M. Kaspar, pour la CFDT, souligne que la flexibilité existe déjà avec chaque année 340 000 licenciements individuels et plus de 450 000 licenciements économiques, avec une embauche sur deux à contrat à durée déterminée. Ainsi M. Mandinaud pour la CGC *résume-t-il* bien une position syndicale dominante en déclarant : « *Nous sommes prêts à toute discussion mais nous ne sommes pas prêts à passer de la position debout à la position à quatre pattes* ».

Dans ce jeu difficile, le gouvernement, qui observe avec intérêt cette négociation, apparaît paradoxalement comme l'allié des *uns et* des autres. Objectivement, il soutient la quête de souplesse du patronat, convaincu que le monde social est trop figé, que les entreprises ont besoin d'un appel d'air, que la bataille économique nécessite la mobilisation de toutes les énergies. Politiquement pourtant - et l'appui spectaculaire, même s'il est sans suites, de M. Mauroy à la revendication des trente-cinq heures va dans ce sens – il est l'allié de syndicats qui peuvent espérer qu'un pouvoir de gauche ne laissera pas faire n'importe quoi et qu'il veillera à ce que la législation sociale ne soit pas mise en pièces.

Le gouvernement évitera sans doute dans l'immédiat de choisir entre l'allié économique et l'allié politique. Dès lors on peut se demander si la négociation ne court pas rapidement à l'impasse. Dès le 28 mai M. Yvon Chotard s'est engagé à partir d'une enquête auprès des PME, à ce que les entreprises créent 470 000 emplois si les syndicats acceptent la souplesse requise. Mais un tel donnant-donnant ne suffira pas à vaincre les craintes des syndicats. Pour qu'une chance d'avancer existe, il faudrait que la négociation puisse être replacée sur le terrain de la solidarité des acteurs des entreprises face à la montée d'un chômage qui menace l'activité des unes et l'emploi des autres. Mais la solidarité a un parfum consensuel qui heurte la CGT. Si les syndicats doivent éviter de s'arc-bouter sur une attitude uniquement défensive, les mutations en cours les obligeant inéluctablement à changer eux aussi, le patronat doit également se montrer plus ouvert et leur accorder un droit de regard ou de contrôle sur la souplesse requise.

MICHEL NOBLECOURT.

AU COURS D'UN CONGRÈS PRÈS DE PARIS

Le Mouvement pour la démocratie en Algérie a été créé sous la présidence de M. Ben Bella

Le congrès constitutif du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), parti d'opposition en exil, présidé par M. Ahmed Ben Bella, bien qu'absent à ces assises, s'est déroulé les 26 et 27 mai, dans la région parisienne, comme l'avait annoncé récemment l'ancien président algérien (*le Monde* du 23 mai). Quelque deux cent soixante-cinq délégués algériens, venus de France et d'autres pays européens, ont assisté à la projection d'un programme vidéo contenant un « *discours d'orientation* » de M. Ben Bella. Une assemblée du même genre devait, selon les organisateurs, se tenir clandestinement en Algérie.

M. Ben Bella a dressé un violent réquisitoire contre le régime, qualifié de « *fasciste* », du président Chadli Bendjedid, et contre l'« *impérialisme* ». Il a affirmé que le MDA ne constituerait que « *la branche algérienne* » d'une « *internationale arabo-islamique* » et a lancé un appel solennel à « *tous les courants d'opposition* », les invitant à former un large « *front démocratique* » œuvrant pour l'avènement d'une « *authentique démocratie* » en Algérie. Celle-ci, selon le MDA, doit se fonder sur « *le choix du multipartisme* » et « *l'autogestion généralisée à tous les secteurs de l'activité économique, sociale, culturelle et politique* ».

Concernant l'émigration algérienne en France, M. Ben Bella a reproché au gouvernement algérien son « *attitude de démission qui (...) n'est pas de nature à inciter les dirigeants français à se soucier sérieusement de la situation* » des immigrés. Selon lui, « *il n'y a qu'une seule solution au problème (...) : retourner au pays* ». Par ailleurs, il a sévèrement critiqué le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a affirmé son soutien à la révolution iranienne, tout en désapprouvant l'exercice du pouvoir par des théologiens, et exprimé quelques désaccords avec la Libye.

[Agé de soixante-huit ans, M. Ben Bella a choisi de vivre en exil en Europe depuis 1981, après avoir été libéré par le président Chadli. Il a quitté la France en janvier 1983, après la découverte d'une cache d'armes dans sa résidence de Montmorency (région parisienne) et s'est installé à Genève. Cette affaire explique sans doute qu'il n'ait pas assisté à la création du mouvement qu'il préside.]

En Espagne

UN CAPITAINE TUÉ DANS UN ATTENTAT A PAMPELUNE

Pampelune (*AFP, Reuter, AP*). – Un capitaine de la garde civile a été tué le dimanche 27 mai dans l'explosion de sa voiture, à Pampelune, et sa femme grièvement blessée. Le capitaine, Luis Hoyo Ochoa, cinquante-cinq ans, s'apprêtait à mettre son véhicule en marche quand l'engin a explosé.

La police soupçonne le mouvement séparatiste ETA d'avoir organisé l'attentat.

CALME SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Les places de Londres (Bank Holiday) et de New-York (Memorial Day) étant fermées, le calme a régné sur les marchés des changes lundi 28 mai. Le dollar s'est ainsi traité à 8,3950 F (contre 8,3975 F vendredi) à Paris, et à 2,7280 DM (contre 2,7296 DM) à Francfort. Son cours n'a pas varié à Zurich.

Après l'alerte de la semaine dernière, le département du Trésor des États-Unis a présenté à M. Reagan un rapport d'où il ressort que les rumeurs concernant une défaillance de la Manufacturers Hanover Trust Co., et d'autres établissements financiers étaient dénuées de fondement.



Sur le vif

Gardiens et voleurs

J'ai reçu une lettre marrante. Installé en Afrique noire – ce qu'il me raconte vaut aussi pour l'Asie, – mon correspondant *m'a donné une grande idée*. Voici ce dont il s'agit. De Yaoundé à Bangkok, vous avez des sociétés de gardiennage, des sociétés florissantes, des sociétés privées, qui vous envoient par cars entiers, de la tombée de la nuit à la levée du jour, des gardiens en uniforme, armés de gourdins.

Ils vous gardent tout ce que vous voulez : votre usine, votre villa, votre bateau, votre chien ou votre bagnole. Et ils vous le gardent même si vous ne le voulez pas. N'essayez pas de faire le malin. Ne croyez pas pouvoir vous passer de gardien. Vous serez aussitôt cambriolé par celui de la maison d'à côté. Histoire de vous apprendre à vous méfier des malfaiteurs.

Etre gardien, c'est fatigant quand même. Ça prend sur vos heures de sommeil. Alors, pour pouvoir dormir sur leurs deux oreilles ou même s'absenter à l'occasion, les gardiens versent une cotisation mensuelle – environ le quart de leur salaire – au syndicat des voleurs. Grâce à quoi, ils sont peinards. Personne n'ira toucher à ce qu'ils sont censés garder.

Bien sûr, il y en a parfois qui font du zèle. Ainsi, en entendant un drôle de bruit dans un bureau, le gardien d'une entreprise entrouvre doucement la porte, pénètre, la machette haut dressée, dans la pièce où crépite un télex, le fracasse, l'écrabouille et explique ensuite, tout fier, à son patron qu'il a tué le fantôme. L'impression à distance relevait de la sorcellerie à ses yeux. Comme l'écrit avec drôlerie mon lecteur, le patron n'a pu qu'en rire, jaune ou plutôt blanc. Et commander une nouvelle machine.

Ce n'est pas le genre de truc qui risque de se produire ici. Ici, s'il entendait un bruit étrange, le gardien serait pris d'une telle pétoche qu'il en ferait dans son froc. Ce n'est pas pour encourager sa flemme, c'est pour ménager ses nerfs que je propose d'appliquer en France le système de caisses de prévoyance à double fond. On cotise pour être gardé d'un côté. De l'autre, on cotise pour n'être pas attaqué. C'est tout profit. Et ce n'est pas si bête. On pourrait même, pendant qu'on y est, améliorer la formule en supprimant un intermédiaire : le gardien. Et traiter directement de voleur à propriétaire. Ça ferait des économies. Evidemment, ça ferait aussi des chômeurs. Que voulez-vous, la restructuration est à ce prix.

CLAUDE SARRAUTE.

LE QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DU MAQUIS DES GLIERES

« Les morts du plateau illustre »

Plateau des Glières (Haute-Savoie). – Plusieurs milliers de personnes : ils ont été nombreux, le dimanche 27 mai, les fidèles au rendez-vous du souvenir rassemblés sur le plateau des Glières, quarante ans après. A commencer par la neige, d'ordinaire inattendue en pareille saison, qui était tombée à gros flocons la veille, tout exprès, comme pour rappeler à ceux qui l'ignoraient peut-être encore que des hommes résolus avaient souffert de ses morsures glacées des jours et des nuits durant, guettant à la fois le ciel d'où devaient tomber les armes qu'ils espéraient et les vallées d'où l'occupant pouvait à tout instant surgir.

Il y avait là des survivants, dont les rangs s'éclaircissent un peu plus chaque année, le grand béret alpin sur l'oreille, leurs insignes et leurs médailles, leurs drapeaux tirés pour la quarantième fois de leurs étuis de moleskine noire. Il y avait les jeunes appelés du 27e bataillon de chasseurs alpins d'Annecy, celui-là même qui avait fourni aux maquisards du tout premier jour ses officiers et ses sergents. Il y avait dans la foule des jeunes et des très jeunes, des fils et des petits-fils qui n'auront jamais connu d'un père ou d'un grand-père qu'une photo qui jaunit dans son cadre, *sur le mur d'une salle à manger*.

Et puis il y avait les absents, terriblement présents à l'heure où la sonnerie aux morts allait retentir, que l'écho répétait dix fois aux quatre coins du plateau figé dans le silence... Théodose Morel dit *Tom*, le jeune lieutenant du 27e BCA, premier chef du maquis, le capitaine Maurice Anjot dit

De notre envoyé spécial

Bayard, qui devait lui succéder et croiser la même mort sur son chemin, Georges Vadot dit *Bernard*, Gilbert Lacombe, Marcel Hemm, Jacques-Henri Lebovici dit *Launnoy*, Maurice Pépin dit *Grand Maurice*, Louis Sala dit *Loulou*, Lucien Cotterlaz-Rennard dit *Papillon*, et tant d'autres venus de tous les horizons : communistes, socialistes, nationalistes, juifs, chrétiens ou athées, républicains espagnols, dont les noms sont aujourd'hui gravés dans la pierre du petit cimetière de Morette et sur le monument aux morts de Thorens-Glières, *en bas, dans la vallée*.

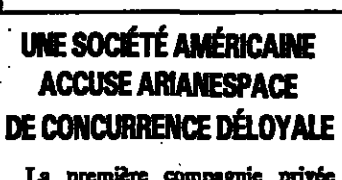
Une cérémonie poignante dans sa simplicité, au pied du monument érigé là, au centre du plateau, œuvre du sculpteur Gilioli, qu'André Malraux vint inaugurer en 1973, « *grand oiseau blanc avec son aile d'espoir, son aile amputée de combat, et, entre elles, son soleil levant* »... Après M. Maurice Schumann, qui fut, depuis Londres, la voix de la France libre qui avait évoqué cette « *tragédie atroce et superbe écrite en lettres de force sur les neiges éternelles* », M. Charles Hernu, ministre de la défense, qu'accompagnait M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, allait rappeler ce que fut la vie de ces hommes, « *traqués d'abord par les miliciens de Vichy puis par les soldats de la 157e division alpine des armées d'Hitler* », qui avaient dû faire appel à l'artillerie et à l'aviation pour venir à bout – très momentanément – de ces irréductibles, dont les rescapés se regrouperont bientôt un peu plus loin, un peu plus haut dans les forêts pour continuer la lutte.

Un sacrifice raisonné

« *Rappeler les souffrances de ces hommes*, devait dire M. Hernu, *n'est pas seulement un devoir, c'est une nécessité : leur courage et leur détermination doivent rester à jamais dans les mémoires, comme un modèle et un exemple, parce que, comme l'a déclaré M. Mitterrand : « Un peuple qui perd sa mémoire perd son identité.* » Le colonel Louis Jourdan, président du comité d'union des mouvements de résistance de la Haute-Savoie, devait, pour sa part, souligner le véritable enjeu de la bataille où se sont jetés ceux dont la devise « *Vivre libre ou mourir* » prend, quarante ans plus tard, toute sa dimension : « *Ce ne fut pas seulement un combat héroïque, mais un sacrifice raisonné : montrer aux alliés que la Résistance était une réalité sur laquelle ils pouvaient compter... Par leur courage, ils l'ont prouvé...* »

En faisant de la commémoration du plateau des Glières la première des dix grandes cérémonies prévues pour le quarantième anniversaire de la libération, le gouvernement a montré que la France *n'avait pas oublié ceux que le général de Gaulle allait appeler « les morts du plateau illustre »*, ces hommes « *dont l'exemple demeurera comme un témoignage splendide jeté à travers le monde de la résolution de la France dans la plus terrible guerre de son histoire* ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.



UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE ACCUSE ARIANESPACE DE CONCURRENCE DÉLOYALE

La première compagnie privée américaine autorisée à commercialiser des lanceurs de satellites, Transpace Carriers, a porté plainte contre la société européenne Arianespace pour concurrence déloyale. Elle accuse celle-ci de pratiquer, grâce à des subventions gouvernementales, « *des prix à deux niveaux* », l'un pour les Européens et l'autre, beaucoup plus faible, pour les Américains. Transpace Carriers veut obtenir l'interdiction de la vente des services d'Arianespace aux Etats-Unis et demande au gouvernement américain d'imposer des sanctions économiques sur les biens et les services provenant de France et des autres pays européens membres d'Arianespace.

Cette plainte, déposée auprès du bureau du représentant américain pour le commerce, suit de quelques jours la mise en orbite, le 23 mai, du satellite américain Spacenet-1, par la fusée européenne Ariane. Les dirigeants d'Arianespace se refusent à tout commentaire avant d'avoir examiné l'affaire avec des juristes. Dans les milieux compétents, on souligne toutefois que cette plainte est « *bien peu fondée* » et on remarque que Transpace Carriers est mal placée pour porter de telles accusations puisqu'elle exploitera des fusées Delta dont le développement a été entièrement financé par la NASA.

